



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries décembre 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 décembre 2016

CAUSERIE

Je n'ai pas pu accéder à Internet pendant 48h. Comme le téléphone ne fonctionnait pas non plus, je n'ai pas pensé que le problème pouvait provenir de la carte sim, et c'était le cas, elle n'ont pas supporté le début de la mousson, taux d'humidité ambiant 83%.

Parfois on manque de logique, ou on ne conçoit pas que des coïncidences improbables puissent malgré tout se produire et entrer dans la logique. J'analyse chacune de mes expériences, même les plus insignifiantes, en apparence.

Tenez, en voilà une qui vaut son pesant de cacahuètes, ne rigolez pas, j'en ai récoltés environ un kilo ou plutôt Selvi ma compagne, on s'enrichit comme l'on peut !

Un soir, il y a de cela deux ou trois semaines, j'ai regardé un film français des années 70, la dernière image représentait la mer avec des vagues ondulantes. Le lendemain soir, je vais pour regarder un autre film, exactement la même image apparaît à l'écran. Etonnant, incroyable, non ?

Un autre soir après avoir dîné avec Selvi (ma compagne) et Adi (sa soeur et ma demi-compagne!) j'ouvre le téléphone portable et on regarde un passage d'un concert d'Aerosmith, elles adorent le hard, le metal et le heavy rock, mélodieux j'entends et interprété par des virtuoses, pas du bruit. Quelques temps plus tard, je les laisse papoter et je rejoins la pièce qui me sert de bureau, j'allume l'ordinateur pour regarder un film. Et qu'est-ce que j'allais entendre au beua milieu de ce film, Aerosmith, un des morceaux du même concert. Troublant comme coïncidence, la seconde en à peine quelques jours.

Comme d'habitude quand ce phénomène se produit, j'en ai déduit que tout était dans l'ordre des choses et que je ne devais surtout rien changer, bref que j'étais sur la bonne voie ou que tel était mon destin.

S'il vous arrive de réfléchir à la situation, entre nous c'est recommandé, mais chacun fait comme il l'entend, soyez logique, mais méfiez-vous de ce que vous entendez pas logique. Tout l'est assurément, et seul ce qui nous échappe ne semble pas l'être. Les expériences que je viens de relater prouve qu'il existe un lien entre des événements espacés dans le temps, qui ne sont pas perceptibles à l'heure actuelle par l'être humain

Les causeries de novembre sont disponibles au format pdf, 117 pages.

Le document de Pierre Salvaing a été téléchargé 473 fois et ouvert ou consulté par 2781 internautes, bravo à eux !

Et n'oubliez pas de tirer la chasse derrière vous, monsieur le président, merci !

Dites, si Fillon prépare un "coup d'Etat social" (dixit Mélenchon), c'est quoi un coup d'Etat antisocial ? Mélenchon président ?

Ne vous laissez pas distraire par cet illusionniste, observez plutôt ce qui est en train de se mettre en place aux Etats-Unis, une machine de guerre d'une puissance de feu comme jamais l'humanité n'en a connu contre tous les peuples.

Leur stratégie politique devait les conduire à prendre tout le pouvoir, ils y sont parvenus.

La règle du jeu est pipée, les cartes sont fausses, l'enjeu inavouable.

- Les cartes rebattues dans une gauche disparate avec 10 candidats - AFP

Après le renoncement de François Hollande à briguer un deuxième mandat, les cartes sont rebattues dans une gauche très disparate et qui compte déjà une dizaine de candidats à l'élection présidentielle, à l'intérieur ou à l'extérieur de la primaire.

Après le renoncement de François Hollande à briguer un deuxième mandat, les cartes sont rebattues dans une gauche très disparate et qui compte déjà une dizaine de candidats à l'élection présidentielle, à l'intérieur ou à l'extérieur de la primaire.

Dans la primaire organisée par le Parti socialiste:

- Arnaud Montebourg (PS), 54 ans

L'ex ministre de l'Economie de Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls a été le premier à déposer ses parrainages rue de Solferino jeudi. Celui qui avait totalisé 17% des voix à la primaire de 2011 apparaît comme le favori contre Manuel Valls qu'il avait contribué à faire nommer à Matignon.

- Benoît Hamon (PS), 49 ans

L'ancien ministre de l'Education nationale de Manuel Valls a réaffirmé vendredi son souhait de participer à la primaire. Il a prévu de déposer ses parrainages le 9 décembre.

- Marie-Noëlle Lienemann (PS), 65 ans

Issue comme les deux précédents de l'aile gauche du PS, la sénatrice de Paris a ses parrainages, mais veut inciter ses camarades à "réfléchir à une candidature unique" des frondeurs. Elle rédigera prochainement une lettre en ce sens.

- Gérard Filoche (PS), 70 ans

Membre du Bureau national du Parti socialiste, ancien syndicaliste et inspecteur du travail, Gérard Filoche se "bagarre" pour réunir les parrainages requis.

- François de Rugy, 42 ans

Le Député de Loire-Atlantique transfuge d'EELV, vice-président de l'Assemblée nationale, est candidat au nom de son parti, le Parti écologiste.

- Jean-Luc Bennaïm, 62 ans

Président du Front démocrate et co-président de l'Union des Démocrates et Ecologistes, ex-secrétaire national des Verts puis vice-président du MoDem, est lui aussi candidat au nom de son parti, associé à la Belle alliance populaire (BAP).

- Pierre Larroutou, 52 ans

Cofondateur de "Nouvelle Donne" avec Nathalie Cayet, ancien membre du PS et d'Europe Ecologie-Les Verts, Pierre Larroutou a annoncé sa candidature jeudi. Mais elle doit encore être validée par le Conseil national d'organisation de la primaire.

Candidature attendue dans le cadre de la primaire :

- Manuel Valls (PS), 54 ans Le Premier ministre apparaît avec le renoncement de François Hollande comme le candidat "naturel" de la gauche de gouvernement -de nombreux proches du chef de l'Etat s'étaient exprimés en ce sens ces dernières semaines. Il doit encore confirmer sa participation.

Candidatures en dehors de la primaire:

- Yannick Jadot, 49 ans

Le député européen EELV a été investi à la présidentielle à la faveur d'une victoire lors de la primaire EELV. Il a réaffirmé jeudi soir sa volonté d'être candidat en dehors de la primaire initiée par le PS. Mais il pourrait avoir des difficultés à réunir les parrainages nécessaires.

- Emmanuel Macron, 38 ans

L'ancien ministre de l'Economie, qui a contribué à affaiblir François Hollande en déclarant sa candidature à la présidentielle le 16 novembre, a lui aussi réaffirmé jeudi sa volonté d'être candidat sans passer par la primaire. - Sylvia Pinel, 39 ans La présidente du Parti radical de gauche a été désignée la semaine dernière pour porter les couleurs de son parti à l'élection présidentielle.

- Jean-Luc Mélenchon, 65 ans

Fondateur du mouvement "La France insoumise", candidat à l'élection présidentielle de 2012. Ancien député européen, sénateur de l'Essonne, et ministre délégué à l'enseignement professionnel de Lionel Jospin (sous Jacques Chirac).

- Nathalie Arthaud, 46 ans

Professeur d'économie et de gestion. Membre de Lutte ouvrière. Candidate à l'élection présidentielle en 2012. - Philippe Poutou, 49 ans Ancien ouvrier. Membre du Nouveau parti anticapitaliste. Candidat à l'élection présidentielle en 2012.

- Bastien Faudot, 37 ans

Il portera les couleurs du MRC, le mouvement fondé par Jean-Pierre Chevènement. AFP 02.12

En complément.

Deux jours plus tôt.

- Hollande "le mieux placé pour rassembler la gauche et les Français", selon Sapin - AFP

Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances, a affirmé mercredi que François Hollande était "le mieux placé pour rassembler la gauche" et "les Français" en vue de l'élection présidentielle de 2017. AFP 30.11

De la planète des singes.

- Valls sur orbite après le renoncement de Hollande - AFP

Ordre nouveau.

- Sans Hollande ni Sarkozy, la présidentielle de 2017 annonce le renouveau ! - Le Huffington Post

[Etats-Unis. Bienvenue en oligarchie chez les "enragés".](#)

Et dire qu'il en a encore dans nos rangs pour caractériser tous les régimes des puissances occidentales de démocratie !

Bravo aux oligarques anglo-saxons-sionistes, vous tenez le bon bout, ne lâchez rien ! Nos sincères condoléances au peuple américain qui en est la première victime.

Nos ennemis sont manifestement en ordre de bataille. Et nous ? Nous, nous sommes les otages de dirigeants incapables et corrompus auxquels les militants continuent malgré tout d'accorder leur confiance, c'est l'aspect tragique de la situation

du prolétariat mondial...

- Etats-Unis: Steven Mnuchin, ancien dirigeant de Goldman Sachs, nommé secrétaire au Trésor - 20minutes.fr

Il est inconnu du grand public mais bien connu du monde de la finance. Steven Mnuchin, un banquier de Wall Street et ancien dirigeant de la banque d'affaires Goldman Sachs, a annoncé mercredi avoir été nommé secrétaire au Trésor de Donald Trump.

L'ancien « Goldman boy » a aussi confirmé la nomination de Wilbur Ross à la tête du département du Commerce, en charge de la politique industrielle américaine.

Wilbur Ross, qui se trouvait à ses côtés pendant l'interview télévisée, est également un banquier qui gère son fonds d'investissement et s'est spécialisé dans le redressement d'entreprises en difficultés.

Wilbur Ross, 79 ans, avait notamment travaillé avec le magnat de l'immobilier lorsque certains de ses casinos traversaient des difficultés à la fin des années 1980. 20minutes.fr

"Je les connais, les banquiers de Goldman Sachs! Ils exercent un contrôle total sur Hillary Clinton", lançait Donald Trump au printemps 2016.

Inconnu du grand public (Steven Mnuchin), ancien donateur du parti démocrate, ce grand brun de 53 ans à l'allure svelte surprend son entourage quand il devient directeur financier de la campagne de Donald Trump en avril 2016.

La presse économique prête à l'époque à ce père de trois enfants, deux fois divorcé, l'intention de s'installer au Trésor afin d'ajouter la touche finale à un parcours l'ayant conduit dans les principales sphères du pouvoir aux Etats-Unis: Wall Street, Hollywood et maintenant Washington.

Steven Mnuchin se voit ainsi récompensé de s'être rallié à Donald Trump au moment où les gros donateurs traditionnels du parti républicain, tels les milliardaires frères Koch, s'en détournent

Il a un CV atypique: études à l'université de Yale, Goldman Sachs, création d'un fonds d'investissement avec le soutien du financier démocrate George Soros, production avec succès de blockbusters hollywoodiens comme "Avatar" et "Suicide Squad".

Donald Trump a promis des baisses d'impôts, une réforme fiscale pour inciter les multinationales à rapatrier leurs bénéfices et le démantèlement de la loi Dodd-Frank, adoptée après la crise de 2008 pour protéger le système financier et les consommateurs des abus des banquiers.

"Il y a beaucoup à faire mais les priorités sont clairement les impôts, la réglementation, le commerce et les infrastructures", a-t-il énuméré récemment, disant espérer engager ces chantiers dans les 100 premiers jours. huffingtonpost.fr

- Le prochain chef du Pentagone, "l'enragé" de l'armée américaine - AFP

Le général retraité James Mattis, 66 ans, que Donald Trump a nommé jeudi pour devenir le prochain secrétaire à la Défense, est une figure légendaire dans l'armée américaine, réputé pour ses qualités militaires et son franc-parler, mais aussi pour sa défiance vis-à-vis du régime iranien.

Le chef de guerre, très aimé de ses troupes, a commandé sur les champs de bataille les plus difficiles, en Irak et en Afghanistan, des missions qui lui ont valu son surnom de "mad dog", l'enragé.

"Nous allons nommer "l'enragé" Mattis secrétaire à la Défense", a annoncé Donald Trump jeudi soir lors d'un meeting à Cincinnati, dans l'Ohio, le premier de la tournée de remerciements qu'il a initiée. "Mais nous ne l'annoncerons pas avant lundi, donc ne le dites à personne", s'est-il amusé devant un public conquis.

"L'enragé, il est excellent, il est excellent", a ajouté M. Trump. "C'est le meilleur. Ils (les autres généraux) disent que c'est ce qu'on a de plus proche du général George Patton", a-t-il ajouté en référence à l'ancien officier qui s'était illustré durant la Seconde guerre mondiale.

Mais James Mattis est aussi un intellectuel, surnommé le "moine soldat", connu pour détenir une impressionnante bibliothèque de plus de 7.000 livres, et pour donner de copieuses listes de lecture à ses officiers.

Ce célibataire natif du nord-ouest des Etats-Unis, né le 8 septembre 1950, a commandé une brigade des Marines pendant l'invasion de l'Afghanistan après le 11-Septembre, avant de diriger la Première division du corps des Marines au début de la guerre d'Irak en 2003, puis pendant la terrible bataille pour reprendre la ville rebelle de Falloujah, en 2004.

"Soyez poli, soyez professionnel, mais soyez prêts à tuer quiconque vous rencontrez", avait-il expliqué à ses Marines au début de cette guerre, pour résumer la situation périlleuse dans laquelle se trouvaient les militaires américains occupant le pays.

Mattis est également connu pour ses phrases "salées". Juste après l'invasion et la capitulation de l'Irak, il rencontre des homologues de l'armée irakiennes, et déclare : "J'arrive en paix. Je n'ai pas apporté d'armes. Mais je vous supplie, les larmes dans les yeux : si vous me baisez, je vous tuerai tous." (Atlantico 12.04.2016)

Le général dérape parfois, comme en 2005. Sur la guerre en Afghanistan, il avait déclaré une fois : "Vous savez, vous débarquez en Afghanistan, et vous avez des mecs, ça fait cinq ans qu'ils tabassent leurs femmes parce qu'elles ne veulent pas mettre de voile. Des mecs comme ça ne sont pas des vrais hommes. Donc c'est vraiment très rigolo de leur tirer dessus. En fait, c'est très sympa de se battre. C'est très marrant. C'est sympa de tirer sur des gens. Je vais être honnête avec vous, j'aime me battre." (Atlantico 12.04.2016)

Ces propos, pour lesquels il s'est excusé, lui valent des remontrances, mais n'entament pas la confiance du Pentagone dans cet homme réputé pour être "direct, vif comme l'éclair et d'une résolution sans faille", selon les mots de l'ancien secrétaire à la Défense Leon Panetta.

James Mattis occupe de 2007 à 2009 le poste de commandant suprême allié de la transformation de l'Otan.

En 2010, l'administration Obama le nomme à la tête du Centcom, le commandement des forces américaines au Moyen-Orient, qui compte encore 150.000 militaires, dont 66.000 en Afghanistan.

Mais la Maison Blanche n'aura jamais vraiment confiance dans le général, le voyant comme trop prompt à une confrontation avec l'Iran alors que la communauté internationale tente de négocier un accord pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire.

Début 2013, elle le pousse vers la sortie, quelques mois avant son départ prévu. Le général quitte l'armée. Mais contrairement au général Michael Flynn, le futur conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, également poussé dehors par l'administration Obama, il évite les propos incendiaires contre l'administration et reste une voix écoutée à Washington.

Au printemps 2016, il est poussé par certains républicains à se présenter comme candidat indépendant à la Maison Blanche, pour couper court à l'ascension de Donald Trump, mais il décline la proposition.

"Nous avons été lents à identifier les menaces émergentes, nous n'avons pas voulu prioriser nos intérêts, et nous avons envoyé des signaux déroutants à nos ennemis comme à nos alliés", écrivait-il dans une tribune co-signée en août dans le quotidien San Francisco Chronicle.

"Notre pays doit d'urgence renforcer sa posture, faire cause commune avec les pays qui sont prêts à nous aider à réparer et soutenir un ordre international qui a si bien servi les Etats-Unis et leurs alliés", écrivait-il.

James Mattis est le premier ancien général à devenir secrétaire à la Défense depuis George Marshall en 1950, sous Harry Truman.

Il aura besoin d'une autorisation spéciale du Congrès pour pouvoir entrer en fonction. AFP 02.12

ACTUALITE EN TITRES

[Une méthode directement inspirée de l'extrême droite sioniste.](#)

- Les propriétaires pourront bientôt résilier le bail des dealers condamnés - [LeFigaro.fr](#) [LeFigaro.fr](#)

Et s'ils sont propriétaires, vous raserez leurs maisons ou vous confisquerez leurs logements ?

[Etat policier.](#)

- Mort de Rémi Fraisse à Sivens : le Défenseur des droits dédouane le gendarme - [LeFigaro.fr](#)

Jacques Toubon «critique le manque de clarté des instructions données aux militaires déployés sur la zone». Rémi Fraisse, jeune militant écologiste, a été tué le 26 octobre 2014 par un tir de grenade offensive lors d'affrontements entre forces de l'ordre

et manifestants... [LeFigaro.fr](#)

- Chauffard condamné pour avoir tué deux policiers en 2013 : le parquet fait appel - [LeMonde.fr](#)

La condamnation à douze ans de réclusion de l'accusé a provoqué la réaction des familles des victimes, qui ont dénoncé une peine sans rapport avec la gravité des faits. [LeMonde.fr](#)

La loi du talion. Pourquoi ne pas le tuer tout de suite ? Je propose de l'écarteler et de faire passer dessus un rouleau compresseur, en place publique s'il vous plaît, entrée gratuite, buvette, fanfare... militaire, etc.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Brésil

1.1- Le président du Sénat brésilien inculpé de détournement de fonds - [Reuters](#)

La Cour suprême brésilienne a inculpé jeudi le président du Sénat, Renan Calheiros, de détournement de fonds publics. Huit magistrats de la plus haute instance judiciaire du pays ont voté pour le renvoi du sénateur devant un tribunal pour une affaire vieille de neuf ans impliquant [Reuters](#)

1.2- Brésil: le Sénat adopte le gel des dépenses publiques - [AFP](#)

Le Sénat brésilien a approuvé mardi en première lecture une mesure prévoyant de geler les dépenses publiques pendant 20 ans, mesure phare du gouvernement de Michel Temer, qui a généré des manifestations à Brasilia où des protestataires ont affronté la police. [AFP](#)

2- Syrie

Jour après jour les officines qui soutiennent les barbares se lamentent sur leur sort.

2.1- Les rebelles syriens défendent avec acharnement Alep-Est - [AFP](#)

Les rebelles défendaient avec acharnement vendredi un grand quartier d'Alep-Est après de violents combats nocturnes avec l'armée de Bachar al-Assad qui a réussi à reprendre près de la moitié de leur principal bastion en Syrie à la faveur d'une offensive destructrice. [AFP](#)

2.2- Syrie : à Alep-Est, "le régime d'Assad vise clairement les civils" - [LePoint.fr](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 décembre 2016

[CAUSERIE](#)

De nouveau littéralement épuisé.

[Les maîtres du monde.](#)

Ce qu'on découvre en tapant Georges Ibrahim Abdallah sur Google.

Comment ça marche la censure sur le web ? Un exemple.

La société Lumen basée aux Etats-Unis (Cambridge, Massachusetts) a reçu une plainte d'un média français, Libération, via le moteur de recherche Google, concernant la reproduction partielle ou intégrale d'un article publié par Libération relatif à Georges Ibrahim Abdallah. Je n'ai pas pu en prendre connaissance parce qu'il a disparu du Net.

Qu'est-ce que Lumen (lumendatabase.org)

The Lumen database collects and analyzes legal complaints and requests for removal of online materials, helping Internet users to know their rights and understand the law. These data enable us to study the prevalence of legal threats and let Internet users see the source of content removals.

Traduction : La base de données Lumen recueille et analyse les plaintes juridiques et les demandes de retrait des documents en ligne, aidant les internautes à connaître leurs droits et à comprendre la loi. Ces données nous permettent d'étudier la prévalence des menaces légales et de laisser les utilisateurs d'Internet voir la source des renvois de contenu.

Lumen fait référence à la DMCA.

Qu'est ce que la DMCA ?

Qu'est-ce que la DMCA qui détient le pouvoir de censurer des images, textes, vidéos publiés par des blogs ou portails de ressortissants de nationalité française ou qui dépendent de la législation française ?

Réponse. Google : La loi Digital Millennium Copyright Act (DMCA) est la loi de protection des droits d'auteur aux États-Unis).

Qui peut saisir la DMCA ?

DMCA: Is someone complaining that images, text, video, or other content found online infringe their copyrights?

DMCA: Est-ce que quelqu'un se plaint que les images, le texte, la vidéo ou tout autre contenu trouvé en ligne violent leurs droits d'auteur? (J'ajoute que le champ de Lumen concerne d'autres types de plaintes, par exemple la diffamation.)

420 blogs ou portails censurés par Google.

Suite à cette plainte, Google pour le compte de Libération a censuré les adresses de 420 blogs ou portails dont certains ne comportaient que le terme "libération" sans que Georges Ibrahim Abdallah n'apparaisse une seule fois. Pourquoi une telle aberration ? Parce que Google s'est conformé à la liste qu'il avait reçu de Lumen qui avait été établie, je cite, sur la base "d'allégation d'infraction au copy right" (Allegedly infringing), donc sans vérifier au préalable que le contenu de ces 420 blogs ou portails était bien en rapport avec la plainte de Libération ou constituait réellement une infraction au copy right.

On retiendra qu'une loi américaine s'applique en France ou qu'elle s'impose au-delà des frontières américaines au reste du monde, ce qui est également le cas dans le domaine du commerce dès lors qu'une entreprise utilise le dollar pour ses transactions internationales ou qu'elle est implantée sur le sol américain.

Tous les articles (6), que Lumen-Google-Libération ont bloqué en rapport avec Georges Ibrahim Abdallah, provenaient d'un seul blog : <http://liberonsgeorges.over-blog.com>.

En guise de complément. L'Empire en dictateur mondial.

Non, mais alors, qui vous a donné l'autorisation ?

- "Est-ce que la Chine nous a demandé si c'était OK de dévaluer leur monnaie (ce qui complique la tâche de nos entreprises pour être compétitives), de lourdement taxer nos produits importés dans leur pays (les Etats-Unis ne les taxent pas) ou de bâtir un vaste complexe militaire en mer de Chine du sud ? Je ne crois pas !", peut-on lire dans les deux tweets du président élu. AFP 04.12

- Obama bloque le rachat d'Aixtron par le Chinois Grand Chip - LeFigaro.fr

Le président américain a publié un décret qui empêche le chinois Grand Chip Investment Fund de racheter les actifs américains de l'équipementier des semi-conducteurs allemand Aixtron, en raison des risques que l'opération fait peser sur la sécurité nationale américaine.

C'est par un décret publié vendredi et signé de la main du président Barack Obama, invoquant «des risques pour la

sécurité nationale», que les États-Unis ont bloqué le rachat des actifs américains du spécialiste allemand des semi-conducteur Aixtron, par le chinois Grand Chip Investment (FGC). Avec ce nouveau revers, la fusion envisagée entre les deux groupes semble désormais sérieusement compromise.

Les États-Unis se disent préoccupés par l'accès de la Chine à la production de nitrure de gallium, un composé chimique utilisé dans les diodes électroluminescentes (LED), les radars, les antennes et les lasers, selon des spécialistes de la sécurité cités par Reuters. Une autre source a déclaré, toujours à Reuters, que la technologie de nanotubes d'Aixtron acquise lors du rachat en 2007 de Nanoinstruments était également un motif de préoccupation car les produits de cette société basée à Cambridge ont des applications militaires. Le ministère chinois des Affaires étrangères, a estimé que l'opération relevait d'une activité commerciale normale» et que Pékin espérait qu'une intervention politique n'allait pas interférer dans la transaction.

En novembre, l'Allemagne avait stoppé le rachat d'Aixtron par Grand Chip Investment. Berlin avait alors invoqué les inquiétudes des services de renseignement américains d'une possible utilisation à des fins militaires des techniques de cette entreprise, en pointe dans le secteur des semi-conducteurs.

Certains analystes doutent toutefois de la capacité d'Aixtron à survivre en l'absence d'un adossement à un investisseur aux épaules solides, en raison des surcapacités sur ce marché dominé par les entreprises chinoises. LeFigaro.fr 04.12

[Quand la réaction a une mémoire sélective. La France serait un exemple en terme de droits politiques et de "droits de l'homme".](#)

- Prisonniers politiques, droits de l'homme... Trois choses que Ségolène Royal semble avoir oubliées sur Cuba - Franceinfo 04.12

On va rafraîchir la mémoire des journalistes pourris de France Info.

Georges Ibrahim Abdallah. Le plus ancien prisonnier politique en France.

Georges Abdallah est, selon le droit français, libérable depuis 1999.

- En janvier 2012, Georges Abdallah dépose une huitième demande de libération. Le 21 novembre 2012, le tribunal d'application des peines compétent en matière de terrorisme, réuni à Lannemezan le 23 octobre 2012, prononçait un avis favorable à la demande de libération de Georges Abdallah. Le 10 janvier 2013, la chambre d'application des peines de Paris qui examinait l'affaire en appel, accède à sa huitième demande de libération, en la conditionnant à un arrêté d'expulsion du territoire français. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, reçoit à l'époque un coup de téléphone de son homologue américaine Hillary Clinton qui lui demande de ne pas rendre la liberté à Georges Ibrahim Abdallah. La décision de libération est annulée en avril 2013 par la Cour de cassation...

Dans une entrevue à La Dépêche du 7 janvier 2012, Yves Bonnet, directeur de la DST au moment de l'arrestation, juge anormal et scandaleux le fait de maintenir encore emprisonné Georges Ibrahim Abdallah. Il considère par ailleurs qu'« il avait le droit de revendiquer les actes commis par les FARL comme des actes de résistance. Après on peut ne pas être d'accord, c'est un autre débat. Mais il faut se souvenir du contexte, aussi, des massacres de Sabra et Chatila dont les coupables n'ont jamais été punis. Et aujourd'hui, la France garde cet homme derrière les barreaux alors qu'elle a libéré Maurice Papon ? » Il pense ainsi à une vengeance d'État, « c'est absolument lamentable » conclut-il. Wikipédia.org

Rémi Fraise.

- Sivens : Rémi Fraise aurait eu les mains en l'air quand il a été tué - lemonde.fr

[Sionisme. La griffe du Crif.](#)

Valls a ses priorités...

Dimanche 4 décembre, le Conseil représentatif des institutions juives de France organise à Paris un colloque en présence de nombreuses figures politico-médiatiques du clan pro-israélien et/ou islamophobe {Frédéric Haziza, Yves Thréard, Zineb El Rhazoui, Patrick Pelloux, Rudy Reichstadt, Roger Cukierman, Richard Prasquier, Jean-Yves Camus, Mohamed Sifaoui, Aliza Bin Noun, Meyer Habib, Yann Moix -liste non exhaustive}.

Un prestigieux invité se distingue : l'Américain Ronald Steven Lauder alias Ron Lauder.

Milliardaire et président du Congrès juif mondial depuis 2007, Lauder, proche de l'extrême droite israélienne et décoré en 2013 par François Hollande, est un ancien haut-fonctionnaire du Pentagone (en charge de l'OTAN) et un mécène des services

secrets israéliens.

Dimanche 4 décembre, il prononcera en fin de journée un discours en présence de Manuel Valls qui a maintenu sa participation.

À l'inverse, le Premier ministre a fait savoir aujourd'hui qu'il annulait sa venue à un meeting du Parti socialiste (prévu le samedi 3 décembre) suite à l'annonce-surprise de la non-candidature aux élections présidentielles de François Hollande.

Particularité de Ronald Steven Lauder : sa participation occulte dans l'opération israélo-américaine (sous faux drapeau islamiste) du 11-Septembre.

Il fut le personnage-clé ayant favorisé la privatisation des tours jumelles du World Center (qui seront ainsi acquises par Larry Silverstein, ami personnel d'Ariel Sharon et Benyamin Netanyahu, avant d'être secrètement soumises à une démolition contrôlée le jour des événements). Il est également celui qui oeuvra à la privatisation éphémère de l'aéroport américain Stewart Air Force Base (au-dessus duquel les deux premiers avions détournés ont mystérieusement vu leur transpondeur interrompu avant de repartir, en même temps et du même lieu, en direction du World Trade Center).

À noter : consacré au "terrorisme", le débat du 4 décembre auquel participe Lauder réunira Francis Kalifat, président du Crif, et Georges Fenech, le député -professionnellement lié au clan Netanyahu- qui fut en charge de la version officielle (élaborée par sa commission d'enquête parlementaire) sur les attentats de 2015 (Charlie Hebdo, Hyper Cacher, Stade de France, commando des terrasses, Bataclan, Saint-Denis). panamza.com

Valls la magouille...

Mercredi 16 novembre, le site de l'hebdomadaire Le Point rapporte que le Premier ministre "a fait en sorte" que la 8ème circonscription des Français de l'étranger (aujourd'hui représentée par le député UDI Meyer Habib) soit "gelée" par le PS (au détriment du principe démocratique) en faveur de son conseiller Benjamin Djiane}.

Djiane? En avril 2014, Panamza avait révélé que cet homme chargé d'élaborer les discours du Premier ministre -et qui l'a récemment accompagné en Israël- est un militant communautaire et sioniste lié à "Socialisme et judaïsme", association (adhérente du Crif) dont il a été le vice-président.

Science-fiction : imaginez le tollé politico-médiatique si le "conseiller pour les discours" du Premier ministre de France était un membre pro-palestinien de l'Union des organisations islamiques de France en charge de la vice-présidence d'une association dénommée "Islam et socialisme".

Réalité : le cas Djiane n'a jamais été débattu ou exposé par les nombreux éditorialistes et pamphlétaires de l'Hexagone. panamza.com 16.11

Bientôt nous ne rendrons plus compte des infos glanées sur ce portail dont l'animateur à des fixations douteuses, puisqu'il va devenir payant.

L'aveu.

- Philippe Poutou - Porte-parole du NPA, candidat à la présidentielle 2017.

- "Pour cela, il n'y a pas d'autre choix que de rompre radicalement avec la gauche gouvernementale, avec les institutions. Les institutions de la Ve République, la fonction présidentielle, il faut tout balayer." huffingtonpost.fr 04.12

Ce qui signifie que jusqu'à présent le NPA entraient des rapports avec "la gauche gouvernementale" que de notre côté nous caractérisons de droite. Est-ce que cette déclaration sera suivie d'effets ? Ayons la faiblesse de lui accorder le bénéfice du doute, on jugera sur pièces d'ici mai 2017. Cela vaut pour Gluckstein et le POID.

Si maintenant le NPA et le POID peut-être rejoints par d'autres partis, groupes, tendances ou courants du mouvement ouvrier adoptaient ou confirmaient l'adoption d'une ligne politique axée contre les institutions de la Ve République, alors ils pourraient constituer une plate-forme politique ou fusionner dans un seul parti comportant différentes tendances.

S'ils le disent eux-mêmes...

- Le 22 octobre 2015, lors d'une interview avec TV Libertés, Philippe de Villiers avait rapporté une confidence révélatrice de François Fillon : «Les Bilderberg, c'est eux qui nous gouvernent».

- François Fillon confie à Philippe de Villiers "Les Bilderbergs, c'est eux qui nous gouvernent"
https://www.youtube.com/watch?v=XhAuCSDAy_w&feature=youtu.be&t=2m31s

La gauche, c'était la réaction ou le temps des chrysanthèmes.

Le réformisme menait au social-libéralisme, le socialisme mène à l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression qui l'accompagne.

Adoptez le socialisme, c'est oeuvrer pour le bien-être, l'harmonie et la paix, la liberté.

Lui ou un autre.

- François Hollande a-t-il tué le Parti socialiste? - Le Huffington Post

Ce parti n'était plus socialiste depuis plus d'un siècle, en admettant qu'il l'ait été un jour. Hollande ou un autre, le PS ne pouvait qu'adopter une politique toujours plus réactionnaire à mesure que la crise du capitalisme se développait, puisqu'il ne pouvait pas s'orienter dans la direction opposée et adopter le socialisme, parce qu'il était devenu un parti du capital, de droite, une fois adopté le capitalisme. Il incarnait des couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes qui avaient lié leur destin à celui du capitalisme, une fois entré en crise, il n'incarnera plus que les intérêts du capitalisme, ruinant la base sociale sur laquelle il reposait et devait s'écrouler, car il n'a pas disparu en tant que parti, en tant que parti de gauche, si besoin était, Hollande lui a porté le coup de grâce.

- Le PS, un parti en lambeaux - LeParisien.fr

« Maintenant, il nous faut reconstruire à partir des décombres du Parti socialiste qui est dans un état pire que celui de la SFIO en 1969 : plus de projet, plus d'idées, plus de stratégie, plus d'alliance... et maintenant, plus de leader ! »

Ce constat accablant, d'une froideur clinique, vient d'être consigné sur son blog par Jean Glavany.

« En fait, il s'agit du chiffre des adhérents potentiels (120.000 avancé par Cambadélis -ndlr), ceux qui peuvent se mettre à jour de cotisation pour pouvoir voter lors d'une désignation ou d'un congrès, à la condition qu'ils aient moins de deux ans de retard de cotisation », décrypte un permanent du PS. A l'entendre, le parti compte 42 300 militants à jour de cotisation, comme révélé par « le Canard enchaîné ».

« C'est un des chiffres les plus bas que nous ayons jamais connus », reconnaît un dirigeant PS. « On va finir à 50 000 adhérents », redoute le député de la Nièvre Christian Paul, chef de file des frondeurs. LeParisien.fr

- Primaire à gauche : la Belle Alliance tourne... à la veillée funèbre - LeParisien.fr

Comment propulser Valls ? Mode d'emploi.

- Hollande renonce : une bonne nouvelle pour Manuel Valls ? - Franceinfo

L'annonce surprise de François Hollande ouvre un véritable boulevard pour le locataire de Matignon. Franceinfo

- Présidentielle : le Premier ministre prêt à foncer - LeParisien.fr

Tous les prétendants du PS partagent son bilan.

- Plus des 3/4 des Français jugent négatif le bilan de Hollande, selon un sondage - AFP

Plus des 3/4 des Français (78%) jugent négatif le bilan de François Hollande à la présidence de la République, selon un sondage OpinionWay pour Le Figaro à paraître lundi. AFP

Du coup, la quadrature du cercle.

- Valls face au défi du rassemblement à l'approche de sa candidature - AFP

- Manuel Valls candidat préféré de la gauche pour la présidentielle - LeMonde.fr

Le courant de la gauche le plus réactionnaire...

Flagrant délit de populisme.

- Jean-Luc Mélenchon : "Une campagne présidentielle n'est pas une séance de communication". - Francetv info 04.12

Vraiment ? Et une multitude de "séances de communication" : Pure propagande sans consistance ou lendemain.

- Jean-Luc fait des vidéos : comment le candidat Mélenchon est devenu le "champion" de YouTube en deux mois. - francetvinfo.fr 02.12

La tentation de la dictature féroce. Ils ont de la suite dans les idées ou intention inavouable.

Autriche, Italie, Brexit, Trump... Contre le populisme et le vote de rejet, certains veulent en finir avec les élections et les référendums - huffingtonpost.fr

La majeure partie de la population qui votent aspire à la démocratie, elle se sert de ce moyen pour exprimer son aspiration à la démocratie, ce qui ne signifie pas que le régime serait démocratique, attention à ne pas confondre les deux, ce qu'on n'a pas cessé de faire dans le passé et qui nous a conduit où nous en sommes.

Nous ne sommes pas des partisans acharnés du suffrage universel, et si dans les conditions dans lesquelles il se déroule il est antidémocratique, il n'en demeure pas moins qu'il correspond à un droit politique qui exprime la lutte des classes, de manière déformée.

La signification politique de notre appel à boycotter les élections présidentielles et législatives de 2017 est claire.

C'est un acte politique. Il consiste à condamner le cadre de la Constitution de la Ve République dans lequel on nous demande d'exercer ce droit, sachant que sa mise en oeuvre ou le contenu social qu'il renferme est incompatible avec le régime et sera piétiné par le prochain président de la République et l'Assemblée nationale, dans ces conditions nous n'avons pas à légitimer un processus électoral qui consiste à cautionner la survie des institutions de la Ve République qui ont été fondées par et pour le capital que le prolétariat révolutionnaire doit renverser...

A leur manière dans la suite de cet article, ils confirment l'appréciation que l'on porte sur les institutions et cela est valable pour tous les pays

Huffington Post - "Tout le monde pense que 'démocratie' et 'élections' sont synonymes, mais elles ne le sont pas", explique David Van Reybrouck, interrogé par Télérama. L'historien, qui rappelle que le terme "élections" est étymologiquement de la même famille que "élite", estime que ce principe, contrairement à l'illusion populaire, n'est pas des plus démocratiques: les élections ne seraient qu'un "moyen privilégié par les élites pour désigner un leader". Même s'il choisit son leader tous les cinq ans, le citoyen est, le reste du temps, incapable d'influencer ses idées, et donc de participer à la démocratie. Pour le politologue Bernard Manin, le gouvernement représentatif est "mixte": il "combine des éléments démocratiques et des éléments non-démocratiques".

Avec les élections, Van Reybrouck remet en cause un autre outil particulièrement vanté par les politiques jugés les plus populistes (et promis par François Fillon s'il est élu en mai): le référendum. "Ces deux procédures restent extrêmement primitives, quand on y songe: avec les élections, il s'agit de cocher une case à côté d'un nom; avec le référendum, à côté d'une question (à laquelle on répond oui ou non)", tout cela sans être forcé de se documenter sur les programmes ou les conséquences de son choix.

Le vote pourrait-il devenir inefficace car trop souvent irréfléchi? huffingtonpost.fr 03.12

Vous avez peut-être encore en tête des causeries récentes dans lesquelles j'affirmais que la démocratie n'a jamais existé, ils en arrivent à le dire eux-mêmes, et que prétendre le contraire était une escroquerie politique qui ne pouvait que contribuer à embrouiller davantage les travailleurs. A ceci près que notre critique s'inscrit dans un objectif diamétralement opposé aux représentants du régime qui rêvent d'instaurer le corporatisme pour mieux museler nos droits politiques ou empêcher les travailleurs de les exercer.

Régime policier. Ils ont horreur de la vérité, un crime.

- Suisse : un journaliste condamné après avoir démontré les failles du vote électronique - franceinfo

Un journaliste suisse, qui avait voté deux fois lors d'un scrutin en mars 2015 pour dénoncer une faille du vote électronique à Genève, a été reconnu coupable de fraude électorale par le Ministère public de la Confédération (MPC), rapporte

Le Matin Dimanche, dimanche 4 décembre.

Journaliste à la RTS, Joël Boissard a écopé de jours-amendes avec sursis. "Cette affaire est hallucinante, estime Jamil Soussi, avocat du journaliste. Mon client a dévoilé un problème d'intérêt public, mais le Ministère public de la Confédération en fait abstraction totale et le sanctionne."

Joël Boissard et la RTS ont décidé de porter l'affaire devant le Tribunal pénal fédéral, qui statuera début 2017 lors d'un procès public. franceinfo 04.12

Relent excrémental du capitalisme.

- En Caroline du Nord, le Ku Klux Klan croit à sa renaissance - Liberation.fr

Après la victoire de Donald Trump, le groupe suprémaciste blanc appelle à un rassemblement ce samedi, dans cet Etat où il jouit d'un fort soutien depuis les années 60. Liberation.fr 03.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

1.1- Italie: Matteo Renzi démissionne après un camouflet électoral - AFP

Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi a annoncé tôt lundi matin sa démission après le rejet massif de "sa" réforme constitutionnelle par des électeurs qui ont préféré renvoyer chez lui l'homme qui avait promis de changer l'Italie au pas de charge. AFP 04.12

1.2- Les Italiens votent massivement contre la réforme de Renzi - latribune.fr

Les Italiens ont rejeté massivement dimanche la réforme constitutionnelle portée par le chef du gouvernement Matteo Renzi, selon des sondages réalisés à la sortie des urnes. Le "non" au référendum réaliserait un score situé entre 54 et 58% (peu avant 01h00 (00h00 GMT) le non à 59,59% des voix. - AFP) contre 42 à 46 % pour le oui, un résultat qui devrait conduire M. Renzi à démissionner.

Les préoccupations des investisseurs s'expliquaient avant tout par la fragilité du secteur bancaire italien exposé à 360 milliards d'euros de créances douteuses. Le sort de la plus ancienne banque du monde encore en activité, Monte Dei Paschi di Siena, troisième établissement du pays, est également en jeu. La banque a besoin de lever de nouveaux capitaux à hauteur de cinq milliards d'euros pour avoir une chance de nettoyer son bilan, plombé par 46 milliards d'euros de créances douteuses. Avec le "non" Monte dei Paschi pourrait être contrainte de renoncer à l'opération, ce qui l'obligerait à appeler les pouvoirs publics à l'aide pour tenter d'échapper au dépôt de bilan. Une telle issue risquerait de provoquer une contagion désastreuse par effet de dominos dans le secteur. latribune.f 04.12

2- Grande-Bretagne

Réaction. La surenchère.

- L'opposition britannique déposera un amendement au texte sur le Brexit - Reuters

3- Venezuela

- Le Venezuela qualifie de "coup d'Etat" et d'"agression" sa mise à l'écart du Mercosur - AFP

Le Venezuela a qualifié vendredi de "coup d'Etat" et d'"agression" sa mise à l'écart du Mercosur par les autres membres du

principal bloc économique sud-américain, qui reprochent notamment au gouvernement socialiste vénézuélien de ne pas respecter les valeurs démocratiques AFP

4- Syrie

L'autodétermination du peuple syrien leur reste en travers de la gorge.

4.1- Alep: le régime syrien maître de plus de la moitié de la partie rebelle - AFP

L'armée syrienne contrôlait samedi plus de la moitié de la partie rebelle d'Alep, après la prise d'un nouveau secteur dans son offensive pour reprendre la totalité de la deuxième ville du pays, ignorant les protestations internationales face à la mort de nombreux civils. AFP

L'armée de la République arabe syrienne avait repris samedi le contrôle de la moitié de la partie d'Alep occupée par une horde de barbares venus de l'extérieur de la Syrie, après la reprise d'un nouveau secteur dans son offensive pour reprendre la totalité de la deuxième ville du pays, ignorant les protestations des commanditaires de ces mercenaires fanatiques qui se servent de la population comme bouclier humain.

4.2- Syrie : les rebelles cèdent un nouveau quartier d'Alep aux forces du régime - LeMonde.fr

Le régime de Bachar Al-Assad contrôlerait désormais 60 % du secteur rebelle d'Alep qui lui échappait depuis 2012. LeMonde.fr

Le 6 décembre 2016

CAUSERIE

Cloué à la maison ! J'explique plus loin pourquoi. J'ai téléchargé en retard une trentaine d'articles, je verrai par la suite s'il y en a qui méritent d'être publiés dans le portail.

- Inde : le Tamil Nadu en état d'alerte après la mort d'une dirigeante idolâtrée - lefigaro.fr

Comme d'habitude en pareille circonstance, on m'a fortement déconseillé de sortir de chez moi par crainte pour ma sécurité. Mon voisin le plus proche qui bosse avec sa petite camionnette n'a pas osé la sortir par crainte qu'elle soit caillassée ou brûlée, donc je ne raconte pas de conneries.

Le Figaro - Jayalalithaa Jayaram est morte ce lundi soir dans son État natal du Tamil Nadu. Ancienne vedette de cinéma devenue femme politique, elle était adorée, voire divinisée par ses partisans. L'exécutif a pris des mesures pour éviter des émeutes.

Jayalalithaa Jayaram faisait l'objet d'un culte en Inde. Affectueusement appelée «Amma» («Mère») dans l'État du Tamil Nadu, dans le sud du pays, l'extravagante ex-vedette de cinéma devenue femme politique de premier ordre est morte ce lundi soir d'une longue maladie à l'âge de 68 ans, a annoncé le chef de l'exécutif du Tamil Nadu. «C'est avec une peine indescriptible que nous annonçons le triste décès de notre estimée honorable ministre en chef du Tamil Nadu (...) à 23h30 aujourd'hui», a déclaré l'hôpital Apollo à Chennai, la capitale régionale, dans un communiqué transmis aux médias.

Jayalalithaa Jayaram, qui avait dirigé par intermittence son État natal depuis le début des années 1990, n'avait plus été vue en public depuis son hospitalisation en septembre. Traitée dans un établissement privé de Chennai (autrefois appelée Madras), elle avait fait un arrêt cardiaque dimanche soir et se trouvait depuis dans un état critique. En prévision de son décès et par crainte de violences, la police de l'État avait été mise en alerte et des contingents de forces de l'ordre déployés devant l'établissement où elle était traitée. Au total, plus de 6000 policiers ont été mobilisés pour maintenir l'ordre et prévenir les émeutes. Le culte autour de sa personne était tel que des personnes sont allées jusqu'à se mutiler, voire se suicider, pour lui manifester leur soutien.

Des centaines de fidèles ont veillé jour et nuit devant l'hôpital depuis son premier séjour en septembre suite à une forte fièvre. Leur nombre n'a cessé d'augmenter depuis que sa santé s'est détériorée dimanche. Lundi dans la journée, quelques esprits échauffés au sein d'une foule de plusieurs milliers s'étaient heurtés aux barrages de police. Mais à la confirmation du décès, les chaînes de télévision ne montraient que des visages d'hommes et de femmes en pleurs. De nombreux admirateurs se sont également massés devant sa résidence, dans un autre quartier de la ville.

Dans un Tamil Nadu où cinéma et politique sont historiquement poreux, Jayalalithaa s'était faite la championne d'un mouvement d'affirmation des basses castes. Jouant habilement de l'aura conférée par sa célébrité cinématographique, elle

avait rapidement grimpé les échelons du parti tamoul All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam (AIADMK), jusqu'à devenir la ministre en chef du Tamil Nadu en 1991. Elle occupera cette position à plusieurs reprises, régulièrement interrompues par des condamnations pour corruption.

En 1997, les policiers avaient découvert lors de perquisitions de ses propriétés pas moins de 10.500 saris, 750 paires de chaussures, ainsi qu'une ceinture en or incrustée de diamants de 1,5 kg. Jayalalithaa avait été brièvement incarcérée à deux reprises, la dernière en 2014. Mais les accusations de mensonge et d'autoritarisme à son encontre n'avaient pas entamé sa popularité, le Tamil Nadu étant devenu sous sa férule l'un des États les plus prospères de l'Inde. Son conseiller et homme de confiance, O Panneerselvam, qui avait déjà assuré son intérim lors de démêlés liés à la corruption, lui a succédé pendant la nuit. [lefigaro.fr](#) et [AFP](#) 05.12

Je n'étais pas "fan" de Jayalalithaa que ma compagne et sa soeur adoraient, la 3e ou 4e fortune du Tamil Nadu, autour de 60 millions d'habitants.

Cela dit, vous aurez constaté que Le Figaro n'avait pas pu s'empêcher de relayer "les accusations de mensonge et d'autoritarisme à son encontre" comme si ce n'était pas le cas des dirigeants des autres partis (DMK, BJP et le parti du Congrès), et d'insister lourdement sur le culte de la personnalité dont elle faisait l'objet de la part des plus pauvres que Le Figaro honnit par dessus tout, là encore culte qui vaut pour les dirigeants de tous les partis dans un pays où la population est demeurée arriérée, bigote, superstitieuse, etc., y compris les membres des nouvelles classes moyennes qui penchent vers l'extrême droite, pour finalement la présenter comme une populiste qui a une valeur négative ou dépréciative, alors qu'en réalité c'est bien à un exercice de populisme, de démagogie ou d'hypocrisie que s'est livré lui-même Le Figaro.

Cela vaut pour le traitement de l'information en générale par les médias mainstream en France et dans tous les pays, c'est pour cela que je l'ai relevé, afin d'aider les lecteurs à décrypter leur rhétorique et à démonter les mécanismes auxquels ils recourent pour déformer la réalité et les influencer.

[Deux vidéos](#)

Je n'ai pas eu le temps de les visionner.

L'Arabie saoudite dévoilée, documentaire
<https://www.youtube.com/watch?v=DgSfJGfaWyl>

Kékidi le Journal Officiel 2 : L'OTAN et la France... Le retour!
https://www.youtube.com/watch?v=qk0G_7AZae4

[Suite de l'article d'hier **Les maîtres du monde.**](#)

- Alliance de Facebook, Microsoft, YouTube et Twitter contre les « contenus terroristes » - [LeMonde.fr](#)

Grille de lecture.

A lire en ayant à l'esprit qu'ils sont les parrains du terrorisme, en remplaçant terroristes par militants ouvriers.

Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube – filiale de Google/Alphabet – ont annoncé lundi 5 décembre un partenariat à l'échelle mondiale visant à identifier plus rapidement les « contenus à caractère terroriste » sur leurs plateformes, et ainsi freiner leur diffusion. Les quatre entreprises américaines ont prévu de créer une base de données commune comprenant les « empreintes digitales » numériques de photos ou vidéos de propagande et de recrutement retirées de leurs plateformes.

Aucun message ne sera toutefois retiré ou bloqué automatiquement : il reviendra à chaque entreprise d'évaluer si les contenus identifiés enfreignent ses propres règles. Chacune décidera également indépendamment des contenus qu'elle décide d'ajouter à la base commune. Elles précisent vouloir commencer avec les images et vidéos « les plus extrêmes et flagrantes », et donc « les plus susceptibles de violer les règles de toutes entreprises ».

Microsoft, Facebook, Twitter et YouTube disent en outre vouloir examiner comment impliquer d'autres firmes à l'avenir, mais insistent sur le fait que chacun des partenaires continuera de traiter de manière indépendante les demandes d'informations ou de retrait de contenus émanant des gouvernements ou des forces de l'ordre.

L'initiative intervient alors que les Etats-Unis, la Commission européenne et une série d'autres pays ont multiplié les appels ces derniers mois à ce que les réseaux sociaux intensifient leur lutte contre la propagande djihadiste en ligne. [LeMonde.fr](#) 05.12

Chacun aura compris que les fondateurs de ces réseaux sociaux qui appartiennent tous au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne, savaient parfaitement ce qu'ils faisaient en mettant ces instruments au service notamment de la propagande des barbares dont elle était le parrain et de l'extrême droite qui constitue leur dernier recours pour conserver le pouvoir, à la portée de tous les cinglés qui peuplent le monde.

En complément.

Ils vous surveillent partout pour mieux vous réprimer et vous soumettre..

- En Ecosse, fumer en voiture en présence d'un enfant est désormais interdit - L'Express.fr

Depuis ce lundi matin, les Ecosseis qui fumeront dans leur voiture alors qu'ils transportent des enfants s'exposent à une amende de 119 euros. L'Express.fr 05.12

ACTUALITE EN TITRES

[Infantilisme ou crétinisme d'un ex-banquier.](#)

- Emmanuel Macron, idole des enfants new-yorkais - 20minutes.fr

Le candidat à la présidentielle est venu chercher soutiens et inspirations... 20minutes.fr 05.12

[La tentation du fascisme.](#)

- Antiterrorisme: faut-il suivre le modèle israélien? - Causeur.fr

La vague d'attentats qui a frappé la France et le monde depuis le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et depuis le Bataclan à Paris, a fini par faire comprendre, avec retard, à de nombreux observateurs occidentaux, ce qu'Israël répète depuis de nombreuses années... Causeur.fr 05.12

[En oligarchie. La fabrique à exclusion, à déchets, à esclaves.](#)

- Un Français sur dix vit dans la solitude - LeFigaro.fr

Selon une étude réalisée par le Crédoc pour la Fondation de France, 5 millions de Français sont dans une situation d'isolement. LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Valls. Tour de chauffe en attendant 2022 ou le dernier recours avant le fascisme.](#)

- Manuel Valls se déclare candidat à la primaire de la gauche et annonce son départ de Matignon - huffingtonpost.fr

Huffington Post - Son slogan: Faire gagner tout ce qui nous rassemble. "Je n'ai jamais cédé à la tentation de l'individualisme", a-t-il affirmé, avant d'annoncer qu'il quitterait Matignon dès le lendemain.

LVOG - Valls s'est livré à un exercice de faussaire relativement médiocre, mais il n'avait pas le choix. Il faut lire sa rhétorique en inversant tous les termes pour saisir ses réelles intentions nauséabondes et réactionnaires.

Huffington Post - Ciblant la droite et l'extrême droite, Manuel Valls s'est érigé en rempart contre "le communautarisme, la ségrégation sociale, les actes antimusulmans, les actes antichrétiens..." (Autant d'actes qu'il s'est employé à alimenter. Parole de sioniste ou porte-parole du Crif - LVOG)

"La mondialisation doit être mise au service des peuples", a-t-il affirmé en s'affichant comme un européen convaincu, promettant

de "refonder le projet européen" et de "mettre la France à la hauteur d'un monde nouveau": économie verte, transition énergétique, formation continue, recherche et santé. (Discours éculé, plus qu'usé jusqu'à la corde, grotesque. - LVOG)

Critiquant la droite qui propose de gouverner par ordonnances, Manuel Valls a promis de proposer des réformes institutionnelles visant à mieux impliquer les citoyens tout en rééquilibrant les pouvoirs en faveur du Parlement. huffingtonpost.fr 05.12

Après avoir recouru à trois reprises je crois à l'article 49.3 de la Constitution.

On se demande comment ils peuvent ainsi faire feu de tout bois. C'est facile à comprendre et cela vaut dans la vie en général.

Le peuple demeure toujours incapable de tirer les enseignements des expériences qu'il a vécues. Du coup, il peut revivre les mêmes expériences indéfiniment sans que son niveau de conscience ne progresse.

C'est ainsi que la plupart des gens finissent leurs jours pratiquement aussi ignorants ou inconscients que lorsqu'ils étaient des enfants ou de jeunes adolescents, certains s'étant hypocritement convaincus du contraire, mais à l'article de la mort, on est trop faible, il n'existe plus d'enjeu, les dernières résistances craquent et alors il devient impossible de se leurrer soi-même plus longtemps, et on est bien obligé de se rendre à l'évidence que cela n'avait servi à rien de se mentir, bien triste destin ou fin en vérité, qu'on ne souhaitera à aucun de nos lecteurs qui sont résolus à progresser, n'est-ce pas ? C'est tout le mal qu'on leur souhaite.

- Comment Manuel Valls peut être le candidat légitime du bilan sans être celui de l'échec de François Hollande? - Le Huffington Post

- #TSV : "Tout sauf Valls", le hashtag des irréductibles pro-Hollande sur Twitter - Franceinfo

- Après la candidature de Manuel Valls, des doutes sur sa capacité à rassembler - LeMonde.fr

- Valls: Aubry ne croit pas qu'il puisse réunir la gauche - AFP

- Valls candidat : "Nous n'aurons pas François Hollande, mais nous aurons son suppléant" - Franceinfo

- Manuel Valls : la ville d'Évry divisée sur son ancien maire - Franceinfo

- Manuel Valls : près de Toulouse, sa candidature ne fait pas l'unanimité - Franceinfo

Hommage du vice à la vertu.

- Forte remontée de Hollande depuis l'annonce de sa sortie - Reuters

[Les masques du populisme tombent... en famille.](#)

L'appel de Thomas Piketty et une quinzaine de personnalités pour "une seule primaire à gauche" - HuffPost

Une quinzaine de personnalités, dont l'économiste Thomas Piketty, signent ce mardi 6 décembre dans Libération un appel pour "une seule primaire à gauche", estimant qu'à cette seule condition "nous n'avons pas encore perdu l'élection présidentielle".

"Il faut donc que les dirigeants des différentes mouvances de la gauche et des écologistes et les candidats qu'elles ont investis, d'Emmanuel Macron à Jean-Luc Mélenchon, se rencontrent d'urgence au cours des prochains jours pour transformer la primaire organisée par le Parti socialiste et ses alliés, les 22 et 29 janvier prochains, en une véritable primaire de toute la gauche", lit-on dans cet appel baptisé "A gauche, tout n'est pas perdu!".

Les signataires, dont l'avocat William Bourdon, l'économiste Daniel Cohen ou encore la philosophe Dominique Méda, estiment que "si nous nous mobilisons suffisamment vite et fort pour éviter la dispersion, et donc l'élimination, de la gauche et des écologistes nous n'avons pas encore perdu l'élection présidentielle !" Le HuffPost 05.12

Il n'y a pas à être choqué qu'il réclame une primaire de Macron à Mélenchon puisqu'ils incarnent tous le régime en place. Ces intellectuels sont moins idiots ou plus conséquents que les militants du mouvement ouvrier qui considèrent Mélenchon de gauche ou qui s'apprêtent à voter pour lui.

[Quel est le commanditaire des barbares puisqu'il en existe forcément un des deux ?](#)

- Russes et Américains vont discuter du départ des rebelles d'Alep - AFP

Russes et Américains vont discuter cette semaine, selon Moscou, du départ de "tous les rebelles" d'Alep où le régime syrien ne cesse de gagner du terrain, une proposition immédiatement rejetée par des groupes insurgés. AFP 04.12

- Moscou et Pékin mettent leur veto à une résolution de l'ONU sur une trêve à Alep - LeMonde.fr

La Russie et la Chine se sont opposées au texte, mentionnant la tenue de pourparlers américano-russes, mardi, sur le retrait des rebelles de la ville. LeMonde.fr 05.12

- Jean-Marc Ayrault "déploie" le veto russe à l'Onu pour une trêve en Syrie - Franceinfo

Pas de trêve des confiseurs pour les barbares "déploie" Ayrault...

[Le Brésil ingouvernable.](#)

- La Cour suprême destitue le président du Sénat brésilien - Reuters

La Cour suprême du Brésil annonce lundi qu'elle a démis de ses fonctions le président du Sénat, Renan Calheiros, qu'elle avait inculpé voici quelques jours pour détournement de fonds publics. Reuters 05.12

Le 8 décembre 2016

CAUSERIE

[Bienvenue en oligarchie ou chez les truies.](#)

- L'aéroport de San Francisco embauche une truie pour calmer les voyageurs - Slate.fr

L'aéroport avait déjà une équipe de chiens, chats et lapins de soutien thérapeutique, mais LiLou la truie a désormais rejoint la troupe. Slate.fr

- Absolutely Fabulous : les deux Anglaises les plus déjantées de l'histoire de la télé britannique débarquent sur le grand écran - Atlantico.fr

Edina et Patsy sont de retour, toujours aussi alcoolisées et dévergondées dans Absolutely Fabulous. Si la série est mieux que le film, vous allez adorer les retrouver. Atlantico.fr

D'où tirent-ils leur inspiration ? Frustration obsessionnelle ou idolatrie... inavouée.

- Voici le calendrier de l'Avent, version nazie - Slate.fr

[Qui a dit ?](#)

- (II) avait prôné la rupture avec "toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes". (Reuters 22.01)

Réponse : François Mitterrand lors du Congrès d'unification du PS à Epinay en juin 1971. (causerie 21.01.2012)

Cela ne vous rappelle-t-il pas le discours de Hollande au Bourget en 2012 ? Et en cherchant bien vous en trouverez l'équivalent chez Blum et Jaurès.

[En état de survie artificielle. Pour combien de temps ?](#)

Mise en scène. Acte I.

- Primaire à gauche: Comment le public (devant et derrière) Valls a été mobilisé par ses équipes - 20minutes.fr Rien n'a été laissé au hasard. Manuel Valls a annoncé lundi soir sa candidature à la présidentielle avec une mise en scène particulièrement soignée. Ni le cadre - celui de la mairie d'Evry, la ville où tout a commencé pour l'ex-Premier ministre -, ni le fond - orange, loin du bleu présidentiel et du rouge socialiste - et encore moins le public.

Un public métissé en arrière-plan

En arrière-plan derrière le candidat, une assistance variée a été rassemblée : hommes, femmes, Blancs, Noirs, jeunes et vieux, que les caméras des nombreux médias présents ont cadrés et diffusés à la télé... 20minutes.fr 07.12

Même la méthode Coué n'est plus efficace.

- Primaire à gauche: «Je crois que nous pouvons gagner», lance Valls à 150 parlementaires PS - 20minutes.fr

Mise en scène. Acte II

- Valls : quel échec ! quelle désillusion ! - lepoint.fr

Manuel Valls incarnait la modernisation du socialisme. Mais sa déclaration de candidature a rassemblé les vieilles lunes de la gauche...

... on a continué à respecter, voire à admirer l'énergie que déployait cet homme-là pour réinventer la gauche, pour rénover le socialisme, pour le libérer de ses pesanteurs et de ses archaïsmes, à l'image de ce qu'avaient fait Blair et Schröder, chacun à sa façon. Et le temps a passé. Et on a pu croire, il y a bientôt trois ans, lors du virage libéral opéré par Hollande, que le souhait de Valls allait connaître un début de réalisation. Et l'on sait ce qu'il est advenu de cette espérance...

On se rappelait tout cela en entendant Manuel Valls lundi soir. Quel échec ! Quelle désillusion ! Il y avait quelque chose de pathétique dans l'effort qu'il faisait pour donner le change. Le voilà qui se lance dans une aventure aléatoire où l'on distingue mal ce qui le motive, de la part d'ambition personnelle ou de la part de dévouement à la cause. Comment peut-il croire qu'il est le rassembleur qu'il se veut être, lorsqu'on sait les hypothèques qui pèsent sur son dessein ? C'est un rêve qu'il a livré, rien que cela, sur les ruines d'un quinquennat désastreux, c'est une utopie, cette « splendide utopie » qu'il dénonçait avant son accession au pouvoir. Lui qui incarnait autrefois l'avenir n'a utilisé lundi que le langage du passé, celui de la légende socialiste. Tout y était : l'emphase, le lyrisme désuet, le vocabulaire inépuisable du sentiment et de la morale, la vanité des mots. Écoutons-le : « La gauche est grande et belle », dit-il au moment où elle donne d'elle-même une image mortifère. Écoutons-le énumérer la litanie des lieux communs, des références grandiloquentes, des concepts éculés de la mythologie républicaine et démocratique. Écoutons cette énormité d'un incroyable cynisme, qu'il lance comme un hommage : « La gauche, c'est le débat », alors que c'est justement le débat qui est en train de tuer la gauche, c'est le débat interne à la gauche qui, depuis bientôt cinq ans, paralyse la France. C'est vraiment trop d'arrogance ou de frivolité ou d'inconscience. Jusqu'à quand vont-ils nous faire payer leurs discussions byzantines sur leur sexe idéologique ?

On veut bien admettre que, campagne électorale oblige, l'annonce d'une candidature puisse s'accompagner d'une exhortation à l'enthousiasme. Encore faut-il que celui-ci prenne en compte la réalité du contexte. On attendait de Manuel Valls un minimum d'humilité après la déroute de la gauche. On est frustré. On attendait ensuite qu'il définisse les « valeurs » qu'il défend. On est tout aussi frustré. Car, paradoxalement, il y en a trop. Elles font ratatouille, et elles sont communes à la plupart des familles politiques, en ces temps de confusion démocratique. Ce que l'on attend de lui, enfin et surtout, c'est que dans les quelques semaines qui nous séparent de la primaire, il informe le pays de son projet politique. Ou bien du sien propre, fidèle aux promesses novatrices que portaient ses propositions passées et nourri de ses récentes expériences. C'est ce que l'on souhaite à la gauche. Ou bien d'un projet rassembleur issu d'une série de compromis passés avec ses concurrents. C'est ce que l'on redoute pour la gauche, mais cela semble très aléatoire. Car, quoi qu'il en soit, il est fortement douteux que l'un ou l'autre de ces projets emporte l'élection présidentielle ! Dans tous les cas de figure, l'ambition de l'ancien Premier ministre est illusoire. lepoint.fr 06.12

Mise en scène. Acte III.

Commentaire d'un abonné du Point

- "Mr Tesson, vous savez bien que, comme une primaire de droite se gagne à droite (Fillon), une primaire de gauche se gagne à gauche. Valls serait bien sot de ne pas l'avoir compris. Vous savez bien aussi que Valls ne croit guère qu'il pourra réussir 2017. Les socialistes ont intériorisé le fait qu'ils seront balayés. Valls prépare donc le coup d'après. La bataille qui s'annonce à gauche est celle de la recomposition... C'est pas gagné. "

Epilogue.

Mission impossible.

- Valls appelle au rassemblement de toute la gauche - Reuters

Manuel Valls s'est défendu mardi d'avoir contraint François Hollande à renoncer à briguer un second mandat à l'Elysée et appelé à un rassemblement de l'ensemble de la gauche, y compris Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron... Reuters 06.12

- Rebsamen à Valls: "On ne gouverne pas la gauche avec un 49-3" - AFP

- Sondage: Fillon et Le Pen au second tour, la gauche divisée - AFP

François Fillon et Marine Le Pen se qualifieraient dans toutes les hypothèses pour le second tour de la présidentielle 2017, Manuel Valls ne parvenant pas à prendre l'avantage sur les autres candidats de gauche, selon un sondage BVA-Salesforce diffusé mercredi.

Avec 23% à 29% d'intentions de vote, le vainqueur de la primaire de la droite serait au coude à coude au 1er tour avec la présidente du Front national, créditée de 24% à 26%.

Au second tour, François Fillon l'emporterait largement avec 67% contre 33% à Marine Le Pen, selon cette enquête pour Orange et la Presse régionale. Un tiers des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote.

Au 1er tour, la gauche apparaît quant à elle parfaitement divisée entre Emmanuel Macron (14%), Jean-Luc Mélenchon (14%) et Manuel Valls (13%).

Dans cette configuration, le centriste François Bayrou obtiendrait 6%.

Dans l'hypothèse où il remporterait la primaire socialiste fin janvier, Arnaud Montebourg n'est crédité que de 6,5% au 1er tour, contre 19% à Emmanuel Macron et 13% à Jean-Luc Mélenchon.

Manuel Valls, qui a annoncé lundi sa candidature à la présidence, ne franchirait la barre des 20% (21% d'intentions de vote) que si Emmanuel Macron et François Bayrou renonçaient à se présenter, sans toutefois pouvoir se hisser au niveau de Fillon (29%) ou de Marine Le Pen (26%).

Bien que bousculée par la dynamique en faveur de François Fillon, la patronne du FN résiste plutôt bien, sans rééditer ses scores du mois d'octobre qui la situaient entre 27,5% et 29%.

Le chômage est le sujet qui influe le plus sur les intentions de vote des électeurs de François Fillon (92%), Manuel Valls (85%), Jean-Luc Mélenchon (91%) et Emmanuel Macron (92%), devant la sécurité, la menace terroriste ou la loi travail. Ceux de Marine Le Pen placent la sécurité (93%) en tête, devant la crise des migrants et la menace terroriste. AFP 07.12

Et quel taux d'abstention ?

Pourquoi ce qu'ils appellent encore la gauche sera-t-elle balayée ? Parce qu'elle ne peut pas incarner à la fois les intérêts des nantis et ceux des travailleurs. Ce sera parmi ceux étiquetés à gauche les plus éloquentes, les plus populistes, les pires cyniques qui s'en tireront le mieux.

[Fin du bal masqué.](#)

- Pour survivre, le Parti socialiste va devoir faire peau neuve - Le HuffPost

Méfions-nous des avis de décès avant terme. L'histoire du parti socialiste est ponctuée de crises. On le donnait moribond en 1958 (scission due à la guerre d'Algérie et au retour de De Gaulle au pouvoir), en 1969 (quand Gaston Defferre obtint péniblement un peu plus de 5 % à la présidentielle) ; il était au bord de l'abîme en 1993 (désastre électoral aux législatives)... À chaque fois, et parfois assez vite, le parti a repris force. Mais ses divisions persistaient, entre des individus, entre des doctrines, entre des courants. Quand Hollande devint premier secrétaire, il déploya un art de la synthèse qui, à chaque congrès, permettait de sauver les apparences grâce à des motions chèvre-chou. Cet art, il n'a pas pu en faire preuve au pouvoir, car il avait alors à trancher pour gouverner.

Si je ne crois pas à la fin annoncée du parti socialiste, je pense, en revanche, que pour se redresser il aura à faire peau neuve.

Les anciens frondeurs, les nostalgiques du congrès d'Épinay, les pseudo-marxistes, ceux qui ont fait chuter Hollande devraient, d'eux-mêmes, quitter le parti et s'inscrire sous le drapeau de Mélenchon où ils seraient mieux à leur place. "La" gauche n'en existerait pas pour autant, mais, du moins, les choses seraient plus claires. À cela j'ajouterais ce que j'écrivais déjà en 2006, que pour retrouver sa cohérence et son audience, "il faudra sans doute à la tête du parti socialiste une forte personnalité, respectée et écoutée, portant les espoirs du parti au lieu de la médiocre concurrence actuelle des présidentiables qui pousse aux compromissions, aux discours doubles, aux tractations de couloir, au détriment de la clarté des objectifs." Le HuffPost 07.12

De nos jours en quelques clics de souris, chaque fois qu'un dirigeant politique ou un parti s'exprime il est possible de le confronter à ses contradictions ou à ses mensonges, à son bilan, à son passé peu recommandable, de sorte qu'il en ressort affaibli, déstabilisé, broyé.

Manipuler les esprits ou mentir effrontément devient un exercice plus compliqué et plus risqué qu'autrefois, et la sanction ne se fait plus attendre, bien qu'elle soit encore trop longue à venir à notre goût.

La gauche, c'était la bonne conscience de la droite, des couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes, des intellectuels et des couches supérieures du prolétariat qui avaient épousé le destin du capitalisme pour avoir rejeté le socialisme. Ménagées autrefois, attaquées en période de crise du capitalisme, elles éclatent, c'est ce qu'exprime la multitude de candidats déclarés à la primaire du PS, ainsi que Macron ou Mélenchon et d'autres encore.

On pourrait retenir que le PS tomba à 5% pour ensuite se relever, porté à bouts de bras par la bourgeoisie qui en avait un sérieux besoin pour contrer l'influence du PC auprès des classes moyennes. Mais c'était à une autre époque, quand le capitalisme entamait un nouveau cycle d'expansion qui s'est achevé aux alentours de la fin des années 60, et qui apparemment est révolu pour être entré en crise permanente sans aucun espoir d'en sortir, de sorte qu'une refondation du style de celle d'Épinay sera impossible puisque les bases économiques ou sociales sur laquelle elle reposerait n'existent plus.

Aussi le PS est condamné à se droitiser toujours plus à l'instar du parti démocrate américain qui est devenu la coqueluche de l'oligarchie financière ou Wall Street, et à incarner les couches supérieures de la petite bourgeoisie les plus corrompues et réactionnaires, qui pour être mieux servis par le régime pourront continuer à parer leur discours d'un vernis faussement humaniste ou progressiste, histoire de tromper le peuple ignorant en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme ou de toute alternative au capitalisme. C'est Valls qui assurément est le mieux placé pour incarner cette transition.

Dictature ou régime impérial.

- La Cour de cassation s'indigne d'un décret gouvernemental - Reuters

Les deux plus hauts magistrats de France réclament dans une lettre publiée mercredi des explications au Premier ministre sur un décret qui place selon eux la Cour de cassation "sous le contrôle direct du gouvernement".

Le décret qu'ils fustigent permet à une nouvelle inspection générale de la justice de contrôler le mode de fonctionnement de la plus haute juridiction française, alors qu'elle ne pouvait jusque-là le faire que pour les juridictions de première et deuxième instance, explique-t-on à la Cour. Cette modification engendrée par le décret est "en rupture avec la tradition républicaine observée jusqu'à ce jour", écrivent dans leur courrier le premier président Bertrand Louvel et le procureur général Jean-Claude Marin.

"Aussi, nous vous serions obligés de bien vouloir nous recevoir afin de nous communiquer des explications sur les raisons de ce décret (daté de lundi-NDLR) dont la Cour a pris connaissance par le Journal officiel", ajoutent-ils, précisant que le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas ne leur a "pas fait part, à ce jour, de disponibilités" pour les recevoir.

Jusque-là, la Cour de cassation se contrôlait elle-même, et rendait compte de son activité dans son rapport annuel ainsi qu'à l'occasion de sa rentrée solennelle, explique-t-on à l'institution.

Elle pouvait faire l'objet de contrôles ponctuels de la part de la Cour des comptes, comme ce fut le cas en 2015, mais échappait, comme le Conseil d'Etat, à un contrôle externe par le gouvernement.

Avec ce changement, la Cour s'interroge sur une porosité croissante entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, dit-on.

Le décret dénoncé par les magistrats crée une inspection générale de la justice, attachée au ministre de la Justice, dont le rôle est notamment d'exercer "une mission permanente d'inspection, de contrôle, d'étude, de conseil et d'évaluation sur l'ensemble (...) des juridictions de l'ordre judiciaire". Reuters 07.12

Syrie. Derniers développements.

- L'armée syrienne a pris le contrôle de la vieille ville d'Alep - Reuters

L'armée syrienne a pris le contrôle de tous les quartiers de la vieille ville d'Alep, qui était aux mains des insurgés, rapporte mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Une nette progression des forces gouvernementales en direction de la vieille ville avait commencé mardi et s'est prolongée dans la nuit.

Les forces gouvernementales, appuyées par l'aviation russe et des milices chiites libanaises, iraniennes et irakiennes, semblent désormais sur le point de reprendre le contrôle de l'ensemble des quartiers orientaux de la ville, où vivent encore 200.000 personnes, selon les Nations unies.

Selon les forces russes, l'armée s'est emparée de 35 quartiers depuis le début de sa progression dans la grande ville du nord de la Syrie, devenue un enjeu majeur de la guerre civile qui ravage le pays depuis près de six ans.

Face à l'intensification des combats et à une situation sur le plan humanitaire que l'Onu juge "désastreuse dans l'est d'Alep", les rebelles ont demandé mercredi la mise en place d'un cessez-le-feu de cinq jours pour permettre l'évacuation d'environ 500 personnes ayant besoin de soins médicaux urgents.

Le gouvernement syrien a fait savoir mardi qu'il n'accepterait aucune offre de cessez-le-feu à Alep-Est tant que les mouvements qu'il considère comme des organisations terroristes n'auront pas évacué le secteur.

La Russie et la Chine ont opposé lundi leur veto aux Nations unies à un projet de résolution du Conseil de sécurité exigeant une trêve de sept jours à Alep et l'arrêt des combats dans l'ensemble de la Syrie. Moscou a fait valoir qu'une cessation des hostilités permettrait aux rebelles de se regrouper.

L'armée syrienne a indiqué qu'elle entendait terminer la reconquête d'Alep avant l'entrée à la Maison blanche du nouveau président américain, Donald Trump, le 20 janvier.

Impuissants, les pays occidentaux tenteraient désormais de convaincre les rebelles de quitter la ville pour éviter un bain de sang encore plus grand lorsque les forces gouvernementales attaqueront les zones les plus densément peuplées.

Pour l'heure, les rebelles n'ont donné aucune indication en ce sens et se disent déterminés à se battre jusqu'au bout.

Un représentant de l'opposition syrienne a néanmoins reconnu en privé que les insurgés seraient peut-être contraints de partir pour éviter un massacre de la population civile, bombardée quotidiennement et affamée par le siège d'Alep-Est.

Le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault, a une nouvelle fois dénoncé mardi la "logique de guerre totale" du régime de Damas et de son allié russe. "Ce n'est parce qu'Alep va tomber peut-être dans quelques semaines que la question de la paix sera réglée", a-t-il dit. Reuters 07.12

Ils sont au désespoir : le peuple syrien va être libéré.

- Syrie : Alep, la victoire de Bachar Al-Assad ? - Franceinfo

En Syrie, la deuxième ville du pays, Alep, est quasiment retombée entre les mains de l'armée de Bachar Al-Assad après une nouvelle offensive éclair. Franceinfo 07.12

- Asphyxiés à Alep, les rebelles appellent à un cessez-le-feu - AFP

Les rebelles syriens ont appelé mercredi à un cessez-le-feu immédiat de cinq jours à Alep et à l'évacuation des civils, après avoir perdu encore du terrain dont la vieille ville face aux troupes du régime. AFP 07.12

- L'appel des barbares entendu.

- Cécile Duflot appelle à une visite parlementaire à Alep : "On ne peut pas laisser la population mourir sans réagir" - Franceinfo

Sur proposition du maire d'Alep, la députée écologiste tente de monter avec d'autres parlementaires une visite dans la ville martyre syrienne, sous le feu des bombes depuis plusieurs mois. Franceinfo 07.12

On ne peut même pas la traiter d'ordure, car cette abrutie ne connaît pas la situation sur place, elle se fit aveuglément à la propagande officielle et elle est loin d'être la seule.

Entendez que c'était le bonheur quand les Syriens étaient sous la coupe des mercenaires cruels et sanguinaires d'Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda armée par les puissances occidentales et du Golfe : Dans la ville martyre, c'est principalement le front al-Nosra qui combat Assad et ses supplétifs iraniens et hezbollahis, dixit l'ultra sioniste et membre de la direction du Crif, l'avocat franco-israélien, Gilles-William Goldnadel, président de l'Association France-Israël, dans un article publié le 7 décembre par Le Point. Il est également rédacteur du portail Atlantico.

ACTUALITE EN TITRES

L'Etat d'urgence personnalisé.

- Cazeneuve "ticket tranquillité" de Hollande, selon la presse - AFP

L'arrivée de Bernard Cazeneuve à Matignon récompense un "fidèle" de François Hollande et une assurance "tranquillité" pour la fin de règne du chef de l'Etat, commente la presse de mercredi. AFP 07.12

God save the queen... et le Brexit !

- Brexit : les députés britanniques votent le calendrier de Theresa May - euronews.com

La Première ministre britannique a obtenu la validation par les députés de son calendrier pour déclencher la procédure pour lancer le Brexit au plus tard le 31 mars 2017. En échange de cet accord, Theresa May accepte de révéler les grandes lignes de son plan pour le Brexit. euronews.com 07.12

L'oligarchie a pondu un oeuf... pourri.

- L'UE dévoile son "Oeuf de l'espace", nouveau quartier-général - AFP

L'UE a dévoilé mercredi 7 décembre son nouveau siège à l'allure futuriste, un symbole de "joie"... à 321 millions d'euros... AFP 07.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- OTAN

1.1- UE et Otan renforcent leur coopération avant l'arrivée de Trump - Reuters

L'Otan et l'Union européenne sont parvenues mardi à mettre de côté leurs rivalités pour s'accorder sur un programme en sept points sur des sujets allant de la protection contre les attaques informatiques à la guerre de l'information en passant par la contre-guérilla.

Cet accord, conclu lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles n'est pas contraignant et permettra aux six Etats membres de l'Union absents de l'Otan de bénéficier d'un soutien militaire américain.

Les propositions mises sur la table sont censées rassurer l'Europe sur les intentions des Etats-Unis, chef de file de l'Otan, alors que le populiste Donald Trump s'apprête à entrer à la Maison blanche.

Lors de sa campagne électorale, le futur président américain avait laissé entendre qu'il pourrait conditionner le soutien militaire américain à un accroissement des budgets de défense en Europe.

"Nous renforçons le lien transatlantique et le lien vital entre l'Amérique du Nord et l'Europe", a déclaré le secrétaire général de

l'Otan, Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse.

L'accord UE-Otan intervient quelques semaines après un accord conclu entre membres du bloc communautaire sur le financement d'un fonds de défense destiné à l'acquisition d'hélicoptères, d'avions et d'autres équipements militaires, en partie dicté par la volonté d'adresser un message à Donald Trump.

"Avec la modification du contexte sécuritaire, c'est une bonne chose que l'Otan et l'Union européenne combinent leurs efforts", a commenté le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier. Reuters 06.12

1.2- Ukraine : l'Otan appelle à maintenir les sanctions contre la Russie - euronews.com

L'Alliance Atlantique a renouvelé son soutien à l'Ukraine lors d'une réunion à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Otan. euronews.com 07.12

2- États-Unis

2.1- Trump nomme un ami du pétrole et du charbon à l'Environnement - 20minutes.fr

Scott Pruitt, 48 ans, s'est récemment fendu d'un éditorial affirmant que le débat sur le climat est « encore loin d'être tranché » et que « les scientifiques ne sont pas d'accord sur l'importance du réchauffement climatique ni sur son lien avec actions humaines ». Surtout, l'ancien ministre de la Justice de l'Oklahoma a mené la fronde des États républicains en traînant en justice l'EPA pour contester certaines réglementations sur les émissions carbone. Son CV ne s'arrête pas là.

Selon une enquête du New York Times, Pruitt a participé, en 2014, à une alliance secrète avec des représentants de l'industrie du pétrole et du charbon pour combattre l'EPA. 20minutes.fr 07.12

2.2- États-Unis: un ex-général des Marines pressenti pour l'Intérieur - Reuters

Le président élu américain Donald Trump compte nommer l'ancien général des Marines John Kelly à la tête du département de la Sécurité intérieure dans son futur gouvernement, rapporte mercredi la chaîne d'information CBS News.

L'ancien chef du Commandement Sud de l'armée américaine, qui couvre l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes, a accepté l'offre, ajoute CBS, citant des sources anonymes.

Si cette nomination se confirme, John Kelly sera le troisième général à la retraite choisi par Donald Trump pour diriger un poste de haut rang au sein de son administration.

Donald Trump a déjà choisi Michael Flynn comme conseiller national à la sécurité et James Mattis comme secrétaire à la Défense. Reuters 07.12

3- Brésil

- Brésil : scènes de guérilla urbaine à Rio - Francetv info

Des scènes de guérilla urbaine en plein cœur de Rio. Des affrontements entre policiers et manifestants ont éclaté, mardi 6 décembre, aux abords de l'assemblée législative de cet État du

Brésil, en pleine crise financière, au premier jour du vote d'une série de mesures d'austérité proposées par le gouvernement local. Au moins deux blessés

Les heurts ont commencé lorsque les 300 manifestants, en majorité des fonctionnaires, ont tenté d'envahir l'assemblée législative locale, avant d'être dispersés par la police. Un groupe de manifestants a lancé des projectiles contre les forces de l'ordre et le bâtiment. Les policiers ont répliqué avec des grenades assourdissantes et du gaz lacrymogène. Des agents ont pris position en hauteur pour tirer sur les manifestants depuis les fenêtres. Au moins deux personnes ont été blessées par les balles en caoutchouc tirées par la police. Francetv info 07.12

4- Israël

- Israël: nouvelle étape pour la loi décriée sur les colonies - AFP

Un projet de loi légalisant 4.000 logements dans des colonies israéliennes construites sur des terres privées palestiniennes en Cisjordanie occupée a été voté mercredi en première lecture, malgré les multiples critiques qu'il suscite dans le pays et à l'étranger.

Ce texte soutenu par le gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu a été approuvé par 57 voix contre 51 à la Knesset. Il doit encore être voté en seconde et troisième lecture avant d'avoir force de loi.

Le lobby de la colonisation est représenté dans le gouvernement par le Foyer juif, un parti nationaliste religieux. Pour ce parti, cette loi constitue un premier pas vers une annexion partielle de la Cisjordanie où quelque 400.000 colons sont installés sous la protection de l'armée israélienne.

Le texte vise à légaliser au regard du seul droit israélien 4.000 logements disséminés notamment dans 55 colonies dites sauvages, selon l'organisation israélienne anti-colonisation "La Paix maintenant".

Sur le front intérieur, le procureur général Avichai Mandelblit, personnage central dans le système légal israélien et censé défendre les positions du gouvernement, a jugé le projet non conforme aux droits israélien et international. Selon les commentateurs, la loi une fois votée définitivement risque d'être retoquée par la Cour suprême.

C'est "la loi la plus dangereuse édictée par Israël depuis 1967", début de l'occupation de la Cisjordanie par Israël, a pour sa part affirmé à l'AFP Walid Assaf, ministre palestinien suivant le dossier de la colonisation.

Isaac Herzog, le chef de l'opposition de gauche, a assimilé le texte à un "suicide national".

L'opinion publique est pour sa part divisée. Selon un sondage de l'Institut pour la Démocratie en Israël, 46% des Israéliens sont favorables à cette loi tandis que 43% y sont opposés. Ces résultats ne concernent que la majorité juive et n'inclut pas la minorité arabe (17,5 %) de la population israélienne.

Le projet de loi est le fruit d'un compromis entre Benjamin Netanyahu et Naftali Bennett, chef du Foyer juif et ministre de l'Education, qui n'a pas hésité à mettre à l'épreuve la cohésion gouvernementale pour faire avancer ses vues.

"C'est un grand jour pour Israël malgré le goût d'amertume dû au sacrifice" des habitants d'Amona, a déclaré M. Bennett en séance plénière avant le vote.

L'arrangement laisse en effet de côté la colonie sauvage (illégal pour Israël) d'Amona près de Ramallah, vouée par une décision de la Cour suprême à la démolition d'ici au 25 décembre.

L'évacuation de cette colonie fait craindre des affrontements entre les colons et les forces de sécurité, malgré l'appel de M. Bennet mercredi à "ne pas lever la main sur qui que ce soit".

Des dirigeants des colons venus mercredi dans la colonie d'Ofra pour examiner la possibilité d'évacuer les 40 familles vivant à Amona dans cette colonie voisine ont été agressés par des jeunes colons leur reprochant de n'avoir pas réussi à "sauver Amona". AFP 07.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Au cœur d'une «crise sociale», les employés de la Poste appellent à la grève ce jeudi - Liberation.fr

Trois syndicats enjoignent les 220 000 agents de l'opérateur à cesser le travail, face à la «souffrance généralisée» des personnels, dixit Sud PTT. Liberation.fr 07.12

Le 9 décembre 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer.

Priez pour eux ou bigoterie en famille (entre frères) au chevet du PS et du régime.

Il paraîtrait que le chômage serait la préoccupation prioritaire des travailleurs interrogés par un institut de sondage, une confirmation en somme. Que cela ne tienne.

Comment détourner les travailleurs et militants de la lutte de classe et du combat pour le socialisme au profit de l'Etat des capitalistes, leur République oligarchique, bananière, du 49.3, de l'état d'urgence, de la répression du mouvement ouvrier, de la guerre, bref, à l'heure de la réaction sur toute la ligne, où les injustices et les inégalités sociales explosent en faveur des plus riches, en agitant la laïcité comme un hochet qui sert une énième fois à un exercice de collaboration de classes des fossoyeurs des droits sociaux légitimes de la classe ouvrière et ceux qui sont destinés à en tirer profit, quand ce ne sont pas les mêmes.

Ils rivalisent dans l'imposture avec les représentants officiels du régime dont ils servent les intérêts sans avoir forcément besoin d'être intégrés à l'Etat. Comment voler au secours du PS, servir ou légitimer l'ordre établi, les institutions ou l'Etat à l'heure où ils sont isolés ou rejetés par la majorité des travailleurs, tous les partis et toutes les organisations qui y participent ou y sont subordonnés, pardi en emboîtant le pas aux pires démagogues en instrumentalisant l'extrême droite qui constituerait une menace, tandis que la principale menace et les mauvais coups assésés aux travailleurs ne viendraient pas de l'Etat en guerre contre tous les peuples qui refusent de se soumettre au talon de fer de l'oligarchie, ceci expliquant cela.

La montée de l'extrême droite ne serait pas liée à la politique de démolition sociale systématique engagée par tous les partis qui ont participé aux différents gouvernements depuis des décennies ou qui les ont soutenus, elle serait le produit d'un tour de magie des dirigeants d'extrême droite, qui auraient le don de reprendre à leur compte tous les thèmes du mouvement ouvrier à des fins inavouables ou condamnables, elle ne serait pas le produit du refus des représentants du mouvement ouvrier d'affronter le gouvernement ou de situer leur combat dans la perspective du renversement du régime en place, ce qui ne peut que contribuer à laisser le champ libre à l'extrême droite pour propager son idéologie nauséabonde. Les initiateurs de cet appel en sont les complices car ils savent pertinemment ce qu'ils font, aucun n'a l'excuse de ne pas être en possession de ses facultés intellectuelles. Ils n'en sont pas à leur premier coup d'essai.

Il ne vous aura pas échappé qu'ils sont unis pour défendre la laïcité, contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, l'homophobie, etc. mais dès lors qu'il s'agit de réaliser l'unité contre le chômage, les licenciements, la précarité, pour préserver tous nos acquis ou droits sociaux, soit ils sont aux abonnés absents, soit ils adoptent des positions ou des moyens qui ne permettent pas de dresser les masses exploitées contre le régime, mais au contraire contribuent à semer la confusion et à les diviser, ce qui permet au gouvernement en place d'appliquer sa politique antisociale bien qu'il soit ultra minoritaire et illégitime.

On nous rétorquera que les signataires de cet appel sont animés de bonnes intentions. Qu'il nous soit permis d'en douter fortement ou plutôt de penser le contraire pour les raisons évoquées ci-dessus (et plus loin), dont on trouve confirmation à quasiment chaque paragraphe. Et si vous aviez encore un doute, pour vous l'oter il vous suffira d'observer dans quel perspective se situe cet appel, à savoir, permettre "à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie" de s'exprimer, alors qu'en réalité chacun a pu constater au cours des décennies qui viennent de s'écouler que le régime (en crise) était incompatible avec l'exercice de la démocratie ou qu'elle n'a jamais existé.

Un régime où règne l'exploitation de l'homme par l'homme ne peut pas se prévaloir de la démocratie, parce qu'aucun homme n'a jamais été livré à l'esclavage avec son consentement, il lui a toujours été imposé et il a toujours été réprimé quand il tentait de s'en émanciper. Toute autre interprétation est oeuvre de faussaires ou d'esclavagistes, d'agents du régime.

Nous sommes donc en présence d'une énième opération de récupération, de manipulation destinée uniquement à redorer le blason de l'Etat et du PS.

Vive la libération d'Alep, vive le peuple syrien !

Ceux qui ont pratiqué l'autocensure en ne diffusant pas les informations sur la situation en Syrie qui contredisaient la version officielle concoctée par Washington, Bruxelles et l'OTAN ont clairement montré dans quel camp ils se situaient, frappés ainsi du sceau indélébile de l'infâmie.

Ils se sont compromis honteusement à jamais en reprenant à leur compte la propagande de guerre des agresseurs de la Syrie, soit ouvertement soit en recourant au double langage en faisant un amalgame entre les différents belligérants en présence sur le champ de bataille, démontrant ainsi leur détermination ou leur volonté à soutenir leur propre régime au détriment du droit légitime de tous les peuples à aspirer à leur auto-détermination, ce qui se traduit dans leur propre pays par le refus d'accorder aux exploités le droit légitime de s'émanciper du joug du capitalisme.

Ils ont fait plus que refuser leur soutien au peuple syrien et déserté le combat politique, ces lâches et corrompus ont

trahi l'internationaliste (prolétarien) dont ils se réclamaient.

Ils ont été jusqu'à devenir les complices des puissances occidentales impérialistes et de leur armée supplétive de mercenaires barbares recrutés dans plus de 83 pays qui ont ravagé la Syrie et massacré son peuple depuis 2011. Dès lors, de quelle légitimité peuvent-ils se réclamer hormis le régime dont ils constituent un des maillons, un des remparts.

De 11 septembre 2001 jusqu'en décembre 2016, pendant 15 ans ils auront couvert toutes les guerres impérialistes et tous les attentats planifiés par des officines à la solde de Washington ou d'Israël en adoptant leur version officielle, qui devait servir à justifier ces guerres auprès des populations pour qu'elles les approuvent ou instrumentaliser ces attentats pour justifier l'instauration de l'état d'urgence et l'adoption de nouvelles lois toujours plus liberticides destinées à placer sous surveillance policière, c'est ainsi qu'ils ont oeuvré à renforcer l'appareil répressif de l'Etat, dont ils s'affirment être les dignes représentants dans cet appel.

Comble de l'infâmie, ils osent se présenter en défenseur de la laïcité et des musulmans ou des Arabes, alors qu'ils n'ont cessé d'apporter leur soutien aux impérialistes qui ciblaient systématiquement des régimes laïcs pratiquant la tolérance envers toutes les religions.

Ils se sont les chantres de la désinformation au même titre que les médias institutionnels.

Ils passeront soigneusement sous silence cet aspect de la situation dans chacun des pays du Moyen-orient agressés par l'impérialisme américain et ses alliés, comme par exemple le fait que chrétiens et musulmans partageaient le même lieu de culte dans la capitale syrienne Damas avant le début de la guerre ou que 75% de l'armée de la République arabe syrienne étaient composés de sunnites épaulés par les milices chiites syriennes, libanaises et iraniennes luttant ensemble pour la libération de la Syrie.

Pire, est-ce possible, disons plus abjecte encore car généralisé, ils participeront ou soutiendront toutes les campagnes provocatrices initiées par le gouvernement et le PS sur des thèmes communautaristes destinées à dresser les différentes couches de la société les unes contre les autres, afin que la haine du peuple accumulée contre le régime s'oriente vers les membres de ces communautés ou minorités ou se traduisent par des actes violents et aveugles qu'ils pourront condamner par la suite, en se faisant passer pour des défenseurs de leurs droits, qui évidemment ne seront jamais respectés aussi longtemps que le régime en vigueur qu'ils refusent d'affronter n'aura pas été renversée par une révolution prolétarienne et socialiste.

Vive le capitalisme, vive l'Etat, vive la République, vive la France !

L'Etat (d'urgence) et la république des copains et des coquins sont dotés de tant de vertus qu'on en resterait presque muet, ne pas les louer serait faire preuve d'ingratitude ou pire, d'intolérance. Vous refusez de leur reconnaître, de vous prosterner devant eux, ils vous ignoreront ou ils n'auront aucun argument à vous opposer, hormis se réfugier dans la collaboration de classes qu'ils refuseront logiquement d'assumer pour ne pas exposer leurs véritables intentions et leur nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire.

Extraits commentés de cet appel reproduit intégralement plus loin.

- La République est séparée des religions, elle n'a pas à organiser les cultes.

LVOG - Leur république organise l'exploitation et doit déjà gérer le culte du capitalisme, c'est déjà pas mal ! On se demandera d'où les religions tiennent-elles leur pouvoir et leurs moyens de subsistance. Demandez-le à un exploitateur...

- Nous, militants laïques, par-delà parfois des divergences d'analyse, en appelons à la constitution d'un front commun autour des fondements de la laïcité républicaine, telle que définie par la loi de 1905

LVOG - Entre patrons et ouvriers il n'y aurait plus que des "divergences d'analyse", les militants restés fidèles au socialisme ou combattant au côté des travailleurs apprécieront.

Vous avez là le front unique ouvrier version front populaire de la racaille qui a planifié la procession des journées d'action pour faire passer la loi Travail ou encore, qui ont appelé à voter Hollande, qui soutiennent tous les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU, etc. Mailly, Martinez, Mélenchon, etc.

- Être laïque, c'est reconnaître que l'État assure en même temps la liberté de conscience

LVOG - Etat qui a créé les conditions pour que l'idéologie barbare wahhabite puisse s'implanter et proliférer sous sa protection. Quand l'Etat a bonne conscience, c'est qu'il a forcément quelque chose à se reprocher dont les travailleurs ne doivent pas avoir connaissance.

La liberté de conscience ou de pensée aux uns, la liberté d'agir aux autres, et gare à ceux qui confondraient les deux ou qui ne disposent que de la liberté de conscience ou de pensée, s'ils étaient tentés d'en user, ils seraient férocement réprimés par l'Etat qui en use en toute liberté et que cautionne cet appel.

- Être laïque, c'est affirmer que l'État ne doit reconnaître, salarier ou subventionner aucun culte.

LVOG - Hormis celui du marché !

- La République ne tranche pas parmi les cultes plus ou moins respectables

LVOG - Inutile, elle est pro capitaliste depuis son origine. Un aveu de complicité. Elle laisse trancher des têtes d'innocents, ce qui est assurément " plus ou moins respectable", quand elle ne tient pas la main des bourreaux.

- Ses Elus et représentants doivent conserver cette neutralité dans leurs fonctions

LVOG - Dotés d'une majuscule comme hier les aristocrates une particule, l'élégance en moins pour cause de décadence ou de fin de régime. Les voilà en conseillers spirituels des représentants du régime, c'est touchant !

- La République ne juge personne selon ses croyances ou appartenances présumées.

LVOG - Qu'elle soit hypocrite, on l'avait deviné, merci. La rhétorique adoptée par les trotskystes lambertistes francs-maçons.

Non, elle ne juge personne, elle matraque de préférence ceux qui ont commis le péché mortel de cesser de croire, ainsi soit-il. Même que le roi d'Arabie saoudite, l'émir du Qatar ou le sultan de Turquie sont ses amis, c'est pour dire à quel point elle est tolérante et mérite le respect, inclinez-vous peuples ingrats !

- Elle accorde à l'Ecole publique la noble mission d'instruire les enfants

LVOG - Elle les formate à l'image du régime, et son interprétation de l'histoire n'est pas vraiment destinée à permettre aux enfants une fois devenus adultes de posséder les connaissances requises pour comprendre le monde dans lequel ils vivent et oeuvrer pour le changer.

- c'est par conséquent à elle que l'État doit accorder les fonds nécessaires aux défis que porte l'Ecole aujourd'hui.

LVOG - Les dociles serviteurs de l'Etat bourgeois sont intéressés, vous l'ignoriez, et bien maintenant vous le savez.

- La laïcité organise l'espace public et donne sens à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie.

LVOG - Vous avez rêvé en estimant vivre sous un régime policier, une société de plus en plus militarisée, une dictature, en oligarchie. L'Etat des capitaliste garant de la démocratie, il fallait oser le sortir.

- La loi de 1905 est une loi de liberté qui permet toutes les autres libertés. LVOG - A commencer par celle des exploités, des négriers, des esclavagistes des temps modernes, des parrains des barbares d'Al-Qaïda, merci pour eux, ils vous le revaudront. Vous pensiez jusque là que c'était la lutte de classe qui permettrait de conquérir notre liberté, et bien vous vous étiez trompés, c'est au législateur ou greffier du régime que vous la devez

- Elle doit donc être préservée.

LVOG - Au passage vous aurez admirés le syllogisme, c'est leur spécialité pour enrober leur forfaiture de manière à abuser les naïfs ou ignorants.

Le premier prémisse : La loi de 1905 est une loi de liberté. (Pour qui et au détriment de qui ?)

Le second prémisse : Qui permet toutes les autres libertés. (Pour qui et au détriment de qui ?) Sauf celle de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production et qu'il faut préserver s'il vous plaît.

La conclusion : Elle doit donc être préservée.

Là en l'occurrence, ce n'est ni le premier ni le second prémisse qui est incorrect, faux ou relève de l'escroquerie, ce sont les

deux. Attention, à condition seulement de se placer sur notre terrain de classe indépendant, car du point de vue de celui des capitalistes ou des religieux il est juste, puisque ce sont eux qui en tirent profit ; les écoles ou institutions religieuses prolifèrent sur fond de démantèlement de l'école publique, et les nantis ne cessent d'accroître leur fortune, tandis que la pauvreté et la précarité gagnent sans cesse de nouvelles couches de la population.

Bref, longue vie à l'obscurantisme, au capitalisme, au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme bénie par les anges gardiens de la laïcité, amen.

La liberté en général sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ne vaut que pour ceux qui détiennent le pouvoir d'en faire l'expérience ou de la mettre en pratique, autrement dit, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

Quand des trotskystes (POI) s'associent à des membres, des représentants ou des agents ouvriers de cette classe, à des bigots et à leur porte-parole dans le seul but que la liberté de conscience soit respectée, c'est uniquement la leur qu'ils entendent défendre qui se confond avec l'ordre établi

Pour qu'on ne m'accuse pas de faire un procès d'intention à ces braves paroisiens de la République bourgeoise ou de l'Etat des capitalistes, je reproduis leur appel ainsi que la liste des signataires disponibles hier sur Internet.

Pour le respect de la laïcité

A l'occasion du 9 décembre 2016, jour anniversaire de la promulgation de la loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat

Pour le respect de la laïcité

C'est peu de dire que la laïcité va mal : malmenée, manipulée, vilipendée, on n'ose plus s'affirmer laïque par peur des amalgames et des contresens. Principe de paix, elle serait devenue sujet de discorde. Principe d'unité par-delà les différences, on lui assigne des fins identitaires.

L'extrême-droite, de tradition pourtant anti-laïque depuis toujours, veut s'approprier le mot pour mieux distiller son venin xénophobe. Hier les juifs, les arabes, aujourd'hui les musulmans. On ne peut se réclamer de la laïcité, quand on condamne les prières de rue, quand elles se font aux abords des mosquées, mais qu'on les soutient quand il s'agit de l'église Sainte Rita. On n'est pas laïque, quand on se fait le porte-parole des discours les plus réactionnaires du Vatican en appelant à la suppression du Planning familial.

Non, l'Islam ne serait pas par nature plus hermétique aujourd'hui à la laïcité que ne l'était le culte catholique en 1905. La laïcité n'a pas à s'adapter à une religion, de même qu'aucun croyant ne peut réclamer de droits particuliers. La République est séparée des religions, elle n'a pas à organiser les cultes.

Nous, militants laïques, par-delà parfois des divergences d'analyse, en appelons à la constitution d'un front commun autour des fondements de la laïcité républicaine, telle que définie par la loi de 1905. Être laïque, c'est reconnaître que l'État assure en même temps la liberté de conscience - croyant et non croyant - et le libre exercice des cultes. Être laïque, c'est affirmer que l'État ne doit reconnaître, salarier ou subventionner aucun culte. Par conséquent la République ne tranche pas parmi les cultes plus ou moins respectables : elle demeure indifférente dans la seule limite du respect de l'ordre public et des lois communes.

Ses Elus et représentants doivent conserver cette neutralité dans leurs fonctions. La République ne juge personne selon ses croyances ou appartenances présumées. Elle accorde à l'Ecole publique la noble mission d'instruire les enfants : c'est par conséquent à elle que l'État doit accorder les fonds nécessaires aux défis que porte l'Ecole aujourd'hui.

Nous, militants de la cause laïque, appelons à la plus grande vigilance contre toute tentative de détourner la laïcité de ses objectifs. En cette date anniversaire de la loi de 1905, nous en appelons au respect plein et entier de ses principes fondateurs. La laïcité organise l'espace public et donne sens à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie. Ce n'est ni une police de la pensée, ni une option philosophique parmi d'autres valeurs particulières.

La loi de 1905 est une loi de liberté qui permet toutes les autres libertés. Elle doit donc être préservée.

Premiers signataires : Guiseppe Aviges (vice-Président de l'Union Nationale Lycéenne – UNL), Jean Baubérot (ancien titulaire de la chaire Histoire et sociologie de la laïcité à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes), Alain Barbier (Secrétaire général de l'UFR de la FERC-CGT), Hervé Basire (Secrétaire général de la FERC- CGT), Thierry Baudet (Président de la MGEN), Christian Beauvais (Délégué Général de la Fédération du Pas de Calais et de l'Union Régionale des Hauts de France de la Ligue de l'enseignement), Nadia Bellaoui (Secrétaire générale de la Ligue de l'enseignement), Hassan Benhsain (Président de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne – FIDL), Daniel Bénichou (Président de l'Association Le Chevalier de la Barre), Roland Biache (Délégué général de Solidarité Laïque), Jean-Marie Bonnemayre (Président du CNAFAL, Edith

Boulangier (Commission « Laïcité » du Mouvement de la Paix), Edouard Brézin (Président de l'Union Rationaliste, Ancien Président de l'Académie des Sciences), Marcel Caballero (Président d'honneur de l'Institut de Coopération Sociale Internationale (ICOSI) - vice-Président du Centre international de recherche et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (CIRIEC), Monique Cabotte-Carillon (Présidente du CEDEC : Chrétiens pour une Eglise Dégagée de l'Ecole Confessionnelle), Jean-Luc Cazaillon (Directeur général des CEMEA), Philippe Corcuff (maître de conférences de science politique à l'IEP de Lyon), Daniel Callewaert (Président fondateur du Cercle Laïque Maria et Gustave Dron – Tourcoing), Jacques Calvier (militant laïque), Jean-Yves Cerfontaine (Président du Cercle Laïque Jean Macé et ancien Secrétaire National de la FEN), Guy Cirla (Président de la Ligue de l'Enseignement de l'Ariège), Charles Conte (Chargé de mission laïcité à la Ligue de l'enseignement), Guy Coq (administrateur de Confrontation et Membre de l' OFC), Dominique Dattola (Auteur réalisateur humaniste, citoyen du monde), Claude Dejean (Présidente du Cercle Condorcet de l'Ariège, Vice- présidente de la Ligue de l'Enseignement Fédération de l'Ariège), Abdoulaye Diarra (membre du Bureau national de l'Union Nationale des Etudiants de France – UNEF), Jean-Michel Ducomte (Président de la Ligue de l'Enseignement), Françoise Dumont (Présidente de la Ligue des Droits de l'Homme), Michel Eliard (Docteur ès-lettres, professeur émérite des universités), Christian Eyschen (vice-Président de la Libre Pensée), Philippe Forget (essayiste), Judith Fouillard (Secrétaire nationale de la FSU), Anne-Marie Franchi (ancienne Vice-présidente de la Ligue de l'Enseignement et ancienne Secrétaire générale des DDEN), Jean-Claude Frey (Président d'un groupement de mutuelles interprofessionnelles), Mireille Fridman (militante laïque de Toulouse), Gabriel Gaudy (Secrétaire général de l'Union régionale Ile-de-France de FO, libre penseur), Jean-Yves Gallas (Président du Comité francilien du Mouvement de la Paix), Maurice Gelbard (chercheur), Jacques Gelly (Président de l'Union Régionale des Fédérations des Œuvres Laïques Auvergne Rhône-Alpes de la Ligue de l'enseignement), David Gozlan (Secrétaire général de la Libre Pensée), Anne-Marie Harster (vice-Président de Solidarité laïque), Pascal Joly (Secrétaire général de l'Union régionale Ile-de-France de la CGT), Dadou Khel (Président du groupe "diversité/laïcité" de la Ligue de l'enseignement), Annie Lacroix-Riz (professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7), Pascal-Eric Lalmy (Conseiller municipal d'Osny (95), Hélène Langevin-Joliot (Présidente 2004-2012 de l'Union rationaliste), Lilâ Le Bas (Président de l'Union Nationale des Etudiants de France – UNEF), Jo Le Lameur (Président de la Fédération Française de Crémation), Polo Lemonnier (Secrétaire national de la FSU), Jacky Lesueur (syndicaliste), Jean-Claude Mailly (syndicaliste), Michel Miaille (professeur honoraire à l'Université de Montpellier, Président de la Ligue de l'Enseignement de l'Hérault), Paul Markidès (Vice-Président de l'Association Républicaine des Anciens Combattants), Roger Martelli (codirecteur du magazine Regards), Philippe Martinez (Secrétaire général de la CGT), Jean-Luc Mélenchon (Eurodéputé), Maurice Montet (militant pacifiste), Pascal Nakache (Avocat, membre du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme), Michel Naud (ingénieur, chef d'entreprise, rationaliste scientifique), Gauthier Ngumbu (Président de la Ligue de l'Enseignement de Haute-Garonne), Françoise Olivier-Utard (militante laïque), Rémy Pech (professeur émérite et Président honoraire de l'Université de Toulouse - Jean Jaurès), Jean-Claude Pecker (Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France), Catherine Picard (ancienne Députée), Jean Louis Petriat (President d'Honneur du Groupe GMF et de la FNAC), Jean-Sébastien Pierre (Président de la Libre Pensée), Bernard Quelquejeu (membre de l'Observatoire Chrétien de la Laïcité, co-fondateur du Groupe International, Interculturel, Interconvictionnel (G3i), Jean-Michel Quillardet (l'Observatoire international de la laïcité contre les dérives communautaires), Jean-Robert Ragache (Historien et Ancien Grand Maître du Grand Orient De France), Hubert Raguin (syndicaliste), Jean-Marc Raynaud (responsable des Editions libertaires), Caroline Rebhi (co-présidente du Mouvement Français pour le Planning Familial), Liliane Rehby (Secrétaire Nationale de l'ARAC), Jean Riedinger (Secrétaire de l'Observatoire Chrétien de la Laïcité), Johannés Robyn (Président de l'Union des Athées - France), Patrice Rolland, (professeur de droit public), Joël Roman (Président de Islam et laïcité), Jean-Luc Romero (Président de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité), Pierre Roy (Président de la Fédération nationale laïque des Associations des Amis des Monuments Pacifistes, Républicains et Anticléricaux), Frank Sammeth (Président de la société d'histoire du radicalisme), Jean-Marc Schiappa (Président de l'Institut de Recherche et d'Etudes de la Libre Pensée), Benoit Schneckenburger (Philosophe), Véronique Sehier (co-présidente du Mouvement Français pour le Planning Familial), André Sirota (Président de l'Association nationale des CEMEA), Patrick Staat (Secrétaire général de l'ARAC), Benjamin Stora (Historien), Michèle Talfer (Bureau de l'Union rationaliste), Dominique Thys (Président de Solidarité laïque), Bernard Toulemonde (Inspecteur général honoraire de l'Education nationale), Pierre Tournemire (vice-Président de la Ligue de l'Enseignement), Michel Tubiana (Président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme), Raphaël Vahé (Président de l'ARAC), Valentine Zuber (Historienne ou Directrice études à l'Ecole pratique des hautes études)

Syrie. Une vidéo

Pourquoi l'armée syrienne et ses alliés ont-ils bombardé des écoles, des hôpitaux ou d'autres infrastructures de l'est d'Alep tenu jusqu'à hier par les barbares d'Al-Nosra (Al-Qaïda) ? La réponse figure dans cette vidéo, ils les avaient transformées en QG, casernes, laboratoires ou dépôts d'armes.

Ecole minée et armes chimiques : une journaliste de RT explore un quartier d'Alep libéré (EXCLUSIF)
<https://www.youtube.com/watch?v=drdupZmR614>

La version vichyste du travail de retour

- Macron veut être "le président du travail" - Reuters

Emmanuel Macron, candidat aux prochaines élections présidentielles, a appelé jeudi à Rennes à l'avènement d'"une république contractuelle" qui fasse la part belle aux accords d'entreprise et dont il serait "le président du travail". Reuters

En oligarchie il n'existe aucun pouvoir placé au-dessus des banquiers et des multinationales

La "liberté de conscience" et la "liberté d'entreprendre" sont comme la République, une et indivisible, qu'on se le dise.

- L'obligation de publication des données des multinationales retoquée par le Conseil constitutionnel - 20minutes.fr

Selon les Sages, elle porte « une atteinte disproportionnée à la liberté d'entreprendre ». 20minutes.fr 08.12

En complément. Ils sont blasés, alors ils aiment bien se faire peur... pour rien !

- Affaire Cahuzac : «Ce jugement marque un virage et inquiète les banquiers» - LeFigaro.fr

Fillon invité en 2013 à participer à la réunion du groupe Bilderberg dont Rockefeller est le président d'honneur s'attaquer aux banquiers, vous y croyez vous ?

Comment, elle n'est pas belle la vie ?

- Malgré les difficultés, les étudiants français se disent satisfaits de leur situation - Liberation.fr

Obligés de travailler pour joindre les deux bouts et confrontés à des loyers très chers qui siphonnent leurs budgets, les étudiants jugent néanmoins leurs conditions de vie correcte. Liberation.fr 08.12

Des rejetons de nantis. A force d'augmenter les tarifs d'inscription à l'université, ils finiront par exclure les gosses de pauvres des études supérieures, ainsi les gosses de privilégiés seront entre eux et estimeront leur condition supportable.

Ah, ça coince déjà pour le châtelain Fillon!

Dans un article publié par Le Grand Soir figurait la photo de son château pour illustrer un article.

- Front contre la purge des dépenses publiques - Reuters

La baisse draconienne des dépenses publiques, dont le candidat de la droite à l'élection présidentielle de 2017 François Fillon s'est fait le champion, suscite un front du refus dans l'opinion publique française, selon une enquête de l'institut Elabe.

Selon ce sondage réalisé auprès de 1.003 personnes les 6 et 7 décembre pour Les Echos, l'Institut Montaigne et Radio classique, 90% des Français jugent ainsi inacceptable une réduction des dépenses publiques de santé.

Les sondés sont 89% à juger également inacceptable la réduction des dépenses en matière de sécurité ou de retraites, 86% quand il s'agit d'éducation, 82% concernant la justice et 70% s'il s'agit de l'environnement.

Ce front du refus traverse toutes les préférences partisans, souligne l'institut de sondage.

Les avis sont en revanche moins tranchés quand il s'agit de réduire les aides sociales (50% se disent contre), les dépenses en matière de culture (53%) et l'indemnisation des demandeurs d'emploi (également 53% contre). Reuters 08.12

Le Brexit, it's very very big business ! C'est le paradis... fiscal !

Ah ben alors, qui l'aurait cru s'exclament les crétins !

- McDonald's transfère sa base fiscale européenne au Royaume-Uni - Reuters

McDonald's a annoncé jeudi qu'il transférerait sa holding d'optimisation fiscale européenne du Luxembourg au Royaume-Uni, une réorganisation qui intervient alors que l'Union européenne s'intéresse aux pratiques fiscales du géant de la restauration rapide dans le Grand Duché.

Le groupe américain a dit vouloir créer une nouvelle holding domiciliée au Royaume-Uni, qui percevra la plus grande partie des royalties générés par les accords de franchise hors des Etats-Unis. Reuters 08.12

Commentaire d'un internaute.

- "On parie sur le Brexit chez MacDo? Il faut dire que Londres et les paradis fiscaux c'est une longue histoire d'amour."

Allez au pif, un peu plus de trois siècles !

[Ah ben ça alors, Wall Street ausi ?](#)

- Wall Street poursuit sur sa lancée, le Dow gagne 0,33% - Reuters

Wall Street a fini sur de nouveaux records jeudi, couronnant un mois de hausse quasi continue depuis la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle du 8 novembre. Reuters 08.12

Ils ont de quoi.

- Trump nomme un "dur" au Travail - AFP

Donald Trump a confirmé jeudi l'orientation résolument conservatrice de sa future administration en choisissant le patron d'une chaîne de restauration rapide opposé à la hausse du salaire minimum comme ministre du Travail.

Le futur président des Etats-Unis qui s'est rendu jeudi à Colombus, dans l'Ohio, et était attendu en soirée dans l'Iowa pour une troisième réunion publique de sa tournée de "remerciements", a choisi Andrew Puzder, 66 ans, comme ministre du Travail et Scott Pruitt, un républicain de 48 ans, pour diriger l'Agence de protection de l'environnement (EPA).

Patron millionnaire de la chaîne de fast-food CKE Restaurants, Andrew Puzder estime qu'une hausse du salaire minimum génère des pertes d'emplois chez les moins qualifiés et soutient l'abrogation de la réforme de l'assurance-santé Obamacare.

"Puzder a démontré qu'il ne soutient pas les travailleurs", a réagi la présidente de l'Union internationale des employés de services (SEIU), Mary Kay Henry. AFP 08.12

[Syrie. Désinformation et propagande hystérique des mauvais perdants.](#)

Médecins du Monde est au serment d'Hippocrate, ce que Reporter sans frontière est à l'information, la CIA ou la NED ou encore Robert Ménard à la démocratie.

- Alep-Est : "Ce n'est pas normal de tuer des civils et des soignants de manière délibérée" - Franceinfo

Des médecins se sont rassemblés jeudi 8 décembre à Paris en soutien aux médecins syriens qui essaient de soigner les victimes civiles habitant notamment dans la partie est de la ville d'Alep. L'un d'eux, Jean-François Corty, médecin et directeur des opérations internationales à Médecins du Monde, a expliqué à franceinfo que cette mobilisation avait pour but de rappeler que "ce n'est pas normal de tuer des civils et des soignants de manière délibérée".

"Depuis le début du conflit, les civils paient un lourd tribut dans cette guerre. Ce sont des centaines de milliers de blessés et de morts, des millions de réfugiés et de déplacés", relève le médecin qui dénonce "une destruction aussi quasi-systématique des hôpitaux et des centres de soins". Franceinfo 08.12

Médecins du Monde restera muet sur l'info suivante, normal.

- Alep: l'opposition « modérée » bombarde un hôpital militaire russe avec la protection de l'Occident - Arrêt sur Info

La communauté internationale est en train de commettre un crime contre l'humanité et les structures comme l'ONU, la Croix Rouge en sont les complices.

Hier, l'opposition dite modérée a bombardé un hôpital militaire russe qui venait juste d'être installé à Alep, au moment où il allait recevoir les civils. Tirs très bien ciblés, les terroristes furent parfaitement informés du lieu et de l'heure. Deux médecins militaires russes sont morts, un est gravement blessé et plusieurs civils ont été touchés. Mais aucune condamnation de la communauté internationale qui se bat à l'ONU pour faire cesser les combats contre tous les combattants, y compris Al Nusra et Daesh.

Alors que les tentes venaient d'être dressées, que les médecins militaires étaient en place et que les premiers patients arrivaient – heureusement les bus étaient en retard et le gros des civils n'était par hasard pas sur place – le groupe Nureddin-an-Zinkin a bombardé très justement le lieu. Attention, vidéo +18 ans. (...)

Manifestement, le sort des groupes terroristes inquiètent beaucoup plus cet étrange Occident, dans lequel il devient difficile de se reconnaître, que la vie des civils. Et le soutien qui est apporté à ces groupes qui commettent des crimes sans nom contre les civils, les enfants, les femmes, égorgeant, violant, les mettant enceinte de force, ces crimes commis contre l'homme parce qu'il est homme et non animal. L'Occident se rend coupable, de soutenir, protéger, favoriser la commission de crimes contre l'humanité. Arrêt sur Info 05.12

- Le Ministère de la Défense russe commente le bombardement de l'hôpital russe à Alep - Arrêt sur Info

Le porte-parole du ministère russe de la défense n'a pas mâché ses mots :

« Le sang de nos militaires repose également sur les mains des commanditaires de cet assassinat. De ceux qui ont créé, fait grandir, armé ces animaux dans des peaux d'homme, les appelant, comme justification devant leur conscience et leur électoral – opposition. Oui oui, sur vous, Messieurs les protecteurs des terroristes, les Etats Unis, la Grande Bretagne, la France et autres organisations et pays sympathisants. »

« Nous exigeons que la communauté internationale, ainsi que le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Médecins sans frontières et d'autres organisations internationales condamnent fermement l'assassinat délibéré des médecins militaires russes qui assumaient leur devoir médical en portant assistance à des civils d'Alep. Tous les acteurs et les auteurs du bombardement de l'hôpital mobile russe à Alep doivent en porter la responsabilité proportionnée ». Arrêt sur Info 06.12

Quand j'indique dans un article que telle ou telle ONG ou association est liée à la CIA, la NED, etc. vous pouvez le vérifier vous-même sur le Net, si toutefois vous ne trouvez pas d'articles convaincants ou suffisamment étayés, contactez-moi, j'ai archivé tout cela dans le disque dur. C'est le cas de la totalité des grosses ONG occidentales. Demandez-vous qui les financent à coups de millions de dollars ou d'euros et vous aurez tout compris.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Les travailleurs sociaux de la ville de Paris manifestent face au manque de solutions pour les précaires - LeMonde.fr

200 fonctionnaires ont débrayé jeudi pour dire leur ras-le-bol et leur épuisement. Une mobilisation inhabituelle.

La mobilisation est exceptionnelle pour ces 1 000 fonctionnaires peu syndiqués et peu habitués à faire grève, tant ils répugnent à pénaliser les plus précaires qu'ils sont chargés d'aider.

Ces soldats du social, en première ligne sur le front de la pauvreté qui s'aggrave, étaient venus témoigner leur ras-le-bol devant la charge de travail qui s'alourdit avec un public de plus en plus nombreux et en grande difficulté sans que les effectifs suivent. Les absences et les temps partiels nombreux dans cette profession jeune et féminine ne sont pas remplacés et retombent sur les collègues.

Ils ou plutôt elles – la profession compte 90 % de femmes – sont aussi venus dire leur épuisement, voire leur écœurement devant un travail « qui n'a plus de sens tant on a peu de solutions à proposer. On n'a pas de places d'hébergement, le 115 ne répond plus. C'est extrêmement violent d'annoncer à une famille qu'elle va dormir cette nuit dehors, témoigne Severine Parrot, déléguée FSU. Parfois, on fait les permanences la boule au ventre. »

« C'est un flux continu de réfugiés, de migrants. On accueille mal les gens, on n'a rien à proposer », renchérit un agent d'accueil à la permanence des sans-abri, qui préfère comme la plupart garder l'anonymat. « Moi je me demande pourquoi je fais ce boulot, d'ailleurs les familles nous le disent : vous parlez, mais à quoi servez-vous ? », confirme une assistante sociale dans le 20e arrondissement.

C'est aussi la pression du chiffre : fournir toujours plus de statistiques, justifier chaque tâche qui exaspère. « Obtenir une aide financière est de plus en plus complexe, il faut tout justifier, la demande se fait en ligne et donc les bénéficiaires ne peuvent le faire », raconte Elodie, qui travaille dans le 15e.

La pression s'est intensifiée avec le « Nouveau Paris solidaire », selon l'expression d'Anne Hidalgo, une nouvelle organisation mise en place en 2016 qui redéploie les effectifs mais ne les augmente pas. « On oriente une famille vers une association, il faut le dire au logiciel ; on obtient un colis alimentaire, il faut remplir les cases. Autant de temps à nourrir les logiciels qu'on ne passe pas à écouter et à comprendre ! », témoigne Deborah, assistante sociale dans le 14e arrondissement.

Cette informatique de plus en plus envahissante, ces fichiers collectant des données sensibles sur les familles bénéficiaires qui prolifèrent et circulent entre services posent un « problème d'éthique ». « Je sais que cette famille a réclamé, il y a près de dix ans une aide, et alors ! Il y a un droit à l'oubli ! », s'indigne Deborah. « Notre but c'est que quand quelqu'un sort de notre bureau, il aille un peu moins mal que lorsqu'il est entré », conclut cette syndicaliste.

Jeudi, les manifestants ont tambouriné à la porte du centre social Olympe de Gouges dans le 11e arrondissement, où se tenait la coordination annuelle des cadres de l'action sociale parisienne, copieusement hués à leur arrivée, notamment celle de Florence Pouyol, directrice du Centre d'action sociale de la ville de Paris (CCASVP).

Les manifestants auraient souhaité rencontrer des politiques : Anne Hidalgo, la maire de Paris, ou son adjointe à la solidarité Dominique Versini, ou Emmanuel Grégoire, chargé des ressources humaines. « Il ne peut nous recevoir il est à la fédération du PS, une espèce en voie de disparition », annonce un représentant de la CFDT dans le mégaphone.

Les travailleurs sociaux n'obtiendront que quelques minutes d'entretien avec Mme Pouyol, qui a consenti à s'extraire un instant de la réunion sous l'œil attentif de cinq CRS dépêchés pour l'occasion. LeMonde.fr 08.12

2- Fret ferroviaire: Deutsche Bahn supprime 300 postes en France - AFP

La filiale française de fret ferroviaire du groupe allemand Deutsche Bahn va supprimer environ 300 postes, déclenchant le premier plan social depuis l'ouverture à la concurrence du secteur en France en 2006. AFP 08.12

Grèce

- Grèce : grève générale contre l'austérité - euronews.com

Des navires restés à quai, symbole d'une Grèce partiellement paralysée ce jeudi par une grève générale de 24 heures, initiée par les principaux syndicats du public et du privé. Le mouvement a impacté le trafic maritime et ferroviaire, les transports en commun, les services publics ou encore les banques euronews videos

À Athènes, quelque 15.000 personnes ont défilé pour protester contre la poursuite de l'austérité réclamée par les créanciers du pays, UE-FMI. Parmi les mesures, figurent une révision du droit du travail, davantage de privatisations et de nouvelles taxes et hausses d'impôts. Pour ces Grecs, trop, c'est trop :

"Il y a un sentiment de déprime dans presque toutes les familles. Il y a d'énormes difficultés, non seulement économiques, mais aussi dans la sphère sociale", explique cette manifestante.

"Nos pensions de retraites ont été amputées d'au moins 40%. Les gens n'ont pas assez d'argent pour payer davantage de taxes. Ils ont travaillé dur et cotisé énormément, dit ce retraité grec.

Notre correspondant à Athènes, Stamatis Giannisis : "La possibilité d'une révision de l'accord entre le gouvernement et les bailleurs de fonds du pays, qui doit probablement conduire à davantage d'austérité, a alarmé les syndicats des travailleurs grecs, qui redoutent encore plus de coupes dans les salaires et les pensions de retraite." euronews.com 08.12

Le 10 décembre 2016

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

Correction.

Causerie du 6. Vidéos à visionner, c'est mieux que visionnée ! Je ne fais pas attention, je relis en coup de vent, les idées vont trop vite!

En attendant la suite de la causerie, il est 13h30 et je dois préparer ma salade de crudités et déjeuner, un complément à la causerie d'hier sur la laïcité.

C'est l'Etat, les représentants de la classe dominante et leurs armées de larbin de gauche et d'extrême gauche qui sont responsables des atteintes portées à la laïcité, du développement du racisme, de la xénophobie, etc

Je ne l'ai pas précisé hier, cependant les lecteurs honnêtes auront bien compris qu'il ne s'agissait pas de s'attaquer à la laïcité, mais de montrer qu'en s'en remettant à l'Etat ou à ses représentants officiant au sein des différentes institutions de la Ve République, l'orientation de cet appel n'était pas destinée à défendre ce principe et constituait au contraire un soutien au régime qui le piétine ou avec lequel il est incompatible au même titre que la démocratie.

Quand on nous propose une pétition, un appel, une déclaration, un communiqué, un article, un texte, un programme, ou lorsqu'on nous propose de participer à une réunion, un meeting, une conférence, un débat, une manifestation, un mouvement social, on doit impérativement se demander quelle en est l'orientation politique ou si cet exercice qui relève des moyens d'expression reflète l'orientation politique qu'on a adoptée ou s'il permet la libre confrontation des différentes orientations politiques, de sorte qu'il soit utile à la cause que nous défendons sous peine de participer à une opération destinée à la combattre.

Quand son orientation politique enrobée dans une rhétorique démagogique est manifestement destinée à servir les intérêts de notre ennemi de classe, s'y associer relève du reniement, de la trahison.

Le principe de la laïcité est aussi poreux ou élastique que ceux de la liberté, de l'égalité ou de la fraternité que l'on doit traiter de la même manière que Marx, en faisant ressortir que sa soit-disant neutralité garantie par l'Etat est un leurre ou un grossier mensonge destiné à duper les naïfs, et à permettre à ceux qui détiennent le pouvoir de le contourner à leur avantage en toute impunité, ce qu'on peut constater quotidiennement.

En fait, c'est davantage un principe contraignant pour ceux qui s'en réclament et qui sont appelés à le respecter, sous peine que ses opposants dénoncent leurs violations et s'en servent pour légitimer leur refus de s'y soumettre.

La laïcité est à la liberté de pensée, ce que l'apolitisme est à l'indépendance syndicale. Vous pouvez ajouter la propagande à l'information.

Vous aurez pu observer que pour accéder aux différentes instances des syndicats, être promus permanents par leurs dirigeants ou être intégrés à leurs appareils, il fallait que les militants aient renoncé à combattre pour l'émancipation du capital ou pour le socialisme dans les syndicats, qu'ils aient renoncé à se constituer en tendances sur la base de leur orientation politique, tandis que les dirigeants corrompus qui les contrôlent définissent une orientation politique conforme aux besoins de la classe des capitalistes qu'ils imposent à tous leurs adhérents, davantage par les moyens auxquels ils recourent et qui ne permettent pas de dresser les travailleurs contre le gouvernement ou le régime.

Des bureaucrates syndicaux corrompus prétendent ainsi être apolitiques ou rester neutre sur le plan politique, alors qu'en réalité il n'en est rien.

Avec la laïcité, c'est ce même principe de neutralité qui est avancé, cela vaut évidemment avec les principes de la République qui ont également un caractère démagogique, ce qui n'avait pas échappé à Marx. (A lire dans cette page)

Que de prétendus marxistes ou trotskystes qui se revendiquent de Jaurès se livrent à une telle opération nous éclaire sur leurs réelles intentions et est somme toute normal, puisque Jaurès n'avait eu de cesse de vouloir concilier matérialisme et idéalisme destinés à se neutraliser mutuellement, de sorte que ce mode de pensée relevant de la confusion ou de l'impuissance aboutissait au néant ou à une impasse politique, laissant le champ libre à toutes les interprétations possibles ou de préférence à ses différentes versions idéalistes, qui pouvaient s'épanouir tranquillement pour être les plus répandues dans la société. Jaurès ici comme ailleurs n'a jamais dépassé le stade de l'affrontement oral avec le régime, ce qui fera dire à Trotsky qu'entre son patriotisme et son internationalisme, il n'y avait pas lieu de se demander pour lequel il aurait opté s'il n'avait pas été assassiné à la veille de la Première Guerre mondiale.

Mettre en avant la question de la laïcité permet également d'évacuer la confrontation entre idéalisme et matérialisme et de se soustraire à la défense du matérialisme dialectique pour interpréter l'orientation de la société ou le développement de la situation mondiale.

Les pires réactionnaires à l'instar de Sarkozy ou Valls ou encore Le Pen par exemple, peuvent ainsi se réclamer de la laïcité et des principes de la République à des fins politiques qu'ils n'hésitent pas à afficher, autrement dit la laïcité fait partie de la panoplie des arguments démagogiques qu'ils emploient dans leurs discours pour finalement justifier ou faire passer leur politique antisociale ou réactionnaire.

Ils sont d'autant plus encouragés à y recourir, après avoir observé qu'en face aucun de leurs opposants ne liera dans leurs discours la défense de la laïcité à la nécessité d'en finir avec les institutions de la Ve République auxquelles en réalité ils sont soumis, ne manquant pas une occasion pour le démontrer si besoin était, comme c'est le cas ici en l'occurrence.

Garde-à-vous.

Bientôt une formation au respect de la laïcité pour tous les agents du service public - LeMonde.fr

La commission « laïcité et fonction publique » a rendu son rapport vendredi. Le ministère de la fonction publique entend mettre en œuvre « immédiatement » six propositions. LeMonde.fr 09.12

Le "fait religieux" est dorénavant enseigné au collège, mais pas le matérialisme dialectique, et pour cause... On laissera de côté l'athéisme qui peut prêter également à bien des amalgames.

Ce qui est étonnant, c'est qu'on ne dispose déjà pas de forces suffisantes pour propager nos idées, mais on en trouve pour colporter celles qui flattent la bonne conscience des démagogues ou s'encanailler avec des membres du Parti radical, du PS ou de la franc-maçonnerie...

La suite de la causerie.

[La question qui tue.](#)

Lu dans un article ce matin.

- "Les régimes et les médias de l'Ouest n'ayant de toute évidence aucun respect à l'égard de la vérité, comment l'Occident peut-il être démocratique ?"

Quelle vérité, de qui ? On va aller loin comme cela, assurément.

La démocratie se décline à deux niveaux qui sont indissociables.

En quoi le "respect à l'égard de la vérité" serait-il un gage de démocratie ? Vous pourrez sortir toutes les vérités que vous voudrez, si le peuple n'est pas apte à s'en saisir, elles vous resteront sur les bras. Au minimum il faudrait qu'il ait les moyens d'élire les représentants qui en ont la capacité et qui incarnent ses besoins. Ensuite il faudrait qu'il se donne les moyens de la faire respecter, ce qui implique qu'il disposerait du pouvoir politique, ce qui n'est pas le cas

La démocratie à toutes les sauces a conduit à toujours plus de confusion. On devrait pratiquement le bannir de notre discours, cesser d'en parler au passé ou au présent.

[Syrie. Décryptage de la propagande officielle.](#)

- La grande tricherie mise à découvert à Alep - Par Oscar Fortin - Mondialisation.ca 05.12

Extraits.

Lorsque les terroristes se révèlent être des mercenaires à la solde de la coalition internationale, la lutte contre les terroristes prend un tout autre sens.

Ce qui se passe présentement à Alep, ville de 1 693 603 habitants, met à découvert cette grande mise en scène d'une coalition internationale qui se proclame contre le terrorisme tout en l'alimentant, le soutenant et l'orientant militairement.

Les derniers évènements de la confrontation des forces gouvernementales syriennes et de ses alliés contre ces terroristes qui utilisent la population locale comme bouclier humain mettent en évidence ces liens étroits qui existent entre ces terroristes et Washington.

De fait, pendant que l'armée arabe syrienne et ses alliés combattent fermement ces terroristes, Washington et la presse qui en est l'écho transforment ces combats contre ces terroristes en combats contre les civils et le peuple syrien.

Autant les médias se portaient à la défense de ces pauvres civils, cibles perpétuelles des attaques des forces armées gouvernementales, autant leur libération et hébergement dans des milieux sécurisés par ce même gouvernement est

passé sous-silence.

Ce qui devient une bonne nouvelle pour ceux qui souhaitent la libération de cette partie d'Alep, sous contrôle des terroristes, devient une mauvaise nouvelle pour ceux qui se présentent pour les défenseurs des populations civiles tout en soutenant ces terroristes confrontés à une défaite inévitable. Une fois que nous savons que ces terroristes sont des leurs au service de la cause visant le départ du président Bachar Al Assad, nous pouvons comprendre qu'ils souhaitent les sauver de l'extermination qui les attend.

La guerre pour la vérité fait lever les boucliers de la censure qui ne cesse de se multiplier dans les médias, dans les agences gouvernementales, dans les réseaux sociaux. Tout récemment, l'Union Européenne a émis une résolution visant à limiter l'accès des réseaux à l'information russe.

Ce que nous reprochions à l'ex URSS est ce que l'Occident applique au niveau de l'information, c'est à dire la censure la plus stricte. Mondialisation.ca 05.12

Ils ne peuvent plus contenir la réalité.

- Des rebelles empêchent les civils de fuir Alep-Est - LeFigaro.fr

Selon l'ONU, des djihadistes n'hésitent pas à faire usage de leurs armes pour les obliger à rester. LeFigaro.fr

Ils se lamentent.

- « Assad va rester au pouvoir » - LeParisien.fr

- Les moyens de l'Otan utilisés par les jihadistes pour attaquer un hôpital à Alep-Ouest - Le Réseau Voltaire 08.12

Le 5 décembre, les jihadistes d'Alep-Est ont tiré sur un hôpital militaire que la Russie venait d'installer à Alep-Ouest pour soigner les enfants fuyant la dictature d'Al-Qaïda.

L'hôpital avait été déployé le jour-même.

Immédiatement, les autorités russes ont accusé les États-Unis, la France et le Royaume-Uni d'avoir fourni aux jihadistes les coordonnées de leur hôpital.

Plusieurs membres de l'Otan ont répondu en accusant la Russie de « bloquer le Conseil de sécurité de l'Onu » [1].

Après vérification, il apparaît que les jihadistes ont directement touché l'hôpital sans procéder aux tirs de réglage habituels de l'artillerie ; qu'ils ont effectivement reçu les coordonnées de l'hôpital sous forme d'images satellitaires ; que ces images ont été fournies par le LandCom —le centre de commandement des Forces terrestres de l'Otan, situé à Izmir (Turquie)—.

Comme en Libye où les moyens de l'Otan ont été utilisés par quelques États membres sans autorisation du Conseil atlantique et donc en violation des statuts de l'Organisation, la guerre contre la Syrie est menée depuis le premier jour sous la coordination de l'Alliance atlantique. Le Réseau Voltaire 08.12

Note

[1] « Déclaration des chefs d'Etat et de Gouvernement de la France, de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de l'Italie et du Royaume-Uni à propos de la situation à Alep », Réseau Voltaire, 7 décembre 2016.

[Les "escadrons de la mort" de l'oligarchie financière anglo-saxonne.](#)

- Obama étend la portée mondiale des escadrons de la mort des Forces d'opérations spéciales des États-Unis - Par Patrick Martin Mondialisation.ca 03.12

Dans les grandes mesures qui n'ont été rapportées que brièvement par la presse de l'establishment, le président Obama a donné une nouvelle portée au Joint Special Operations Command (JSOC), le Commandement des opérations spéciales interarmées du Pentagone, l'autorisant dorénavant à mener des assassinats partout dans le monde.

Obama a approuvé une proposition de donner au JSOC l'autorité de fonctionner en autonomie en dehors des commandements régionaux, essentiellement comme une force d'assassinat mondialisée. Les unités du JSOC ne relèveront donc plus des commandants régionaux, mais directement du Special Operations Command (SOCOM), le Commandement des opérations spéciales siégeant au Pentagone.

Selon le Washington Post, «Des missions pourraient être menées bien au-delà des champs de bataille de l'Irak, de la Syrie et de la Libye, où le Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC) a déjà effectué des opérations clandestines dans le passé. Une fois opérationnel, le JSOC passera d'un outil de frappe utile et très apprécié des commandements militaires régionaux à une nouvelle force de renseignement et d'intervention multi-agences.»

Le mandat de la nouvelle formation, qui sera appelée la «Counter-External Operations Task Force» (Force opérationnelle de contre-opérations extérieures), ou Ex-Ops dans le jargon du Pentagone, embrassera toute la planète. Les escadrons de la mort américains pourront donc être déployés pratiquement n'importe où, des villes européennes aux jungles sud-américaines, en passant par les États-Unis mêmes.

Cette décision est probablement, à tout le moins en partie, une réaction à la débâcle des États-Unis dans leur «guerre contre le terrorisme» du point de vue des objectifs mondiaux de l'impérialisme américain.

Les guerres menées par les États-Unis en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, et les frappes de drones répétées dans d'autres pays, y compris au Pakistan, au Yémen et en Somalie, ont infligé des niveaux catastrophiques de mort et de destruction, mais elles ne sont pas parvenues à imposer le contrôle hégémonique espéré par les États-Unis sur la région et ses vastes ressources énergétiques. La décision d'Obama représente une volonté d'escalader la violence militaire américaine en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au-delà.

Dans sa première déclaration postélectorale, Obama s'est bien efforcé de minimiser les vitupérations de la campagne électorale, déclarant que la lutte électorale entre les démocrates et les républicains n'était rien de plus qu'une «mêlée intramurale». Il n'y a là rien de plus vrai: les deux partis représentent bien en effet la même classe, la même aristocratie financière américaine et ses intérêts mondiaux, défendus en fin de compte par la mort et la destruction qu'elle sème avec sa machine de guerre.

Mondialisation.ca 03.12

En complément

- Un troisième dirigeant passé par Goldman Sachs va rejoindre l'administration Trump -

- Selon la presse américaine, Gary Cohn, le numéro deux de la banque, devrait diriger le Conseil national économique. LeMonde.fr 09.12

[La crise du capitalisme les déstabilise.](#)

- Fillon confronté à ses premières difficultés jusque dans son propre camp - AFP

Moins de deux semaines après avoir remporté haut la main la primaire de la droite, François Fillon est confronté à ses premières difficultés, en partie issues de son propre camp, inquiet de son projet de réforme de la Sécurité sociale. AFP 09.12

- Julien Dray menace de "mettre son poing dans la face" du chef de cabinet de Le Foll - LePoint.fr

Moquant la candidature de Vincent Peillon, dont certains soupçonnent Julien Dray d'en être l'instigateur, Rémi Brancu a provoqué le courroux du "baron noir". LePoint.fr 09.12

Sur Peillon, hormis sa loi scélérate sur l'école. Longue causerie du 15 février 2014 lors de la sortie de son livre *La Révolution française n'est pas terminée*.

Un internaute avait noté ceci :

- "Vincent Peillon a célébré en 2009 la Bar-Mitsva de son fils Elie à la synagogue de la Place des Vosges à Paris. Pour la circonstance, Vincent Peillon, qui a épousé en seconde noces la journaliste Nathalie Bensahel, avait mis les tefillins « amulettes » et était monté à la Torah. Il est père de quatre enfants : Salomé, Maya, Elie et Izaak." Il déteste apparemment les prénoms qui n'ont pas une consonnance juive.

Le candidat du Crif supplétif de Valls. Justement à propos de Valls :

- "Il a le souci de la synthèse", se félicite-t-on à l'Elysée, où l'on sait apprécier cette qualité. "C'est un mécanicien du génie politique, qui excelle dans la tactique", explique un proche de Vincent Peillon, cité par L'Opinion. francetvinfo.fr 27.05.2015

Le 23 septembre 2012.

Causerie : Infos trouvées en naviguant d'un lien à un autre sur Internet.

Vincent Peillon – Ministre de l'Education Nationale : Issu d'une famille juive par sa mère (lui-même nomme ses quatre enfants Salomé, Maya, Elie et Izaak), son père fut banquier (directeur général de la Banque Commerciale d'Europe du Nord). Marié à la journaliste Nathalie Bensahel. Militant trotskyste à ses débuts. Soutien de Dominique Strauss-Kahn en 2011, il se rallie ensuite à François Hollande. Sioniste, il est Franc-Maçonn membre du Grand Orient de France. Il prône une « république spirituelle », considérant « la Franc-Maçonnerie et la laïcité » comme « religions de la république ». Il soutient la ratification du Traité de Lisbonne par la France, et milite pour le fédéralisme européen, et « une harmonisation politique, économique et fiscale au sein de l'Europe ». Au Parlement Européen, il défend les intérêts sionistes et collabore activement au projet de déstabilisation de la Syrie.

Il fait aussi partie du comité d'honneur du Cercle Léon Blum dont les membres se revendiquent ouvertement du sionisme.

Juif et sioniste assumé, franc-maçon fils de banquier, il a en effet le profil d'un candidat du PS

[Et en plus ça rapporte déjà !](#)

- Le programme de Jean-Luc Mélenchon parmi les dix meilleures ventes de livres - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Corée du Sud

Corée du Sud : cris de joie, danses et manifestations pour fêter la destitution de la présidente - Francetv inf

Vendredi 9 décembre, les rues de Séoul ont vu défiler des milliers de manifestants pour fêter leur victoire. La raison ? Les députés ont adopté une motion de destitution contre la présidente

Park Geun-hye, éclaboussée par un vaste scandale de corruption.

L'adoption par l'Assemblée nationale de cette motion de destitution transfère l'autorité de Park Geun-hye au Premier ministre.

Le texte a été adopté par 234 voix contre 56, soit largement la majorité des deux tiers des 300 votes nécessaires, ce qui a déclenché des manifestations de joie parmi les opposants à la présidente rassemblés devant l'Assemblée.

Cette destitution s'explique en bonne partie par les manifestations monstres qui ont vu des millions de Sud-Coréens en colère exiger le départ de la présidente. Après un peu moins de quatre ans de mandat, elle affronte ainsi la perspective de devenir le premier chef de l'Etat sud-coréen démocratiquement élu à être mis dehors. Francetv info 09.12

ECONOMIE

Russie

- La Russie cède 19,5 % de Rosneft à Glencore et au Qatar - voltairenet.org

La Fédération de Russie, qui détient directement 50% du capital de Rosneft, vient d'en céder 19,5% à Glencore et au Qatar.

On ignore la répartition exacte du capital.

Rosneft est la première entreprise pétrolière mondiale.

Cette décision intervient alors que l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis laissent prévoir la levée des sanctions économiques contre Moscou, et alors que l'accord de réduction de la production pétrolière prise au sein de l'OPEC devrait permettre à la hausse des prix de se poursuivre lentement.

Rosneft avait par ailleurs acquis le pétrolier Bachneft juste avant cette privatisation. À cette occasion, selon le Comité d'enquête de la Russie, le ministre de l'Économie, Alexeï Ouloukaïev, aurait illégalement perçu 1,8 million d'euros pour donner son accord. Le ministre a été placé en résidence surveillée.

La valeur boursière de Rosneft est évaluée à 55,02 milliards d'euros. Les actions cédées à Glencore et au Qatar l'ont été avec une décote de 2%, soit 10,5 milliards d'euros.

Le Qatar est déjà actionnaire majoritaire de Glencore.

Les 10,5 milliards d'euros de recettes seront reversés à l'entreprise publique Rosneftegaz, qui devrait en verser à son tour une partie à l'État. Ils seraient alors utilisés pour couvrir le déficit provoqué par les sanctions économiques européennes.

Séparant totalement sa politique économique de sa politique étrangère, la Russie a ainsi scellé une alliance avec le Qatar qu'elle combat militairement en Syrie. voltage.net.org 08.12

Le 13 décembre 2016

CAUSERIE

Le document de Pierre Salvaing a été téléchargé 558 fois depuis sa mise en ligne et consultés 3660 fois, bravo à lui et à vous !

Les médias dits alternatifs multiplient la publication d'articles sur la situation à Alep (Syrie) qui révèlent l'ampleur de la propagande et de la désinformation auxquelles se livrent les gouvernements occidentaux et les médias institutionnels. On publiera les plus significatifs.

On se demande au passage comment des militants ouvriers peuvent-ils encore soutenir des partis dits de gauche ou d'extrême gauche qui soutiennent ces entreprises pilotées par l'OTAN ou refusent de communiquer les informations contenues dans ces articles, et sans lesquels il est impossible de comprendre la situation ou de ne pas se faire manipuler. C'est une manière comme une autre de soutenir le gouvernement français impliqué au côté des Américains dans la guerre contre la Syrie.

Autre chose plus personnel.

En raison de la mousson qui a fait des siennes hier, on a été privé de courant pendant près de 24 heures, du coup mon travail a été perturbé. Mes batteries de secours sont HS et j'économise pour les remplacer, 30.000 roupies, soit environ 400 euros. Donc j'éteins l'ordinateur dès que le courant est coupé, et je garde le peu de courant que délivre encore les deux batteries pour avoir de la lumière en soirée ou une partie de la nuit.

Si je continue l'actualisation du portail, je demanderai aux lecteurs une participation financière, car depuis la nouvelle tarification d'Internet ma facture est passée de 1.100 roupies à 2.500 roupies, et encore je limite les recherches sur le Net pour ne pas l'alourdir davantage. J'ai même restreint le téléchargement de films en tamoul pour ma compagne, parce qu'ils sont très volumineux.

Je ne parviens pratiquement plus à économiser parce que l'inflation flambe et mes revenus n'ont cessé de diminuer depuis 3 ans. De plus j'aide des membres de la famille de ma compagne Selvi qui sont très pauvres et doivent faire face à de graves difficultés. Je me démunis pour aider des gens qui ne peuvent pas faire face à des besoins élémentaires. Cet argent me fait défaut, j'en aurais besoin pour remplacer certains équipements défectueux ou finir les travaux de ma maison, mais j'estime que leurs besoins passent avant les miens. Cela me force à me priver davantage pratiquement sur tout, comme la semaine dernière où je suis allé au marché de Pondichéry, par curiosité j'ai demandé le prix du kilo de poisson, du saumon et du requin, quand on m'a dit le prix, 700 roupies, j'ai renoncé à en acheter, d'ailleurs le marché était pratiquement vide, Selvi achètera des sardines trois fois moins chères et on s'en contentera, une fois bien cuisinées ce sera excellent. Et ma famille direz-vous ? Je suis déjà mort pour elle.

Tout chez nous est ancien ou a déjà été réparé plusieurs fois, l'ordinateurs (6 ans) que je bricole sans cesse, la machine à laver

(12 ans) qui fait un bruit infernal et va lâcher d'un jour à l'autre, le scooter d'occasion que j'ai encore réparé la semaine dernière, un ventilateur tout rouillé aussi, le climatiseur que je n'entretiens pas, tous les articles électroménagers ou autres équipements ont plus de 20 ans et je n'en ai pas remplacé certains, pas de fer à repasser, pas de chaîne hifi, pas de radio, plus d'appareil photo, plus de télé et évidemment pas de bagnole, bref rien de superflu ou d'inutile, seule le réfrigérateur est récent, on ne peut pas s'en passer ici, j'oubliais le téléphone. Quant aux meubles, ils ont subi le tsunami de 2004 et je n'ai rien racheté, je les ai raffistolés et ça tient ainsi. Aucun colifichet, pas de rideaux, pas de tapis, pas d'abat-jour, pas de livres, disques, cassettes, pas de resto, cinéma, concert, sortie, vacances, etc. quand j'affirme qu'on survit, je n'exagère pas, c'est l'expression qui convient le mieux à notre condition. Et je peux vous dire que cela suffit au bonheur de ma compagne, donc au mien. Malgré tout on est de bonne humeur et on garde le moral.

On n'ose pas se plaindre ou trop nous étendre sur cette question par respect pour tous ceux dont la condition est bien pire que la nôtre, on pense notamment à nos soeurs et frères syriens, soudanais, yéménites qui souffrent de la faim et de la guerre. On leur dédie notre travail.

Pour commencer la semaine dans la bonne humeur, j'avais retenu cet instant de détente offert par le Monde ou plutôt sa face "cachée".

Le Monde montre ici qu'une bien piètre considération pour ses lecteurs qu'il prend pour des demeurés, quoiqu'il faille admettre qu'il sait de quoi ou de qui il parle (les Csp+ pour cas socio-psychiatrique.).

- La face cachée du sexe féminin - LeMonde.fr 11.12

Par Maïa Mazaurette, journaliste au Monde.

Le sexe féminin n'est pas invisible (En effet il s'expose partout, la prostitution fait partie de l'art de la gouvernance chez les oligarques. - ndlr) : nous refusons de le voir (Il faudrait être aveugle. - ndlr). Il n'est pas impensable (Mais qui pense encore de nos jours, les abonnés du Monde ?- ndlr), seulement ignoré, par paresse intellectuelle (Crétinisme intellectuel ou défaillance cérébrale serait plus précis. - ndlr) et par pur égoïsme (Un lieu commun. - ndlr). Et pourtant. Le désir des femmes est là (Affirmation bien péremptoire après cela. - ndlr), présent, complexe, tissé de chair, de neurones (C'est à démontrer dans votre cas. - ndlr) et de terminaisons nerveuses (Hystérique, elle voulait dire. ndlr). Il est mesurable (Au pied à coulisse ! - ndlr). Malgré notre culture du déni (Ah si vous l'avouez, on ne vous contredira pas. - ndlr), il parvient à exister (Ca a du bon parfois le matérialiste. - ndlr) , il commence même à s'exprimer (A devenir envahissant. - ndlr) : le sexe parle (Pense à la place du cerveau chez les obsédées dans votre genre. - ndlr), tendons l'oreille (Poliment vous nous les cassez déjà ! - ndlr)— ça nous changera. (Il y en a qui ferait mieux de la fermer, ça nous soulagerait !- ndlr)

LVOG - Tous à poil !

Que de telles dégénérées officient dans les rédactions des médias officiels expriment la décadence d'un régime qui ne survit que grâce à l'absence d'une nouvelle direction du mouvement ouvrier.

LeMonde.fr - De toute façon, s'il fallait voir le désir féminin, pourquoi s'acharner à le couvrir ? Pourquoi ce double standard qui veut qu'un homme puisse montrer ses seins, mais pas une femme, alors même que cette tolérance permettrait de rendre visibles au moins certaines manifestations d'envie ? (Vous ignoriez que la physionomie des seins d'une femme changeait quand elle avait envie, et bien vous venez de l'apprendre, une pure invention en fait. Quelle cinglée !- ndlr) Pourquoi nous priver de parole sexuelle, de mots cochons, de la liberté de faire des avances (« Dans la bouche d'une femme c'est vulgaire ») ? (Quelle allumeuse ! Encore une frustrée. - ndlr)

LVOG -Quand une femme vous adresse des regards languissants n'allez surtout pas vous figurer des choses... Vous n'avez encore rien vu.

LeMonde.fr - Plutôt que de s'interroger sur un désir intrinsèquement invisible, il faudrait se demander pourquoi nous refusons de voir. Pourquoi nous détournons, non pas notre regard, mais des corps en entier. On peut avancer des raisons morales ou religieuses, du double standard, une pudeur sélective. Mais aussi de la méchanceté : on castré les femmes. (On se disait bien qu'elle avait développé un complexe de castration aurait dit Freud. - ndlr) On les réduit à des orifices, on les réduit au vide. (Quelle vulgarité, dans le reste de son article elle n'aura que le mot "trou" à la bouche pour en parler ! - ndlr) On tente de les anéantir. (L'attitude des hommes serait criminelle, mais celle des femmes portées à l'auto-castration ne serait pas suicidaire. - ndlr). Ce n'est pas très sympa. (C'est très con ! - ndlr)

Quand l'invisibilité tourne à l'obsession chez cette clitoridienne refoulée.

Même si le désir féminin était réellement invisible, on pourrait toujours le rendre dicible. (C'est à croire qu'elle en doute ou ignore de quoi elle parle. - ndlr) Il suffirait de nous poser la question. Il suffirait de nous demander si nous avons envie. (On ne la posera

pas à cette névrosée par crainte de la réponse ! - ndlr) Une fois encore, si l'ordre social s'en abstient, c'est dans l'intérêt des hommes : ne pas savoir, c'est pouvoir outrepasser. (C'est peut-être la seule chose sensée qu'elle a sorti dans cet article. Alors attaquons-nous à "l'ordre social" établi. -ndlr)

LVOG - La division de la société en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables se traduit par un complexe de supériorité chez ceux qui détiennent le pouvoir, et un complexe d'infériorité chez ceux qui n'en détiennent aucun, par conséquent comme la société est bâtie sur un modèle patriarcal, ce sont les hommes dominants qui seront portés à développer un complexe de supériorité et les femmes dominées un complexe d'infériorité. Il en découle que les comportements des deux sexes et les principes moraux qui servent à les justifier ont été édictés par des hommes en faveur des hommes et au détriment des femmes. Au lieu de faire le procès des hommes, c'est celui du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il faudrait faire.

Les théologiens les ont théorisés non sans une arrière pensée, pas n'importe comment, en sanctifiant le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme instauré sur la base de la division du travail instaurée très tôt entre les hommes et les femmes et les vouant donc à un statut social distinct, en privilégiant les hommes du fait que c'était eux qui produisaient les richesses ou pourvoyaient à la subsistance de la tribu, du clan, etc. tandis que les femmes ne jouaient plus qu'un rôle mineur réduit à la reproduction de l'espèce une fois que le patriarcat s'était imposé.

Quant au désir féminin, rassurons nos lecteurs : il existe ! Vous vous en doutiez, bravo !

En complément.

- Le plus vieil oiseau marin a encore pondu, à 66 ans. - AFP

Les biologistes de la réserve naturelle américaine des Iles Midway dans le Pacifique ont observé l'albatros de Laysan, appelé Wisdom, retourner pondre début décembre. C'est l'oiseau marin sauvage le plus âgé à concevoir, à au moins 66 ans. AFP

[Braves gens vivez en paix ou le mur de la honte des bonnes consciences qui s'accommodent du capitalisme.](#)

- Le mur « anti-intrusions » de la rocade de Calais est achevé - lemonde.fr

La construction d'un mur « anti-intrusions » à Calais est terminée, a annoncé lundi 12 décembre la préfecture du Pas-de-Calais. L'édifice de 4 mètres de hauteur et 1 kilomètre de long prolonge les grillages déjà installés sur la rocade près du port.

Financé par le Royaume-Uni – à hauteur de 2,7 millions d'euros –, il doit être progressivement végétalisé côté circulation et vise à empêcher les migrants de monter clandestinement dans des camions.

Les travaux d'édification avaient débuté le 20 septembre, alors que « le camp de la Lande » – le nom officiel de la « jungle » où vivaient plusieurs milliers de migrants – était situé à proximité. Le camp a été démantelé à la fin d'octobre.

« C'est un outil extrêmement important, ça montre que l'autoroute est sécurisée », avait déclaré Jean-Marc Puisseuseau, PDG du port de Boulogne-Calais, à la fin de novembre à l'occasion d'une conférence de presse. lemonde.fr13.12

[Un baron vert à la tête de l'Autriche. Un brave "réfugié", c'est à la mode, dont les parents avaient fui l'URSS pour se réfugier dans l'Allemagne nazi.](#) .

On se disait bien qu'il y avait un ver dans ce fruit pourri.

- Le petit "réfugié" autrichien - Jean Levy - Le Grand Soir

Autriche : quand "le petit réfugié", "qui a fui l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale" pour gagner la grande Allemagne de Hitler, est devenu "le président qui a barré la route à l'extrême-droite"

Le Monde (05/12/16) se réjouit de l'échec du candidat du FPÖ. Pour le quotidien, dit de référence, l'extrême-droite a été battue en Autriche. Et de désigner le vainqueur, "un petit réfugié" venu d'ailleurs, le candidat Van der Bellen, qui a vaincu le dragon, présenté comme une résurgence du nazisme.

Chacun comprend le sens de l'allégorie : il a fallu que ce soit un miraculeux fils d'étranger qui opère le miracle. En ces temps où l'immigré est la cible de la "fachosphère", l'élection autrichienne devient symbolique. Et l'allégresse du Monde est telle que le journaliste en rajoute sur l'itinéraire européen de la famille du nouvel élu, afin de "prouver qu'un petit réfugié peut devenir un grand président".

Ainsi le journaliste précise que "les parents de M. Van der Beullen ont fui l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale". Cette précision donnée sans commentaire étonne le lecteur averti : fuir l'Armée rouge boutant les hordes nazies n'apparaît pas comme une référence d'antifascisme, surtout que le correspondant du Monde en Autriche insiste et donne des détails sur l'itinéraire suivi par les parents Van der Bellen : "La famille Van der Bellen, a émigré au XVIIIème siècle des Pays-Bas vers la Russie, d'où elle fut chassée en 1917 en direction de l'Estonie par les bolcheviks, avant de gagner Vienne où Alexander naître en 1944. L'occupation soviétique du secteur obligera encore tout le monde à partir, cette fois pour rejoindre la profondeur rassurante des vallées alpines les plus reculées".

Or, au 31 décembre 1944, l'Autriche faisait encore partie de la "Grande Allemagne"... Ainsi les parents Van der Bellen ont fait retraite avec l'armée hitlérienne pour s'installer en Autriche, où règne encore le Führer, et ils décampent à nouveau quand Vienne est libérée par les Soviétiques.

On peut s'étonner que le journaliste semble trouver normal ce périple... Faut-il lui rappeler que c'est grâce à l'Union soviétique que la France a été libérée, car si les 200 divisions allemandes du front de l'Est avaient pris leurs quartiers en Normandie, le débarquement allié n'aurait pas eu lieu. Et puis, revenons à l'élection autrichienne, disons que si son vainqueur n'est pas responsable du choix de ses parents, le parrainage de ceux-ci fait tache en matière de référence de lutte contre l'extrême-droite.

LGS : pour ce qui est de ses origines familiales, le petit "réfugié" ne vient pas de nulle part. Citons Wikipédia : "En 1763, ses ancêtres néerlandais immigrent à Pskov et y sont anoblis. Son grand-père, né à Pskov, fuit l'Empire russe pendant la révolution bolchévique de 1917, en Estonie où lui et sa famille trouvent refuge. Entre 1940 et 1941, après l'occupation de l'Estonie par l'Union soviétique, le père d'Alexander Van der Bellen, un baron de l'Empire russe, parvient, avec sa future femme Alma Siebold, d'origine germano-estonienne, à se rendre en Allemagne, puis, de là, à Vienne." Le Grand Soir 11.12

[Dossier Syrie.](#)

L'une des manifestations que vous n'avez sans doute jamais vue.

Le 19 Octobre 2011, plus d'un million de Syriens sont sortis dans les rues pour manifester leur soutien au Président Bashar Al Assad.

Plus d'1 million de syriens manifestent pour soutenir Bashar Al Assad à Alep
<https://www.youtube.com/watch?v=u-O6xpEIA1w>

Sur CNN. L'Empire craque de partout...

Rep. Tulsi Gabbard Introduces Bill to Stop Arming Terrorists
<https://www.youtube.com/watch?v=uKV1sTw8zOc>

La députée Tulsi Gabbard dit que le gouvernement US finance l'EI et Al-Qaïda (en français)
<https://www.youtube.com/watch?v=ENgIK3qWCzw>

Valls soutient la dictature effroyable d'Arabie saoudite alliée des Etats-Unis et Israël.

Valls sur l'Arabie Saoudite
https://www.youtube.com/watch?v=tB_ZpCrWrR0

- Yémen: 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë - AFP 12.12

Valls le justifie au nom de l'économie et des emplois que créent ou préservent les bonnes relations et le commerce avec la monarchie wahhabite saoudienne.

Désinformation, comment cela fonctionne ? Mode d'emploi.

La libération d'Alep.

- Syrie : "La chute d'Alep est vraisemblablement actée" - Franceinfo

Le soulagement de la population civile.

- Alep : le martyr de la population civile - Franceinfo

Elle est le symbole de l'impuissance de la communauté internationale, la ville d'Alep en Syrie est sur le point d'être reprise par l'armée syrienne. Franceinfo

L'armée de mercenaires sanguinaires supplétive de l'OTAN vaincue.

- Syrie : la bataille d'Alep s'achève dans les atrocités selon l'ONU - M6info

Ce mardi, la bataille d'Alep entre dans sa phase finale. Les rebelles sont en passe de perdre leurs derniers bastions et les militaires de Bachar Al Assad et leurs alliés russes de remporter la victoire après un siège terrible de plusieurs semaines. M6info

Soutien aux barbares d'Al-Nosra.

- Trois députés français à Alep pour "affirmer un soutien à la population" - L'Express.fr

Dimanche, Cécile Duflot (EELV), Hervé Mariton (LR) et Patrick Mennucci (PS) devraient se rendre en Syrie avec le maire d'Alep-Est, Brita Hagi Hasan pour "affirmer [leur] soutien à la population" et alerter sur la situation de la ville martyre d'Alep. L'Express.fr 10.12

Les Etats-unis coupables de "crimes contre l'humanité".

Alep: Le régime coupable de "crimes contre l'humanité" (Kerry) - AFP

Les forces armées syriennes qui bombardent la ville d'Alep sont responsables de "crimes contre l'humanité" et de "crimes de guerre", a jugé samedi 10 décembre lors d'une conférence internationale sur la Syrie à Paris le secrétaire d'Etat américain John Kerry. AFP

[La France est devenue le fer de lance de la réaction mondiale.](#)

L'agence de presse britannique titre prudemment :

- Obama veut une enquête sur le piratage de la présidentielle américaine - Reuters

L'Agence France de Propagande (AFP) désigne le coupable avant même qu'une enquête démarre :

- Obama veut un rapport sur les cyberattaques, Moscou en ligne de mire - AFP

C'est établi, l'AFP en livre déjà les conclusions :

- Jusqu'où la Russie s'est-elle immiscée dans l'élection de Trump ? -

Jusqu'à quel point la main de Moscou a-t-elle battu les cartes de l'élection qui a amené Donald Trump à la Maison Blanche ? La réponse ne changera rien à l'issue du scrutin mais permettra d'étaler au grand jour les interférences de la Russie dans le processus démocratique. AFP

Démocratie et ses déclinaisons sont à bannir de notre discours en évoquant le régime oligarchique.

Mise au point. Fabrication probable de fausses informations par des agents de la CIA.

- Piratage russe: micmac au sein de la CIA - challenges.fr

Surprise. Le Bureau du directeur national du renseignement (Odni), chargé de chapeauter les agences américaines de renseignement, n'a pas validé les conclusions de la CIA sur l'ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle du 8 novembre, a-t-on appris lundi auprès de trois sources proches du dossier.

Si l'Odni ne conteste pas l'analyse de la CIA, il n'appuie pas pour autant ses conclusions, jugeant que l'agence manque de preuves pour étayer ses accusations.

Le FBI, dont le mode de fonctionnement l'oblige à ne se saisir que de dossiers qu'il sera capable de défendre devant la justice, a pour les mêmes raisons refusé lui aussi de souscrire à l'analyse de la CIA, parvenue à ses conclusions par des déductions

fondées sur les renseignements en sa possession, ont dit les trois sources. challenges.fr et Reuters 12.12

Harcèlement et xénophobie.

- Syrie : Vladimir Poutine soutient toujours le régime de Bachar Al-Assad - Franceinfo

- Rapport McLaren: la Russie du dopage, entre système d'Etat et bricolage - AFP

L'UE n'est pas en reste.

- Les sanctions de l'UE contre Moscou prolongées après le 15/12 - Reuters

- L'UE "troublée" par la détérioration des droits en Chine - Reuters

[Boycott. Pressetituée, merdia, média-mensonge, média-oligarchie.](#)

Comment fonctionne la désinformation. Ils se partagent les rôles.

En fonction des lecteurs ciblés, ils leur proposent une interprétation tronquée ou déformée de la réalité, basée sur une sélection de faits qui sera conforme à leur état d'esprit supposé, ou qu'ils orienteront dans une direction en fonction d'un objectif déterminé, qu'à ce stade les lecteurs ne soupçonneront pas, de sorte qu'ils l'adoptent à leur tour, ce qui contribuera à renforcer ou à détourner leurs convictions à leur insu.

Vérités et contrevérités, faits réels et inventés, réalité et allégation, déni et révélation, similitude et amalgame, etc. se côtoieront, se superposeront ou s'imbriqueront sur un ton affirmatif ou assuré, de manière à ce que les lecteurs aient l'impression d'être en présence d'un journaliste ou d'un expert honnête ou impartial et inspirant le respect, ce qui inconsciemment aura pour effet d'affaiblir leur vigilance et de les mettre en confiance pour mieux les manipuler ou les conditionner.

Ces professionnels de l'imposture ou de la désinformation usent ainsi d'une multitude d'artifices destinés à agir sur la psychologie des lecteurs de sorte qu'ils soient réceptifs à un certain discours ou qu'ils soient préparés à le recevoir. Donc leur opération de conditionnement ne fonctionne pas uniquement sur le plan des idées, mais aussi sur celui du mental ou psychologique, leur guerre contre les masses étant à la fois idéologique et psychologique à des fins sociales (économiques) ou politiques.

Ceux qui prétendent les combattre et négligent un des deux aspects de cette guerre ne peuvent atteindre leurs cibles, leurs discours seront inefficaces, ils seront impuissants à démonter et à briser les mécanismes qui concourent à influencer à la fois la psychologie des travailleurs et leur manière d'interpréter leur condition ou la situation, donc entravent leurs moyens d'action.

La guerre idéologique et psychologique que leur mène la classe dominante a pour objectif de les conduire à accepter leur condition ou à se satisfaire de la situation telle qu'elle, est après les avoir amenés à partager son interprétation, dès lors il ne leur plus qu'à s'y soumettre ou à se faire une raison en attendant d'hypothétiques jours meilleurs qui ne viendront jamais, sombrant dans un fatalisme destructeur qui leur sera fatal.

- Malgré les difficultés, les étudiants français se disent satisfaits de leur situation - Liberation.fr 8.12

- Les étudiants plus stressés, déprimés et isolés en 2016 - LeMonde.fr 09.12

[La révolution \(social-\) nationale en marche...](#)

- Le Figaro sarcastique : Valls et Macron parlent de révolte et de révolution, Mélenchon se réjouit...

[La macronite est la nouvelle maladie infectieuse des nantis.](#)

- Et Macron prit le virage humaniste - LePoint.fr La preuve :

- Pour Macron, les syndicats font «trop de politique» - 20minutes.fr

- Ségolène Royal n'exclut pas de soutenir Emmanuel Macron - AFP

- Thomas, jeune soutien d'Emmanuel Macron à son meeting parisien: "C'est un peu l'homme providentiel qui arrive une fois par

siècle" - Le Huffington Post

- Qui finance la campagne d'Emmanuel Macron ? - Francetv info

Depuis le lancement de son mouvement En marche !, Emmanuel Macron a pu compter sur le soutien de 11 000 généreux donateurs. De quoi récolter plus de 3 millions d'euros.

Pour augmenter son budget de campagne, Emmanuel Macron organise aussi des dîners, à Londres ou à New York. A cette occasion, chaque convive doit déboursier 7 500 euros pour pouvoir s'asseoir à sa table, le don maximum autorisé par la loi.

Enfin, l'ancien banquier compte bien emprunter plusieurs millions d'euros, de quoi rapidement atteindre la limite autorisée de 16 millions d'euros pour la campagne du premier tour à l'élection présidentielle. Francetv info 11.12

[Ca craque de partout !](#)

- Hervé Morin : «Si rien ne change, nous partirons de l'UDI» - LeParisien.fr

- Déjà balkanisé par la présidentielle, le centre compte (encore) un nouveau parti - Le Huffington Post

Vous connaissiez le Modem, l'UDI, le Parti radical, l'Alliance centriste, Force européenne démocrate, La Gauche moderne... Découvrez "Les Centristes", le dernier-né des partis de la nébuleuse centriste. Le Huffington Post

- Sécurité sociale : Woerth appelle Fillon à amender son programme - LeParisien.fr

- «C'est une purge» : coup de gueule d'Henri Guaino contre le projet de François Fillon - LeParisien.fr

Fillon rectifie le tir trois jours plus tard... mais ses intentions scélérates demeurent.

- Fillon fait machine arrière sur son projet de réforme de l'Assurance-maladie - Challenges

François Fillon, candidat de la droite pour 2017, a assuré lundi qu'il n'entend pas "privatiser l'assurance maladie", qui "continuera à couvrir les soins comme aujourd'hui", dans une tribune au figaro.fr publiée lundi.

"La situation de notre système de santé est inquiétante et ceux qui prétendent le contraire sont dans le déni et la démagogie. Mon objectif est de sauver notre système de santé qui fut l'un des meilleurs au monde et qui doit le redevenir", écrit-il dans cette tribune intitulée "Ce que je veux pour la Sécurité sociale".

"J'entends réaffirmer le principe d'universalité dans l'esprit des ordonnances de 1945. L'assurance-maladie obligatoire et universelle, pilier de la solidarité, doit rester le pivot dans le parcours de soins dont le médecin généraliste est l'acteur-clé" et "elle continuera à couvrir les soins comme aujourd'hui et même, mieux rembourser des soins qui sont largement à la charge des assurés, comme les soins optiques et dentaires", défend-il. "Il n'est donc pas question de toucher à l'assurance-maladie et encore moins de la privatiser", martèle le champion de la droite.

François Fillon a plaidé durant la campagne de la primaire pour une prise en charge par la "Sécu" des seuls gros risques, les petits étant remboursés par les mutuelles ou assurances privées. Sa position a suscité inquiétude et critiques jusque dans son propre camp. Certains tel Bernard Accoyer, secrétaire général du parti LR, avait estimé qu'une "clarification" était nécessaire.

"Mes adversaires s'érigent en défenseurs de notre +modèle social+ mais ils en sont, en réalité, ses fossoyeurs" car "ils refusent de voir que ce modèle craque de toutes parts, que le chômage, la pauvreté et les injustices se propagent, que les déficits menacent la solidarité nationale", estime le député de Paris.

"Au lieu de regarder les faits, mes détracteurs me soupçonnent de vouloir +privatiser+ l'assurance-maladie et diminuer les remboursements. C'est évidemment faux!", affirme François Fillon, relevant "au passage" que "la gauche préfère oublier que le poids des mutuelles et des assurances personnelles n'a cessé d'augmenter depuis des décennies, y compris dans le cadre des réformes qu'elle a elle-même votées".

Il souhaite placer "l'Assurance-maladie obligatoire et les organismes complémentaires sous le pilotage d'une agence de régulation et de contrôle". Il entend aussi "faire en sorte que tous les Français puissent bénéficier d'une protection complémentaire appropriée sur la base de contrats homogènes" et "responsabiliser chacun en simplifiant les nombreux dispositifs de franchise actuels et le ticket modérateur qui sont un maquis incompréhensible". Il répète en outre vouloir "l'abandon de la généralisation du

tiers payant".

"J'entends garantir un égal accès aux soins pour tous en enrayant la désertification médicale, grâce à la multiplication des maisons médicales, grâce à la revalorisation de la médecine libérale" notamment, soutient François Fillon. "Il faut assurer l'équilibre financier", souligne-t-il enfin. "N'en déplaise aux charlatans du +toujours plus à n'importe quel prix+, on ne peut pas continuer de financer notre assurance-maladie à crédit et d'en faire porter le poids aux générations futures, d'autant que les dépenses de santé vont continuer de croître", ajoute-t-il. "Ces réformes se feront dans la concertation avec tous les acteurs", promet François Fillon. challenges.fr et AFP 12.12

- Plus que jamais, le PS court vers la catastrophe - Le Huffington Post
- Au Parti socialiste, "il y a l'idée que cette élection présidentielle est perdue" - Franceinfo
- Marion Maréchal-Le Pen tacle Florian Philippot - 20minutes.fr
- Marine Le Pen appelle à la fin des "chicayas" au FN - Reuters

En complément.

Comme ils les aiment les travailleurs...

- Hollande: nouveau plaidoyer en faveur du "modèle social" français - AFP
- A Paris, Macron se pose en "candidat du travail" - AFP
- Le gouvernement prolonge l'état d'urgence - Franceinfo

Pour la cinquième fois consécutive, le Parlement devrait valider la prolongation de l'état d'urgence demandée par le nouveau Premier ministre. Franceinfo 10.12

[Quand l'UE compte pas moins de 8 paradis fiscaux](#)

- Quel est le pire paradis fiscal du monde ? - latribune.fr

L'archipel des Bermudes est donc le pire paradis fiscal pour l'année 2016 selon Oxfam. Souvent citées comme paradis fiscal, les Iles Caïmans se placent sur la deuxième marche du podium. L'identité du troisième pays est en revanche beaucoup plus surprenante, car cette place est occupée par les Pays-Bas. Viennent ensuite la Suisse (4), Singapour (5), l'Irlande (6), le Luxembourg (7), Curaçao (8), Hong Kong (9), Chypre (10), les Bahamas (11), l'île de Jersey (12), la Barbade (13), l'Île Maurice (14), et les Îles Vierges Britanniques (15).

On constate que les îles et archipels sont sur-représentés dans ce top, et en particulier les îles dépendantes de la couronne britannique, au nombre de 3 avec les Îles Caïmans, Jersey et les Iles Vierges Britanniques. Cela porte le nombre de pays et territoire européens du classement à huit, soit plus de la moitié du top 15... latribune.fr 12.12

[Faites sauter la banque.](#)

- Banques : comment éviter la hausse des frais de tenues de compte ? - Yahoo Finance

Au 1er janvier, les frais de tenus de compte vont augmenter. Yahoo Finance 12.12

- L'UE prête à étudier diverses options avec Rome sur les banques - Reuters

La Commission européenne est prête à discuter avec l'Italie de différentes solutions possibles pour résoudre les problèmes du secteur bancaire de la péninsule, a déclaré lundi son vice-président.

En complément.

- "L'Etat accompagnera les efforts d'Air France" (Alain Vidalies) - latribune.fr

L'Etat a déjà fait des efforts conséquents. Air France bénéficie notamment du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), à hauteur de 70 millions d'euros environ. Si l'on ajoute les 60 millions d'euros d'économies engendrés par l'exonération de la taxe de l'aviation civile pour les passagers en correspondance que nous avons décidée à la suite du rapport Le Roux (remis au gouvernement fin 2014, ndlr), cela fait près de 130 millions d'euros d'aides nouvelles annuelles à Air France sur deux ans. Ce n'est pas rien ! S'ajoutent aussi les 26 millions d'euros correspondant à la dernière partie du produit de la taxe de l'aviation civile, qui était jusque-là toujours reversée au budget général. Après l'amendement voté au Sénat l'année dernière, j'ai obtenu qu'ils ne soient plus captés par budget général, mais qu'ils soient destinés au soutien du secteur. Cette mesure concerne toutes les compagnies mais Air France en sera bénéficiaire très largement.

Ceci étant, je suis favorable à ce que l'Etat accompagne les efforts que feraient les salariés de la compagnie. Je l'ai dit à la direction d'Air France dans une lettre transmise le 2 novembre dernier (jour du conseil d'administration au cours duquel le plan stratégique était présenté, NDLR). Il y a un engagement écrit du gouvernement pour dire que s'il y a des évolutions à Air France sur la compétitivité, l'Etat est prêt, lui aussi, à faire des efforts. J'ai l'idée d'un contrat social dans ce dossier : ce serait une bonne chose que la puissance publique, les syndicats et les actionnaires fassent chacun des efforts. On avait l'impression que chacun restait dans la posture de dire « que l'autre commence d'abord et notamment l'Etat », ce que je dis c'est que l'Etat a déjà commencé avec les 130 millions d'aides apportées en deux ans.

Quels peuvent être les efforts supplémentaires de l'Etat ?

Cela ne peut être que budgétaire, c'est à dire sur les taxes, en affectant par exemple au transport aérien les sommes d'une taxe qui dépasse son plafond. Cet écrêtement s'applique à toutes les taxes en France et pas seulement à celles du transport aérien. Aujourd'hui, il y a un tel écrêtement sur deux taxes aériennes : la taxe contre les nuisances sonores et la taxe de Solidarité, qui dépasse d'une dizaine de millions d'euros son plafond de 210 millions d'euros. Par deux amendements différents, la première vient d'être déplafonnée, la seconde vient de voir son surplus reversé au secteur. Il faut attendre la fin du processus budgétaire. Je ne prends pas cela pour argent acquis à ce jour. En tout cas, le potentiel de reversement de la taxe de Solidarité est important. Car, même si le surplus de cette taxe n'est d'environ que 10 millions d'euros aujourd'hui, il s'élèvera à 310 millions d'euros au cours des 7 prochaines années, en se basant sur les prévisions de croissance du trafic sur cette période. Si ce n'est pas fait cette année, je pense que c'est une vraie piste pour répondre à la question de l'utilisation de ce surplus.

L'Etat est un partenaire dans ce dossier comme le sont les actionnaires et la compagnie mais il ne fera pas l'essentiel de l'effort. On a déjà apporté 130 millions d'euros. Le temps est venu maintenant de voir s'il peut y avoir du contenu du côté de la négociation sociale. Je le dis clairement pour que personne ne se perde : la compagnie ne peut pas faire un effort de 1 et l'Etat un effort de 9. Cela ne marchera pas. Il faut un partage des efforts. Si l'objectif du plan est de faire 500 millions d'euros d'économies d'ici à 2020, et que cet effort est partagé par les salariés, les actionnaires et l'Etat, ce n'est pas infranchissable.

Mon objectif principal était d'empêcher la mise en place d'une taxe sur les billets d'avion tant que l'infrastructure ne fonctionnerait pas, c'est-à-dire, pas avant 2024. C'était ma seule exigence et je l'ai obtenue. Le gouvernement a fait voter un amendement en ce sens. Le montage financier a par conséquent une autre configuration. Il prévoit un engagement du gestionnaire de l'infrastructure composé d'ADP, de SNCF Réseau et probablement de la Caisse des Dépôts, portant sur un montant total de fonds propres de 400 millions d'euros et sur 100 millions d'avances remboursables sur lesquelles ADP s'est prononcé, ce qui devrait permettre la bancabilité du projet. Nous allons pouvoir désormais notifier le dossier à Bruxelles. latribune.fr 12.12

Ils ont des idées et du pétrole.

Bank of America, JP Morgan Chase, Citigroup and Wells Fargo possèdent Exxon Mobil, Royal Dutch/Shell, BP Amoco et Chevron Texaco.

- Premier accord pétrolier depuis 2001 entre pays membres et hors Opep - LeMonde.fr

Les pays qui ne font pas partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se sont engagés, samedi 10 décembre, à Vienne, à réduire leur production de 562 000 barils par jour dans le cadre d'un accord avec les membres du cartel pétrolier sans précédent depuis 2001.

Outre la Russie, onze pays hors Opep étaient représentés ou avaient envoyé leurs engagements à la réunion de Vienne : Azerbaïdjan, Bahreïn, Bolivie, Brunei, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Soudan et Soudan du Sud.

La décision, en discussion depuis près d'un an, a été finalisée lors d'une réunion avec les pays membres de l'Opep visant à réduire la production mondiale de pétrole et soutenir les cours, malmenés depuis deux ans. Le ministre iranien du pétrole, Bijan Zanganeh, a précisé à l'agence Reuters que ces réductions de production s'appliqueraient à partir du 1er janvier.

Fin novembre, les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole s'étaient déjà engagés à diminuer leur production de 1,2 million de bpj (barils par jour) à compter également du 1er janvier. « Absolument historique »

Le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo, avait déclaré avant même réunion de samedi :

C'est une réunion absolument historique qui va porter l'économie mondiale et aidera certains pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) à atteindre leurs objectifs d'inflation.

Les 562 000 bpj consentis par les pays extérieurs à l'Opep représentés à Vienne sont légèrement en deçà de l'objectif de 600 000 bpj. La Russie devrait y contribuer à hauteur de 300.000 bpj au cours du premier semestre de 2017.

Le baril de pétrole, qui avait atteint les 115 dollars à la mi-2014, a plongé depuis lors sous les 50 dollars, parfois même sous les 30 dollars.

Si ce recul des cours a eu pour effet de réduire l'extraction, coûteuse et donc non rentable sous un certain niveau de prix, du pétrole de schiste aux Etats-Unis, il a également frappé au coeur les pays largement dépendant de leurs exportations de pétrole, à commencer par l'Arabie saoudite et la Russie. LeMonde.fr 10.12

[En oligarchie. Quand les Rockefeller prirent le pouvoir... ils le conservèrent.](#)

ExxonMobil, c'est Rockefeller. ExxonMobil était un des clients du pétrole volé à la Syrie par Daesh. Rockefeller c'est Bilderberg, la Commission Trilatérale, le Conseil en Relation Etrangère (CFR). Les Rockefeller sont les banquiers les plus riches et les plus puissants du monde.

- Le PDG d'ExxonMobil pressenti pour diriger la diplomatie américaine - AFP

Le patron du géant pétrolier ExxonMobil Rex Tillerson, qui entretient d'étroites relations d'affaires avec Vladimir Poutine, est le favori de Donald Trump pour diriger sa diplomatie, selon des médias américains, à l'heure où la CIA s'inquiète de l'immixtion de Moscou dans la dernière présidentielle.

Citant deux sources proches de l'équipe du président élu, la chaîne NBC rapporte également que John Bolton, l'ancien ambassadeur à l'ONU controversé de George W. Bush (2001-2009), pourrait être retenu comme secrétaire d'Etat adjoint.

Mais ces mêmes sources préviennent que rien ne sera arrêté jusqu'à l'annonce officielle de ces nominations, qui devrait probablement intervenir la semaine prochaine.

Le PDG d'Exxon, 64 ans, s'est entretenu avec M. Trump pendant deux heures samedi, croit savoir le New York Times.

M. Tillerson "est beaucoup plus qu'un chef d'entreprise (...) je veux dire par là que c'est un acteur à l'échelle mondiale", a déclaré Donald Trump à Fox News, dans un extrait d'une interview diffusée dans son intégralité dimanche.

"Il connaît un grand nombre de dirigeants mondiaux et il les connaît bien", a fait valoir M. Trump.

Rex Tillerson "a conclu des affaires énormes avec la Russie pour sa société, pas pour lui-même", a-t-il encore noté.

ExxonMobil a des activités pétrolières et gazières dans plus de 50 pays et a conclu une dizaine de partenariats avec Rosneft, la principale compagnie pétrolière russe, détenue par l'Etat, depuis 2011.

En 2013, M. Tillerson a reçu des mains de Vladimir Poutine la décoration russe de l'ordre de l'Amitié.

Les contrats conclus avec la Russie par ExxonMobil pourraient potentiellement générer 500 milliards de dollars, selon des médias américains.

Le choix de M. Tillerson irait dans le sens de la volonté affichée par M. Trump, durant sa campagne, d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et la Russie, mises à l'épreuve ces dernières années, notamment au sujet de la guerre en Syrie.

Mais la perspective de voir M. Tillerson mener la diplomatie américaine fait des vagues jusque dans le camp républicain.

A l'instar de John McCain qui a exprimé "ses inquiétudes" concernant les liens entre le patron d'ExxonMobil et Vladimir Poutine que le sénateur qualifie "de voyou et d'assassin".

Son entrée en fonctions est soumise à l'approbation du Sénat. AFP10.12

Complément du 12.12

Pour la presse américaine lundi soir, et notamment le New York Times, le Washington Post et NBC News, les jeux seraient mêmes faits, en faveur de l'ancien PDG.

Le choix de M. Tillerson irait dans le sens de la volonté affichée par M. Trump, durant sa campagne, d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et la Russie, mises à l'épreuve ces dernières années, notamment au sujet de la guerre en Syrie. AFP12.12

- Rabibochage en vue entre Trump et la Silicon Valley ? - latribune.fr

Donald Trump et la Silicon Valley vont-ils enfin enterrer la hache de guerre ? D'après le site américain Re/code, une douzaine de pontes de la Silicon Valley se rendront mercredi 14 décembre à New York, dans la Trump Tower, pour rencontrer, à sa demande, le président-élu.

La presse américaine indique que Tim Cook (Apple), Sheryl Sandberg (Facebook), Larry Page (Google), Elon Musk (Tesla, SpaceX), Jeff Bezos (Amazon), Satya Nadella (Microsoft), ainsi que des dirigeants de Cisco, d'IBM ou encore d'Oracle devraient participer au sommet. La rencontre a été organisée par l'équipe de transition de Donald Trump, par l'intermédiaire du puissant investisseur Peter Thiel. Le co-fondateur milliardaire de Paypal, également premier investisseur de Facebook, faisait partie des rares soutiens de Trump dans la Silicon Valley pendant la campagne, à laquelle il a versé un chèque de plus de 1 million de dollars. Un engagement à contre-courant, mais payant : Thiel est désormais le conseiller du futur président sur les nouvelles technologies.

L'élection a rebattu les cartes et le futur président doit collaborer avec l'épicentre de l'innovation mondiale. Apple et Google sont les deux premières capitalisations boursières dans le monde et la Silicon Valley pèse, à elle seule, 6% du PIB américain...

De leur côté, les dirigeants de la Silicon Valley, qui ont tant critiqué le programme de Trump, doivent désormais faire preuve de pragmatisme. Pour protéger leurs intérêts, ils doivent convaincre le futur président de ne pas mettre en œuvre certaines de ses promesses, notamment par rapport à l'immigration, au renforcement du copyright ou encore au chiffrement des données, que Trump voulait affaiblir après le conflit Apple/FBI.

Certains des participants à la réunion ont d'ores et déjà annoncé la couleur. « Je veux dire au président-élu que nous sommes avec lui et disposés à l'aider », a déclaré la directrice générale d'Oracle, Safra Catz. L'industrie des nouvelles technologies, réunie au sein du lobby Internet Association, a déjà fait part à Donald Trump de ses préoccupations. Dès le 14 novembre, les quarante membres (dont Google, Facebook, Twitter, Amazon, Netflix, Uber, Airbnb ou encore Paypal) cosignaient une longue lettre à l'attention du nouveau président.

En tête de leurs demandes : ne pas affaiblir le chiffrement des données, « indispensable à la sécurité nationale et individuelle » ; faciliter l'embauche des travailleurs qualifiés non-Américains, dont la Silicon Valley dépend ; réformer « la surveillance », qui serait « en contradiction avec les valeurs importantes de la vie privée défendues par la Constitution » ; et promouvoir un « marché unique transatlantique numérique » pour lutter contre la sévérité grandissante des régulateurs européens envers les plateformes en ligne. latribune.fr 12.12

L'auteur de cet article qui manifestement n'a rien compris terminait ainsi : "Pas sûr que l'oreille de Donald Trump soit sensible à toutes ces revendications.", comme si c'était lui qui détenait le pouvoir.

- Trump menace de ne plus reconnaître le principe de la "Chine unique" - FP

Le président élu des Etats-Unis Donald Trump a menacé dimanche de ne plus reconnaître le principe de la "Chine unique", qui a conduit Washington à interrompre en 1979 ses relations diplomatiques avec Taïwan, si Pékin ne fait pas de concessions surtout en matière commerciale.

"Je ne sais pas pourquoi nous devons être liés à une politique d'une Chine unique, à moins que nous passions un accord avec la Chine pour obtenir d'autres choses, y compris sur le commerce", a-t-il estimé. AFP 11.12

- La BRI s'interroge sur l'impact sur la finance de l'élection de Trump - AFP

La Banque des règlements internationaux (BRI) est longuement revenue sur les élections américaines dans son rapport trimestriel, publié dimanche, ses économistes s'interrogeant quant à savoir si cet événement marquait un changement de paradigme dans le monde de la finance.

Dans les premiers jours qui ont suivi l'élection de Donald Trump, les marchés d'actions et obligataires aux États-Unis ont

rapidement rebondi, les économistes de la BRI notant que la réaction n'était pas sans rappeler la dynamique observée lors de l'élection de Ronald Reagan au début des années 1980.

Les marchés émergents n'en ont pas moins connu de vastes corrections, la dépréciation de leurs monnaies et les sorties d'argent dans les fonds investis en actions étant même plus marqués que durant l'épisode de secousses de mi-2013.

Pendant la période qui a suivi les élections américaine, "et c'est là une très bonne nouvelle, les marchés ont fonctionné sans heurts en dépit des fluctuations", a cependant relevé Claudio Borio, le chef du département monétaire et économique de la BRI.

"Pour une fois, les banques centrales n'étaient pas en première ligne", a-t-il ajouté.

Avec les élections américaines, les investisseurs semblent tout d'un coup avoir remis en question l'idée que les taux d'intérêt allaient rester durablement bas, que la croissance allait rester structurellement basse et que l'économie soit marquée par des tensions dés-inflationnistes, a-t-il argumenté.

Un resserrement des taux d'intérêt pourrait d'ailleurs avoir des effets bénéfiques pour les banques et le secteur financier, une courbe de rendements plus pentues leur donnant un "coup de pouce bienvenu" pour dégager des bénéfices durables qu'elles peinent à redresser depuis la crise financière.

Les banques non-américaines, qui dépendent des financements en dollar devraient, par contre s'adapter. De même, les économies émergentes subiraient probablement des pressions supplémentaires, les plus vulnérables étant celles qui ont accumulé des déséquilibres en s'endettant en dollars.

Sous cet angle, ces événements pourraient marquer "le début tant attendu" d'un processus de normalisation après des années de conditions extraordinaires sur le front des politiques monétaires, a observé le chef économiste de la BRI, une institution considérée comme la banque centrale des banques centrales.

"Mais cela reste à voir, et la prudence s'impose", a-t-il affirmé, tout en soulignant au passage qu'un tel processus serait également progressif et irrégulier.

A plus long terme, les signes les plus inquiétants concernent, selon lui, le risque de renforcement du protectionnisme, qui induit un ralentissement de la croissance mondiale, et éventuellement une hausse de l'inflation.

"Personne n'y gagnerait: il n'y aurait que des perdants", a-t-il mis en garde. AFP 11.12

La BIS est la banque la plus puissante du monde, une banque centrale globale pour les huit familles qui contrôlent les banques centrales de presque toutes les nations occidentales et des pays en voie de développement. Le premier président de la BIS fut le banquier de Rockefeller Gates McGarrath, un officiel de la Chase Manhattan Bank et de la réserve fédérale. McGarrath était le grand-père de l'ex-directeur de la CIA Richard Helms. Les Rockefeller, tout comme les Morgans, avaient des relations très étroites avec Londres. David Icke écrit dans "Les enfants de la matrix", que les Rockefeller et les Morgans n'étaient que des "prête-noms" pour les Rothschilds.

La BIS est une propriété de la réserve fédérale, de la banque d'Angleterre, de la banque d'Italie, banque du Canada, banque de Suisse, banque de Hollande, banque fédérale allemande et la banque de France.

La BIS détient au moins 10% des fonds de réserve d'au moins 80 banques centrales au monde, du FMI et autres institutions multilatérales.

Pour comprendre qui contrôle le monde.

D'après les déclarations d'entreprise 10K enregistrées avec la SEC (NdT: la commission des cotations boursières, le "shériff" de Wall Street, ou ce qui devrait l'être), les quatre cavaliers de la banque (Bank of America, JP Morgan Chase, Citigroup and Wells Fargo) sont parmi les 10 actionnaires majeurs de pratiquement toutes les entreprises figurant dans le G2000 du Fortune 500

Un des monuments de la richesse de l'oligarchie globale qui possède ces compagnies de holding bancaire est la US Trust Corporation, fondée en 1853 et maintenant propriété de Bank of America. Un des récents directeurs de l'US Trust Corporation et administrateur honoraire était Walter Rothschild. D'autres directeurs furent Daniel Davison de JP Morgan Chase, Richard Tucker d'Exxon Mobil, Daniel Roberts de Citigroup et Marshall Schwartz de Morgan Stanley. [2] J.W. McCalister, un membre éminent de l'industrie du pétrole avec des entrées dans la maison des Saouds, écrivit dans le Grim Reaper, qu'il a obtenu des informations de banquiers saoudiens, qui citaient le fait que 80% de la banque fédérale de New York, de loin la plus puissante branche de la réserve fédérale, étaient détenus par juste huit familles, dont quatre résident aux Etats-Unis. Ce sont

les familles Goldman Sachs, Rockefellers, Lehmans et Kuh Loeb de New York, les Rothschild de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourg, les Lazards de Paris et les Israël Moses Seifs de Rome.

CPA Thomas D. Schauf confirme les dires de McCallister, ajoutant que 10 banques contrôlent les douze branches de la réserve fédérale. Il nomme N.M Rothschild de Londres, Rotshschild Bank de Berlin, la banque Warburg de Hambourg, la banque Warburg d'Amsterdam, Lehmans Brothers de New York, Lazard Brothers de Paris, la banque Kuhn Loeb de New York, la banque Israel Moses Seif de Rome, Goldman Sachs de New York et la banque JP Morgan Chase de New York. Schauf également cite William Rockefeller, Paul Warburg, Jacob Schiff et James Stillman comme étant les individus qui ont le plus d'actions à titre individuel dans la réserve fédérale. [3] Les Schiffs sont étroitement liés à Kuhn Loeb, les Stillmans de Citigroup, qui se marièrent dans le clan Rockefeller au début du siècle.

Eustace Mullins arriva aux mêmes conclusions dans son livre "Les secrets de la réserve fédérale", dans lequel il montre des diagrammes connectant la Fed et ses banques membres avec les familles Rothschild, Warburg, Rockefeller et autres. [4] Le contrôle exercé par ces familles sur l'économie globale ne peut pas être exagéré et est couvert volontairement du sceau du secret. Leur bras médiatique est prompt à discréditer toute information exposant ce cartel de banques privées comme étant une "théorie du complot". Pourtant, les faits demeurent.

Les banques de Rockefeller contrôlent 25% de tous les biens des 50 plus grandes banques commerciales des Etats-Unis et 30% de tous les biens des 50 plus grosses compagnies d'assurance aux Etats-Unis.

Les Rockefeller possèdent tout ou en partie, contrôlent les entreprises suivantes, liste très loin d'être exhaustive :

- JP Morgan Chase (fusion de JP Morgan et Chase Manhattan Bank)
- Citigroup
- Bank of America
- Merrill Lynch
- la Standard Oil
- Metropolitan Life
- Equitable Life
- Prudential and New York Life
- Exxon Mobil
- Chevron
- Texaco
- BP Amoco
- Marathon Oil,
- Freeport McMoran
- Quaker Oats
- United
- Delta
- Northwest
- ITT
- International Harvester
- Xerox
- Boeing
- Westinghouse
- Hewlett-Packard
- Honeywell
- International Paper
- Pfizer
- Mororola
- Monsanto
- Union Carbide et General Food
- Rockefeller Institute for Medical Research
- General Foundation Board
- 30 Rockefeller Plaza - Rockefeller University
- L'Université de Chicago
- Les fondations Carnegie et Ford
- Etc. etc. etc.

Il fait des bonds...

- Bond du déficit budgétaire américain en novembre - Reuters

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a atteint 137 milliards de dollars (129 milliards d'euros) en novembre, un montant en hausse

de 112% sur un an, a annoncé lundi le Trésor.

En novembre 2015, les comptes budgétaires avaient fait ressortir un déficit de 65 milliards de dollars. Pour le mois dernier, les analystes interrogés par Reuters prévoient en moyenne un déficit de 135 milliards.

Sur les deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2017, entamé le 1er octobre, le déficit atteint 181 milliards de dollars, soit 20 milliards de moins sur la même période l'an dernier.

En novembre, les recettes budgétaires ont diminué de 2% à 200 milliards tandis que les dépenses, à 337 milliards, augmentaient de 25% par rapport au même mois de 2016. Reuters 12.12

... et devinez qui va le financer ?

- Vers un relèvement des taux de la Fed: quel impact ? - AFP

La très probable hausse mercredi des taux d'intérêt aux Etats-Unis, largement attendue par les marchés, n'aura qu'un impact minime sur les consommateurs américains mais pourrait davantage affecter les économies à l'étranger, estiment les économistes.

La Réserve fédérale (Fed) devrait relever mercredi d'un quart de point de pourcentage les taux d'intérêt au jour le jour, à l'issue d'une réunion monétaire de deux jours, affirment les économistes, quasi-unanimes. Ce sera la première hausse des taux depuis un an et la deuxième seulement en une décennie.

Pour les consommateurs américains, ce renchérissement minime du coût du crédit, qui reste historiquement bas, ne devrait guère freiner la dynamique des dépenses et des investissements immobiliers, estiment les analystes.

"L'impact ne va pas être dramatique. Cela va relever le coût des emprunts à taux variables comme les cartes de crédit ou certains crédits immobiliers", admet Robert Hughes, économiste à l'American Institute for Economic Research (AIER).

Dans le sillage de l'élection surprise du républicain populiste Donald Trump et des perspectives d'une relance budgétaire massive, le rendement des bons du Trésor a grimpé d'un quart de point et les taux du prêt immobilier à 30 ans, référence aux Etats-Unis, a augmenté légèrement aussi pour se situer en moyenne à 4%, son plus haut niveau depuis juillet 2015, selon la Mortgage Banking Association.

Comme le résume Jim Glassman, directeur chez JP Morgan Chase: "que la Fed lève son pied de la pédale d'accélérateur" en réduisant la masse monétaire par un resserrement des taux "ne va pas faire dérailler l'économie américaine".

Pour Joe Gagnon du PIIE, l'incidence d'un renchérissement du crédit va aussi être compensée aux Etats-Unis par les mesures de relance, si elles se concrétisent: "les réductions d'impôts vont donner de l'argent aux ménages pour acheter un logement même si les taux montent", promet-il.

A l'étranger, l'impact de la politique monétaire de la banque centrale la plus puissante du monde risque d'être plus délicat. Certains craignent même une réédition du "taper tantrum" lorsqu'en 2013, Ben Bernanke, alors patron de la Fed, avait annoncé une réduction progressive des achats d'actifs et donc du soutien monétaire. Les flux de capitaux avaient fui les économies émergentes pour se rapatrier sur le dollar aux perspectives plus rémunératrices, provoquant des dévaluations en série.

Déjà en novembre, les investisseurs étrangers ont retiré près de 25 milliards de dollars de fonds des économies émergentes, principalement placés en obligations, selon l'Institute of International Finance (IIF). C'est le plus fort exode de capitaux depuis juin 2013.

"Anticipant des mesures de relance et un resserrement monétaire, il y a déjà eu des ventes d'actions et d'obligations en Asie par les étrangers en novembre", a noté Bejoy Das Gupta, économiste pour cette région à l'IIF. "A l'avenir, les changements dans la politique américaine risquent de provoquer une volatilité chronique sur les marchés financiers de la région", ajoute-t-il.

Le renforcement du billet vert va aussi peser sur les économies qui doivent rembourser leur dette libellée en dollars.

"Le dollar plus fort va devenir un problème pour les pays étrangers qui ont d'importants montants de leur dette souveraine libellés en dollars", reconnaît Robert Hughes.

Certains sont plus optimistes, comme les économiques de Barclays Research, qui ne croient "pas à une réaction des économies émergentes à moins que le Comité monétaire de la Fed ne change sa rhétorique sur les taux" et cesse de répéter qu'il est favorable à des hausses graduelles pour adopter un ton plus brutal. AFP 12.12

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Attentat meurtrier au camion piégé en Somalie - LeMonde.fr
- Turquie: près de 30 morts dans un double attentat à Istanbul - AFP
- Attentat suicide à Aden, une cinquantaine de soldats tués - Reuters
- Yémen: 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë - AFP
- Egypte: un attentat fait 23 morts dans une église copte du Caire - AFP
- Le journaliste algérien Mohamed Tamalt meurt en prison - LeMonde.fr

Il avait été condamné à deux ans de prison pour « offense aux institutions et au président ». Il est mort dans des conditions floues, après une grève de la faim et trois mois de coma. LeMonde.fr 11.12

Le 14 décembre 2016

CAUSERIE

A discuter tranquillement entre camarades, si c'est encore possible.

Pourquoi ne pas participer au Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne initié par le POID ?

Cela pourrait devenir une plate-forme d'action politique regroupant les militants des différents courants ou des différentes tendances du mouvement ouvrier qui combattent sincèrement pour en finir avec le régime en place. J'ignore comment il est structuré et comment il fonctionne actuellement, mais cela peut aider à rassembler toutes les forces disponibles éparpillées dans une multitude d'organisations ou micro-organisations qui sont impuissantes à faire entendre leurs voix, sauf à les mêler à celles d'opportunistes qui finalement ne combattent ni pour les mêmes objectifs, ni pour la même cause.

S'engager dans le combat pour la rupture avec la Ve République, cela signifie aussi dénoncer et combattre les opérations de type communautaire montées par le PS et ses alliés destinées à détourner l'attention des travailleurs de la responsabilité des institutions de la Ve République dans la crise sociale qui frappe des millions de travailleurs en France, et des conséquences tragiques que vivent quotidiennement des centaines de millions de travailleurs en Afrique et au Proche-Orient soumis aux guerres auxquelles participe (ou soutien) l'impérialisme français.

C'est désigner clairement la cible à abattre pour instaurer une République sociale, membre de la Fédération des Républiques sociales d'Europe une fois rompues les chaînes de l'UE et du capitalisme.

C'est ne pas craindre d'affronter les capitalistes et leur Etat, d'avancer vers le socialisme.

Cela implique de rompre avec tous leurs représentants au sein des institutions et des syndicats, condition indispensable pour définir et garantir une politique réellement indépendante du capital.

Il faut admettre qu'il existe des désaccords entre les militants, cadres ou dirigeants provenant de différents courants ou différentes tendances du mouvement ouvrier, du fait qu'ils ont vécu des expériences différentes ou ont une culture ou une approche de la lutte de classe différente, cela fait partie de la vie et ne pas l'admettre serait commettre une grave erreur politique.

Si maintenant nous ne sommes pas capables de nous mettre d'accord sur l'essentiel ou si nous privilégions nos ressentiments ou querelles passées, c'est que nous ne sommes pas dignes du combat que nous menons ou des idées que nous représentons.

Ayons à chaque instant à l'esprit le sort atroce et injuste que subissent des centaines de millions, plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants qui ont eu le malheur de venir au monde au mauvais moment au mauvais endroit, vous lirez cela plus loin dans les infos du jour, c'est terrifiant. Face à cette situation abominable que vit notre classe au quotidien, comment peut-on hésiter un instant à s'organiser, comment peut-on avoir le réflexe du petit-bourgeois frustré et capricieux qui trouvera toujours un prétexte pour refuser de s'associer au combat qu'on lui propose ?

L'idée que je me fais de cette association, et la faculté qui est laissée à chacun de ses membres de d'exprimer librement en fonction de ses convictions personnelles, est comparable au droit de tendance qui devrait exister dans un parti ouvrier, et donc chacun de ses militants devrait pouvoir user dans le respect de ses statuts, car sans un minimum discipline consentie ou assumée aucune organisation ne peut fonctionner ou se construire, chaque militant doit en avoir pleinement conscience.

Il est normal que les militants se posent des questions auxquelles il faut apporter des réponses satisfaisantes ou qu'ils soient particulièrement méfiants, j'avoue en faire partie et pour cause.

On a connu autrefois des dirigeants et des partis qui avaient adopté l'axe de la rupture avec la Ve République, et qui à côté fréquentaient les ministres et mêmes les Présidents de la Ve République dans le dos de leurs militants qui ne l'ont appris par hasard que bien des décennies plus tard.

Pour s'assurer de la loyauté absolue des dirigeants de ce mouvement, il faut impérativement qu'il n'y ait aucune entrave à la liberté d'expression des militants, et que ses dirigeants répondent à toutes leurs questions, aucune exception ne doit être tolérée dès lors qu'elle ne porte pas atteinte à l'existence même de cette organisation ou à l'intégrité d'un de ses militants.

Ce n'est donc pas seulement la forme et le contenu qui structure ce mouvement qui doivent répondre aux besoins des militants, mais aussi les principes qui le guident et l'état d'esprit fraternel qui y règne, sinon il ne se développera pas ou sera condamné à disparaître.

Et puis, il faut avoir à l'esprit que le combat que l'on mène à l'intérieur d'une organisation pour imposer loyalement nos idées est une chose, et que le combat que l'on mène en direction des travailleurs en est une autre, et que celui-ci prime sur le premier, dans la mesure où si l'on parvient à ce que la majorité des militants partagent nos idées, mais que l'organisation ne se développe pas parce qu'on consacre la plupart de notre temps à polémiquer, on n'atteindra jamais notre objectif.

Ce n'est pas dans une structure organisée qu'on peut ou qu'on doit vérifier en pratique la cohérence de nos idées, bien que ce ne soit pas négligeable, mais de préférence sur le terrain, en allant à la rencontre des travailleurs, et ce sont les résultats obtenus qui permettent de valider ou non nos idées ou notre méthode. Vous allez me dire que je suis bien mal placé pour tenir ce genre de discours, qui plus est, c'est la raison pour laquelle j'insiste sur ce point.

Comment aborder les travailleurs dans un article, un tract, un appel, un communiqué, une déclaration, etc. si on ne sait pas de quelle manière ils abordent la situation, comment ils la vivent au quotidien, reste évidemment à savoir si c'est à eux que notre littérature s'adresse, on ose le supposer, sinon à quoi bon.

Quand Marx et Engels ont rédigé Le manifeste du parti communiste, à ma connaissance ils ne l'ont pas décliné en différentes versions en fonction des différentes couches d'exploités, ils ont trouvé le ton, le rythme, le niveau de langue, la rhétorique, la sémantique, la syntaxe, etc. adaptés à l'ensemble des travailleurs, et leur discours conquiert aussi bien des ouvriers que des membres des classes moyennes, il ne s'adressait pas particulièrement à des militants ou à une élite intellectuelle, à nous de nous en inspirer, et si nous n'en sommes pas capables, et bien il faut avoir la modestie de le reconnaître et de retourner à l'école pour apprendre à s'exprimer dans un langage qui soit accessible au plus grand nombre.

Voyez le populiste Mélenchon et le succès qu'il rencontre, dont les uns et les autres vantent l'éloquence, qui d'ailleurs tient plus de Jaurès que de Marx ou Engels, du sophisme que du socialisme, c'est peu de le dire, mais il a saisi comment il fallait s'adresser aux masses. Evidemment, on ne demandera à personne d'imiter cet illusionniste.

Pour revenir à notre question, peut-on participer au Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne, a priori je n'y vois aucun obstacle, dans la mesure où c'est ce que chaque militant peut lui apporter à partir de son expérience qui doit primer sur toute autre considération et il n'en manque pas.

Cette structure étant plus souple qu'un parti, chacun doit être en mesure de conserver sa personnalité, mieux de lui permettre de s'épanouir dans cette structure tout en progressant. Et quand on n'est pas organisé, c'est toujours mieux que de refaire le monde entre quatre murs ou de ronger son frein dans son coin, ayons l'audace de faire cette expérience pour faire avancer nos idées, elle ne présente pas un caractère irréversible, elle ne nécessite aucun sacrifice, elle ne constitue pas une menace, elle permet juste à chaque militant d'assumer ses responsabilités et de vérifier qu'il en est capable, quelle chance vous avez, ne la laissez pas passer !

[L'enfer est pavé de bonnes intentions.](#)

Comment atomiser la classe ouvrière ou mieux l'arrimer au capitalisme, comme par exemple en Grèce.

- Ce pays de l'Union européenne va tester le "revenu de base" - bfmbusiness.bfmtv.com

Le Parlement finlandais a donné son feu vert mardi pour tester auprès de 2.000 chômeurs le versement d'un "revenu de base" de 560 euros par mois,

Le gouvernement espère ainsi "promouvoir l'emploi" et "réduire la bureaucratie et simplifier le système complexe des aides sociales". Il a été adopté à 143 voix pour, 21 contre et 35 abstentions.

Sur deux ans, en 2017 et 2018, l'État comparera la trajectoire de ces 2.000 chômeurs entre 25 et 58 ans, choisis au hasard et contraints de participer à l'expérience, avec celle d'un "groupe-test" de chômeurs touchant environ ce même montant en prestations sociales.

Motiver les chômeurs à trouver un emploi ou créer une entreprise.

L'objectif est de savoir si, comme le pense le gouvernement, les chômeurs recevant le revenu de base seront plus motivés à trouver un emploi ou à créer une entreprise sachant qu'ils garderont dans ce cas leur revenu de base. Le revenu de base, parfois appelé allocation universelle, est une réforme radicale qui a ses partisans aussi bien à gauche, chez ceux qui appellent l'État-providence à assurer à tous un niveau de vie décent, que parmi les libéraux, dont certains défendent une remise à plat de la protection sociale.

Juha Sipilä ancien homme d'affaires à la tête d'un gouvernement de centre-droit pro-austérité, est convaincu qu'il inciterait les Finlandais à être plus entreprenants et mobiles, et que la réforme répond aux évolutions du marché du travail, plus instable. Sans être hostile à l'idée, l'opposition a estimé que le test était d'ampleur trop limitée, dans un pays de 5,5 millions d'habitants, pour livrer des enseignements décisifs.

Une allocation mensuelle de 560 euros ne permet de vivre que très chichement en Finlande, où le revenu net disponible moyen dépasse 2.200 euros par personne et par mois selon l'OCDE. Mais le pays est le premier en Europe à tester la mesure au niveau national. bfmbusiness.bfmtv.com avec AFP 13.12

[Descente en enfer dans l'univers carcéral français.](#)

- A Fresnes, le « traitement inhumain » et « dégradant » des détenus - LeMonde.fr

C'est une lecture édifiante qu'offre mercredi 14 décembre le Journal officiel. Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté fait usage de la procédure d'urgence pour alerter publiquement le gouvernement sur la situation de la maison d'arrêt des hommes de Fresnes.

Entre la surpopulation carcérale, la prolifération des punaises et des rats, le délabrement des locaux, le « climat de violence constant qui règne » et un « usage de la force [à l'égard des détenus] ni maîtrisé ni contrôlé », on pourrait penser qu'il s'agit d'un rapport sur les geôles d'un pays peu recommandable. Cela se passe dans le Val-de-Marne, à 7 km des portes de Paris, dans la seconde plus grande prison de France.

A l'issue d'une visite effectuée dans cet établissement par douze contrôleurs du 3 au 14 octobre, « un nombre important de dysfonctionnements graves » ont été constatés. Adeline Hazan, la Contrôleure générale, estime ainsi que « les conditions de vie des personnes détenues constituent un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

Un taux d'occupation de 202 %

Il n'y a guère de surprise sur le niveau de surpopulation et les conséquences néfastes que cela entraîne pour les conditions de vie des détenus et de travail pour le personnel pénitentiaire. Dans son courrier de réponse adressé le 13 décembre à Mme Hazan, Jean-Jacques Urvoas, le ministre de la justice, reconnaît lui-même que la maison d'arrêt des hommes affiche un taux d'occupation de 202 % avec 2 474 détenus pour 1 226 places.

C'est d'ailleurs dans cette même prison de Fresnes que le ministre avait convoqué une conférence de presse le 20 septembre pour dévoiler son plan baptisé « En finir avec la surpopulation carcérale ». Mais là où la Contrôleure générale demande des mesures urgentes comme « la suppression immédiate des encellulements à trois », le ministre répond que trois nouvelles maisons d'arrêt pourraient sortir de terre en Ile-de-France d'ici cinq ou dix ans.

La prison de Fresnes n'est dotée que de cellules individuelles d'environ 10 m² dont l'espace vital est limité à 6 m², « une fois déduit l'emprise des lits, des toilettes et de la table ». Or, 56 % des détenus vivent à trois dans de telles « cellules individuelles » et 31 % à deux dans le même espace. La surpopulation pénale n'est pas l'apanage de cet établissement, mais, écrit Mme Hazan, ici

« son caractère massif et durable lui confère un caractère particulièrement indigne ».

« Brutalités et violences »

Autre point noir, l'état des parloirs, « constitués de boxes de 1,3 m2 ou 1,5 m2 dans lesquels deux personnes ne peuvent se tenir assises face-à-face qu'en croisant leurs jambes ». Pourtant s'y installent régulièrement un détenu et trois visiteurs. Autre lieu exigü, les salles d'attente des détenus, baptisées « placards ». Dans ces espaces pas plus grands qu'une cellule sans sanitaire et sans point d'eau, les détenus sont amenés en attendant un parloir ou un rendez-vous avec un avocat. Or, ils peuvent y rester debout « pendant de longues heures », parfois « jusqu'à trois par mètre carré ». « Des brutalités et des violences se déroulent dans les "placards" hors de tout contrôle », peut-on lire dans le Journal officiel.

C'est aussi que le personnel est en nombre insuffisant. « Les contrôleurs ont été en permanence témoins du travail effréné des surveillants soumis à une pression constante qui les empêche de faire face à leur programme. » En quatre ans, le nombre de surveillants est resté stable à Fresnes, mais 70 % seraient stagiaires sortis d'école. Dans le même temps, le nombre de détenus augmentait de 20 % et l'effectif d'encadrement baissait. 30 % des postes d'officiers seraient aujourd'hui vacants. Résultat, certains détenus sont privés de soins, de visite ou de travail faute de personnel suffisant pour gérer les mouvements internes.

Autre conséquence du sous-encadrement et du manque d'expérience des surveillants, la « discipline rigide » de Fresnes, « autrefois objective et ferme, est devenue illisible et brutale ». Les contrôleurs évoquent « un climat de tension et d'effolement », « incompatible avec un usage serein et proportionné de la force ». Quitte à tronquer les compte rendus d'incidents pour justifier a posteriori le recours à une intervention musclée contre un détenu. Le garde des sceaux se veut rassurant en objectant que la fréquence des violences entre détenus et celles à l'égard du personnel a baissé en quatre ans.

Dératisation et désinsectisation

Dans cette triste litanie, Mme Hazan remarque que « l'anomalie la plus grave, tant pour les personnes détenues que pour le personnel », vient de l'état d'hygiène « déplorable » de la prison. Les rats prolifèrent, jusque dans le lit d'un surveillant de permanence... « L'odeur persistante de leur pelage, de leurs excréments et de leurs cadavres, s'ajoute à celle des amas d'ordures qui jonchent les pieds des bâtiments », relate-t-elle.

Le 6 octobre, l'Observatoire international des prisons obtenait du tribunal administratif de Melun une décision ordonnant à l'Etat d'intensifier la lutte contre les rats à Fresnes. La Contrôleure affirme que la situation est telle que la France risque une sanction de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le garde des sceaux assure que les choses sont aujourd'hui prises en main. Pour la dératisation, « une prestation exceptionnelle » confiée à une entreprise extérieure a démarré le 2 novembre, écrit-il. Quant aux punaises et cafards, les opérations de « désinsectisation » menées par des détenus spécialement formés ont été jugées « très insuffisantes », souligne M. Urvoas qui précise qu'un marché pour tous les établissements d'Ile-de-France sera notifié en mars. Parmi les investissements prévus à Fresnes, le ministre affirme qu'un programme de rénovation des parloirs est inscrit sur trois ans, de 2017 à 2019 pour 400 000 euros.

A court terme, rien ne devrait changer à Fresnes. LeMonde.fr 14.12

[Au bout de l'enfer : l'extrême pauvreté. On crève de faim, de sous-alimentation, de l'eau polluée, d'absence de médicaments ou de soin...](#)

- Les pays les plus pauvres de plus en plus à la traîne du reste du monde - Libération.fr

Sous l'égide de l'ONU, la quatrième Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés a lieu en Turquie. Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, chefs de gouvernement, représentants de la société civile, tout le monde a répondu présent à cette grand-messe internationale.

Les objectifs définis par les Nations unies en 2011 lors de la conférence d'Istanbul sont loin d'avoir été atteints. A peine 10 des 49 PMA de l'époque (ils sont 48 aujourd'hui), répondront en 2020 aux critères de reclassement qui leur permettront de devenir des pays en développement. Les experts onusiens espéraient, à l'époque, que la moitié d'entre eux seraient en mesure de pouvoir le faire à cette date. Depuis 1990, la proportion de pauvres vivant dans les 48 PMA a plus que doublé à l'échelon mondial. La part de ceux n'ayant pas accès à l'eau a également doublé pendant la même période, s'établissant à 43,5%. Et ces pays représentent désormais la majorité (53%) du 1,1 milliard de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à l'électricité, en hausse de 50%. Le taux d'extrême pauvreté se situe entre 70 et 80% dans 6 PMA et entre 50 et 70% dans 10 autres.

Le constat de la Cruced est pour le moins préoccupant. «De nombreux PMA sont ainsi pris au piège de la pauvreté, cercle

vicieux dans lequel la pauvreté se traduit par une mauvaise alimentation, une détérioration de la santé, un manque d'accès à l'éducation, aboutissant à une baisse de la productivité et de l'investissement». Seuls quatre pays ont relevé le défi et sont sortis de la liste des PMA : le Botswana, le Cap-Vert, les Maldives et les Samoa. Les trois derniers, classés parmi les Petits États insulaires en développement (PIED), bénéficient de conditions très particulières, avec des économies de petite taille et de faibles populations, où la moindre évolution positive se fait immédiatement sentir. Libération.fr 13.12

En complément.

Dans le nord-est du Nigeria, un demi-million d'enfants menacés par la faim. - LeMonde.fr 13.12

Et dire qu'on accepte de vivre dans ce monde cruel, monstrueux. Pire, de procréer encore, en occident !

[Dossier Syrie.](#)

Ils ne digèrent pas leur défaite et la victoire du peuple syrien sur leurs barbares jusqu'à en devenir hystérique.

- « Alep est devenue la ville de la mort » - LeParisien.fr

- Syrie : que reste-t-il de la rébellion syrienne alors qu'Alep est sur le point de tomber ? - Franceinfo

Le régime et ses soutiens étaient, mardi, tout proches de la victoire dans la deuxième ville du pays, dont les rebelles contrôlaient certains quartiers depuis 2012.

- Alep : "Tuer des civils et des soignants est devenu la norme" - Sciences et Avenir

Médecins du Monde et l'UOSSM font un point avec Sciences et Avenir sur les atrocités commises à Alep.

- "A travers la population d'Alep, c'est le droit humanitaire international qui est en train d'être tué" - Franceinfo

En Syrie, la partie est d'Alep tombe peu à peu entre les mains de l'armée.

- Syrie : Bernard Cazeneuve dénonce des "atrocités qui peuvent être constitutives de crimes contre l'humanité" - Franceinfo

- Paris demande une réunion du Conseil de sécurité sur Alep - Reuters

La France a réclamé mardi la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu pour évoquer les exactions qui auraient été commises à Alep, la deuxième ville de Syrie, par les forces de Bachar al Assad et de ses alliés... Reuters 13.12

- Pour éviter le blocage de la situation à Alep, la France demande la suspension du droit de veto à l'ONU - huffingtonpost.fr

Qualifiée de "réforme essentielle", cette proposition a été soumise lors de la réunion exceptionnelle qui s'est tenue ce mardi à New York. Son objectif: mettre un terme à la paralysie de l'ONU alors que de nombreux messages décrivant des exactions de masse ont été relayés ces dernières heures.

Ce projet est pourtant loin d'être nouveau. Dès 2013, François Hollande proposait en effet l'encadrement du recours au veto, qui consisterait "pour les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à s'engager volontairement et collectivement à ne pas recourir au veto lorsqu'une situation d'atrocité de masse est constatée."

Une demande réitérée en septembre 2015, à l'occasion de la 70e Assemblée générale à New York: "La France veut que les membres permanents du Conseil de sécurité ne puissent plus recourir au droit de veto en cas d'atrocités de masse. Comment admettre que l'ONU, encore aujourd'hui, puisse rester paralysée, lorsque le pire se produit? Là aussi, montrons l'exemple. Je m'engage ici à ce que la France n'utilise jamais son droit de veto lorsqu'il y a des atrocités de masse" avait ainsi déclaré le président de la République.

Cette démarche "volontaire" n'entraînerait pas de modification de la Charte des Nations Unies. Mais plusieurs points restent encore à définir, et notamment la notion de "situation d'atrocité de masse". Dans la proposition française, les génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre à grande échelle pourraient être considérés comme tels.

Des termes qui résonnent particulièrement alors que Washington accusait le régime syrien de "crime contre l'humanité" le 10 décembre dernier. En septembre, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon avait quant à lui qualifié de "crime de guerre"

les bombardement d'hôpitaux dans les quartiers Est d'Alep. huffingtonpost.fr 13.12

- Mariani (LR) : «Ceux qui combattent le terrorisme devraient se féliciter de la reprise d'Alep» - LeFigaro.fr

Proche de François Fillon, le député des Français de l'étranger va se rendre en Syrie le mois prochain. Une nouvelle rencontre avec Bachar el-Assad est en train d'être organisée.

Proche de François Fillon, le député des Français de l'étranger va se rendre en Syrie le mois prochain. Une nouvelle rencontre avec Bachar el-Assad est en train d'être organisée.

La reprise d'Alep par les troupes de Bachar el-Assad est saluée, mardi, par Thierry Mariani. Le député des Français de l'étranger, qui entretient une relation privilégiée avec la Russie, estime que «tous ceux qui combattent le terrorisme devraient se féliciter» de la défaite des rebelles dans la deuxième ville de Syrie. L'élu reconnaît également que des civils ont été victimes des troupes loyalistes: «Je suis consterné, mais j'ai une pensée pour toutes les victimes. Il ne faut pas oublier les victimes des exactions des terroristes lorsqu'ils sont arrivés à Alep», assure-t-il, rappelant que la coalition des rebelles, visée par le régime de Damas, est notamment composée de factions proches d'al-Qaïda.

Selon un premier bilan communiqué mardi par l'ONU, 82 personnes auraient été tuées lundi soir. «On n'en sait rien, la première victime d'une guerre, c'est la vérité», élude Thierry Mariani qui dit craindre la «manipulation» des différents protagonistes du conflit. «Malheureusement il y a toujours des victimes civiles lorsqu'une ville est reprise... Mais parle-t-on des victimes de Mossoul (où les troupes irakiennes, aidées par les occidentaux, se battent contre l'Etat islamique, ndr)?», s'interroge l'ancien ministre. Et pas question de critiquer l'action de la Russie en soutien du régime à Alep: «On passe notre temps à dire que nous sommes en guerre contre le terrorisme. Alors nous devrions nous féliciter du recul des terroristes. C'est un risque en moins pour nous».

Dans son viseur, les trois parlementaires (Duflot-Mennucci-Mariton) qui ont tenté lundi de se rendre à Alep pour imposer une trêve humanitaire. «J'aurais bien aimé qu'ils soient aussi actifs lorsque les terroristes arrivaient», dit-il. Leur échec à entrer en Syrie le fait sourire: «Le seul espace au monde où on peut entrer sans visa, c'est Schengen».

Thierry Mariani, lui, n'aura pas de problème de visa lorsqu'il se rendra une nouvelle fois en Syrie début janvier, avec d'autres parlementaires. Il fêtera le Noël arménien et orthodoxe à Alep et se rendra «probablement» à Damas. Une rencontre avec Bachar el-Assad n'est pas à exclure. «Le voyage est en cours d'organisation», précise le député. le figaro.fr 13.12

Commentaire d'un internaute.

- "On a bien foutu le bordel dans des pays souverains au nom d'une démocratie que l'on n'applique même pas chez nous, et on désigne un coupable, un seul, alors que nous avons réveillés de vieux démons tenus en laisse par des dictateurs dont l'éviction a généré les vagues de terrorisme que nous vivons actuellement. Allez plutôt demander aux irakiens ou aux syriens rescapés si leur vie était aussi compliquée avant l'arrivée des islamistes et les conséquences qui en découlent. "

[Le populisme ou l'imposture est devenu le mode de gouvernance des puissances occidentales dont la France.](#)

- Bernard Cazeneuve devient la personnalité politique la plus populaire - L'Express.fr

- Cazeneuve jure de défendre le modèle social - Reuters

- Cazeneuve cite Jaurès dans son discours de politique générale : "Le courage, c'est de se donner aux grandes causes" - Franceinfo

- Bernard Cazeneuve : il obtient le vote de confiance des députés - Francetv info

Petite consolation pour un gouvernement né dans l'épreuve : les députés frondeurs du PS ont voté la confiance. Avec 305 voix contre 239, Bernard Cazeneuve a le feu vert pour dit-il "préparer l'avenir". Francetv info

- Macron veut "de nouvelles protections" face au défi de la mondialisation - AFP

- François Fillon : le candidat adoucit son discours - Franceinfo

Alors que ses propos sur la sécurité sociale sont au cœur de la polémique, François Fillon est reparti en arrière.

Vraiment ?

- Sécu: "absolument aucun recul" de Fillon, selon Jacob - AFP

Le chef de file des députés Les Républicains, Christian Jacob, a estimé mardi qu'il n'y a "absolument aucun recul" de François Fillon. AFP13.12

Deux autres infos en bref

Après "je les emmerde" de Juppé et le "pauv'con" de Sarkozy, on comprend pourquoi ils ont préféré Fillon.

- "Petite saloperie" : Juppé dérape en plein conseil municipal - LePoint.fr

Comment recruter gratis.

- Le nouveau plan de compétitivité de Renault - BFM Business

La direction de la marque au losange propose de recruter 3.600 CDI d'ici 2019 en échange de la possibilité de pouvoir demander une heure supplémentaire de travail par jour. BFM Business 13.12

Etats-Unis. Trumperie qui veut bien. Les sommets de l'oligarchie financière et son pendant militaire le Pentagone sont servis.

Si cela pouvait aider à briser la soi-disant opposition à l'impérialisme qui ont pris la place de la pseudo-gauche et extrême gauche, et qui n'a cessé de colporter des illusions dans Trump avant et après son élection, les médias dits alternatifs et autres géopoliticiens soumis au capitalisme, ce serait le seul aspect positif de l'élection de Trump, place à la véritable opposition de gauche, au socialisme. Il faut être très patient.

- Records pour Wall Street, le Dow près des 20.000 points Reuters

- Les trois indices de Wall Street ont à nouveau battu leurs records mardi... Reuters 13.12

- Pétrole: le cours finit sans tendance après une nette hausse AFP

Les cours du pétrole ont fini sans réelle tendance mardi, les investisseurs prenant du recul au lendemain d'une nette hausse à la suite d'un accord sur l'offre entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et d'autres pays.

Le cours du baril de "light sweet crude" (WTI), référence américaine du brut, a gagné 15 cents à 52,98 dollars sur le contrat pour livraison en janvier au New York Mercantile Exchange (Nymex). AFP 13.12

En oligarchie. Quand le business ou l'économie prend le dessus sur la diplomatie et la politique.

- Etats-Unis: Trump nomme le PDG d'ExxonMobil à la diplomatie - AFP

Donald Trump a nommé mardi comme chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson, PDG du géant pétrolier ExxonMobil qui a ses entrées à Moscou, une nomination qui provoque des remous chez certains conservateurs inquiets du rapprochement annoncé avec la Russie.

M. Tillerson, 64 ans, connaît très bien la Russie où il a conclu de nombreux contrats depuis les années 1990, avant de prendre en 2006 la direction du premier groupe pétrolier mondial coté en Bourse. Il a au fil des ans développé une relation personnelle avec le président russe Vladimir Poutine. Le Kremlin a d'ailleurs immédiatement salué un "professionnel" qui a "de bonnes relations de travail" avec le chef de l'Etat russe.

Ce choix risque toutefois de se heurter à l'opposition du Sénat, qui devra confirmer cette nomination ministérielle, au moment où Moscou est accusé par la CIA d'avoir interféré dans la présidentielle américaine du 8 novembre en faveur de Donald Trump.

Mais en faisant de ce puissant homme d'affaires la voix et le visage de la diplomatie américaine, le président élu confirme qu'il veut amorcer une détente avec la Russie.

Je ne peux imaginer une personne mieux préparée et aussi dévouée pour servir en tant que secrétaire d'Etat à ce moment crucial de notre histoire", s'est félicité M. Trump en annonçant la nomination de M. Tillerson dans un communiqué.

Justifiant ce choix inhabituel, l'équipe Trump a souligné que M. Tillerson saura "comment s'orienter dans l'architecture complexe des affaires du monde et de différents dirigeants étrangers".

L'enjeu fondamental du moment est la relation Washington-Moscou, mais Rex Tillerson aura aussi à traiter avec la Chine.

Plus tard dans la journée, M. Trump a reçu dans sa tour à Manhattan le milliardaire philanthrope Bill Gates, qui vient de lancer avec d'autres riches donateurs un nouveau fonds pour investir dans des technologies propres.

Le fondateur de Microsoft a déclaré "avoir eu une bonne conversation sur l'innovation, comment elle peut aider dans la santé, l'éducation, l'impact de l'aide étrangère et l'énergie". AFP 13.12

Le Pentagone prend le contrôle de l'intérieur.

- Trump propose le département de l'Intérieur à un ex-Navy Seal Reuters

Donald Trump a proposé le poste de secrétaire à l'Intérieur au représentant républicain Ryan Zinke qui vient de décrocher son premier mandat parlementaire dans le Montana, annoncent plusieurs médias américains.

Ryan Zinke, ancien commandant des Navy Seals, n'a pas encore donné sa réponse et n'a pas précisé si la proposition l'intéressait, précise le site d'information Politico.

Le secrétariat à l'Intérieur emploie plus de 70.000 agents dans les Etats-Unis et supervise notamment 20% du foncier fédéral, les parcs nationaux de Yellowstone et du Yosemite notamment.

Ryan Zinke est un partisan du maintien du territoire public au sein du domaine public fédéral, une position qui va à l'encontre des positions d'un certain nombre d'élus républicains, favorables à leur privatisation ou à ce que leur administration soit déléguée aux Etats. Reuters 14.12

Guerre au sommet de l'oligarchie

- Le testament bancaire de Wells Fargo encore retoqué par la Fed - bfbusiness.bfmtv.com

Les régulateurs bancaires américains ont retoqué une nouvelle fois le plan de simulation de faillite de la banque systémique Wells Fargo qui montre encore "des défauts", ont indiqué la Fed et la FDIC mardi.

La troisième banque américaine en terme d'actifs va être limitée dans sa croissance internationale et celle de ses services non-bancaires jusqu'à ce qu'elle corrige les lacunes de son "testament".

Cette décision n'a pas de rapport avec les déboires du groupe bancaire sur l'ouverture de comptes factices.

En avril, cinq grandes banques avaient été sommées par les autorités de régulation de soumettre de nouvelles versions de ces "testaments", jugés non-crédibles.

Les versions amendées présentées par Bank of America, Bank of New York Mellon, JP Morgan Chase et State Street ont été satisfaisantes, ont précisé la Fed et la FDIC mardi.

Les plans de simulation de faillite, mis en place par la loi Dodd-Frank après la crise financière de 2008-2009, visent à prévoir de façon pratique comment une banque ferait face à sa banqueroute sans recevoir de fonds publics.

Ils sont demandés à toutes les banques avec plus de 50 milliards de dollars d'actifs opérant sur le territoire américain ainsi qu'aux compagnies financières non-bancaires qui ont été désignées comme présentant des risques systémiques.

Wells Fargo "n'a pas remédié à toutes ses déficiences et va être restreinte dans ses activités jusqu'à ce qu'elle le fasse", précise un communiqué commun à la banque centrale (Fed) et à l'agence d'assurance des dépôts bancaires (FDIC).

La banque a jusqu'au 31 mars 2017 pour soumettre une version amendée de son scénario de faillite 2015.

D'ici là, dès maintenant, elle ne peut pas s'étendre à l'international ni acquérir de filiales non-bancaires. Ces sanctions seront levées si sa version amendée est jugée satisfaisante. Si à nouveau, les défauts persistent, les régulateurs vont "limiter la taille des activités non-bancaires" de Wells Fargo ainsi que le niveau de ses activités de courtage.

Ces décisions concernent les plans de faillite 2015 mais les grandes banques devront soumettre cet été de nouveaux scénarios de liquidation pour 2017. La date limite est fixée au 1er juillet 2017.

Wells Fargo a réagi en se disant "déçue" de la décision des régulateurs mais assure qu'elle "sera capable de remédier" dans les délais impartis aux déficiences relevées par la banque centrale.

"Nous avons pris les remarques" des régulateurs "très sérieusement et pris plusieurs mesures pour y remédier, en créant un programme à cet effet, en y consacrant aussi des ressources supplémentaires", affirme la banque qui assure avoir "substantiellement renforcé ses capacités dans les secteurs identifiés" comme la séparation des activités et des structures commerciales. bfmbusiness.bfmtv.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Le Parlement vénézuélien porte un coup sévère au Président Maduro - euronews.com

Le très controversé successeur d'Hugo Chavez, fait l'objet d'un texte de loi approuvé cette nuit par des députés de l'opposition, après le départ des chavistes de l'Assemblée. Les auteurs du texte estiment que Nicolás Maduro est responsable de la crise économique et sociale. Ce vote pourrait permettre de le chasser du pouvoir et de le traduire en justice.

De plus en plus impopulaire, le président vénézuélien a de son côté annoncé lundi le retrait des billets de 100 bolivars, la plus importante coupure du pays, dans les 72 heures. Officiellement, il s'agit de lutter contre les mafias.

La monnaie nationale a dégringolé depuis l'arrivée au pouvoir de Maduro. Ce dernier a, dans le même temps, ordonné la fermeture de la frontière avec la Colombie pour éviter une demande massive de change chez son voisin. euronews.com 13.12

Brésil

- Brésil: affrontements après le passage du gel des dépenses - AFP

Affrontements entre manifestants et police après que le Sénat brésilien a définitivement validé mardi 13 décembre le gel des dépenses publiques sur 20 ans, mesure phare du gouvernement de Michel Temer, qui prône une cure d'austérité pour sortir le pays d'une récession historique, mais rejetée par la majorité des Brésiliens. AFP 13.12

Turquie

- L'UE tiraillée sur les négociations d'adhésion de la Turquie - AFP

Les pays européens n'ont pas réussi mardi à adopter une position unanime face à la "dérive" de la Turquie, partagés entre la volonté de lui envoyer un avertissement et la crainte de rompre les relations avec ce partenaire devenu incontournable.

Les 28, réunis à Bruxelles, étaient tous d'accord pour réagir aux atteintes à la démocratie du gouvernement turc, qui se sont intensifiées depuis le coup d'Etat avorté du mois de juillet.

Mais ils se sont divisés sur l'intensité de la réplique, dans un contexte de lutte contre le terrorisme, de guerre en Syrie et de gestion des migrations, où le président Recep Tayyip Erdogan s'impose comme un interlocuteur central.

"Dans les circonstances actuelles, l'ouverture de nouveaux chapitres" dans les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE "n'est pas envisagée", a annoncé la présidence du Conseil de l'UE (instance regroupant les Etats membres), à l'issue de la réunion de ministres européens.

Mais malgré de longues discussions, le texte n'a pas obtenu l'unanimité des 28. L'Autriche a en effet refusé jusqu'au bout de soutenir des conclusions communes si elles ne se prononçaient pas en faveur d'un "gel" des négociations d'adhésion de la Turquie au bloc européen.

"Un pays n'a pas apporté son soutien au compromis soutenu par les 27 autres", a regretté le ministre slovaque des Affaires étrangères, Miroslav Lajcak, dont le pays assure la présidence tournante du Conseil. D'autres pays défendant une ligne dure, comme les Pays-Bas ou la Belgique, se sont eux rangés au compromis.

Une large majorité des pays européens se refusaient à franchir le pas d'une rupture avec Ankara, qui plus est dans un moment où le pays est confronté sur son sol à des attaques terroristes, comme celle - revendiquée par un groupe radical kurde - qui a fait plus de 40 morts samedi.

"Il faut un dialogue maintenu, sur la base de la clarté et de la fermeté", a ainsi plaidé mardi à Bruxelles le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Harlem Désir, excluant le "gel" formel des négociations, comme demandé par le Parlement européen dans une résolution votée en novembre.

Mais "compte tenu de la dérive du pouvoir en Turquie en matière de violation des droits de l'Homme et de répression contre les journalistes, contre les universitaires, et contre des parlementaires, il ne peut pas y avoir d'ouverture de nouveaux chapitres de négociations", a ajouté M. Désir.

"Nous ne devrions pas claquer la porte dans ce moment difficile", a également soutenu le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères, Michael Roth, jugeant qu'il fallait "un signal clair de l'UE" y compris en direction des "citoyens turcs qui partagent nos valeurs".

Jugeant "très décevante" l'absence d'unanimité des 28 mardi, l'Allemand a cependant assuré qu'elle n'avait pas de conséquence concrète sur la position de l'UE dans les négociations d'adhésion avec la Turquie.

Ces tractations, découpées en 35 chapitres portant sur des domaines spécifiques, ont commencé en 2005, mais elles avancent depuis au ralenti. A ce jour, 16 chapitres seulement sont ouverts et un seul a été bouclé.

La question du gel ou non des négociations d'adhésion est "un débat artificiel, parce que les négociations d'adhésion sont au point mort depuis des mois", a jugé le commissaire européen Johannes Hahn, chargé des questions d'élargissement.

Dans un rapport publié en novembre, la Commission européenne a déploré le "retour en arrière" de la Turquie sur les critères d'adhésion, en particulier concernant la liberté d'expression et l'Etat de droit.

Mais l'exécutif européen juge qu'une rupture avec Ankara serait une erreur diplomatique, quelques mois après que l'UE a accepté de "redynamiser" les négociations d'adhésion, en contrepartie des efforts turcs pour freiner les flux migratoire vers l'Europe.

Un nouveau chapitre, portant sur des questions budgétaires, avait ainsi été ouvert fin juin et des "travaux préparatoires" lancés pour en ouvrir d'autres.

Le président Erdogan a lui plusieurs fois menacé de ne plus appliquer le pacte migratoire conclu en mars 2016, qui a permis de faire chuter sensiblement les traversées de la mer Egée.

"Il existe pour la Turquie de très nombreuses alternatives" à l'UE, a-t-il averti fin novembre. AFP 13.12

Le 17 décembre 2016

CAUSERIE

Le mot du jour : Incroyable, l'heure est au combat politique !

Qui l'aurait cru franchement, les uns et les autres s'étant vautrés pendant des décennies dans le trade-unionisme, le syndicalisme réformiste et pire encore au détriment du combat contre les institutions de la Ve République, pour le socialisme. Ils y viennent timidement, sur la pointe des pieds, à reculons, à suivre.

Une question à multiples entrées à poser aux travailleurs en tenant compte de leur statut social de manière à ne pas les culpabiliser,

le but étant de les aider à prendre conscience que ce n'est pas en subissant sans réagir le sort que la société leur a réservé depuis leur naissance que leur condition, celle de leurs enfants ou petits-enfants va s'améliorer dans le futur, bien au contraire, et qu'ils disposent du droit légitime de prendre en mains leur destin ou d'exiger que leurs besoins ou aspirations soient satisfaits.

Qui peut s'estimer satisfait de ses conditions de travail et d'existence, qui peut affirmer qu'il a réussi à donner un sens à sa vie et dispose des moyens de le réaliser, qui peut s'estimer satisfait des conditions dans lesquelles il élève ses enfants, qui peut affirmer que sur le plan personnel il s'est épanoui, qui peut affirmer qu'il est parvenu à s'en sortir individuellement sans l'avoir payé au prix de lourds sacrifices injustes ou sans avoir causé du tort à ses semblables, qui peut prétendre avoir des rapports harmonieux avec l'ensemble de la population, qui peut s'estimer satisfait de l'orientation de la société et du monde ? A ma connaissance absolument personne en dehors des exploiters et l'élite intellectuelle qui sert leurs intérêts.

On pourrait leur demander s'ils estiment normal qu'un enfant, une femme ou un homme n'ait pas de quoi se nourrir, se vêtir, se loger, se chauffer, se soigner, etc. mais cela ne les concernerait pas forcément ou ils répondraient tous qu'ils trouvent cela anormal sans qu'on soit plus avancé, ils ajouteraient qu'ils n'y sont pour rien et nous n'aurions rien à leur répondre sous peine de les juger injustement, ce qui n'est évidemment pas notre intention.

L'arrogance belliciste des dirigeants des puissances occidentales témoigne de leur impuissance face à la crise du capitalisme et aux difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour imposer aux peuples un modèle de société régi par un règlement policier au profit de l'oligarchie, elle est la seule réponse qu'ils peuvent opposer aux peuples qui résistent et luttent pour leur souveraineté ou leur émancipation, pour la liberté en attendant de trouver la voie du socialisme.

Autrefois le parti bolchevik ou communiste russe avait renversé le régime en place en ayant pour mot d'ordre, le pain, la paix, la liberté, si de nos jours la plupart des travailleurs bénéficient du pain, ils ne disposent pas vraiment de la paix et de la liberté qu'on pourrait reprendre à notre compte.

A la place du pain, qui a un côté trop alimentaire et pourrait avoir un relent de réformisme, on pourrait retenir la dignité qui fait tant défaut à ceux qui nous gouvernent, à tous les représentants du capitalisme, aux affairistes, aux philistins, à la racaille qui contrôle le mouvement ouvrier, aux saloperies d'exploiteurs petits, moyens ou grands, à leurs porte-parole médiatiques...

L'hypocrite, le menteur, le faussaire, le manipulateur, le corrompu, bref, la pourriture qui s'emploie à justifier l'ordre établi, la politique antisociale du gouvernement, toutes les guerres impérialistes, l'exploitation et l'oppression des peuples, ils ont tous en commun de manquer de dignité, d'être indigne du pouvoir qu'ils ont dans la société, de parler en son nom, de décider de son sort, nous ne leur accordons pas la légitimité d'y prétendre qu'ils ont usurpée en profitant de l'ignorance du peuple qu'ils haïssent.

Menons donc cette guerre de classe pour la dignité, la paix et la liberté. Ne nous laissons pas impressionner par tous ces bonimenteurs, ces illusionnistes, ces escrocs d'un cynisme sans fond. Debout nous sommes et debout nous resterons, digne jusqu'au bout. Refusons tout compromis sur ce principe qui incarne les valeurs de la civilisation humaine. Soyons intolérant envers ceux qui s'emploient à les corrompre, à les instrumentaliser, à les piétiner. Forgeons-nous un caractère en acier trempé, inoxydable, pour être fier des idées que nous portons et nous vaincrons notre ennemi.

Quelques réflexions politiques.

1- Aucun dirigeant du mouvement ouvrier ne peut dire qu'il ne savait pas, aucun.

Les lignes qui suivent ont été écrites en 1919, sans doute par Lénine, on les croirait écrites spécialement pour notre époque.

- En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est une oligarchie financière qui gouverne dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix.

Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'Etat bourgeois se sert, pour atteindre les résultats désirés, de toutes les armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés d'esclavage ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste. (1er Congrès de l'Internationale Communiste)

LVOG - C'est effectivement les mêmes moyens ou armes qu'ils utilisent de nos jours en plus sophistiqués et plus diversifiés pour conditionner les masses, les soumettre en esclavage. Et que font les partis de la soi-disant avant-garde ? Ils les ignorent, ils considèrent que la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses laborieuses n'a aucune influence sur leur comportement, donc ils refusent de la combattre sur ce plan-là.

C'est un des aspects de la collaboration de classes les plus nocifs auquel ne pensent pas les militants qui partagent la conception archaïque de la lutte de classe de leurs dirigeants faillis ou corrompus, qui ne prennent pas le temps de réfléchir, qui ne

le souhaitent pas ou qui en sont incapables.

Si en 1919 on pouvait observer que c'était une oligarchie financière qui gouvernait dans les coulisses de la démocratie parlementaire, que devrait-on dire un siècle plus tard sachant qu'elle a conquis pratiquement tous les rouages du pouvoir politique en s'assurant le contrôle de la totalité des centres de pouvoir.

Ce qui est aberrant mais apparemment ne choque pas les militants, c'est que nos dirigeants ont continué de l'ignorer en refusant de modifier leur conception de la lutte des classes, comme si les rapports entre les classes n'avaient finalement pas changé ou si peu, s'interdisant ainsi de définir une stratégie politique indépendante ou conforme au socialisme, ce qui devait conduire à la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier ou à sa corruption. Oui, effectivement dans ces conditions c'était inévitable.

- Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaudrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi ne s'en serve pas. (id)

LVOG - Vous comprenez mieux pourquoi nous rejetons l'argument du retour à la démocratie politique, toute participation aux institutions, la rupture avec tous les partis liés aux institutions ainsi que les appareils syndicaux corrompus. Sous ce régime oligarchique, toute référence à la démocratie est une tromperie, elle est à bannir de notre discours, hormis quand on la lie à la prise du pouvoir par les exploités.

- La lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme. (id)

LVOG - Sauf qu'au lieu de lutter contre le PS, on l'a ménagé, flatté, on s'y est associé, on l'a soutenu, pire, on a été jusqu'à souhaiter qu'il accède au pouvoir, pire encore, une fois au pouvoir on a continué de s'adresser à lui comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier, en 1981, et on a remis cela en 2012, plus surnoisement. La situation actuelle du mouvement ouvrier en est la conséquence. Cela vaut pour le PC évidemment.

Excès d'enthousiasme ou manque de discernement, certes en employant le conditionnel, Les dirigeants de l'IC ne furent pas toujours aussi lucides dans leurs analyses de la situation et son évolution prévisible, ils commirent également de graves erreurs d'appréciation, voici deux exemples d'affirmations péremptoires qui furent contredites par les faits. Mais l'essentiel n'est pas là, il consiste à détecter là où ils ont failli et à chercher pourquoi, pour ne pas répéter les mêmes erreurs.

- Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible. (id)

LVOG - 20 ans plus tard ce sera possible, il faut donc en déduire que de "tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières". C'était prévisible à bien des égards. Quels enseignements en avons-vous tiré près d'un siècle plus tard ? Aucun ou si peu.

- L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible.

LVOG - Et pourtant, la domination des trusts et autre holdings tentaculaires est une réalité en 2016. Quels enseignements en avons-vous tiré près d'un siècle plus tard ? Aucun ou si peu.

La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux.

En d'autres termes, l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée « internationale » et d'une flotte « internationale » pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

LVOG - Une "clique mondiale" qu'on appellera oligarchie financière est "triomphante" un siècle plus tard sous l'enseigne de l'ONU, au moyen d'une armée « internationale », l'OTAN... Quels enseignements en avons-vous tiré près d'un siècle plus tard ? Aucun ou si peu.

Quand Lénine évoque une "clique mondiale" en parlant de l'oligarchie financière, on ne comprend pas, on se demande pourquoi

les militants qui se disent trotskystes notamment, donc léninistes, se bouchent les oreilles. Ils feraient mieux d'essayer de comprendre... pour agir.

2- Si vous êtes adepte des lieux communs, plus loin je vous propose deux articles dans lesquels est soigneusement évacué un facteur qui semble-t-il (un euphémisme) a pu avoir une influence sur le cours de l'économie mondiale ces dernières années et donc de la lutte des classes, précision indispensable puisqu'on a perdu l'habitude de lier ces deux facteurs, ce qui est pour le moins révélateur d'une décomposition politique avancée.

A savoir quelque 30.000 milliards de dollars ou beaucoup plus apparemment que les banquiers (privés) de la Fed ont fabriqués et se sont généreusement distribués depuis 2008 par le biais du gouvernement américain à leur solde, et dont au bas mot 9.000 milliards se sont volatilisés dans la nature (en 8 mois seulement) ou ne figurent nulle part au bilan de la Fed (révélé par Bloomberg), voir à ce propos l'interview (toujours disponible sur You Tube en tapant : Les 9000 milliards de dollars volatilisés de la FED 2009, j'ai vérifié ce matin) révélateur d'une inspectrice générale de la Fed à la commission des finances du Congrès américain, qui avoue ne pas savoir à qui cet argent a été distribué, où il est passé, sans pour autant que les mêmes banquiers ne soient inquiétés par la justice...

Ensuite, ne pouvant pas expliquer pourquoi le capitalisme ne s'était pas encore soudainement et brutalement effondré bien qu'il ait de fait dépasser le stade de la faillite selon le processus et la définition qu'en avaient donné les auteurs du Capital (Marx et Engels), en quoi cette monstrueuse création monétaire débordait du cadre du capitalisme ou violait ses lois de fonctionnement, et surtout à quelle fin sachant qu'elle n'a jamais cessé depuis, l'agence européenne de la Fed, la BCE, s'y étant mis à son tour, sans pour autant pouvoir juguler encore moins stopper la crise du capitalisme qu'on nommera une crise de décomposition du capitalisme sapant au passage les bases du socialisme.

Ce serait trop long ici de développer cette argumentation. Disons que depuis l'introduction d'un côté de l'intérim, puis des CDD longs, courts et finalement à la carte en fonction des besoins des entreprises, pour aboutir à la remise en cause du contrat de travail tout court ; de l'autre, le passage de la grande entreprise à une multitude de sous-traitants qui ne sont rien d'autres que des services détachées créés avec l'aide des banquiers pour notamment diminuer leur bilan et payer moins ou pas d'impôts sur les bénéfices, augmenter le taux d'exploitation, bénéficier d'un tas d'avantages fiscaux, exonérations ou aides en tout genre de l'Etat, pour en arriver à l'auto-entrepreneur et finalement à l'ubérisation en passant par le travail détaché, le travailleur se retrouve atomisé et pratiquement sans droit, on peut ajouter les multiples remises en cause du Code du travail, l'ensemble du tableau consacre la concentration du capital et du pouvoir entre les mains de l'oligarchie financière sur fond de décomposition du capitalisme, accompagnée de l'atomisation du prolétariat, qui plus est se retrouve sans représentation politique et concourant à la neutralisation de la lutte des classes, sa résistance se situant sur un terrain purement défensif et corporatiste que l'ensemble des syndicats corrompus ne démentiront pas.

Ainsi on se trouve en présence d'une société, de rapports à l'intérieur des classes et entre les classes, entre les classes et l'Etat radicalement différents de ce qu'on avait connu jusque là. Comme dans toute analyse d'un processus dialectique à l'oeuvre, observer de quelle manière s'opère la transformation de la quantité en qualité est relativement aisée, il suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles, ce qui l'est moins en revanche, c'est de déterminer à quel moment précis cette transformation de la qualité se réalise, et comment à partir de là elle va contribuer à modifier la nature de certains facteurs et influencer leurs rapports dans une direction donnée qui agira sur leurs destins.

Jusqu'à présent, nous en avons été incapables. Et lorsqu'on cherche à résoudre ce problème en avançant une analyse qui rompt avec les discours convenus en la matière qu'on nous sert depuis des lustres, systématiquement on nous traite de farfelu ou de théoricien du complot, parce qu'on aurait commis un crime abominable en tenant compte de la totalité des facteurs en présence, au lieu de ne retenir compte que de ceux conventionnellement admis ou soigneusement sélectionnés par des idéologues ou des militants pour justifier leur théorie ou leur interprétation, qui justement pêche par l'absence de réponses à tout un tas de questions qu'ils ne souhaitent manifestement pas aborder ou qu'ils rejettent avec mépris d'un geste du bras.

Répetons-nous une énième fois, soit la théorie de l'effondrement du capitalisme telle que l'ont définie Marx et Engels demeure valable, mais dans ce cas-là il faudrait nous expliquer pourquoi le capitalisme ne s'est-il pas effondré depuis des décennies autrement qu'en recourant à des tours de passe-passe, soit cette théorie telle qu'elle a été conçue à l'origine j'insiste bien car c'est important, ne s'applique plus exactement de la même manière qu'autrefois ou l'évolution d'un ou de plusieurs facteurs est venue la contrarier, de sorte que l'effondrement du capitalisme se réalise selon d'autres mécanismes, sans pour autant remettre en cause non pas le capitalisme, mais le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il s'agit de préserver pour ceux qui détiennent le pouvoir et entendent bien le renforcer afin de le conserver, sans changer de mode de production mais en modifiant radicalement les rapports entre les classes à leur avantage de sorte qu'ils ne constituent plus une menace pour leur domination de classe ou qu'il devienne impossible d'envisager en changeant dans l'avenir, ce qui implique qu'ils parviennent à contrôler l'ensemble des activités humaines, y compris les idées des hommes, ce à quoi ils s'emploient activement comme chacun a pu le constater.

Vous me direz qu'il y a là bien des contradictions ou qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, mais je n'ai jamais affirmé le contraire... A y regarder de plus près, on se rend compte qu'on a tout pris à l'envers pour n'avoir pas analysé à fond le développement du capitalisme sur le plan historique qui devait déboucher sur une crise économique permanente qui ne pourrait trouver une

solution (bancale) que sur le plan politique, y compris pour les capitalistes. On nous explique que l'UE s'attaque à nos droits sociaux pour le compte des capitalistes comme si c'était là son unique fonction, on pourrait prendre le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OCDE, l'ONU, l'OTAN, etc. et en arriver au même constat, alors qu'en réalité, elle a été spécialement conçue pour nous soumettre à un modèle de société déterminé une fois nos droits politiques confisqués, ce qui n'est pas du tout la même chose. Et si on regarde ce qui se passe dans chaque pays, on s'aperçoit que c'est le même processus qui est en cours ou qui l'a même précédé.

Le mouvement ouvrier a rompu avec le socialisme en adoptant le parlementarisme qui a pu faire illusion à une autre époque sans en avoir tiré la moindre leçon, ce qui permet de justifier d'avoir conservé des rapports avec le PS et le PCF ainsi que leurs satellites, ainsi que les appareils des syndicats qu'ils contrôlent ou qui prônent la même politique de collaboration de classes. Voilà pour tous les partis dits ouvriers. Quant aux autres formations politiques et à un grand nombre de militants inorganisés, ils en sont restés aux manuels de la lutte de classe du XIXe siècle ou de la première moitié du XXe siècle comme si rien ne s'était produit ensuite, et comme ils l'ignorent il ne leur reste plus qu'à verser dans le sarcasme ou le déni dès qu'on avance des facteurs qu'ils n'ont jamais traités, car il leur faut avoir raison à tous prix. Dans ces conditions, on ne voit pas vraiment pas comment on pourrait arriver à se comprendre puisqu'on ne parle pas de la même chose.

3- Extrait sur le même sujet d'un passage rédigé en réponse à un courriel reçu que je ne reproduirai pas ici puisque son expéditeur n'y tient pas. Dans ce passage il y a forcément des répétitions.

Pour qu'il y ait une révolution sociale, soit il faut que la situation du prolétariat soit devenue insupportable au quotidien ainsi que celle de certaines couches des classes moyennes, soit il faut que le capitalisme s'effondre brutalement entraînant des conséquences sociales désastreuses pour le prolétariat et précipitant les classes moyennes dans sa chute.

Dans le premier cas, l'existence d'un puissant parti révolutionnaire sera indispensable pour entraîner le mouvement ouvrier au combat ou submerger l'obstacle de ses appareils corrompus, dans le cas contraire les appareils réussiront à contenir et briser tout mouvement des masses. Dans le second cas, les masses pourront déferler par millions sans parvenir à renverser le régime si le parti révolutionnaire n'existe pas ou est trop faible, les appareils parviendront à faire refluer la mobilisation des masses.

Si maintenant au prix de nouveaux sacrifices les masses et surtout les classes moyennes parviennent tant bien que mal à s'en sortir, elles ne se dresseront pas contre le régime, elles continueront d'essayer d'en obtenir des concessions pour mieux supporter leur condition, il faudrait qu'elles en soient rendues au stade de l'indigence ou de la misère noire pour chercher une issue à leur condition ou pour que spontanément elles se soulèvent, sans aucune garantie quant à l'issue de leur mobilisation, tout dépendrait de son orientation politique, et encore une fois, si toutefois il existait un parti révolutionnaire pour leur indiquer la direction à prendre ou les objectifs politiques qu'elles devraient se fixer.

Or, hormis la question du parti, pour en arriver à ces conditions il faut que ce soit produit un choc violent, une chute brutale du capitalisme entraînant une réaction aussi brutale et violente des masses qui refusent d'en subir les conséquences. Mais si maintenant l'oligarchie financière parvient à agir en aval en recourant à des moyens exceptionnels pour prévenir un tel soudain effondrement, le stoppe ou y met un terme rapidement afin d'éviter qu'il soit suivi d'effets en cascade qui auraient de vastes conséquences sur le plan social, elle va supprimer les conditions qui auraient servi de levier à la mobilisation révolutionnaire du mouvement ouvrier et des masses et conserver le contrôle de la situation et des institutions.

On aura compris que l'oligarchie financière pour parvenir à ses fins à tout intérêt à s'attaquer progressivement aux droits sociaux des travailleurs ou en procédant par étapes, patiemment pas à pas, brusquer ou précipiter les choses présentant un risque, elle y recourra qu'une fois assurée qu'elle sera toujours en mesure de contenir ce risque, autrement dit, qu'elle n'a rien à craindre du mouvement ouvrier divisé et profondément gangrené, toujours sous le contrôle des appareils pourris de la social-démocratie ou des staliniens, tandis qu'aucun nouveau parti communiste n'a émergé. Elle parviendra ainsi au même résultat qu'en cas d'effondrement brutal du capitalisme, puisqu'elle ne peut pas empêcher l'effondrement de son système économique, autant qu'il se réalise en douceur en minimisant les risques.

Pour comprendre ce processus, faut-il encore qu'on s'entende sur la définition de l'effondrement du capitalisme qui correspond à l'incapacité du capitalisme de survivre en satisfaisant les besoins des masses, en ayant la vertu de servir de prétexte pour s'attaquer à leurs droits sociaux qui correspondent à des besoins ou en les réduisant, de sorte que les conditions soient réunies afin que la part de la plus-value qui revient aux capitalistes augmente, car il ne faut pas s'imaginer que le capitalisme pourrait disparaître pour autant.

On a observé au contraire qu'il pouvait survivre en état de crise permanente pendant de longues décennies, mieux encore, il est parvenu à se doter de pouvoirs politiques et d'instruments financiers permettant à l'oligarchie financière de réaliser un effondrement contrôlé du capitalisme pays par pays grâce au soutien de leur institution nationale respective ou à une plus vaste échelle, par exemple celle de l'Europe en se servant de l'UE.

Mais leur problème, c'est que ces mesures ne suffiront pas à résoudre la crise du capitalisme, car ses contradictions continuent inexorablement de le ronger de l'intérieur et font peser une menace à brève échéance sur son existence, ce qui n'est

pas sans rapport avec la résistance des travailleurs ou la lutte de classe des exploités qui contribue à amplifier ces contradictions. Il faut avoir à l'esprit que quelle que soit les mesures qu'ils sont amenés à prendre pour améliorer la situation du capitalisme, systématiquement elles se traduiront par des effets inverses ou elles seront accompagnées de leurs pendants négatifs qui le déstabilisera à nouveau à terme ou rendra sa crise encore plus incontrôlable.

On a aussi évoqué ailleurs qu'ils étaient dans l'impossibilité de déclencher une nouvelle guerre mondiale du fait de l'arsenal nucléaire, chimique, bactériologique que possède les progatonistes potentiels, donc de détruire des forces productives dans des proportions gigantesques.

Privés de ce moyen pour accroître le taux de productivité et d'exploitation au cours de la reconstruction de l'appareil productif (de la plus-value), ils ont dû opter pour d'autres moyens pour parvenir à cet objectif, grâce notamment à la complicité des dirigeants syndicaux corrompus ainsi que ceux des partis dits de gauche ou d'extrême gauche, briser la résistance des travailleurs et des militants restés fidèles au socialisme ou combattant à leur côté.

Par le biais de magouilles ils ont pris le contrôle de l'économie grecque et ils ont ramené la condition des travailleurs un demi-siècle en arrière en liquidant tous les droits sociaux qu'ils avaient acquis au cours de cette période, dans une moindre mesure en Irlande, en Espagne, au Portugal, en Italie et en France, etc. où leurs objectifs sont les mêmes. Et il en va ainsi dans tous les pays sur tous les continents, à commencer par les Etats-Unis où pour ainsi dire le prolétariat et les classes moyennes sont déjà privés de tous droits sociaux ou politiques.

De la même manière qu'ils avaient fondé la Fed en 1913 et pris le contrôle de la création monétaire, prolongé artificiellement la Première Guerre mondiale au-delà de 1916, créé la BRI (ou BSI), balkanisé l'Afrique jusqu'au Soudan récemment, orchestré la crise de 1929 et toutes celles qui allaient suivre jusqu'en 20018, financé le régime nazi de Hitler, créé de toutes pièces le prétexte (Pearl Harbour) pour que les Etats-Unis participe à la Seconde guerre mondiale, fondé le FMI, la Banque mondiale, l'ONU, les paradis fiscaux, etc., dicté leur loi lors des accords de Bretton Woods, du Gatt puis à l'OMC, engagé immédiatement de nouvelles guerres (Corée, Vietnam, etc.), crée l'OTAN et les réseaux terroristes Gladio ou stand-behind en collaboration avec l'extrême droite, installé entre 500 et 1000 bases militaires sur tous les continents, renversé ou assassiné les leaders du nationalisme arabe, soutenu les dictateurs africains, proche ou moyen-orientaux, asiatiques, mis en place des dictatures militaires en Amérique latine, désindexé le dollar de l'or en 1971, fait adopter la dérégulation de la finance (Steal Glass), créé des instruments financiers pour contrôler tous les marchés, monnaie (taux de change), obligations, actions, matières premières, produits dérivés, etc. fondé des institutions destinées à planifier la mise en oeuvre de leur stratégie politique (Bilderberg, CFR, Commission Trilatérale), sur lesquels sont venus se greffer des think tanks animés par leurs idéologues, créé ou financé une multitude d'ONG par le biais de la NED (CIA) ou de fondations, planifié le 11 septembre 2001 et la "chute" de Lehman Brothers, la plupart des attentats terroristes survenus depuis dans le monde ainsi que toutes les guerres, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, créé les talibans, Al-Qaïda, puis Daesh, décidé la hausse du pétrole en 1973, sa baisse à la fin des années 80 et sa chute en 2016, pris le contrôle de la quasi-totalité des secteurs clés de l'économie mondiale, des médias, de l'ensemble ou presque des institutions qui existent dans le monde, des parlements, des partis politiques, des syndicats, etc. tout ceci juste pour montrer l'étendu de leur pouvoir.

Pour revenir à une question économique de la première importance ou leur rôle de faux monnayeurs qui sert à financer toute sorte d'opérations, mais surtout influencer le cours de l'économie mondial dont dépend la lutte des classes afin d'accroître encore leur pouvoir politique.

On pourrait se dire que si la Fed a fabriqué plus de 30.000 milliards de dollars depuis 2008 qu'elle a remis au gouvernement américain qui les a ensuite distribués à son tour à des entreprises en difficulté ou prétendument en difficulté, car avant 2008 ou depuis les mêmes entreprises font face à un énorme endettement sans pour autant qu'elles soient déclarées en faillite ou ne s'effondre il faut bien le noter au passage, ces entreprises (financières ou banques) ont remboursé depuis le gouvernement. Certes, à ceci près que la Fed avait accordé ou prêté cette somme colossale au gouvernement avec intérêt, et que même à seulement à un taux de 1%, cela représentait tout de même la coquette somme de 3.000 milliards de dollars qui tombaient au bout d'un an dans l'escarcelle des banquiers privés de la Fed, en fait les plus grandes banques américaines, somme qui permet de financer gratuitement bien des opérations (Maidan, les "printemps arabes" et des guerres).

Donc nous sommes dans la configuration où l'oligarchie financière anglo-saxonne peut à tout moment décider de faire chuter l'économie d'un pays ou de la secourir selon les intérêts économiques ou politiques qu'elle est en droit d'en attendre, elle en a les moyens financiers, politiques et militaires. Elle peut déstabiliser n'importe quel Etat qui lui résiste en orchestrant des mouvements de masse ou en paralysant son économie, en fomentant des guerres civiles, des attentats terroristes qui déboucheront sur des génocides ou de terribles famines, l'exode de leur population, etc.

Elle a montré depuis 2008 qu'elle était pratiquement en mesure de faire face à n'importe quelle situation ou crise économique ou politique, parce qu'en face elle n'a aucun ennemi organisé de taille à lui résister, elle agit donc en maître absolu du monde, bien qu'elle ne soit pas encore parvenue à le contrôler totalement.

C'est une faille dans leur stratégie ou l'une des difficultés qu'ils ne sont pas encore parvenues à résoudre, qui constitue la petite fenêtre de tir qu'il nous reste pour les atteindre et les faire chuter, encore faut-il qu'on ne soit pas aveugle ou qu'on ait une bonne

vue, qu'on ait l'honnêteté intellectuelle et la modestie d'admettre enfin que notre conception de la lutte des classes basée sur une lecture linéaire et erronée de l'évolution du capitalisme était inadaptée pour combattre efficacement ses représentations politiques, dont nous avons gravement sous-estimé le rôle pour en être restés au fonctionnement classique du capitalisme dont l'oligarchie avait violé les lois.

Nous en étions restés à la définition selon laquelle la politique était le concentré de l'économie sans comprendre que si le système économique en vigueur était défaillant, car présentant des contradictions telles que quel que soit le pouvoir économique acquis par une poignée d'oligarques, il leur serait impossible à un moment ou à un autre d'éviter son effondrement, les oligarques devraient s'emparer du pouvoir politique pour disposer des moyens de prévenir cet effondrement, le contrôler, l'accompagner de manière à en tirer profit. Dit autrement, le pouvoir politique devrait prendre l'ascendant sur l'économie, et les oligarques tenteraient de s'en emparer par n'importe quel moyen, pour finalement imposer un modèle de société qui reposerait davantage sur l'arbitraire absolu que sur des facteurs économiques à ce stade devenus obsolètes car contournables du fait qu'ils concentraient l'essentiel des richesses mondiales produites.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre ou plutôt à faire comprendre, c'est que si le lien existant entre la politique et l'économie ne disparaît pas pour autant, les rapports qui les régissent ont été bouleversés du fait du pouvoir économique acquis par l'oligarchie financière.

Un jour, un militant m'a demandé pourquoi les oligarques ne fabriquaient-ils pas autant de billets qu'il en faudrait pour résoudre la crise du capitalisme qui les menace, ne comprenant pas que ce n'étaient pas ou plus leur priorité, bien qu'ils recourent encore à ce moyen lorsqu'ils le jugent nécessaire, tout dépend du pays en question, de sa place au sein de l'économie mondiale, etc. s'ils n'y recourent pas systématiquement, c'est parce qu'ils comptent instrumentaliser la crise économique pour renforcer leur pouvoir politique qui est la clé de la situation et de leur domination de classe, sur le monde, ne pas y penser prouve simplement qu'on n'a pas tiré ou retenu les leçons de la Seconde Guerre mondiale. Tous les Etats qui y avaient participé étaient endettés jusqu'au cou, ils se sont tournés vers l'oligarchie pour financer leur reconstruction et stabiliser leur régime en proie à des mouvements révolutionnaires, en échange de quoi ils ont cédé une grande partie de leur souveraineté ou de leur pouvoir politique aux institutions internationales qui allaient être créées sous l'égide des Etats-Unis et qui devaient consacrer son hégémonie mondiale, en réalité celle de l'oligarchie financière anglo-saxonne (sioniste).

On se figure toujours lorsqu'un gouvernement prend une mesure antisociale qu'elle est de nature économique, mais on n'en mesure pas ou pas suffisamment la portée politique, alors de là à imaginer qu'elle correspondrait à un objectif politique à long terme, pure folie, on refuse de l'envisager, car aveuglé qu'on est par le mouvement spontané des masses et incapable de penser plus loin que les conséquences immédiates de cette mesure, on préfère se réfugier dans la propagande à deux balles faite de citations ou de formules avariées que l'on récite comme des mantras... ou un professeur d'université.

Si on admet volontiers qu'on est en présence d'un processus dialectique inconscient en évoquant le développement de la civilisation humaine, apparemment on a du mal à concevoir que cet aspect inconscient concerne toutes les classes sans exception ou que toutes en sont tributaires, donc que les sommets de l'oligarchie aient pu imaginer une stratégie politique qu'on pourrait qualifier de surréaliste ou d'hallucinante, en désespoir de cause et qu'ils s'y accrochent parce qu'ils n'ont pas le choix.

On se demandera jusqu'à quel point ils y croient eux-mêmes, peu importe ici, en attendant elle existe belle et bien, et la plus grave erreur à commettre serait de l'ignorer, car lorsqu'on y regarde de plus près on s'aperçoit que par bien des aspects elle permet d'apporter des réponses politiques au défi que constitue l'aggravation des contradictions du capitalisme pour maintenir en survie leur système économique.

Alors si on veut vraiment le renverser, on ferait mieux d'en tenir compte ou de l'inclure dans notre stratégie politique, qui ne s'en trouvera pas bouleversée pour autant, au contraire, et je dis cela à l'attention de mes détracteurs, elle contribue à la confirmer.

Et si on nous rétorquait malgré tout que cette stratégie politique de l'oligarchie financière c'était du vent, patati patata, on répondrait qu'à partir du moment où elle l'applique, elle devient un facteur objectif et qu'on ne brasse pas de l'air en la combattant, on s'en tient au processus matérialiste dialectique dont il a été question précédemment. Sur ce je veux bien admettre que ma démonstration mériterait d'être affinée, j'y pense, je ne pense qu'à cela !

- François Chesnais: Le cours actuel du capitalisme...(novembre 2016)

<http://www.inprecor.fr/article-Crises-Le%20cours%20actuel%20du%20capitalisme%20et%20les%20perspectives%20de%20la%20soci%C3%A9t%C3%A9%20humaine%20civile%20?id=1952>

François Chesnais: Crise de suraccumulation mondiale ouvrant sur une crise de civilisation (janvier 2010)

<http://www.inprecor.fr/article-Economie-Crise%20de%20suraccumulation%20mondiale%20ouvrant%20sur%20une%20crise%20de%20civilisation?id=859>

Dans sa brève biographie, ils ont oublié de signaler qu'il avait été membre du comité central de l'OCI-PCI, ancêtre du courant POI-CCI ou POID-TCI.

La plupart des hommes évoluent depuis leur naissance jusqu'à acquérir un certain niveau de conscience qui peut arriver très tôt, au cours de l'adolescence ou pendant les premières années de leur vie d'adulte au contact de la dure réalité de la société, puis plus rien, il reste bloqué à ce niveau-là durant le reste de leur vie ou progresse très peu.

Et ce n'est pas le fait d'avoir atteint un certain niveau intellectuel ou acquis des convictions qui favoriserait ou garantirait une éventuelle évolution (supérieure) future, bien au contraire, on s'y identifie comme le disciple ou le chien à son maître, on développe un état d'esprit proche de celui du possédant qui ne supporterait pas d'être dépossédé de son titre de propriétaire, on devient dogmatique sans même s'en apercevoir...

Juste un constat.

[Dossier Syrie.](#)

Une vidéo.

ONU : une journaliste démonte en deux minutes la rhétorique des médias traditionnels sur la Syrie

<https://www.youtube.com/watch?v=0DZSPy5KkWg>

Mimétisme.

- Piratage électorale : la Maison Blanche accuse Poutine, Obama annonce des représailles - Liberation.fr

- L'UE va prolonger de six mois les sanctions contre la Russie - Reuters

L'Agence Française de Propagande fait du zèle.

- Assad, le paria qui a renversé la situation grâce à ses alliés - AFP

Nuisible jusqu'au bout.

- François Hollande condamne l'attitude de la Russie à Alep : "Il y a un moment où il faut répondre de ses actes" - Franceinfo

Alors quand est-ce qu'on vous exécute ?

La réaction se mobilise.

- Alep : face à l'urgence, la mobilisation s'intensifie sur plusieurs fronts à Paris - LeMonde.fr

- Alep: les Occidentaux se mobilisent à Bruxelles et à l'ONU - AFP

Les diplomaties occidentales s'efforçaient jeudi de se mobiliser au secours des civils d'Alep... AFP

- Rassemblement de soutien aux habitants d'Alep à Paris - Reuters

- Amnesty International France

- CCFD - Terre Solidaire

- Collectif pour une Syrie libre et démocratique

- FIDH

- Souria Houria

- MRAP

- Vague Blanche pour la Syrie

- CFDT

- CARE

- Union Syndicale Solidaires

- Appel d'Avignon à la solidarité avec le peuple syrien

- Solidaires

- Euromed Rights

- Fédération Syndicale Unitaire

- CGT

- A Paris, l'hommage et la solidarité aux personnels de santé visés à Alep et en Syrie - Sciences et Avenir

- Alep-Est : les "Casques blancs" se disent prêts à partir, par crainte de représailles - Franceinfo

Qu'en est-il vraiment ?

- Les vidéos sur les prétendues « atrocités à Alep » filmées par les terroristes - sputniknews.com

Les scènes de prétendues « atrocités à Alep-Est », qui ont bouleversé la communauté internationale, ont été filmées par les terroristes.

Des équipes de tournage spéciales des terroristes ont filmé les vidéos dénonçant les prétendus « bombardements russes », « exécutions » et autres « atrocités » à Alep, a annoncé mardi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Selon le général Konachenkov, il s'est avéré qu'il n'y avait pas « de combattants d'opposition », ni « d'organisations humanitaires » ou « défenseurs des droits de l'homme » à Alep-Est, c'était le secteur où les djihadistes semaient la mort et la terreur.

Le général russe a également démenti les informations selon lesquelles environ 250 000 civils resteraient toujours encerclés à Alep.

« Tous les appels dramatiques à protéger « les 250 000 civils encerclés à Alep », qui ont été émis par certains représentants des autorités britanniques et leurs collègues français, ne sont que des propos russophobes », a ajouté le responsable.

Le général a rappelé que les terroristes avaient retenu près de 100 000 habitants d'Alep pour les utiliser comme boucliers humains. Mais ces civils ont quitté la partie orientale d'Alep à la première occasion venue. Ils ont reçu une aide humanitaire dans les quartiers contrôlés par l'armée gouvernementale. Qui plus est, « nos collègues occidentaux et les organisations internationales ont laissé sans réponse les appels de Moscou à envoyer l'aide humanitaire qu'ils avaient promise aux civils ayant échappé aux terroristes à Alep », a rappelé M. Konachenkov.

À la place d'aide, les Syriens n'ont eu pour seule réponse que le silence ou les déclarations sur les « menaces de sécurité ».

« Or personne à Londres, à Paris, à Berlin ou à Washington n'a jusqu'ici jamais craint d'envoyer l'aide dans les quartiers est d'Alep alors qu'ils étaient contrôlés par les terroristes », a rappelé le général. Le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, Vitali Tchourkine, a annoncé mardi, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité, que le gouvernement syrien avait repris le contrôle d'Alep-Est et que les actions militaires y étaient terminées. sputniknews.com 13.12

Les enragés.

- Paris va éteindre la Tour Eiffel mercredi soir en soutien à Alep - Reuters

- Syrie : « Il n'y aura pas d'évolution politique avec Al-Assad », prévient Ayrault - LeParisien.fr

Le conditionnel est de rigueur quand la réalité ou la vérité transpire.

- Des groupes rebelles bloqueraient les civils à Alep-est, selon l'ONU - AFP

Des groupes rebelles empêcheraient des civils de quitter les quartiers assiégés d'Alep-Est et s'en serviraient comme boucliers humains, selon la Commission d'enquête sur la Syrie de l'ONU.

Dans un communiqué, cette Commission déclare avoir "reçu des allégations à propos de groupes de l'opposition, dont le groupe terroriste Fateh al-Cham (ex-Front al-Nosra) et Ahrar al-Cham, qui empêcheraient des civils de partir, et à propos de combattants de l'opposition qui se mêlèrent à la population, augmentant ainsi le risque pour les civils d'être tués ou blessés".

Le Front Fateh al-Cham est l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda. Ahrar al-Cham est un autre influent groupe rebelle islamiste qui lutte contre le régime du président Bachar al-Assad.

Vendredi dernier, le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, Rupert Colville, avait déjà dénoncé le Front Fateh al-Cham et les Kataëb Abou Amara, qui, selon plusieurs sources, auraient exécuté des civils parce qu'ils tentaient de fuir les derniers quartiers d'Alep-Est encore aux mains de l'opposition. AFP 14.12

[Xénophobie d'Etat... contrariée](#)

Grille de lecture.

A ce jour, ils n'ont rien trouvé de mieux qu'un parti estampillé de gauche et censé représenter les classes moyennes pour mener une politique de droite, voire d'extrême droite.

L'Etat doit protéger ses arrières. Une affaire intérieure.

Obama et le parti démocrate refusent d'endosser la responsabilité de la défaite d'H.Clinton lors de l'élection présidentielle, tout comme ils refusent d'assumer la responsabilité de la défaite des Etats-Unis à Alep en Syrie, et dans les deux cas ils ont trouvé un bouc émissaire : La Russie ou Poutine.

Bouc émissaire pratique mais ridicule, puisque la majorité des Américains ont davantage confiance en Poutine qu'en Obama, ce n'est donc pas la cible de cette attaque, mais plutôt le parti républicain ou Trump, au moment où se dessinent les contours du prochain gouvernement américain qui sera plus à l'extrême droite que jamais, histoire de ramener au bercail les brebis égarés qui avaient fait défaut à Clinton lors de l'élection présidentielle sur fond de discours toujours plus démagogiques à même espèrent-ils de ranimer des illusions dans le parti démocrate lié également à l'oligarchie financière.

Embourbés dans la guerre en Syrie et en Irak, dans une crise économique dont il leur est impossible de sortir, dans l'impossibilité d'accélérer la mise en oeuvre de leur stratégie à l'échelle mondiale au regard des résistances ou des oppositions qu'elle suscite chez tous les peuples, il leur faut gouverner à vue en recourant à un populisme grossier par médias interposés pour tenter de sauver les apparences et empêcher que la situation sociale et politique tourne au cauchemar ou ne dégénère, car elle pourrait entraîner la perte soudaine de confiance d'un grand nombre d'investisseurs dans leur capacité à maîtriser la situation, ce qui déclencherait un effondrement en cascade de l'économie qui serait suivi d'un mouvement de panique aux conséquences incalculables et incontrôlables qui auraient des répercussions sur l'économie mondiale et plus particulièrement sur les Etats les plus fragiles ou qui ne demandent qu'à s'effondrer également.

Dès lors, on comprend mieux leur propagande hystérique, qui témoigne de leur impuissance à résoudre les contradictions économiques et politiques auxquelles ils ont de plus en plus de mal à faire face ou à contenir, car il n'existe pas d'issue à la crise du capitalisme qui leur serait favorable, et à ce stade ils ne sont toujours pas en mesure d'imposer leur modèle de société néolibérale qu'ils appellent le nouvel ordre mondial, ce qui offre une formidable opportunité pour le mouvement ouvrier et le prolétariat international pour s'organiser et les combattre afin de renverser l'ordre établi, pour le socialisme, pour peu qu'on sache l'exploiter, rien n'est moins sûr hélas si on en juge par la manière dont les partis dits ouvriers ont rendu compte de la guerre en Syrie ou de la bataille d'Alep sur laquelle ils sont restés muets ou ils ont repris à leur compte les arguments de la propagande officielle.

On peut ajouter que la libération d'Alep va donner lieu à d'importantes révélations (cela a déjà commencé) sur les soi-disant rebelles que les Américains et leurs alliés ont soutenus et armés, qui porteront un sérieux coup à leur propagande et à leur crédibilité déjà bien entamée auprès des peuples, ce qui contribuera à déstabiliser un peu plus certains régimes, dont celui de la France.

J'ai réalisé cette analyse en m'appuyant notamment sur les éléments suivants tirés de l'actualité politique, ainsi que ceux figurant dans le dossier sur la Syrie.

La Tribune - L'affaire du présumé piratage russe a été relancée la semaine dernière par un rapport de la CIA. Alors que le Congrès a décidé d'ouvrir une enquête, un média américain avance que Vladimir Poutine serait personnellement impliqué.

Cette demande fait suite à un rapport de la CIA, dévoilé vendredi dernier par le Washington Post. Il assure que des "agences de renseignement ont identifié des personnes ayant des liens avec le gouvernement russe".

Fin juillet, des milliers d'emails du parti démocrate ont été diffusés. Ils dévoilaient la cuisine interne du parti, préférant la candidature d'Hillary Clinton à celle de Bernie Sanders. La responsable du parti, Debbie Wasserman Schultz, avait alors quitté ses fonctions. La polémique est réapparue la semaine dernière. latribune.fr 16.12

Récapitulons par ordre chronologique.

- une fuite, disons opportune,
- un rapport de la CIA à partir du contenu de cette "fuite",
- un article et une conclusion du Washington Post relayant ce rapport,
- des personnes ayant des liens avec le gouvernement russe, cela ne manque pas,
- le tout repris (légitimé pour ainsi dire) dans les différents discours d'Obama.

- Obama: le monde est "uni dans l'horreur devant l'assaut sauvage" sur Alep - AFP

- Obama tire à boulets rouges sur Poutine et la Russie - LeFigaro.fr

- Obama promet un "message clair" à Moscou - AFP

- États-Unis : "l'arme parfaite" de la Russie contre le camp démocrate - LePoint.fr

- Vladimir Poutine est toujours l'homme le plus puissant du monde devant Donald Trump, selon le magazine "Forbes" - franceinfo

- 81% des Allemands font confiance à Poutine - arretsurinfo.ch

Les résultats d'un récent sondage allemand sont plutôt étonnants pour un pays où de nombreux médias diabolisent le président russe et la Russie.

81 % des Allemands ont déclaré faire confiance au président russe Vladimir Poutine à la télévision du pays lors d'un sondage organisé début décembres.

Le sondage par téléphone portant sur l'attitude des Allemands à l'égard de Vladimir Poutine s'est tenu le 1er décembre, pendant la diffusion du Message annuel du président russe au parlement par certaines chaînes de télévision. Les sondés étaient invités à répondre à la question « Peut-on faire confiance à Vladimir Poutine ? ». arretsurinfo.ch

Une vidéo

- Poutine aux services secrets occidentaux : « Je lis toutes vos instructions »
<https://www.youtube.com/watch?v=zKikbAr3Eo8>

Les premières révélations.

- Dans le QG déserté par les rebelles, une caverne d'Ali Baba euronews.com

Quand les rebelles de Jaysh al-Islam, "L'armée de l'Islam", ont déserté mardi leur QG, dans le quartier de Al kalasa, les voisins se sont précipités dans cette ancienne école.

C'est une véritable caverne d'Ali Baba pour ceux qui souffrent de la faim depuis des semaines. "Ils nous empêchaient de tout prendre, dit Hanan. Il n'y avait pas de lait, rien pour cuisiner, pas de viande, pas de citron, ils ne nous donnaient rien." "Ils gardaient tout ça pour eux ici, ajoute Amer. Ils ne nous permettaient même pas de manger un morceau de pain. On mourait de faim et on se couchait affamés."

Au milieu des sacs de nourritures, des colis d'aide humanitaire, qui ne sont jamais parvenus aux civils. Si les combats perdurent à Alep-Est, cette découverte dans le QG abandonné est un cadeau inespéré. euronews.com 14.12

Les premières aveux.

- L'aveu de John Kerry - Kharroubi Habib - legrandsoir.info

Les dix pays dont les représentants ont participé à la réunion de Paris sur la situation à Alep ont en commun que depuis le début du siège que subissent les quartiers de cette ville tenus par la rébellion hétéroclite qui s'y terre, ils soutiennent que la population qui y est prise au piège est totalement acquise à cette dernière et que si elle n'a pas emprunté les couloirs humanitaires ayant été mis en place pour lui permettre de quitter les quartiers assiégés, c'est à la fois par solidarité avec les combattants anti régime et par peur de la répression qui s'abattra sur elle dans les zones sous contrôle des forces du régime.

Faisant de cette désinformation le leitmotiv de leur propagande anti régime, ils martèlent l'accusation que ce régime poursuit une opération génocidaire contre une population ayant pris fait et cause pour ses adversaires. C'est ce qu'ils ont encore rabâché au cours de leur réunion à Paris. Sauf qu'au sortir de cette réunion à laquelle il a participé, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a fait à la presse une confondante révélation : à savoir que la rébellion qui occupe les quartiers assiégés d'Alep et qu'il a toujours qualifié de « modérée » a empêché la population sous son contrôle de fuir les zones bombardées et a dans certains cas empêché l'assistance humanitaire d'être délivrée.

C'est de sa part un aveu qui démolit tout ce que la propagande anti régime a déversé à l'encontre du régime et de ses forces tout

au long de la bataille d'Alep.

Le sidérant est que l'aveu vient de John Kerry qui a systématiquement fait porter au régime la responsabilité de l'échec des multiples accords de trêve et cessez-le-feu qu'il a négociés avec son homologue russe Serguei Lavrov alors qu'il savait que c'est celle de cette rébellion « modérée » à laquelle les participants à la réunion de Paris tentent néanmoins encore de sauver la mise. Son aveu s'est cependant limité à admettre pour avéré qu'à Alep les protégés de son pays et de l'Occident en général ne sont pas les « purs défenseurs » du peuple syrien contre un régime criminel et génocidaire. Il ne s'est pas fait obligation de reconnaître que son pays et ses alliés européens ont trompé le monde sur la nature de la rébellion à laquelle ils ont octroyé aide et assistance qui lui ont permis de détruire la Syrie et de prendre en otage une partie de son peuple. Encore moins de condamner cette rébellion et d'arrêter d'en cautionner la folie meurtrière. Son aveu vaut preuve que les pays qui la soutiennent sont complices de crimes de guerre et contre l'humanité. Il y a que les dix pays qui ont pris part à la réunion de Paris persistent, malgré l'aveu de John Kerry, dans leur complicité avec cette rébellion dont la conduite est à l'identique de celle de l'organisation terroriste auto proclamée Etat islamique. Qui peut par conséquent croire encore en leurs hypocrites déclamations sur l'horreur qui se déroule à Alep et à la sincérité de leurs gesticulations censées vouées à tenter de faire taire les armes à Alep et en Syrie ? legrandsoir.info 15.12

Le vassal emboîte le pas de son suzerain

- Syrie: Ayrault veut "négocier" avec Assad, mais dénonce le "cynisme" de Fillon - leexpress.fr

Quelques jours après la victoire décisive du régime syrien à Alep, le ministre des Affaires étrangères se dit favorable à une discussion avec les représentants de Bachar el-Assad. Une position semblable à celle de François Fillon.

Sans l'admettre, Jean-Marc Ayrault vient de faire prendre un tournant symbolique à la diplomatie française. Trois jours après la reprise d'Alep par les forces de Bachar el-Assad, le ministre des Affaires étrangères a annoncé ce vendredi sur RTL qu'il était urgent de "relancer le processus de paix à Genève". Pour cela, le proche de François Hollande souhaite convier des représentants de l'opposition syrienne, mais aussi ceux du régime. Ce qui ne l'a pas empêcher de lui reprocher son cynisme et sa stratégie de "guerre totale".

Par ailleurs, la position exprimée par Jean-Marc Ayrault ressemble à s'y méprendre à celle de François Fillon, qui défend de longue date une réinsertion de Bachar el-Assad et de son principal soutien, la Russie de Vladimir Poutine, dans le jeu diplomatique mondial. leexpress.fr 16.12

La Russie accuse l'ONU d'imposture et de complicité avec les barbares qui affament la population qu'ils ont pris en otage à Alep.

- La Russie exhorte l'Onu à livrer de l'aide humanitaire aux Syriens - Arrêt sur Info

Qui affame qui?

Encore une information qui ne fait pas les titres de la presse occidentale, entièrement occupée à relayer la propagande émanant d'ONG proches des rebelles accusant l'Etat syrien et ses alliés d'affamer les civils !

Moscou appelle l'Onu à participer à la livraison d'aide humanitaire aux Syriens. La partie russe exige également que l'organisation cesse de discréditer les efforts russes et syriens dans la lutte antiterroriste.

La Russie a appelé les institutions de l'Onu à s'engager dans la livraison d'aide humanitaire aux Syriens, y compris les résidents d'Alep.

En outre, la situation où certains hauts fonctionnaires du secrétariat de l'Onu deviennent une partie de la propagande lancée par des pays occidentaux ayant pour but de discréditer les efforts des autorités syriennes ainsi que des forces aérospatiales russes est inacceptable, lit-on dans un communiqué publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères.

« Nous appelons les structures pertinentes du segment humanitaire de l'Onu à s'engager activement et immédiatement dans la livraison d'aide humanitaire dont ont tellement besoin les Syriens, en particulier les habitants d'Alep, libérés des groupes terroristes et extrémistes », demande le ministère russe des Affaires étrangères. Le ministère a notamment souligné que les pays occidentaux n'aidaient pas la Syrie en termes d'aide humanitaire d'urgence en décrivant cependant inlassablement les souffrances de la population civile. « Il est temps de passer des paroles aux actes, pour ceux qui veulent vraiment l'amélioration de la situation humanitaire des Syriens ».

« Je voudrais rappeler encore une fois aux personnel de l'Onu la nécessité de respecter les principes bien connus de livraison d'aide humanitaire, y compris le respect de la souveraineté, de neutralité et d'impartialité. Nous considérons inacceptable quand certains hauts fonctionnaires du secrétariat de l'Onu font partie de la campagne de propagande lancée par certains

pays occidentaux et visant à discréditer les efforts anti-terroristes des autorités syriennes et des forces aérospatiales russes ainsi qu'à dénigrer nos efforts dans le domaine humanitaire en faisant circuler des informations non vérifiées et de vrais bobards de temps en temps », a ajouté le ministère.

« En même temps, la réalisation des opérations (demandée, ndlr) par le personnel de l'Onu sur l'humanitaire est accompagnée de conditions absolument incroyables et manifestement irréalisables dont le but est évident — pour la énième fois mettre en péril les autorités syriennes. Nous espérons que les membres du personnel administratif des Nations unies abandonneront les jeux politiques autour du sujet humanitaire syrien et se mettront à effectuer leurs fonctions directes », ont conclu les diplomates russes. sputniknews.com 15.12

Etats-Unis. Trumpitudes et tempête annoncée.

- La Fed relève ses taux avant l'arrivée de Trump à la Maison Blanche - AFP

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a décidé mercredi de relever de nouveau ses taux d'intérêt face à l'amélioration de la conjoncture aux Etats-Unis, à un mois de l'entrée en fonction du président élu Donald Trump.

"C'est un vote de confiance dans l'économie", a commenté la présidente de la Fed Janet Yellen, lors d'une conférence de presse.

A l'issue d'une réunion de deux jours à Washington, le comité monétaire de la Fed (FOMC) a annoncé une hausse d'un quart de point de son taux directeur, qui évoluera désormais dans une fourchette comprise entre 0,50 et 0,75%, au risque d'entraîner une hausse du coût du crédit aux Etats-Unis.

Le FOMC, qui se réunissait pour la première fois depuis l'élection de M. Trump, semble désormais convaincu de détenir les "preuves supplémentaires" de l'amélioration de la conjoncture américaine qu'elle attendait pour passer de nouveau à l'action.

"Une hausse modeste (des taux, ndlr) est appropriée au vu des progrès solides que nous avons vus concernant nos objectifs de plein emploi et d'inflation à 2%", a résumé Mme Yellen.

Le taux de chômage a continué sa décrue aux Etats-Unis pour tomber en octobre à son plus bas niveau en neuf ans (4,6%), se rapprochant du plein emploi au coeur de la mission de Fed. "Les gains d'emplois ont été solides au cours des récents mois", note le FOMC dans son communiqué.

L'inflation annuelle continue par ailleurs de remonter très progressivement vers le seuil de 2%, l'autre objectif de la Fed qui table désormais sur une inflation annuelle de 1,9% pour l'année prochaine.

Signe supplémentaire de ce regain d'optimisme, la Fed a également revu à la hausse mercredi ses prévisions de croissance économique aux Etats-Unis, notamment en 2017 où le produit intérieur brut devrait progresser de 2,1%.

Certaines faiblesses subsistent toutefois notamment l'investissement des entreprises qui reste "faible", déplore le FOMC dans son communiqué. AFP 14.12

- Etats-Unis: Trump tend la main à la Silicon Valley - AFP

Le président élu américain Donald Trump a tendu la main mercredi aux patrons de la Silicon Valley dont beaucoup ont soutenu son ex-adversaire Hillary Clinton et s'opposent aux mesures protectionnistes qu'il entend appliquer.

"Je suis là pour vous aider à réussir", a déclaré d'emblée M. Trump lors d'une rencontre au sommet dans sa tour "Trump" sur la célèbre 5e avenue à New York.

M. Trump, qui avait initié ce rendez-vous, a poursuivi son numéro de charme devant une dizaine de grands noms de la Silicon Valley dont les entreprises ont une capitalisation boursière cumulée de plus de 2.500 milliards de dollars et sont à l'origine de nombreuses innovations, dont le très populaire iPhone.

"Dans le monde, il n'y a personne comme les gens se trouvant dans cette salle. Et nous ferons tout ce que nous pouvons pour faire en sorte que ça continue et nous serons vraiment là pour vous. Vous pouvez appeler mes équipes ou m'appeler directement", a-t-il ajouté, visiblement décidé à enterrer la hache de guerre.

Le reste des discussions, qui ont duré un peu moins de deux heures, s'est tenu à huis clos.

Un autre pas pour rétablir la confiance entre les deux parties a été effectué un peu plus tôt mercredi lorsque M. Trump a annoncé que Travis Kalanick, le patron d'Uber, et Elon Musk allaient intégrer son Forum stratégique composé déjà de 16 patrons qu'il consultera pour élaborer et évaluer sa politique économique. AFP 14.12

- Trump choisit un partisan de la colonisation pour représenter les Etats-Unis en Israël - LeFigaro.fr

David Friedman a publiquement pris ses distances avec la solution des deux Etats et ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'Israël annexe une partie de la Cisjordanie. Si l'on en juge par ces déclarations récentes, le choix du prochain ambassadeur américain auprès de l'Etat hébreu annonce une rupture franche avec la ligne qui fut celle de Barack Obama. «Les relations intenses qu'il a nouées avec Israël constitueront la base de sa mission diplomatique», a commenté Donald Trump dans un communiqué publié jeudi pour annoncer cette nomination. «Je suis impatient de prendre mes fonctions à l'ambassade américaine dans la capitale éternelle d'Israël, Jérusalem», a pour sa part indiqué cet avocat spécialisé dans la gestion des faillites qui, selon le quotidien libéral Haaretz, «ferait presque passer Nétanyahou pour un gauchiste».

Ses premiers mots d'ambassadeur désigné, validés par l'équipe de transition, semblent indiquer que Donald Trump entend traduire dans les faits sa promesse de faire déménager l'ambassade actuellement située à Tel Aviv pour l'installer à Jérusalem.

Une loi en ce sens a été votée par le Congrès américain en 1995, mais les présidents Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama ont constamment refusé de l'appliquer au nom de la «sécurité nationale». Les Etats-Unis, tout comme la France et les autres pays de l'UE, persistent à considérer Jérusalem comme un corpus separatum qui a vocation à être placé sous supervision internationale aussi longtemps qu'Israéliens et Palestiniens n'auront pas signé un accord de paix. L'actuel locataire de la Maison-Blanche a signé, début décembre un décret qui gèle jusqu'au 1er juin 2017 le transfert de l'ambassade. Toute la question est maintenant de savoir ce que décidera Donald Trump à l'issue de cette période.

Au lendemain de l'élection américaine, de nombreux commentateurs ont estimé que le futur président pourrait bien oublier sa promesse de campagne comme d'autres candidats l'ont fait avant lui. Ils ont souligné que l'installation de l'ambassade américaine à Jérusalem risquerait de provoquer un regain de tension dans les territoires palestiniens, ainsi que de compromettre les efforts engagés par Benyamin Nétanyahou en vue de se rapprocher des grands pays arabes sunnites.

Mais l'entourage du président-élu a, depuis, assuré qu'il souhaite avancer «assez vite» sur ce dossier. «J'ai bon espoir que ce déménagement intervienne plutôt rapidement», indique pour sa part le maire de Jérusalem, Nir Barkat, qui dit s'être récemment entretenu avec des membres de l'équipe de transition.

La nomination de David Friedman envoie, à cet égard, un message assez explicite. Ce partisan de la colonisation, qui succèdera dans les prochaines semaines à l'ambassadeur Dan Shapiro, ne cache pas son peu d'enthousiasme pour la solution des deux Etats. Lors d'un entretien accordé en juin dernier à Haaretz, il résumait ainsi la «doctrine» du candidat républicain: «Les Israéliens doivent décider s'ils veulent renoncer à des territoires pour créer un Etat palestinien. S'ils ne le souhaitent pas, alors [Donald Trump] ne pense pas qu'ils doivent y être contraints. Il ne croit pas que la création d'un Etat de Palestine indépendant soit un impératif américain.»

«David Friedman parle couramment l'hébreu et qu'il a passé sa vie à étudier l'histoire d'Israël»

Interrogé sur les intentions de certains dirigeants nationalistes israéliens, qui prônent l'annexion unilatérale de certaines zones de la Cisjordanie, Friedman s'est également montré assez ouvert. «Je ne pense pas que ça lui poserait problème», a-t-il indiqué, tout en admettant qu'une telle décision ne manquerait pas de soulever de lourdes objections juridiques. «Nous soutenons que les Israéliens ont tout autant de droits que les Palestiniens sur la Judée-Samarie [le nom biblique de la Cisjordanie]», a-t-il par ailleurs récemment indiqué à une radio conservatrice américaine.

La courte notice biographique publiée par l'équipe de transition du président élu précise que «David Friedman a célébré sa bar mitzvah au mur des Lamentations il y a 45 ans, qu'il parle couramment l'hébreu et qu'il a passé sa vie à étudier l'histoire d'Israël». Elle le décrit en outre comme «un généreux philanthrope envers les causes juives» - notamment l'association de secouristes United Hatzalah of Israel et l'ONG Aleh Negev, qui s'occupe d'enfants handicapés. Mais elle omet de rappeler que le futur ambassadeur préside l'Association des amis de Beit El, qui soutient et finance à coups de millions de dollars l'entreprise de colonisation en Cisjordanie.

«Friedman éprouve un amour profond pour la terre et le peuple d'Israël - y compris ceux qui résident en Judée-Samarie. Sa sagesse et sa connaissance des enjeux va fortifier les ponts entre nos deux grandes nations», s'est réjoui, ce vendredi, Oded Revivi, l'un des responsables du conseil qui représente les colons. Quoique généralement présenté comme l'une des principales figures de l'opposition au gouvernement nationaliste de Benyamin Nétanyahou, le centriste Yaïr Lapid s'est pour sa part dit «impatient de travailler avec David Friedman, un grand ami d'Israël, dès qu'il sera installé dans ses locaux légitimes au cœur de notre capitale, Jérusalem». LeFigaro.fr 16.12

Le brave Trump a reçu le soutien des médias dits alternatifs pendant la campagne électorale, malgré les nominations qu'il

a annoncées aux postes de clé de la future administration américaine, certains continuent malgré tout de le soutenir ouvertement (Le Réseau Voltaire notamment). Ils méritaient donc bien toutes les critiques que nous en avons faites et les avertissements que nous avons adressés à nos lecteurs. Sur le fond, absolument aucun média dit alternatif n'est digne de votre confiance, ils sont tous corrompus par le capitalisme.

Insouciance et hypocrisie ou la réaction habituelle de tous ceux qui peuvent encore vivre comme avant : Je ne suis pas concerné, je m'en tape.

- Au moins 497 personnes sans domicile sont mortes en 2015 - LeMonde.fr

Ils sont morts à 49 ans en moyenne, soit plus de trente ans plus tôt que l'âge moyen de décès dans la population globale, et il ne s'agit que de la « partie visible de l'iceberg ». En 2015, 497 sans-domicile-fixe sont morts en France dans la rue, dans un abri de fortune ou à l'hôpital, a dénombré le collectif Les Morts de la rue, qui publie mercredi 14 décembre son décompte annuel.

A ce nombre s'ajoutent les décès de 88 personnes « anciennement à la rue », précise le collectif, qui s'attache à compter les personnes mortes sans abri, grâce aux témoignages de riverains ou d'associations. « Le nombre réel de décès de personnes SDF est estimé à plus de 2 800 », affirme cependant le collectif. En 2012, l'Insee évaluait à 141 500 le nombre de sans-abri en France.

Six mineurs de moins de 15 ans

Plus de neuf personnes sur dix mortes dans la rue en 2015 (92 %) étaient des hommes. Quarante-trois étaient des femmes et six étaient des mineurs de moins de 15 ans (dont les parents sont tous étrangers).

Si les causes de décès sont connues dans seulement 55 % des cas répertoriés par le collectif, 28 % sont morts de causes violentes (chutes, accidents, agressions, suicides) et 27 % de maladie.

Ces personnes sans abri ont rendu leur dernier souffle sur la voie publique ou dans des abris de fortune (44 %), dans un lieu de soins (37 %) ou dans une structure d'hébergement (13 %).

L'association Les Morts de la rue s'attache à démontrer que plus que le froid, c'est la précarité qui tue :

« Attribuer ces décès à des causes climatiques pourrait laisser penser qu'il s'agit d'une fatalité à laquelle nul ne peut rien. L'hiver comme l'été sont immuables, alors que la situation précaire face au logement ne l'est pas : nous pouvons agir contre la précarité. Pas contre les saisons. »

Si les SDF meurent davantage en hiver qu'en été, comme la population générale, cinq personnes sont mortes d'hypothermie, soit moins de 1 %, en 2015.

Les Morts de la rue a annoncé avoir déjà recensé 388 morts de sans-domicile-fixe en 2016 et précise : « La liste n'est pas exhaustive. » lemonde.fr 14.12

Cela a toujours existé, chéri, tu veux encore un peu de fromage ou on passe directement au dessert ?

Désinformation et fabrication du contentement. Comment cela fonctionne. Mode d'emploi.

- La population musulmane largement surestimée en France - lefigaro.fr

Selon une étude de l'institut Ipsos Mori publiée ce mercredi, les Français interrogés estiment que 31% de la population de l'Hexagone est musulmane, contre 7,5% en réalité, et que ce chiffre grimpera à 40% en 2020.

Ce que l'on perçoit n'est pas toujours conforme à la réalité et peut même en être très éloigné. C'est ce que constate une étude de l'institut de sondage britannique Ipsos Mori intitulée «Les périls de la perception 2016». L'expérience a été menée dans 40 pays du monde, dont la France, sur des sujets d'actualité et sensibles.

Premier constat marquant de cette étude, la surévaluation globale de la population musulmane dans les 40 pays étudiés. Hormis l'Indonésie et la Turquie, tous les pays surestiment leur nombre sur leur territoire. Et en tête de classement arrive la France. Les sondés estiment que sur 100 personnes, 31 sont musulmanes. Un score très éloigné de la réalité puisque les musulmans représentaient 7,5% de la population française en 2010 (chiffres du Pew Research). D'autres pays d'Europe font la même erreur: l'Italie (20% de musulmans estimés contre 3,7% en réalité), l'Allemagne (21% estimés contre 5% en réalité) ou encore la Belgique (23% estimés contre 7% en réalité).

À la question: «Quand on leur demande dans un sondage, quel pourcentage des gens disent qu'ils pensent personnellement que l'homosexualité est moralement inacceptable?», les sondés sont globalement dans le faux. Les Néerlandais arrivent en première position, estimant que 36% de leurs compatriotes trouvent l'homosexualité moralement inacceptable, contre 5% en réalité, selon le Pew Research Center. La France arrive 10e/40 de ce classement, puisque les personnes interrogées pensent que 35% des gens trouvent l'homosexualité moralement inacceptable, contre 14% en réalité. A contrario, dans des pays comme l'Indonésie (79%), l'Afrique du sud (51%) ou encore l'Inde (56%), les sondés surestiment l'acceptabilité de l'homosexualité.

À la question: «Quand on leur demande dans un sondage, quel pourcentage des gens disent qu'ils pensent personnellement que l'avortement moralement inacceptable?», les sondés sont, comme pour l'homosexualité, largement éloignés de la réalité. lefigaro.fr 14.12

Le Figaro avoue juste qu'il passe son temps comme les autres médias à manipuler les esprits à partir de données qu'ils savaient pertinemment être fausses, mais ils vont faire comme s'ils le découvraient... Pas sûr qu'ils pourront continuer ainsi à bernier le plus grand nombre, si les véritables données ou les faits réels parviennent à leurs destinataires beaucoup plus rapidement que par le passé.

La question qui concerne le temps qui s'écoule entre leurs grossiers mensonges et leur découverte est donc de la première importance, puisque de là découle l'ampleur ou la profondeur des ravages que leurs mensonges auront causés.

Si des militants ou de simples lecteurs m'envoient des infos ou des articles dont ils disposent en la matière, ils participeraient ainsi au combat pour réduire le délai pendant lequel l'oeuvre des faussaires peut agir sur tous ceux qui se connectent à ce portail. Ils peuvent évidemment les envoyer à Je ne suis pas du genre à conserver des infos

ACTUALITE EN TITRES

[2017. Abstention massive en perspective ?](#)

- Les jeunes ne se reconnaissent plus dans les partis traditionnels - Franceinfo

Pour la prochaine élection présidentielle, une personne sondée sur trois n'exclut pas de ne pas aller voter. 12% d'entre elles sont quasiment sûres de ne pas s'y rendre. Franceinfo 15.12

[La blanchisseuse du parquet](#)

- Arbitrage Tapie: le parquet demande la relaxe de Christine Lagarde - AFP

- Attentat de Karachi : le parquet de Paris refuse aux victimes l'ouverture d'une enquête pour violation du secret défense - Franceinfo

Le parquet de Paris a refusé aux victimes de l'attentat de Karachi au Pakistan, qui a tué 11 Français de la Direction des constructions navales en 2002, l'ouverture d'une enquête pour violation du secret défense, a appris, vendredi, franceinfo.

[Populisme sans limite.](#)

- Coignard - Valls et le 49.3 : la grande foire de la démagogie est ouverte - LePoint.fr

- Montebourg propose une "relance keynésienne de nature écologique" - AFP

[Crise politique devenue également permanente.](#)

- La Cour constitutionnelle contre un référendum en Catalogne - Reuters

- Le gouvernement italien déjà en sursis malgré la confiance du Parlement - AFP

[Auto-piratage.](#)

- Yahoo: Un milliard d'utilisateurs victimes de piratage en 2013 - AFP

Le groupe internet Yahoo a admis mercredi avoir été victime d'une cyberattaque en 2013 ayant frappé plus d'un milliard de ses utilisateurs et qui vient s'ajouter à un précédent piratage de 500 millions de ses comptes. AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Royaume-Uni: grèves en série à l'approche des fêtes - AFP

Les trains, les avions, la poste... les grèves se multiplient au Royaume-Uni à l'approche des fêtes de fin d'année contre les conditions de travail ou les salaires dans un pays où l'austérité a frappé durement malgré une économie florissante.

Cette semaine, ce sont les 300.000 usagers des trains de la compagnie Southern Railways reliant le sud de l'Angleterre à Londres qui ont dû trouver des solutions alternatives, les 2.242 liaisons quotidiennes ayant été intégralement annulées mardi, mercredi et vendredi.

Ce conflit au long cours pourrait s'étendre à l'ensemble du réseau ferré du pays, les syndicats ayant menacé de durcir leur mouvement.

Il a aussi un impact sur le métro londonien, qui doit absorber un flot de voyageurs supplémentaires alors qu'avec plus de quatre millions de voyageurs quotidiens il est déjà saturé en temps normal.

Le plus vieux métro du monde, et l'un des plus chers, est confronté depuis plus de trois semaines à des suppressions de trains sur la Piccadilly Line, provoquant des perturbations qui s'étendent à tout le réseau.

Plusieurs trains de la ligne, qui traverse la capitale d'est en ouest et dessert l'aéroport d'Heathrow, premier aéroport européen en termes de passagers, ont dû être retirés de la circulation en raison de dommages provoqués aux roues par l'accumulation de feuilles mortes sur les voies.

Les difficultés de circulation pourraient s'étendre la semaine prochaine aux transports aériens. Près de 2.000 membres du personnel navigant de la compagnie aérienne British Airways (soit 15% du total) ont en effet voté la grève, à l'appel du syndicat Unite, dans un conflit sur les salaires des nouveaux embauchés depuis 2010.

"Un nombre significatif d'employés sont contraints de prendre un second emploi et beaucoup vont travailler alors qu'ils ne sont pas en état de le faire parce qu'ils ne peuvent pas s'offrir le luxe d'être malades", a dénoncé Matt Smith, un responsable de Unite.

Le syndicat n'a pas encore arrêté la date de cette grève qui pourrait démarrer mercredi 21 décembre et provoquer de fortes perturbations pour les voyageurs alors que les vacances scolaires de Noël britanniques commencent le même jour.

Vendredi, ce sont une majorité de pilotes de Virgin Atlantic qui ont voté en faveur d'un mouvement social à partir du 23 décembre pour faire reconnaître leur syndicat, le PPU, sans faire grève mais en n'assurant qu'un "service minimum". La compagnie aérienne a toutefois affirmé qu'aucun vol ne devrait être affecté.

Par ailleurs, certains cadeaux pourraient manquer sous le sapin, les salariés des bureaux de poste (The Post Office, public) ayant également annoncé cinq jours de grève la semaine prochaine pour dénoncer "les attaques continuelles contre la sécurité de l'emploi et les retraites".

Face à la multiplication de ces conflits sociaux, qui ont également touché les hôpitaux avec plusieurs grèves des internes cette année, le gouvernement a durci en mai la législation sur le droit de grève, a rappelé mardi la porte-parole de la Première ministre conservatrice Theresa May.

"Nous allons continuer à examiner la façon dont ces mesures sont appliquées", a-t-elle ajouté. AFP 15.12

Le 18 décembre 2016

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité*. en ajoutant deux articles sur la Syrie.

Vive Alep libéré !

Alépins : «Quand les caméras s'éteignent, les Casques blancs laissent les gens sous les décombres» (RT)

https://www.youtube.com/watch?v=mU_valZ4tts

Bachar el-Assad à RT : la trêve proposée par les Occidentaux a pour but de sauver les terroristes.

<https://youtu.be/uRbgipkibU>

Le saviez-vous ?

Notre portail figure en 533e position sur une liste de "sites conspirationnistes" établie par un portail de l'extrême droite néolibérale, c'est trop d'honneur ! Gageons que n'y figure aucun portail de vénérés partis révolutionnaires.

Sites conspirationnistes (liste ultime), version 1.0 (janvier 2016)

<https://archive.is/vvpf9#selection-9.0-9.67> ou <http://complosphere.dynu.com/>

533 - Français - Lutte de Classe (.org) - Site Web - luttedeclasse.org - Jean-Claude Tardieu

La pensée unique, cela existe aussi dans le mouvement ouvrier, au-delà de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme, elle fait l'objet d'un consensus entre tous les partis... Comment, vous l'ignoriez ? Si c'est le cas, c'est que vous en êtes la victime sans le savoir. Mais on ne s'inquiète pas trop pour vous, vous trouverez le moyen de le nier parce que vous êtes très fort ou vous avez une idée de vous-même qui transpire la suffisance, vous pourrez ainsi continuer de colporter des illusions et des mensonges criminels tout en conservant votre bonne conscience. Les intéressés qui doivent être nombreux, se reconnaîtront facilement eux-mêmes, ils auront haussé les épaules d'un signe réprobateur en lisant ces lignes.

La jeunesse révolutionnaire : A bas les institutions de la Ve République, à bas le capitalisme !

Enfin une découverte, presque une bonne nouvelle après avoir pris des décennies de retard... Saurons-nous capables de le rattraper ?

La vérité est révolutionnaire dit-on, bien, mais qui dit vérité dit honnêteté intellectuelle et sincérité absolues, nos dirigeants en sont-ils capables ? Ce n'est pas ce qu'ils ont démontré dans le passé, hélas! Ont-ils retenu la leçon ? On ose l'espérer, en fait on n'a pas le choix sans jamais relâcher notre vigilance.

Ce qu'on a à leur dire : C'est qu'on doit admettre nos faiblesses ou lacunes, et ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas, et qu'aucun prétexte ne peut justifier de renier ou brader nos principes pour parvenir à nos fins, en aucune circonstance, rien ni personne ne peut légitimer de recourir à des méthodes déloyales pour imposer ses idées.

On dit aussi que la pratique doit être en adéquation avec la théorie, cela signifie qu'on doit avoir un comportement irréprochable dans la vie en général, en toute circonstance, et rapporté à son propre parti que chaque militant doit impérativement être respecté.

Maintenant nous devons avoir à l'esprit que chacun peut interpréter de manière différente ce qu'on entend par principe ou valeur ou plus généralement tout ce qui parvient à notre cerveau par le biais des sens, aussi devons-nous nous prémunir contre toute conclusion hâtive ou jugement catégorique qui pourrait s'avérer erroné ou injustifié et discréditer ou porter préjudice à nos idées ou à notre idéal. Pour se faire, nous devons avoir la modestie de reconnaître que nos idées ne nous appartiennent pas, et que la pire erreur à commettre consisterait à s'y identifier, de sorte que toute confrontation des idées serait vécue inconsciemment comme une agression ou un drame personnel et tournerait en un affrontement stéril aboutissant à une impasse.

Si les militants estiment que les dirigeants de leur parti ne sont pas tenus de respecter ces principes élémentaires, qu'ils sachent qu'ils n'arriveront jamais à rien parce qu'ils n'obtiendront jamais la confiance des travailleurs, jamais.

- Une étude publiée, par le Cevipof (CNRS/Sciences Po), à partir du volet français de l'enquête « Generation What ? » sur les jeunes européens (18 à 34 ans) témoigne du pessimisme des jeunes sur leur avenir et de leur défiance vis-à-vis de la politique, des institutions et des médias. Elle relève en même temps une colère profonde : 62 % déclarent pouvoir « participer demain ou dans les prochains mois à un grand mouvement de révolte ». 99 % des jeunes pensent que les hommes politiques sont corrompus,

et 63 % « tous corrompus »; 87 % n'ont pas confiance dans les responsables politiques et les médias. L'idée que « c'est la finance qui dirige le monde » reçoit l'assentiment de 93 %. latribunedestravailleurs.fr 14.12

Comme quoi il ne faut pas désespérer.

Faisons en sorte que le discernement dont fait preuve une grande partie de la jeunesse se transforme en un puissant levier révolutionnaire pour renverser l'ordre établi qu'elle honnit.

Après qu'on ne vienne pas nous dire que les conditions ne seraient pas favorables pour construire le parti, avouons plutôt qu'on n'a jamais su (voulu) nous y prendre, parce qu'on s'était accroché à des analyses erronées en recourant à des méthodes douteuses ou condamnables.

Les jeunes ont raison, on ne peut pas avoir confiance dans des partis qui passent leur temps à dire : faites ce qu'on vous dit et qui exactement le contraire, autrement dit, faites ce qu'on vous dit mais pas ce qu'on fait, parce que leurs véritables intentions sont inavouables et leurs actes répréhensibles, dès lors ils ne méritent aucun respect et ne peuvent inspirer la moindre confiance.

On voudrait dire ici particulièrement aux jeunes, qu'il existe une multitude de moyens pour les tromper, et que leur expérience limitée de la société ne permet pas forcément de les détecter, qu'ils doivent l'admettre ou en prendre conscience. Ils ignorent sans doute que le meilleur moyen de déformer la réalité ou de soutenir la propagande officielle ou la politique du régime consiste à adopter l'autocensure ou à recourir au non-dit souvent plus efficace que de grotesques mensonges. Quel portail ou blog de partis politiques publie quotidiennement ou régulièrement des infos sur la situation réelle à Alep ? Ne cherchez pas, absolument aucun !

S'ils se connectent sur Facebook, qu'ils vérifient quel parti n'est pas corrompu ou ne se réfère pas exclusivement aux dépêches des agences de presse du camp de la guerre ou de l'OTAN (AFP, Reuters, AP, Euronews), ou qui relaie les infos censurées par les médias institutionnels qui publient les médias dits alternatifs, ils s'apercevront qu'il n'y en a aucun. Ils peuvent le vérifier sur le champ sur Alep (Syrie) par exemple, j'invite tous les militants ou lecteurs qui lisent ces lignes à en faire de même, c'est éloquent et en dit davantage que de longs discours.

A vrai dire, ce constat est plus alarmant ou effrayant que toutes les guerres dans le monde, car il augure mal la suite... Souvenez-vous, soyons lucide en toute circonstance, même lorsque ce qu'on doit affronter est dur à supporter, car c'est le seul moyen de nous en sortir. Honnêteté, sincérité, modestie, ayez confiance en vous, le reste suivra et vous n'aurez jamais à le regretter, soyez digne jusqu'au bout.

"Tous corrompus" disiez-vous, c'est effectivement le cas sans exception, on ne pouvait vraiment pas dire mieux.

[D'autres infos sur Alep](#)

Alep libéré : Un échec, l'aveu !

- Syrie : constat d'échec - Franceinfo

Barack Obama a regretté son impuissance dans le drame syrien. Franceinfo 17.12

- Le Conseil de sécurité siège à huis clos, ce vendredi 16 décembre 2016 à 17h temps universel, alors que des officiers de l'Otan ont été arrêtés ce matin par les Forces spéciales syriennes dans un bunker à Alep-Est. voltage.net 16.12

- Syrie : quand les médias font l'apologie du terrorisme. L'aveuglement, la russophobie des élites journalistiques, leur asservissement aux élites politiques – qui peuvent faire et défaire les carrières et les rédactions – ont abouti à une véritable catastrophe déontologique, une monstruosité que le journal l'Express résumait ainsi malgré lui et qui fera office de conclusion : « Alep, tombeau de nos principes ». Arrêt sur Info

- En France, 2.000 manifestants défilent pour soutenir les civils d'Alep - M6info

Naïveté feinte ou réelle ? Cette ONG de la réaction fait son travail.

Que fait Amnesty international une nouvelle fois parmi les organisateurs d'une manifestation où flotte le drapeau à trois étoiles, emblème des groupuscules qui combattent – au côté d'al Norsa – l'Etat légal syrien soutenu par la grande majorité du peuple ? Arrêt sur Info.

Alors pourquoi vous en réclamez-vous ?

- L'idéologie des droits de l'homme pour justifier l'ingérence humanitaire, que Glucksmann met en avant, a fait le lit des guerres qui ont détruit et ensanglanté des pays entiers – Irak, Yougoslavie, Libye, Syrie – jeté sur les routes des millions de gens, laissés ensuite à l'abandon... Arrêt sur Info.

Commentaires d'internautes à la suite de l'article de M6info

1- Si Yahoo indique le chiffre de 2000 nous pouvons dire qu'ils n'étaient guère plus de 500 lorsque l'on voit les chiffres annoncés à Paris la dernière fois ou l'on disait "plusieurs centaines" alors qu'ils n'étaient que quelques dizaines.

2- Ils soutiennent qui ? Les islamistes de Daesh ou d'al-Qaïda ?

3- Est ce qu'ils soutenaient Alep quand les rebelles islamistes attaquaient les quartiers ouest ?

4- L'évacuation des terroristes a été interrompue par leur fait. Ils ont tenté de faire passer des armes lourdes et des otages à l'insu de l'armée régulière qui s'est aperçue de la tentative. Ils ont donc rompu les termes de l'accord conclu entre Moscou et Ankara. Ils sont au nombre de 900 à 1000 max. Le nombre total des assiégés (terroristes et leurs familles) serait entre 4 à 5000 personnes. On est loin des 40 000. Ceux qui défilent sont des doux rêveurs. Ils sont manipulés et sont loin de comprendre le jeu politique sordide auquel se livre les dirigeants des pays occidentaux... la France en tête.

5- Poutine tout comme Bachar ne veulent pas la guerre. Poutine comme Bachar veulent la destruction de Daesh and co. Apparemment, les médias et les gens comme Hilary et ses complices veulent tout le contraire.

6- Dans une France normale, ces manifestations pro-terroristes islamiques devraient être interdites ! Ces gens qui manifestent devraient tous être arrêtés et interrogés par la police et les services secrets.

7- Les seuls à avoir soutenu les habitants d'Alep, ce sont les Russes qui les ont libérés des islamistes. Honte à nos élites d'avoir armé et financé ces nazis de l'islam !

8- Ces gens qui défilent sont soit de mauvaise foi, soit mal informés, soit stupides. La version que nous vendent les médias : Poutine et Bachar sont les vilains est un travestissement de la réalité, de la propagande éhontée, mais quand les choses sont répétées suffisamment souvent, elles finissent par tenir lieu de vérité, d'où ces gens qui défilent. Renseignez-vous vraiment.

9- Le Conseil de sécurité se réunit à huis clos après l'arrestation d'officiers de l'Otan à Alep Réseau Voltaire — Le Conseil de sécurité siège à huis clos, ce vendredi 16 décembre 2016 à 17h temps universel, alors que des officiers de l'Otan ont été arrêtés ce matin par les Forces spéciales syriennes dans un bunker à Alep-Est.

10- ils devraient manifester pour l'arrêt de l'intervention des Occidentaux en Syrie, qui avec les monarchies du Golf ont crié, armé et financé cette opposition pour changer au régime en place, c'est Obama, Hollande et Cameron qui sont responsables du drame Syrien, ceux qui devraient être poursuivis pour crime de guerre et crime contre l'humanité, Assad ne fait que défendre son peuple et son pays que ces mercenaires ont pris en otage la population d'Alep et ont mis à feu à sang le pays.

11- Et pour Mossoul y a personne, silence radio des mass médias, pour le Yémen y a personne, silence radio des mass médias

12- Le jour où une armée de mercenaires, venus des 4 coins de la planète, viendra renverser la République française... allez-vous encore les qualifier de "rebelles" ?!? C'est exactement ce qui se déroule en Syrie, laissez le président élu défendre sa terre comme tout homme d'État qui se respecte, et qui ne dispose pas d'autres moyens.

13- Quel cynisme de la part de la France, quand on sait que ces manifestations n'ont rien d'humanitaire au contraire sauver ce qui reste de terroristes made in Otan.

14- Assad et son allié russe Poutine ont réussi à libérer Alep de la vermine rebelle islamiste et c'est pourquoi la France, l'Angleterre, l'Amérique et l'Arabie Saoudite qui fournissent les armes aux rebelles sont très très en colère!

15- Sur la photo, on voit des barbus et une voilée à la Belphegor.. ils manifestent pour qui exactement ? Ces "manifestants ne se demandent pas pourquoi des Syriens sont restés auprès de Bachar Al-Assad à Damas plutôt que rejoindre les "rebelles djihadistes" ? Que tous ces pro djihad se renseignent sur les femmes Syriennes de Damas et ce qu'elles pensent de ces "fameux rebelles" si Bachar leur avait laissé le pouvoir en Syrie !

16- La Maison Blanche a pris la décision d'aider les rebelles armés en Syrie malgré les avertissements des services de renseignements prévoyant l'avènement du groupe État Islamique. Aveu de l'ancien chef de la DIA : la création de DAESH fut une

« décision délibérée » de l'Administration américaine. Dans le dernier épisode d'Head to Head sur Al Jazeera, l'ancien directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA), Michael Flynn, confirme au journaliste Medhi Hasan qu'il a non seulement bien étudié le rapport de la DIA prédisant que l'Occident soutenait l'idée d'un État islamique en Syrie lorsque ce dossier lui fut soumis en 2012, mais prétend même que le sponsoring de djihadistes radicaux (qui deviendront EI et Nusra) par la Maison Blanche pour contrer le régime syrien fut « une décision délibérée ». Sources : tapez sur le net " Who is to blame for the rise of ISIL? " ou " Pgs. 287-293 (291) JW v DOD and State 14-812 "

Le 19 décembre 2016

CAUSERIE

No pain no gain.

Puisque depuis août 2008 personne exceptée une poignée de militants n'a accepté de financer ce portail, alors que cela me coûte de plus en plus cher pour l'actualiser et que je me prive déjà sur absolument tout, tandis que mes lecteurs doivent avoir une situation financière sans commune mesure avec la mienne, j'envisage de rendre l'accès aux causeries payant.

Ici en Inde les prix flambent, le beurre, le lait, la viande, le poisson, les oeufs, etc. augmentent à une vitesse vertigineuse, entre 15 et 25% par an, je fume les cigarettes les moins chères et les plus dégueulasses et elles viennent de passer de 30 à 35 roupies le paquet de 10 et le prix du paquet dépassera les 40 roupies à la fin de 2017. Quant à ma connexion Internet, avec la nouvelle tarification je dois déboursier plus du double par rapport au début de l'année, 2300 au lieu 1100 roupies, et je télécharge beaucoup moins d'articles, de vidéos et de films.

Je pourrais lancer une souscription, mais cela ne marchera pas. Il me reste aussi la solution de tout arrêter. Pourquoi pas après tout, je crois que j'ai déjà suffisamment donné sans compter, y compris ma santé, pour n'avoir rien à me reprocher si je devais en arriver là. Il existerait bien une autre solution, faire participer des militants à ce portail, mais là encore toutes mes tentatives se soldées par des échecs donc je n'y crois plus, en plus je suis très exigeant, très rigoureux même si ce n'est pas l'impression qui se dégage toujours de mes causeries. Disons que je n'écris jamais rien gratuitement ou au hasard et je sais où je veux en venir, et je sais également qu'il est très difficile de trouver plusieurs militants qui seraient exactement sur la même longueur d'onde, je n'en ai jamais rencontrés en 8 ans.

C'est le seul portail et courant politique à ma connaissance qui englobe dans sa stratégie la mondialisation et le mondialisme, la crise du capitalisme et la lutte des classes, le combat contre l'impérialisme et l'opportunisme, qui mène la guerre à la classe dominante sur tous les fronts à la fois, politique, idéologique, psychologique, qui diffuse les enseignements du marxisme et essaie de populariser la méthode du matérialisme dialectique, qui défend le socialisme. A vous de voir si cela vaut le coup (ou coût !) de faire en sorte qu'il continue d'exister. J'arrive à un âge où on n'a plus rien à se prouver.

[Enfin, après avoir trahi la IVe Internationale, ils entérinent sa liquidation avec un demi-siècle de retard.](#)

POID - Mumbai (Inde) : « le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière » est constitué par 350 délégués de 28 pays, soutenus par des militants de 20 autres pays. atribunedestravailleurs.fr 15.12

Ils se passeront bien de publier sur le Net le document adopté à cette occasion qui doit rester confidentiel, cela doit être le meilleur moyen de le partager, ils ne changeront décidément jamais.

Si un militant pouvait me l'envoyer, je pourrais en analyser le contenu pour voir si je peux ou non le partager, je n'ai aucun a priori, je juge uniquement sur pièces.

[France. Comment ils répriment, terrorisent la population. Un exemple.](#)

La dictature ordinaire en France ou le terrorisme d'Etat frappe quotidiennement.

- Gard : une conductrice de 72 ans contrôlée positive au cannabis - M6info

Arrêtée pour un banal contrôle routier mercredi 14 décembre, cette septuagénaire était en fait sous l'emprise de stupéfiants.

Mercredi 14 décembre, les gendarmes arrêtent la vieille dame pour un banal contrôle routier. Et si les papiers de sa voiture sont en règle, quelque chose d'autre se charge de mettre la puce à l'oreille des agents. Les pupilles de la septuagénaire apparaissent dilatées et la conductrice ne semble pas être dans son état normal. Pour couronner le tout, une odeur de cannabis

se dégage de l'habitacle...

A la surprise des gendarmes, le test salivaire conduit dans la foulée se révèle positif. La conductrice a été verbalisée et son permis de conduire retiré. Son véhicule a été quant à lui immobilisé. M6info 18.12

Commentaires d'internautes.

- Les grand mères bourrées de neuroleptiques peuvent en revanche circuler normalement

- Ca fait cinquante ans qu'elle conduit, 50% de bonus ça ils ne le disent pas.

- Dans ce pays, si je fume un joint le samedi je suis détectable pendant des semaines avec suspension de permis à la clé. Mais il est toléré de se taper 3 nuits blanches, se taper 2 valium et 3 actifed nuit et prendre le volant... Cherchez l'erreur !

Bon, ici en Inde on peut rouler sans permis ni assurance, sans lumière, sans rétroviseurs, avec des pneus rechappés, une portière ou le capot en moins, monter à 5 sur un scooter ou à 10 dans une bagnole, rouler avec des freins tout de même, c'est fortement recommandé ! Alors téléphoner en conduisant, bourré ou défoncé, tout le monde s'en tape !

Je ne dis pas que ce ne serait pas sans inconvénients évidemment ou que ce serait un modèle à suivre, mais sachant à quel point les Indiens sont exploités et opprimés par ailleurs, si en plus on leur pourrissait la vie au quotidien avec ce genre de contrôle, je crois bien que le pays deviendrait ingouvernable et sombrerait dans les pires violences.

En fait, c'est le peu de liberté dont on dispose encore et on y tient. Et quand les Indiens font l'objet d'un contrôle routier, en cas d'infraction, ils glissent un billet de 50 ou 100 roupies dans la main du policier et ils continuent leur chemin.

Un conseil d'ami, ne jugez pas trop vite ce qui se passe dans les autres pays que vous ne connaissez pas. Et entre nous, qu'est-ce que cela peut bien nous foutre que cette mémère de 72 printemps se fasse du bien en fumant du cannabis.

Le législateur recourt à la répression à titre préventif sur les citoyens, comme il autorise le bombardement de peuples au nom du même principe pour les soumettre à sa politique, non, excusez-moi, c'est pour leur bien !

[Dossier sur la Syrie.](#)

Le camp du peuple syrien et de la paix.

Même l'ONU (dont nous exigeons la dissolution) est obligée de changer de ton (temporairement).

- Onu: aucune preuve d'atrocités de l'armée arabe syrienne sur les civils à Alep - Arrêt sur Info

Le Haut-Commissariat de l'Onu aux droits de l'homme n'a pas d'informations attestant que les troupes gouvernementales syriennes perpètrent des atrocités sur les civils à Alep, a déclaré mercredi à Sputnik Rupert Colville, porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

« Nous n'avons pas d'informations à ce sujet, parce que le gouvernement syrien ne permet pas à nos représentants d'entrer dans le pays (...). Or il importe de le faire pour dissiper les craintes des habitants d'Alep et d'autres villes syriennes », a indiqué M. Colville. sputniknews.com 14.12

Comment un horrible dictateur aurait pu conserver la confiance de son armée et de ses services de renseignement ainsi que celle du peuple au cours d'une guerre qui dure depuis près de 6 ans, s'il maltraitait le peuple.

- Même la commission de l'ONU a dû admettre qu'il y a eu manipulation des faits. Et déclarer que les « rebelles » empêchaient les civils de quitter Alep-Est.

Onu: les terroristes empêchaient les civils de quitter Alep-Est - sputniknews.com

Les terroristes des groupes Front al-Nosra et Ahrar al-Cham empêchaient les civils de quitter Alep-Est et se déguisaient en civils pour échapper aux militaires syriens, d'après une commission de l'Onu.

« La commission a reçu des informations sur des groupes d'opposition, dont les groupes terroristes Front Fatah al-Cham et Ahrar al-Cham, qui empêchaient les civils de partir, ainsi que sur les rebelles qui se déguisaient en civils, augmentant ainsi le risque pour

les civils d'être tués ou blessés », est-il indiqué dans un communiqué de la commission. sputniknews.com 14.12

Le CICR officine de Washington.

- Appeler aux dons pour les civils de la partie d'Alep-Est au moment où ils étaient otages des groupes terroristes du Front al-Nosra et Ahrar al-Cham, qui manipulaient l'information et empêchaient les civils d'aller se réfugier à Alep-Ouest sous contrôle gouvernemental, n'est pas une manière d'informer équilibrée et neutre de la part du ICRC. C'est une manière de surfer sur la vague émotionnelle suscitée par les informations biaisées des médias, et la propagande d'ONG proches des terroristes et de leurs familles, sans prendre aucune distance. Arrêt sur Info

Caroline Galactéros : «À Alep, sortons enfin des vues manichéennes» par Alexis Feertchak - Arrêt sur Info

Docteur en Science politique et colonel au sein de la réserve opérationnelle des Armées, Caroline Galactéros dirige le cabinet d'intelligence stratégique Planeting.

FIGAROVOX. – L'armée syrienne a repris aux rebelles la ville d'Alep, ancienne capitale économique du pays. Comment percevez-vous le traitement médiatique de cette bataille décisive dans le conflit syrien?

Caroline GALACTEROS. – Si vous me pardonnez cette franchise, je le trouve globalement déplorable et surtout dangereux. Par ignorance, goût du sensationnalisme et de la polarisation manichéenne des situations, confiance excessive dans les réseaux sociaux, ou par inclination à relayer la doxa véhiculée par le pouvoir et ses alliés, la plupart des médias se sont engouffrés depuis des mois dans la brèche de la facilité et ont relayé bien des informations parcellaires voire fausses (cf. l'affaire des «Casques Blancs» ou «l'opération OSDH» – source unique elle aussi anglaise, clairement contestable et pourtant devenue la référence depuis cinq ans). Ils ont en conséquence nourri une interprétation déformée des enjeux et des faits. Bref, l'immense majorité des médias occidentaux s'est fait la caisse de résonance naïve ou parfois sciemment complice d'une vaste entreprise de désinformation sur la nature des «rebelles», les objectifs réels de la guerre, l'idée même d'une guerre civile ou encore la dimension confessionnelle du conflit de fait secondaire mais montée en épingle, etc...

Comment voyez-vous les événements?

La partie Est de la ville d'Alep a été, dans la douleur et au prix d'une tragédie humaine indéniable, libérée de djihadistes qui s'en étaient emparés dès 2012. La méthode russe de bombardement intensif est évidemment difficilement acceptable au plan humain, au plan des individus. Les forces occidentales notamment françaises, c'est tout à leur honneur, cherchent davantage à éviter des pertes civiles massives. Elles en font malgré tout nécessairement car la précision de ces frappes n'a de «chirurgicale» que le nom. On les appelle alors pudiquement des «bavures» ou des «dommages collatéraux», on les passe sous silence ou on les relaie très peu médiatiquement. Pourquoi? Parce que depuis le début de ce conflit (comme dans bien d'autres d'ailleurs) et notamment depuis l'intervention militaire russe d'octobre 2015, il s'agit de délégitimer voire de criminaliser l'action de Moscou, comme si elle était de nature fondamentalement différente de la nôtre. Or, la différence n'est pas là. Ce sont nos objectifs politiques et militaires qui, malheureusement, sont très différents et c'est d'ailleurs cet écart béant qui, – pour une grande part-, fait durer le conflit et qui fait beaucoup de morts... La polarisation politique délibérée autour d'un «bon» et d'un «mauvais» camp bat son plein. Ce manichéisme est pour moi extrêmement dangereux et renvoie à l'agenda véritable de la Coalition en Syrie aujourd'hui clairement mis en échec par l'intervention de Moscou mais qui est surtout depuis le début, diamétralement opposé à celui de la Russie. En effet, il ne s'agissait pas pour les Etats-Unis, les puissances européennes et les monarchies du Golfe ou la Turquie, de réduire le cancer islamiste sous toutes ses formes – pas seulement celle de Daech, bouc-émissaire spectaculaire -, mais de déstabiliser l'Etat syrien et faire tomber le régime d'Assad coûte que coûte. Il en a coûté effectivement bien des vies innocentes. On a donc crédibilisé dès 2011 les groupes islamistes radicaux issus d'Al-Qaïda pour délégitimer radicalement la résistance du régime syrien (certes brutale et qui au début a volontairement joué sur les islamistes en embuscade pour balayer l'embryon d'opposition démocratique presque immédiatement débordé puis disparu).

Quid de la responsabilité des rebelles dans la situation humanitaire?

Elle est première. On a passé sous silence les pratiques horribles de ces groupes islamistes (exécution, tortures, racket, enrôlement des enfants...) pour tenir en otages les populations syriennes – toutes communautés confondues – sous leur coupe afin de se protéger des frappes. Au-delà, le problème de la médiatisation relève de la quadrature du cercle. Il est évident que l'on ne peut que s'indigner en tant qu'humain de ce que subissent les civils dans les guerres car notre focus systématique sur l'individu escamote la dimension politique et stratégique. Et là, on a un problème. Car pour en finir avec les djihadistes d'Alep, il faut pouvoir les séparer de leurs populations-boucliers. Soit par la persuasion, soit par la force. C'est ce qui a fini par arriver lorsqu'enfin on pu être mis en place (pas grâce aux Etats-Unis) des corridors d'exfiltration des civils et de reddition des derniers djihadistes souhaitant eux-mêmes éviter la mort.

Parleriez-vous de guerre civile? Il n'y a pas de guerre civile à proprement parler en Syrie. Il y a une guerre contre tous les Syriens (toutes confessions et communautés confondues) qui est menée de l'extérieur contre ces populations. Les rebelles les retiennent sous leur coupe nous l'avons dit, les rançonnent, menacent les familles de ceux qui voudraient fuir, utilisent écoles

et hôpitaux pour s'y retrancher, y disposer leurs snipers et provoquer l'opprobre occidental contre ceux qui n'hésitent pas à les en déloger.

Bachar al-Assad s'érige depuis longtemps en rempart contre le «terrorisme». Dans quelle mesure s'agit-il là d'un moyen tactique pour écarter l'opposition modérée?

Bien sûr, cela a été un moyen du régime au tout début de la Guerre, lorsqu'existait un embryon d'opposition modérée. Mais depuis quatre ans, il n'y a plus un «rebelle modéré» en Syrie. C'est une pure utopie voire un mensonge éhonté et délibéré. C'est d'ailleurs tout le problème de la représentativité des interlocuteurs patronnés par les uns ou les autres dans la perspective de négociations. Il faut d'abord vider l'abcès djihadiste et pas seulement reprendre Raqqa à Daech. Puis chercher à favoriser un dialogue inter-Syriens entre personnalités ayant du poids dans la population syrienne et souhaitant une Syrie unitaire, laïque, pluraliste et stable. Et pour tout cela, il faut que Washington et Moscou s'entendent et ne se tirent plus dans les jambes.

La morale est-il tout ce qui reste à l'Occident qui, en Syrie, a perdu la main politiquement?

Précisément l'attitude occidentale en Syrie est tout sauf «morale». La morale en relations internationales n'existe pas. Il n'y a qu'un entrechoquement plus ou moins violent de forces, d'ambitions, d'intérêts, de capacités de nuisance et d'influence... Lefigaro. fr 16.12 - Arrêt sur Info

- Les médias ont créé une tempête de fausses nouvelles autour de l'effondrement de la partie « rebelle » d'Alep par Moon of Alabama - Arrêt sur Info

C'est la première fois que j'assiste à un pareil assaut de nouvelles mensongères. Tous les grands médias et toutes les agences semblent avoir perdu toute inhibition et ils présentent n'importe quelles rumeurs concernant la libération d'Alep-Est comme des faits.

Voyez cette annonce de la BBC en ouverture du journal :

Bataille d'Alep: selon l'ONU, 82 civils ont été abattus sur place

Les forces pro-gouvernementales syriennes ont pénétré dans des maisons d'Alep-Est et ont tué ceux qui étaient à l'intérieur, y compris des femmes et des enfants, selon l'ONU.

Le bureau des droits de l'homme de l'ONU a affirmé avoir des preuves fiables que dans quatre zones 82 civils avaient été abattus à vue.

1-Il n'y a pas de bureau des droits de l'homme de l'ONU, cela n'existe pas. La BBC veut parler du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Ce commissaire est le prince jordanien Zeid Ra'ad Al Hussein, un hachémite qui a fait ses études au Royaume-Uni et aux États-Unis et qui un parent du roi dictateur jordanien. C'est intéressant de noter que la Jordanie est fortement impliquée dans le soutien des « rebelles » contre le gouvernement syrien.

2-Le bureau n'a pas « dit » que « 82 civils avaient été abattus », ni rien d'aussi monstrueux. Il a dit qu'il y avait des « sources » qui avaient « rapporté » que cela s'était produit. Voilà un extrait de son communiqué de presse aujourd'hui:

Selon de nombreuses sources, des dizaines de civils ont été abattus hier place al-Ahrar, dans le quartier d'Al-Kallaseh, ainsi qu'à Bustan al-Qasr, par les forces gouvernementales et leurs alliés, dont le groupe irakien al-Nujabaa.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (HCDH) a affirmé que « de nombreuses sources » ont reçu des informations » de XYZ, sans révéler ni le nom des « sources » ni la provenance des soi-disant « informations » de XYZ.

Je trouve irresponsable que le HCDH mentionne des informations non vérifiées dans ses conférences de presse. Mais c'est encore plus irresponsable de la part de la BBC de titrer « L'ONU dit que... » en ouverture de bulletin d'information à propos de ces rumeurs, surtout sans apporter le moindre élément supplémentaire dans le reste de son « reportage »

Il y a aussi cette info récente sur les chats tués à Alep.

#Flash info – Activistes: Tous les chats résidents et de passage au dernier refuge d'Alep ont été tués dans une attaque au gaz du Hezbollah.

Le porte-parole du Haut-Commissariat a eu connaissance de cette nouvelle. Nous attendons maintenant le titre de la BBC: « L'ONU dit que le Hezbollah a gazé les derniers chats d'Alep ».

La BBC n'est pas la seule à sortir #de fausses nouvelles. En effet, il semble que les agences de presse recherchent la « sécurité du nombre » en rapportant toutes les mêmes sottises partout où elles le peuvent :

Reuters – Alep pourrait tomber 'à tout moment', selon l'ONU des civils ont été tués

AFP – Les forces syriennes ont tué dernièrement au moins 82 civils à Alep: ONU

AP – Selon une agence de l'ONU, des dizaines d'enfants sont prisonniers d'un bâtiment en feu de l'aéroport d'Alep en Syrie

Là encore, l'ONU a seulement dit qu'elle avait connaissance de tels rapports. Elle ne les a pas vérifiés et ne s'en porte pas garante. Cela n'empêche pas les influentes organisations « humanitaires » habituelles, comme Amnesty International, de se joindre au chœur de ceux qui brodent sur le thème de « l'ONU a dit que... ». Des milliers de sites d'information et de sites Web copient les faux rapports de l'agence et de la presse « humanitaire » et font en sorte de rendre la fausse nouvelle encore plus sensationnelle. La désinformation déraile complètement.

Mais il se passe aussi des merveilles à Alep.

Les vrais habitants et les vrais journalistes d'Alep disent que les connexions internet y sont lentes et instables. Mais les « militants » qui se trouvent sous un feu d'artillerie intense dans l'est semblent avoir des quantités de gigabits de bande passante fiable à leur disposition. C'est un miracle. Photos et vidéos dans des tweets comme celui-ci « sortent d'Alep » à chaque instant. [Cette image les pro-rebelles l'ont tirée d'un clip réalisé en 2014 au Liban, ndr].

Bien sûr, une telle quantité de gigabits pourrait être utilisée à meilleur escient que pour des captures d'écran de vieux clips musicaux, mais personne n'est parfait, surtout subit un feu d'artillerie lourde.

Les agences de presse et les médias grand public considèrent tous les tweets des « militants », les échanges sur la situation, les téléchargements vidéo et les diffusions en direct de Periscope comme la pure vérité sans même savoir d'où ça vient. Ces « militants » pourraient se trouver n'importe où sur terre et les journalistes n'ont aucun moyen de vérifier leur location.

Je suis inquiet pour la sécurité de toutes ces opérations d'information (pdf). Quand les « derniers militants d'Alep » tweetent que l'armée syrienne se rapproche d'eux, veulent-ils dire que les chars d'Assad s'approchent en vrombissant de Vauxhall Cross (le building du M16, les services secrets britanniques, ndt)?

Mais tant que tout le monde répète les mensonges de ces « militants » sur « les événements sur le terrain » personne ne pourra être tenu pour responsable. « Nous nous sommes tous honnêtement trompé », est l'excuse habituelle, et elle passe comme une lettre à la poste. Arrêt sur Info 14.12

Post scriptum

Au sujet de la désinformation des médias le Dr Nabil Antaki nous écrit ceci:

Ils sont très forts. Tous les médias en Europe reprennent les mêmes vidéos et les mêmes images sans dire aucun mot sur ce qui se passe à Alep-Ouest. Rien qu'hier 18 tués par les tirs « rebelles ». Aujourd'hui mercredi 14, déluge d'obus partout sur Alep-Ouest.

La plupart des vidéos sont des faux. La vidéo montrant un homme au milieu d'une rue jonchée de cadavre a été prise au Pakistan il y a des années. Celle d'un médecin aux abois a été prise à Gaza en 2014...

Ils sont vraiment très forts et beaucoup de nos amis commencent à douter de ce que nous leur disons tellement le matraquage médiatique est impressionnant. Ils se disent que ce n'est pas possible de mentir autant.

Nabil Antaki, le 14 décembre - Arrêt sur Info

Deux vidéos

Une députée démocrate accuse le gouvernement Obama de livrer des armes à Daech
<https://www.youtube.com/watch?v=B0UW0pnlIHE>

Attaque de Palmyre: orchestrée par les USA? (PressTV Français)
<https://www.youtube.com/watch?v=jv-3BV6Oby4>

Des instructeurs de l'Otan ont-ils prêté main forte aux extrémistes à Alep-Est? - sputniknews.com

Passage de Palmyre sous le contrôle de Daech, libération d'Alep et réunion à Paris des pays qui soutiennent l'opposition syrienne dite «modérée», tous ces éléments font partie d'une stratégie mise en place par les pays occidentaux, dont les militaires soutiennent les extrémistes à Alep-Est, écrit l'agence Life.

Toute la défense d'Alep-Est a été assurée avec le soutien des instructeurs militaires des pays de l'Otan, y compris la France, qui ont prêté main forte aux terroristes occupant cette partie de la ville, a déclaré dans un entretien à l'agence Life Semion Bagdassarov, directeur du Centre d'étude des pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

D'ailleurs, assure-t-il, il existe un lien entre la prise de Palmyre et la tenue de la réunion des pays occidentaux et arabes qui soutiennent l'opposition syrienne modérée le week-end même à Paris. Ce n'est qu'un levier de pression sur la Russie, pays qui a contribué à la libération de cette ville du joug de Daech au printemps dernier. « La prise de Palmyre est une décision stratégique dans le règlement de la crise en Syrie et maintenant les pays occidentaux mettront toute la pression sur la Russie afin de faire sortir (d'Alep-Est) des combattants et les instructeurs occidentaux qu'ils y combattent », a-t-il indiqué. Et d'ajouter que la Russie ne devait pas céder à ces pressions « et présenter à la presse et au monde entier les instructeurs occidentaux capturés et les traduire en justice ». À la question de savoir de quels instructeurs il s'agissait, il a répondu : « Des militaires des pays l'Otan — États-Unis et Turquie — il y a également parmi eux des instructeurs français. Tout le monde le sait, d'ailleurs les pays concernés ne le nient pas ».

Selon M. Bagdassarov, il est crucial d'arrêter les représentants d'organisations terroristes telles que le Front al-Nosra et le Harakat Nour al-Din al-Zenki pour obtenir des informations sur ceux qui prêtaient main forte aux djihadistes. sputniknews.com 18.12

- Crise à l'Otan - Réseau Voltaire

Dimanche 18 décembre 2016, le Conseil de sécurité des Nations unies examinera la proposition de résolution française demandant le déploiement d'observateurs de l'Organisation et de ses « partenaires » (sic) [§3 de la proposition] à Alep-Est pour superviser l'évacuation aussi bien des civils que des « combattants de l'opposition » (re-sic) [§1 de la proposition].

Lundi 19 décembre 2016, se tiendra un sommet Otan-Russie alors que des officiers de l'Alliance viennent d'être faits prisonniers à Alep-Est où ils encadraient les jihadistes. Comme lors de la prise de Tripoli, en août 2011, et contrairement à l'article 9 des statuts de l'Otan, le Conseil atlantique n'avait pas été consulté sur cette opération secrète.

Mardi 27 décembre 2016, la Russie et l'Iran recevront à Moscou une délégation turque alors que des officiers turcs ont été faits prisonniers à Alep-Est dans le bunker de l'Otan et que l'Alliance a tenté par quatre fois d'assassiner le président Erdogan. Réseau Voltaire 18.12

Des questions que nombre d'Allemands se posent légitimement.

- ... que fait Mme Merkel pour mettre fin à cette effroyable situation? Pourquoi ne s'investit-elle pas pour désarmer en premier lieu tous ceux n'ayant pas le droit de porter des armes? Ou bien se peut-il que Mme Merkel fasse partie des «révolutionnaires» ne respectant plus aucune légalité, plus aucun pouvoir étatique et monopole de la force détenu par l'Etat? Pourquoi continue-t-elle à être l'alliée de ceux qui promeuvent le terrorisme au Proche Orient depuis des décennies? Pourquoi ne réagit-elle pas aux propos de Jürgen Todenhöfer, son collègue de parti, suite à son voyage à Alep-Est après avoir interviewé un terroriste du Front al-Nosra? L'interview a été publiée le 26 septembre dans le «Kölner Stadt Anzeiger», le journal régional de Cologne, sous le titre «Les Américains sont de notre côté»(!).

Et pourquoi en 2003, Mme Merkel s'est-elle prononcée ouvertement en faveur de la guerre contre l'Irak? Pourquoi n'exprime-t-elle aucune compassion pour les populations civiles ayant vécu l'épouvantable horreur de cette guerre? Pourquoi aujourd'hui, alors qu'elle déplore les violations du droit international, ne souffle-t-elle pas un mot de regret concernant son engagement d'alors en faveur d'une guerre d'agression contraire au droit international? Et pourquoi ne parle-t-elle pas des conséquences dévastatrices durables de cette guerre?

Et ainsi de suite. Karl Müller 18.12 - Arrêt sur Info

- Outil de propagande ultime: La vérité sur la «blogueuse Bana» révélée - Sputnik

Un militant syrien a contacté en novembre la célèbre blogueuse de 7 ans, Bana Alabed, dont l'histoire a fait le tour des médias mainstream, pour proposer d'aider sa famille à quitter d'Alep-Est. Un mois plus tard, il a reçu une réponse qui l'a convaincu que le compte en question est un «outil de propagande ultime».

Désigné sur Twitter comme « vérifié », le compte de Bana, une fillette syrienne de sept ans qui raconte en anglais les horreurs de la guerre qu'elle vit au quotidien, compte près de 310 000 abonnés. L'authenticité de ce compte a été mise en cause à plusieurs reprises, car tout laisse à penser que dans « ses » vidéos, la fillette ne fait que reproduire un texte appris par cœur ou soufflé.

Mais les médias opposés aux autorités syriennes officielles ont fait de ce personnage une véritable icône de la guerre civile, une « Anne Frank d'Alep ».

Maytham Al-Achkar, un militant syrien installé actuellement à Beyrouth, a décidé d'établir un contact avec Bana. Il s'est accordé avec les autorités syriennes pour évacuer la petite fille et les membres de sa famille de la ville en toute sécurité et a même réussi à obtenir une amnistie pour son père, membre d'une organisation islamiste.

Le 27 novembre, il a écrit à Bana en lui proposant d'aider à évacuer sa famille d'Alep.

« Au bout du compte, vous êtes nos compatriotes. On va s'occuper de vous », a-t-il écrit dans son message.

Or, le 12 décembre, Maytham a reçu un message en arabe, dans lequel un utilisateur Twitter lui demandait si la proposition était toujours d'actualité. Après avoir confirmé ses intentions, c'est Bana elle-même qui a répondu.

« Lorsque j'ai été contacté depuis le compte de Bana, j'ai commencé à bavarder en arabe, car nous sommes tous Syriens et l'arabe est notre langue maternelle. Mais, la personne de l'autre côté a préféré communiquer en anglais », relate-t-il.

Selon les informations relayées par les médias, la mère de Bana, Fatima, qui aide la fille à gérer son compte, est institutrice.

Tweet, dont l'auteur a été bloqué par Bana: « Hi Bana, peux-tu demander à ton père pourquoi il est amis avec des djihadistes du Front al-Nosra et Ahrar al-Sham ? »

Toutefois, ni la « mère », ni la « fille » ne se sont exprimées en arabe à l'écrit.

« La mère de Bana a étudié la loi, ce qui veut dire qu'elle a étudié le programme syrien, qui est entièrement en arabe, pendant 12 ans à l'école, puis pendant quatre ans à l'université », explique Maytham à Sputnik.

Quoi qu'il en soit, l'évacuation de la famille de Bana avait été coordonnée avec l'armée gouvernementale et avec les autorités de la ville, prêtes à les évacuer en toute sécurité.

Maytham : « Nous allons vous évacuer en toute sécurité d'Alep-Est quand vous serez prêts et ce en présence des médias, des Nations unies, du Comité international de la Croix-Rouge. (...) Il me faut juste ton numéro de téléphone pour te contacter. Nous pouvons garantir votre sécurité. Personne ne touchera à vous ».

Bana : « Qu'est-ce qui va se passer lorsque vous m'appellerez ? »

Maytham : « On va vous guider vers un couloir sécurisé ».

Bana : « Je ne peux pas faire confiance au gouverneur de la province. Organise une conférence Skype avec lui. Je suis prête à être évacuée ».

Maytham: « D'accord, d'accord. Ton compte Skype, s'il te plaît. Le gouverneur va vous contacter par Skype immédiatement ».

Bana: « Hussein Diab, c'est ça ? »

Maytham : « Oui ».

« J'ai même invité tous les médias à me contacter pour couvrir l'évacuation, ce qui était une excellente garantie de son salut », indique-t-il.

Mais au bout du compte, prétendant que Maytham la pressait trop, Bana a fini par rejeter l'offre.

« La personne qui me répondait depuis ce compte n'était pas terrifiée (par les bombardements permanents dont elle fait part sur Twitter, ndlr) », avoue l'interlocuteur de l'agence.

Mais alors qui est derrière ce compte ? « La fille est juste une figure, un outil employé par les renseignements britanniques. Et je dis britanniques car il y a un lien fort entre le compte de Bana et les Casques blancs (The White Helmets) qui sont sponsorisés par le Royaume-Uni », estime-t-il.

Tweets : « Chère Bana, pourquoi ton compte est-il enregistré au Royaume-Uni et pourquoi bloques-tu ceux qui te posent cette question? »

« Une personne a lu les métadonnées de son compte, lui a posé la même question, et s'est fait bloquer ».

« Je croyais que cette fille était à Alep, mais je ne le crois plus. Son rôle était de prendre quelques photos et vidéos, et une fois fait elle est partie », poursuit Maytham.

Aujourd'hui, il est convaincu que les représentants de Bana ont accepté d'établir un contact avec lui pour l'accuser de mensonge. Ceci leur aurait permis de le présenter comme un propagandiste de Damas.

« Peut-être qu'ils voulaient me laisser les menacer ou leur écrire des choses indécentes pour ensuite les utiliser contre les autorités syriennes. Mais, à leur plus grande surprise, je n'ai pas menti. Je voulais sincèrement aider cet enfant syrien dont on se sert, et les autorités syriennes ont accepté de coopérer avec moi », conclut Maytham. Sputnik 18.12

Le camp de la guerre contre le peuple syrien.

C'est aux pieds du mur qu'on juge le maçon dit-on, ici en la matière il n'y a pas photo. On est en présence de partis dits ouvriers fondamentalement réactionnaires, pourris jusqu'à la moelle, à vomir, prêts à soutenir les pires entreprises criminelles, cruelles, barbares, pourquoi, mais parce qu'ils sont inféodés au régime qu'ils prétendent combattre, ce sont des agents de la réaction tout simplement.

Ils se démasquent eux-mêmes remarquez bien, car les représentants du régime, partis, syndicats, ONG et médias, ne vont pas tarder à faire volte-face ou à changer de discours après leur défaite à Alep, d'ailleurs ils ont déjà commencé, l'ONU a donné le ton, mais il va falloir du temps à ces imposteurs pour adapter à nouveau leur propagande à celle de leurs maîtres à Washington ou à Bruxelles.

Depuis 2011 leur lâche discours a consisté à renvoyer dos-à-dos les différents protagonistes de cette guerre, à les traiter de la même manière, à les accuser des mêmes crimes, comme si leurs statuts étaient identiques, refusant d'accorder la légitimité à l'Etat indépendant et souverain syrien, à la République arabe syrienne, à son peuple et à son armée de se défendre contre leurs agresseurs à la solde des Etats-Unis.

Pas un instant il ne l sera venu à l'esprit de ces démagogues que l'armée syrienne avait perdu plus de 100.000 soldats au cours de cette guerre ,et qu'il lui aurait été impossible de continuer cette guerre de libération si des dizaines de milliers de civils ne s'étaient pas enrolés dans l'armée, et que lorsqu'aujourd'hui ils évoquent l'armée syrienne (et les milices populaires) en réalisant un ignoble amalgame avec les barbares de Daesh ou Al-Nosra, c'est du peuple syrien qu'ils parlent, qu'ils traitent comme un chien. Honte aux dirigeants de tous ces partis ! Honte aux militants qui connaissent la vérité et qui se taisent, c'est vous qui êtes les fossoyeurs du mouvement ouvrier, du socialisme, honte à vous, vous n'êtes pas dignes de parler en notre nom !

Lutte ouvrière - La destruction d'Alep et la barbarie du monde capitaliste 12.12

Alep agonise sous les bombes. Depuis plusieurs mois, les habitants de cette ville grande comme Marseille sont pilonnés par l'armée syrienne soutenue par la Russie. « Les rues sont pleines de gens sous les décombres. Ils meurent parce qu'on ne peut pas les sortir de là », expliquent les secouristes. Même les hôpitaux sont pris pour cible, tandis que l'armée reprend rue par rue les quartiers qui lui échappaient encore.

Les grandes puissances se renvoient la balle. Le rôle de la Russie est certes révoltant ; et que penser de politiciens comme Le Pen ou Fillon qui font l'éloge de Poutine ! (...)

Il n'y a pas si longtemps, elles (les grandes puissances - LO - ndlr) soutenaient la dictature féroce d'Assad, que Sarkozy avait invité en 2008 pour le défilé du 14 juillet. Puis en 2011, lors des « printemps arabes », les dirigeants occidentaux l'ont lâché. Ils ont soutenu des milices, y compris celles d'islamistes aussi barbares que le régime. (...) Elles critiquent Assad et Poutine, mais leur laissent faire le sale boulot (...) LO

NPA - Syrie : Avec la complicité des grandes puissances, Alep agonise - 17.12

Alep-est poussé à cet instant, peut-être, son dernier soupir. Les forces du régime et ses alliés avancent à grande vitesse sous

un déluge de feu dans les derniers quartiers résistants d'Alep. Et on ne compte plus les civils morts ou blessés.

Comme à l'accoutumée, l'ONU exprime son «?inquiétude?», mais aucune réaction ni condamnation du Conseil de sécurité de l'ONU, qui n'est que le terrain de jeu des grandes puissances. Le quatrième veto russo-chinois a tout bonnement avorté une résolution d'aide aux populations d'Alep. Les autres puissances occidentales se bornent à exprimer leurs regrets et «? inquiétude?», mais n'agissent même pas dans le domaine humanitaire. Le peuple syrien, à Alep et ailleurs, peut continuer à mourir dans le silence général. NPA

PG - A Alep, la situation est terrifiante 13.12

Comme cela devient hélas désormais systématiquement le cas, en Syrie comme en Irak, les civils y sont pris en otage, et la nécessité d'éradiquer Daech, le Front Fatah al Cham (branche d'Al Qaïda en Syrie) et tous les groupes pratiquant la terreur ne peut justifier le massacre de populations civiles. Ces massacres sont intolérables d'où qu'ils viennent. Cette situation nécessite de toute urgence, comme le Parti de Gauche le réclame depuis des années, une résolution politique dans le cadre de l'ONU. (...)

La France doit jouer son rôle de médiation en ne prenant parti ni pour Bachar El Assad, ni pour les États-Unis, ni pour la Russie, ni pour les monarchies du Golfe, mais en trait d'union pour construire un corridor humanitaire, face à ces massacres terribles de civils. PG

PCF - Alep/Syrie : Pour un cessez-le-feu immédiat et la mise en œuvre des accords de Genève - 14.12

La population d'Alep est la principale victime de la bataille d'Alep.

Chacun des belligérants, et de leurs soutiens, se livrent à des combats sans merci rejetant sur leurs ennemis la responsabilité de la violence de la guerre alors que des crimes de guerre ont été commis par toutes les parties en présence, et leurs alliés, depuis le début de l'offensive sur Alep et de la guerre en Syrie. PCF

POID

- La France présente une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour faire déployer à Alep (Syrie) le personnel humanitaire de l'ONU déjà présent en Syrie « pour une surveillance adéquate neutre et une observation directe » de « l'évacuation des parties assiégées d'Alep ». Les observateurs arriveraient après la conquête presque entière d'Alep par le régime de al-Assad, à la suite d'une violente offensive aérienne et terrestre qui a duré un mois, doublée d'un siège hermétique depuis juillet. Selon l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, il reste environ 40 000 civils et entre 1 500 et 5 000 combattants avec leurs familles dans le seul quartier non repris par les troupes de al-Assad et leurs alliés. latribunedestravailleurs.fr 18.12

On retrouve là les termes du discours des colonisateurs qui suggèrent que l'agressé (la Syrie) est l'agresseur (Mercenaires venus de plus de 83 pays à la solde des Etats-Unis et ses alliés) : la conquête, le régime, une violente offensive aérienne et terrestre, destiné à refuser toute légitimité à la République arabe syrienne et au peuple syrien pour mettre fin à cette guerre au profit d'une horde de barbares sanguinaires encadrés et armés par l'impérialisme américain et ses alliés dont la France.

Juste une précision, un détail que ces braves défenseurs des services publics ont omis de mentionner en soulignant qu'Alep était soumis à un "siège hermétique", le gouvernement syrien a continué de verser les salaires de tous les fonctionnaires depuis mars 2011, y compris à ceux se trouvant dans les villes occupées par les barbares d'Al-Nosra ou de Daesh, afin que dans la mesure du possible (en période de guerre) la population ne soit pas privée des services élémentaires indispensables pour satisfaire ses besoins quotidiens.

[France. Concours de populisme de la réaction.](#)

- Valls s'en prend au "cynisme" de Fillon - AFP

Montebourg se veut "au coeur des différentes gauches" - Reuters

"Mon projet se situe au coeur des différentes gauches, la gauche sociale, la gauche du travail - je suis favorable à l'abrogation de la loi El Khomri -, la gauche des valeurs, la défense des libertés publiques, de la laïcité", dit-il.

"Je suis également favorable à la gauche entrepreneuriale", ajoute Arnaud Montebourg, qui estime que son socialisme est "incarné de façon contemporaine tant par Dominique Strauss-Kahn que par Jean-Pierre Chevènement" tout en soulignant que son projet "est aussi d'inspiration gaulliste, écologique et républicaine".

Alors que Manuel Valls propose de supprimer le recours à l'article 49-3 de la Constitution, Arnaud Montebourg estime nécessaire

de pouvoir continuer à utiliser ce dispositif en matière budgétaire.

Arnaud Montebourg propose enfin la création d'une mutuelle de soins "à prix modérés" dans le giron de Sécurité sociale et la mise en place d'un service national civil, militaire ou humanitaire de six mois. Reuters 18.12

- Primaire à gauche : Filoche éliminé - LeParisien.fr

La candidature du socialiste Gérard Filoche à la primaire de la gauche a été invalidée.

«Arrête ton cirque Gérard Filoche. Ce que tu ne supportes pas c'est que la gauche du PS t'ait boycotté! Ils n'ont pas voulu te parrainer point à la ligne!» a de son côté répondu sur Twitter M. Cambadélis. LeParisien.fr 17.12

Comment, la gauche du PS n'existerait pas ? Parce que même le réformisme était de droite, qui l'aurait cru sans blague ? Je sens qu'il y en a qui vont devoir revoir leur copie de fond en comble, quelle horreur ! Bon courage tout de même, car ils vont avoir du pain sur la planche. Entre nous, je suis passé par là, et on n'en meurt pas vous savez.

Même pas encore élu et il est déjà contesté de partout.

- Présidentielle: Fillon, le candidat à abattre - Challenges

2017, concentre désormais toutes les attaques.

Il est l'homme abattre dans la compétition présidentielle. (...) Ce week-end, les flèches sont parties aussi bien de la gauche, que du centre ou de droite. challenges.fr 18.12

- Présidentielle : déjà Fillon se "hollandise" - L'Obs

Programme contesté, recherche de la synthèse et défiance de 7 Français sur 10... Le vainqueur de la primaire souffre des mêmes handicaps que le candidat Hollande, il y a cinq ans de cela. Inquiétant ? ... L'Obs 18.12

- François Fillon, un favori sans boulevard devant lui - Libération.fr

Contraint de rassurer jusque dans son camp, concurrencé par le libéralisme ouvert de Macron et sous la pression d'une nouvelle candidature de Bayrou, le champion de la droite a perdu des plumes ces dernières semaines.

Et si François Fillon avait gagné la primaire par défaut, autrement dit pour ce qu'il n'est pas au moins autant que pour ce qu'il est ?

Depuis qu'il est sorti vainqueur de la primaire, l'ancien Premier ministre peine en tout cas à trouver le bon rythme et surtout le bon ton.

Selon une étude l'Ifop* pour le JDD, seuls 28% des Français souhaitent sa victoire en 2017.

Alors qu'en novembre 61% des Français jugeaient que Fillon a la stature présidentielle, à quatre mois du premier tour ils ne sont plus que 54% à le considérer. Quant à son programme qui, on l'a dit, n'a pas forcément été le premier critère de sa victoire à la primaire et qui va être de plus en plus décortiqué par ses adversaires, celui-ci continue d'inquiéter 62% des Français mais surtout 50% des sympathisants LR (+16 points par rapport à la fin novembre). Autre chiffre qui sonne comme une alerte : Fillon est considéré par 72% des Français comme insuffisamment attentif à leurs problèmes (+9 points par rapport à novembre). Libération. fr 18.12

- Accoyer: 500.000 emplois publics seront supprimés en 5 ans - AFP

Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, a confirmé dimanche la volonté de François Fillon, s'il est élu, de supprimer 500.000 AFP 18.12

Précarité généralisée au programme.

- La philosophie d'Emmanuel Macron est de créer une protection sociale plus universelle - Le Huffington Post

Etats-Unis. Tout est une question de rythme et de délai.

Quand le clan Rockefeller est au pouvoir.

- La société Exxon Mobil ouvre la voie vers la levée des sanctions antirusse - sputniknews.com

Comme l'indique le journal Politico, le géant pétrolier américain Exxon Mobil exerce une influence sur le Sénat américain afin de retarder l'examen du projet de loi censé rendre plus compliquée la levée des sanctions antirusse.

Le 13 décembre dernier, Rex Tillerson, qui était le chef de la société Exxon Mobil, a été proposé par Donald Trump en tant que candidat au poste de secrétaire d'État américain. Il a démissionné de son poste au sein de l'entreprise pétrolière suite à cette décision du président élu américain. sputniknews.com 18.12

Quand les Américains deviennent moins crédules...

- Les hackers ont conduit Trump à la victoire? La majorité des Américains n'y croient pas - sputniknews.com

Plus de la moitié des Américains ne croient pas que les attaques des hackers aient aidé le président élu américain Donald Trump à remporter le scrutin présidentiel, révèlent les résultats d'une enquête réalisée par le Wall Street Journal et la chaîne de télévision NBC News.

À la question « Croyez-vous que ceci a aidé Donald Trump à remporter la présidentielle », 57% des personnes interrogées ont répondu par la négative et 37% par l'affirmative. 6% des sondés sont sans opinion fixe.

Une des questions du sondage portait sur les « relations » entre le président élu américain et le dirigeant russe Vladimir Poutine. 31% des sondés considèrent que les relations entre ces deux personnalités politiques qui ne se sont jamais rencontrées étaient « très amicales », 24% des Américains soutenant le contraire. sputniknews.com 18.12

ACTUALITE EN TITRES

[Le régime est entre de bonnes mains jusqu'en mai 2017](#)

- Mailly craint « le choc libéral » de Fillon - LeMonde.fr

Mailly n'a pas craint celui de Hollande puisqu'il reste au PS.

Savez-vous ce qu'ils répondent ? Vous exagérez, minimisant les conséquences de la politique antisociale menée par Hollande et le PS depuis 2012 sur les travailleurs, qui effectivement auraient pu être pire sans la résistance des travailleurs et sans la mobilisation des militants qui combattaient à leur côté, ce qu'ils s'attribuent. Car voyez-vous, dans le fond ils n'ont jamais été animés de mauvaises intentions à leur égard, c'est la situation qui leur a imposé cette politique scélérate, eux ils n'y sont pour rien et c'est leur faire un bien vilain procès d'intention de leur reprocher et la boucle de l'enfumage est bouclée.

C'est le discours ou ce que retiennent les bureaucrates ou permanents pourris des syndicats.

- Cote de popularité du Premier ministre à 51% - AFP

Ou comment légitimer artificiellement Hollande et son gouvernement par un tour de passe-passe...

[Décadence et fin de règne.](#)

- Une fillette transgenre en couverture du National Geographic - LeParisien.fr

- National Geographic fait sa Une avec Avery Jackson, une jeune fille transgenre. Et c'est une première - Le Huffington Post

Ils n'ont pas encore trouvé une chienne ou une chatte transgenre, étonnant !

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne

- Espagne: les syndicats mettent la pression sur Rajoy - euronews.com

Mettre la pression d'entrée sur le gouvernement de Rajoy. C'était l'objectif de la manifestation de dimanche à Madrid.

Organisée par les deux syndicats espagnols majoritaires, l'UGT et la CCOO, le rassemblement a mobilisé près de 30 000 personnes selon les organisateurs. Réunis pour obtenir un retour aux droits sociaux d'avant la crise de 2010. "Ces manifestations continueront si nécessaire. Cela dépend seulement de la capacité du gouvernement à dialoguer, à négocier et à passer des accords", prévenu Josep Maria Alvarez, secrétaire général de l'UGT.

Dans le cortège, en plus des syndicats; des représentants de la gauche espagnole, certains membres du Parti socialiste dont Mario Jiménez, porte-parole du parti ou Pablo Iglesias de Podemos.

Côté gouvernement, la ministre du Travail, Fátima Báñez a expliqué attendre que les syndicats s'assoient à la table des négociations. euronews.com18.12

ECONOMIE

UE-Japon

Un accord de libre-échange UE-Japon évoqué pour début 2017 - Reuters

L'Union européenne a annoncé samedi être proche de la conclusion d'un accord de libre-échange avec le Japon, une mesure d'importance pour les deux partenaires après l'élection de Donald Trump qui a promis de retirer les Etats-Unis de l'accord de partenariat transpacifique (TPP).

Un accord pourrait intervenir dès le début de l'année prochaine si le Japon ouvre ses frontières aux produits agricoles européens et si l'Europe s'accorde sur l'ouverture de son marché automobile aux véhicules japonais, a déclaré le chef des négociateurs européens dans un communiqué.

"Ces négociations sont très proches de leur conclusion", a commenté Mauro Petriccione, faisant état de "progrès significatifs" au cours des deux dernières semaines. Le Japon a même évoqué la possibilité d'un accord d'ici la fin décembre.

"Nous allons devoir continuer à travailler dans les prochaines semaines pour parvenir à un accord de principe au début de l'année prochaine", a dit Mauro Petriccione.

Pour l'Europe, cet accord représenterait une impulsion pour son économie mais également une avancée symbolique dans ses négociations commerciales qui ont fait l'objet d'une opposition de certaines opinions publiques.

Pour le Japon, c'est l'occasion de montrer que d'autres partenariats peuvent être conclus alors que Donald Trump a décidé de revenir sur le TPP, dont l'administration Obama a fait un des piliers de la politique américaine en Asie.

Le Japon, troisième économie mondiale, est le sixième débouché commercial de l'Europe tandis que l'UE est le troisième débouché commercial du Japon. Reuters 17.12

Le 20 décembre 2016

CAUSERIE

Enfin une vraie bonne nouvelle, comme cela fait du bien !

J'assume, depuis mars 2011 je combats au côté du peuple syrien, donc je ne pouvais pas passer à côté de la libération d'Alep. C'est aussi notre victoire, celle de tous les peuples luttant pour le droit à l'autodétermination qu'a déserté ce qu'on appelait la gauche et l'extrême gauche.

Autrefois, en s'inspirant des enseignements du marxisme, l'avant-garde du mouvement ouvrier soutenait les pays dominés agressés par un ou des pays dominants quel que soit le régime en place dans les pays dominés.

Depuis la guerre contre l'Aghanistan on a pu observer qu'elle avait tourné le dos à ces enseignements, elle vient une fois de plus de l'illustrer avec la Syrie en traitant de la même manière pays dominés et pays dominants. Leur principe internationaliste fait partie du double langage de leurs dirigeants, mêlant vérités, contrevérités et autocensures pour ne pas contrarier le régime qu'ils soutiennent dont ils ont repris en partie la propagande. En espérant que nos lecteurs n'aient pas été dupes.

[Entre les lignes. Lutte quotidienne contre la propagande officielle du régime.](#)

Tombée ou libérée.

- La ville d'Alep est « tombée » regrettait l'AFP, Hollande et le gouvernement français, pas les habitants d'Alep libérés de l'effroyable cauchemar qu'ils ont vécu depuis 2012.

Otage ou assiégé.

- Les habitants d'Alep n'avaient pas été pris en otage par les barbares d'Al-Nosra et Daesh armés par les Etats-Unis et ses alliés dont la France, non, ils étaient "assiégés" par les forces armées de Bachar al-Assad ou de leur propre pays.

La Russie soutient la République arabe syrienne qui combat Al-Nosra et Daesh, alors qui donc la Turquie pouvait-elle représenter ?

- L'opération d'évacuation a débuté jeudi aux termes d'un accord entre la Russie et la Turquie.

Succès diplomatique de la France, vraiment ?

La résolution présentée à l'initiative de la France et rejetée tenait à l'écart les autorités syriennes. Celle adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU hier soir après que la France eut accepté un amendement de la Russie stipulant "que toutes les parties intéressées soient consultées, y compris Damas". Vous avez la réponse à la question posée plus haut.

La dépêche (extrait) de l'AFP falsifiant les faits au profit des autorités françaises.

AFP - A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité une résolution prévoyant le déploiement rapide à Alep du personnel humanitaire de l'ONU déjà présent en Syrie pour surveiller les évacuations. Un premier signe d'unité depuis des mois entre les grandes puissances mondiales sur le conflit. AFP 19.12

Le rétablissement des faits.

- Alep : les enjeux de l'évacuation - sputniknews.com

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité une résolution visant à envoyer des observateurs surveiller l'évacuation des dernières poches de résistance dans les quartiers est d'Alep.

Pas de veto russe, comme le craignaient de nombreux observateurs. Il faut dire que cette fois, son texte a fait l'objet de tractations préalables entre la France et la Russie. C'est d'ailleurs la méthode standard au sein de l'Onu quand on souhaite vraiment faire voter les résolutions, méthode qui n'avait pas été appliquée lors de la présentation des derniers projets à l'Onu concernant la Syrie.

Dans la copie présentée au Conseil, amendée, la Russie a obtenu l'ajout d'un paragraphe imposant que toutes les parties intéressées soient consultées, y compris Damas. Un résultat obtenu à prix de négociations jusque tard dans la nuit, qui ont de facto reporté le vote de cette résolution à ce matin, faute pour les ambassadeurs d'obtenir l'aval de leurs capitales. Un point que souligne le général Dominique Trinquant, fin connaisseur de cette institution qu'il a servi à plusieurs reprises au cours de sa carrière:

Même si une partie de la presse tablait ce matin sur « l'incertitude » du vote, rappelant les précédents vetos russes, les différents représentants s'étaient quittés en bons termes. En témoignent les déclarations Vitali Tchourkine, l'ambassadeur russe à l'Onu, qui a estimé dimanche soir qu'il s'agissait « d'un bon texte » et de son homologue français, qui se voulait rassurant. Un optimisme que partageait en début d'après-midi Dominique Trinquant, à notre micro:

« Si François Delattre dit que cela va passer, c'est qu'il a des certitudes, je le connais, il ne s'avancerait pas sans. » Il faut dire que le premier jet de la résolution française avait été recalé par l'ambassadeur russe qui avait jugé le texte « impraticable et dangereux », évoquant « des éléments discutables ». « Déployer des observateurs prend des semaines, penser qu'on peut le faire en deux ou trois jours n'est pas du tout réaliste. » Ce énième projet de résolution survient alors que les combats à Alep touchent à leur fin, une grande partie des quartiers insurgés ayant été libérés par l'armée régulière. De même pour l'évacuation, un grand nombre de civils, de combattants et leurs familles ont déjà été évacués depuis plus d'une semaine. Les images des fameux « bus verts », mis à disposition par Damas dans cette optique, ont d'ailleurs fait le tour des médias. Mais celles de ces mêmes bus verts incendiés par les rebelles ont été moins diffusées.

La résolution étant à présent adoptée, il ne reste plus qu'à savoir si les observateurs des Nations Unies seront en mesure d'arriver avant la fin des opérations d'évacuation entreprises par Damas, Moscou et Ankara. sputniknews.com 19.12

Médias au service de la guerre.

- Syrie-Russie : assez de manipulation et d'imposture médiatiques ! par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 16 décembre 2016

La guerre qui ravage la Syrie depuis près de 6 ans est un sinistre exemple de plus de la désinformation organisée et systématique de la part des tenants du pouvoir des pays occidentaux et de leurs médias aux ordres, menant le monde à toujours plus de barbarie. Et cela, dès le début de ce conflit, présenté comme un « soulèvement populaire » alors qu'il fait partie de ces complots qui finissent en guerres, fomentés et orchestrés de l'extérieur par les USA et leurs alliés (lire : Le jour avant Deraa : Comment la guerre a éclaté en Syrie – La véritable histoire - <http://arretsurinfo.ch/le-jour-avant-deraa-comment-la-guerre-a-eclate-en-syrie-la-veritable-histoire/>).

Dans son irrésistible et légitime reconquête du pays, ces derniers jours l'armée officielle syrienne soutenue par son allié russe a entamé la reprise d'Alep – seconde ville du pays après Damas – face aux mercenaires djihadistes qualifiés régulièrement par nos médias de « rebelles modérés » – ceux-là mêmes qui égorgent, violent et massacrent les civils quand ils ne les prennent pas pour « boucliers humains » – et à cette heure, la ville semble enfin libérée de ses tortionnaires. Or, que lit-on et qu'entend-on dans ces médias orientés : que la ville d'Alep est « tombée »... une terminologie qui en dit long sur la désinformation !

L'habituelle clique de bobos, tant de droite, de gauche, du centre que des verts, bien installée dans ses certitudes – les Kouchner, Glucksmann, B-H Lévy, Fabius, Cohn-Bendit, Ayrault, Duflot, Mariton, etc... – qui à longueurs d'ondes nous a rabâché son refrain élimé de « droits de l'homme et blabla... », falsifiant les faits, les chiffres, relayant la propagande occidentale, mentant sur le quotidien des populations syriennes et ne ratant jamais l'occasion de flamber le président Al Assad, fulmine de cette situation imprévue qui met à mal ses plans sordides, et pousse le ridicule – pour ne pas dire l'abject – à demander l'intervention de Normal 1er – déjà complètement grillé sur ce dossier – à se rendre sur place, à Alep... (...)

(LVOG - Je n'ai pas reproduit la dernière phrase dans laquelle l'auteur de cet article affirmait que Hollande avait commis des "erreurs en ce dossier", alors qu'en réalité il n'a fait que s'aligner sur l'extrême droite néolibérale américaine ou Israël, c'est la même chose, pour finalement déplorer que la diplomatie de la France était "moribonde", ce qui nous réjouirait au contraire, considérant que la France n'existe pas pour nous indépendamment de son régime auquel on ne souhaite pas vraiment une bonne santé puisque nous combattons pour le renverser.

La différence entre l'auteur de cet article et nous, c'est qu'il se situe sur un plan intégrant le capitalisme dans la France, alors que nous nous situons sur le terrain de classe indépendant du prolétariat qui combat pour en finir avec le capitalisme, donc nous nous situons sur des terrains de classe opposés. Nous ne nous réclamons pas de la France telle qu'elle existe ou soumise au capitalisme. Chaque fois que dans un article ou une déclaration son auteur s'exprime au nom de la France, il se situe sur le même terrain que l'auteur de cet article.)

Un siècle après les accords désastreux de Sykes-Picot (1916), la France « sionisée » de l'intérieure, se pense encore au temps des colonies. A tel point que Le Figaro ose proposer à ses lecteurs un referendum leur demandant s'ils sont pour ou contre le maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir ! (Souhaitez-vous que Bachar el-Assad reste à la tête de la Syrie, Le Figaro, Mise à jour le 14 décembre 2016). De quel droit ce piètre canard s'autorise-t-il à croire qu'il peut intervenir dans les affaires intérieures d'un pays souverain et que sa voix aurait un quelconque poids ?! C'est d'un grotesque ! Où vont ces médias – Mediapart compris – et leur bande d'affidés avec de telles pratiques ?! Pour qui se prennent-ils ?! Ignorants des réalités des civils syriens et aveuglés par une idéologie qui a déjà produit tant de dégâts et de désastres en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Palestine, au Liban, au Yémen, ... que cherchent donc ceux qui s'acharnent contre la Syrie, à moins de vouloir écarter le principal obstacle résistant au projet d'extension sioniste de l'Etat d'Israël ?

Par ailleurs, qu'aurait donc fomenté la Syrie comme plan funeste à l'égard de l'un ou l'autre pays européen pour que ceux-ci s'octroient le droit d'intervenir dans cet Etat souverain ?! Après avoir démasqué les complots qui n'avaient pour seuls objectifs que de s'en approprier les richesses puis les contrats de reconstruction, les cuisants échecs des interventions dans d'autres pays du M-O depuis près de 30 ans ne servent-ils pas de leçon ?! Ce petit monde politico-médiatique va-t-il encore s'obstiner longtemps dans ce réflexe grossier de se croire supérieur à ce qui fut le berceau de nos civilisations, sous le label aisé des droits de l'homme et du droit d'ingérence ?! Quand donc, ces « spécialistes » vont-ils avoir la modestie élémentaire qui convient face à des Etats qui sont millénaires et savent mieux que la plupart d'entre eux ce que le mot « civilisation » recouvre ?! Quand donc ces « experts » autoproclamés auront-ils un vrai respect pour les populations que d'aucuns affirment vouloir soutenir et aider quand tout indique que leurs sordides manœuvres mènent ces dernières au pire et ne sont qu'un encouragement aux multinationales pour piller ces pays en toute impunité ?! (La libération imminente d'Alep a déjà des conséquences géopolitiques inquiétantes pour l'Europe, 12 décembre 2016 - <http://www.arretsurinfo.ch/la-liberation-imminente-dalep-a-deja-des-consequences-geopolitiques-inquietantes-pour-leurope/>)

Le propos n'est pas d'exprimer ici ou là une admiration inconsidérée pour tel dirigeant plutôt qu'un autre. Le propos est de dénoncer une abjecte propagande anti-syrienne qui dure depuis bientôt 6 ans, en trompant délibérément l'opinion publique occidentale sur le dos de milliers de victimes qui sont allées rejoindre celles des guerres précédentes dont on sait qu'elles étaient déjà orchestrées pour et par les puissances occidentales en tête desquelles, les USA ! Et dont on ne dira jamais assez que les retombées dans nos pays sont les attentats terroristes face auxquels nos gouvernements ne répondent jamais de leurs responsabilités directes !

Il y a quelques années déjà, je soulignais le changement qui s'annonçait par l'usage de plus en plus étendu des moyens de communication. Aujourd'hui, internet permet à un nombre croissant de citoyens de croiser les informations dont certains médias pensent qu'ils ont encore le monopole en continuant à tromper leurs lecteurs et auditeurs. Ce temps-là est révolu, mais d'aucuns ne l'ont pas encore compris. Abonnés des micros qui leur sont tendus et des plateaux-télévisés où ils ont leurs entrées, certains s'imaginent que le peuple « attend » leur message comme un rai de lumière jeté sur d'obscurs événements. Qu'ils se ravisent : comme les derniers résultats des élections à travers le monde, les peuples ont appris à réfléchir par eux-mêmes et n'ont plus besoin qu'on leur dise qui croire, pour qui voter, ni comment penser ! Que tous ces prétentieux retournent donc à leurs antres et se fassent discrets, tremblant qu'on les oublie, au risque de devoir un jour rendre des comptes ! Mondialisation.ca 16.12

On comprend mieux maintenant pourquoi et comment Alep a pu être libérée en faisant un minimum de victimes civiles.

- Le rôle des Spetsnaz dans la libération d'Alep par Valentin Vasilescu - Mondialisation.ca, 16 décembre 2016

En libérant la route Castello à la mi-2016, l'armée arabe syrienne a permis l'isolement quasi total de 10 000 rebelles dans l'est d'Alep. Après cinq années de guerre civile, l'armée arabe syrienne a surpris par son niveau d'efficacité maximale prouvé par l'opération de libération de la partie Est de la ville d'Alep. La base de cette efficacité se trouve dans une vaste action de désorganisation de la direction des groupes des mercenaires islamistes menée par les opérations des forces spéciales de l'armée russe, les Spetsnaz. Les Spetsnaz sont directement subordonnés au GRU, le service de renseignement militaire de la Fédération de Russie et disposent de 13000 combattants. 25% seulement des effectifs des Spetsnaz, c'est-à-dire un régiment (45 parachutistes), sept groupes de troupes terrestres (les groupes 2, 3, 10, 14, 16, 22 et 24) et quatre groupes de la Marine (420, 431, 442 et 561), sont autorisés à mener des actions clandestines, loin de la Russie.

Pour agir dans un environnement hostile nécessitant de l'intelligence, la force physique et mentale, la motivation, la capacité de travail en équipe et la prise de décision rapide, l'armée russe a sélectionné pour le contingent de la Syrie trois bataillons de Spetsnaz, autorisés à l'action clandestine qui connaissent parfaitement la langue arabe et les coutumes locales. Durant un an, un bataillon Spetsnaz s'est infiltré progressivement à Alep, dans les zones contrôlées par les rebelles islamistes. Le bataillon des Spetsnaz a été structuré en 30 équipes Alpha, formées de 10 soldats chacune dotées de matériel de communications ayant les dimensions d'une tablette qui permet la communication à voix basse et la transmission de vidéos et de données par satellite dans la bande X (de 7 à 11,2 GHz). Des terminaux similaires existent dans le système russe de collecte et de traitement de l'information C4I (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement et interopérabilité) que les Russes ont créé en Syrie. Les équipes de Spetsnaz disposent en plus d'appareils de vision nocturne, les exposants, de GPS, de balises, d'émetteurs de faisceaux laser et une multitude de capteurs avec lesquels ils surveillent, en continu, des individus ou des groupes de personnes.

Les activités de recherche par les informateurs (HUMINT) et par les moyens techniques (SIGINT, IMINT, MASINT) de l'armée russe ont mené à la conclusion que des sponsors étrangers fournissent des informations (certaines obtenues par satellite ou des drones de reconnaissance) relatives aux faiblesses du dispositif de l'armée arabe syrienne et ses plans opérationnels, à destination de seulement 50 commandants de groupes islamistes à Alep. C'est également par l'intermédiaire de ces commandants que passent le paiement des soldes des mercenaires, la livraison d'armes, de munitions et les instructeurs militaires. C'est la raison pour laquelle les Russes ont décidé de leur élimination physique.

10% seulement des combattants islamistes dans l'est d'Alep sont Syriens, ce qui explique que la population d'Alep, non seulement refuse de collaborer avec eux, mais tentent de fournir, autant que possible, des informations à l'armée arabe

syrienne. Cette réalité sur le terrain a facilité l'infiltration des Spetsnaz et leur présence devenue légendaire dans les quartiers Est d'Alep, où ils ont créé des abris, des points d'observation, et effectué le recrutement de groupes de soutien parmi les civils syriens. En quelques mois, chaque équipe a recueilli des informations sur l'emplacement des membres de la structure de direction, les habitudes et les faiblesses des dirigeants de groupe islamiste tenant les zones d'occupation. Sous prétexte de procurer de quoi manger, certains membres des équipes Alpha Spetsnaz se sont portés volontaires pour participer au creusement des abris et des tunnels destinés à stocker les armes et les munitions des djihadistes. Disposant d'énormes quantités d'euros et de dollars, les membres des équipes Alpha Spetsnaz ont ensuite soudoyé des combattants islamistes de bas niveau pour obtenir des permis de libre passage et la possibilité de travailler dans des ateliers pour la réparation ou l'entretien de véhicules, de blindés ou de matériel de communication. Les djihadistes ont déclaré qu'ils possédaient des camionnettes Toyota Tacoma modernes fabriqués à San Antonio (Texas), dont le moteur de 3,5 litres de 278 chevaux est assisté par un microprocesseur.

Au final, pour de l'argent, de nombreux rebelles sont devenus des informateurs pour les membres des équipes Alpha Spetsnaz. Dans chaque équipe Alpha, il y avait deux spécialistes de réparation et de gestion pour tous les matériels autos et blindés, et trois spécialistes de l'exploitation, la programmation et la réparation de matériels de communication (y compris le déploiement de dispositifs de repérage par satellite et qui permettent d'émettre). L'équipe comporte également trois tireurs d'élite qui sont chargés de guider les attaques de l'aviation par le biais de commandes vocales ou en plaçant des balises ou grâce à des faisceaux laser pointant sur l'objectif visé. Deux autres membres de l'équipe font partie du génie, spécialisés dans la fabrication de système de camouflage intégral, d'explosifs artisanaux et dans le déminage. Tous les membres d'une équipe alpha sont spécialisés dans l'utilisation de tous les types d'armes et sont formés à la manière d'apporter les premiers soins.

Ceci explique le fait que quelques jours avant le début de l'opération de libération de la zone Est d'Alep menée par l'armée arabe syrienne, on a vu apparaître sur les comptes des réseaux sociaux de la soi-disant opposition syrienne des info sur la liquidation de plus de 10 commandants parmi les plus hauts placés des groupes islamistes, tous abattus avec des fusils de sniper de gros calibre, par des tireurs d'élite Spetsnaz postés à une grande distance de leurs cibles.

Huit autres commandants rebelles ont été tués par l'aviation russe pendant qu'ils parlaient sur les téléphones cellulaires ou par satellite. Les téléphones avaient été « travaillés » au préalable par les équipes Alpha des Spetsnaz de telle sorte que les missiles « intelligents » soient guidés par le signal qu'ils émettent. 12 autres commandants islamistes ont été éliminés par des frappes aériennes sur les voitures ou les blindés dans lesquels ils se déplaçaient dans Alep. Les équipes Alpha des Spetsnaz avaient monté sur ces véhicules des dispositifs miniatures de marquage localisables par satellite. Dans le même temps, des missiles de croisière ou des bombes lancées par l'aviation russe, se fiant aux coordonnées GPS reçues des équipes Alpha des Spetsnaz, pour pulvériser les bâtiments ou les bunkers d'Alep-Est au moment exact où s'y tenaient les réunions de commandements de chefs islamistes.

La veille de l'offensive de l'armée arabe syrienne, des avions russes ont effectué 24 raids et ont bombardé les abris et les tunnels souterrains, laissant les rebelles sans munitions. Les bombes de l'aviation russe ont été guidées par des balises de marquage mises en place par les équipes Alpha. Les activités de ces équipes ont continué pendant l'offensive de l'armée arabe syrienne, transmettant par satellite des informations et des images sur les dispositifs de défense adoptés par les groupes islamistes à Alep, et localisant avec précision les zones de concentration, les moyens de feu. Cela a permis aux avions russes de neutraliser les blindés et l'artillerie des islamistes et syrienne. Ils ont permis à l'armée arabe syrienne de découvrir des couloirs d'infiltration et de les utiliser pour contourner et envelopper leurs points d'appui, réussissant à fragmenter les dispositifs de défense et à détruire chacun d'eux.

Conclusions.

Nous assistons à la transformation militaire des forces spéciales des grandes puissances mondiales, de simples combattants de type Rambo pour devenir des professionnels de haute technologie.

La Russie a démontré qu'elle disposait de forces spéciales, comme les Etats-Unis, et dont le professionnalisme peut changer le sort de la guerre.

Les islamistes en Syrie peuvent être faciles à battre quand ils sont isolés, sans possibilité de recevoir des renforts, de l'argent, des armes et des informations de leurs sponsors externes.

Après cette première tentative réussie, les Russes peuvent infiltrer les équipes Alpha des Spetsnaz en territoire détenu par l'État islamique. Ce qu'ils n'avaient fait jusqu'à présent. Les actions des Spetsnaz ont influencé de manière décisive l'opération de libération menée par l'armée arabe syrienne contre le groupe Etat islamique. Mondialisation.ca 16.12

Format pdf : <http://www.mondialisation.ca/le-role-des-spetsnaz-dans-la-liberation-dalep-en-savoir-plus-sur-httpreseauinternational-netle-role-des-spetsnaz-dans-la-liberation-dalepori2zs3dsxqhvbi7-99/5562927?print=1>

Quelques courtes vidéos

"Syriennes" - "Syrians"

<https://www.youtube.com/watch?v=EhL8D0wYevo>

Libération d'Alep : triomphe pour Damas et ses alliés, tragédie pour l'Occident

<https://www.youtube.com/watch?v=fUuVZxvydcU>

Vidéo en arabe, mais les images sont parlantes.

<https://www.youtube.com/watch?v=fpw3oTDelyk>

« Les centaines de missiles entassés dans leurs caisses en bois ne détruiront plus Alep. Des munitions pour armes lourdes et des missiles anti-char que les terroristes n'auront pas eu le temps d'embarquer dans leur fuite devant l'avancée fulgurante de l'Armée syrienne. Des dizaines de caisses dont les numéros de série montrent qu'elles ont été achetées par le Pentagone en Bulgarie, en Roumanie et en Serbie, en trois transactions entre décembre et juin de l'année dernière. Les missiles Grad sont arrivées à Alep via les ports de Turquie et de Jordanie à travers la brèche d'Al-Ramoussa ; ce qui prouve que l'administration américaine a continué à envoyer des armes malgré l'accord conclu avec la Russie...

Les numéros de série des missiles TOW américains montrent qu'ils sont arrivés des entrepôts de l'Armée US en juin dernier et le « contingent 16 » de l'ASL [la soi-disant Armée Syrienne Libre], entraîné par les USA, n'a pas mieux défendu les missiles d'une valeur de plus de 100 millions de Dollars US, lesquels sont désormais entre les mains de l'Armée syrienne...

La découverte de plusieurs caches d'armes et de missiles dans les sous-sols du vieux Alep témoigne du nombre considérable de transactions conclues durant l'agression contre Alep et des milliards de dollars dépensés pour ravir la ville à la Syrie ».

Mondialisation.ca

ACTUALITE EN TITRES

Qui sauvera le PS ?

- Une pétition pour arrêter «le massacre» des rats à Paris - LeFigaro.fr

Qui sauvera un régime moribond ?

- Lutte contre la corruption : Transparency France salue "une amorce de changement de culture" depuis l'affaire Cahuzac - Franceinfo

Pour rappel : Transparency International liée à la NED, vitrine de la CIA...

La preuve... du contraire :

Selon que vous soyez puissant ou misérable...

- Christine Lagarde jugée coupable mais sans peine : un régime de faveur ? - Franceinfo

Des politiques s'interrogent sur l'indépendance de la Cour de justice de la République après que Christine Lagarde ait été déclarée coupable de négligence dans l'affaire Tapie, mais non sanctionnée par une peine ce lundi 19 décembre.

- Le FMI apporte sa "pleine confiance" à Lagarde malgré le jugement de Paris - AFP

Double peine

- Le Smic augmentera de 11 euros en janvier, sans "coup de pouce" - AFP

Une nouvelle année sans "coup de pouce": le gouvernement a annoncé lundi une hausse du Smic de 0,93% au 1er janvier, soit une revalorisation de 11 euros net par mois.

Début 2017, le Smic horaire passera de 9,67 à 9,76 euros brut, a annoncé le ministre du Travail Myriam El Khomri aux partenaires sociaux. Un salarié rémunéré au Smic touchera ainsi 1.480,27 euros brut mensuels. Après déduction des cotisations sociales, il recevra 1.153 euros sur son compte bancaire, soit une hausse de 11 euros par rapport à 2016.

Le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, a expliqué qu'il ne fallait "pas obérer le redressement des entreprises au moment où la croissance recommence à poindre", et souligné que le niveau très bas de l'inflation "permet malgré tout d'engranger du pouvoir d'achat pour ceux qui sont au Smic".

L'exécutif n'a plus accordé de "coup de pouce" au Smic depuis le 1er juillet 2012. AFP 19.12

Qui en doute encore ?

- La classe politique française est-elle intégralement corrompue ? - Franceinfo

Il reste La voix de l'opposition de gauche, incorruptible, inoxydable, lucide, trop apparemment au goût des militants qui pratiquent la ségrégation ou le sectarisme envers son auteur, ils préfèrent la compagnie des imposteurs, c'est leur droit.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le meurtre de l'ambassadeur russe en Turquie est signé.

Il peut aussi être le fait d'un homme isolé qui a été particulièrement réceptif à la propagande hystérique des médias occidentaux... A suivre.

- Meurtre de l'ambassadeur: «Une tentative de saboter la rencontre sur la Syrie» - sputniknews.com

L'assassinat de l'ambassadeur russe en Turquie intervient à la veille de la rencontre des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la Russie, de l'Iran et de la Turquie au sujet de la Syrie. Ce n'est pas un hasard, estime l'expert militaire Koray Gurbuz dans son commentaire pour Sputnik.

« La Russie, la Turquie et l'Iran souhaitent sincèrement établir une paix stable dans la région. C'est pourquoi les décisions qui seront prises demain seront très importantes. Tout le monde sait que les Américains ont des plans pour la reconfiguration du Grand Proche-Orient. C'est pour réaliser ces plans que la discorde dans la région a été semée », explique l'expert militaire Koray Gurbuz dans son commentaire pour Sputnik.

Dans cette situation, la rencontre à Moscou est très importante, d'autant qu'elle se tient à la veille de la rencontre entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan à Astana, au Kazakhstan, indique M. Gurbuz.

La rencontre à Moscou est un terrain préparatif, seuls les efforts communs de la Russie, de la Turquie et de l'Iran permettent d'espérer un règlement de la crise syrienne, déclare l'expert. Selon lui, l'attaque contre l'ambassadeur russe à Ankara peut être considéré comme une tentative de saboter les contacts planifiés entre ces trois pays au sujet de la Syrie. sputniknews.com 19.12

- Conseiller d'Erdogan: l'ambassadeur russe tué pour saper les efforts russo-turcs à Alep - sputniknews.com

« Le meurtre de l'ambassadeur russe en Turquie visait à ébranler les relations russo-turques qui nuisent aux intérêts occidentaux ».

Et de conclure :

« Certes, l'excellente coopération entre la Turquie et la Russie à Alep aurait pu mettre en colère plusieurs personnes qui ont provoqué cet assassinat. Cependant, ils ciblent la coopération entre les deux pays dans tous les domaines. », a-t-il rajouté. sputniknews.com 19.12

Commentaire d'un internaute :

- "Il est évident que derrière l'assassina ignoble d'Andre? Karlov les ennemis de la Russie libre sont passés à un niveau supérieur dans leurs crimes abjects. Cet homicide, bien préméditée, a certainement beaucoup à voir avec la victoire de Damas et ses fidèles alliés qui ont repris aux terroristes la grande ville d'Alep. En quelque sorte, c'est la réponse du berger à bergères qui, en parallèle, à programmer, le même jour, une attaque au camion-bélier en Allemagne. Une façon astucieuse de détourner l'attention du public et de l'aiguillonner surtout vers l'événement meurtrier qui a eu lieu à Berlin. Quoi qu'il en soit, dans les 2 cas, les "braves journalistes" de BFM TV, Itélé, LCI, France 24, Euros-News, RFI, France Info, France Inter, Le Monde, le Figaro, Libération, Le Parisien etc..... ne manqueront pas, comme d'habitude, d'aborder cette actualité biaisée du terrorisme

durant des heures, des jours, des semaines etc.... en prenant toujours le soin de ne jamais dénoncer les sponsors des terroristes."

[Le meurtre d'un ingénieur palestinien en Tunisie est signé.](#)

- Tunis enquête sur le meurtre d'un membre du Hamas - Reuters

Le gouvernement tunisien a jugé possible l'implication d'une organisation étrangère dans l'assassinat jeudi dernier près de Sfax d'un Tunisien que l'organisation radicale palestinienne Hamas présente comme l'un de ses experts en matière de drones. Reuters 19.12

- Le Mossad assassine Muhammad al-Zawahri, ingénieur de la résistance palestinienne - Arrêt sur Info

L'aile militaire du mouvement Hamas, les Brigades Izz ad-Din al-Qassam, a diffusé samedi soir une déclaration confirmant que l'ingénieur aéronaval tunisien Muhammad al-Zawahri, assassiné jeudi en Tunisie, était l'un de ses dirigeants et avait organisé la fabrication de drones pour le mouvement de la résistance islamique. Selon le communiqué, al-Zawahri, âgé de 45 ans, est un « martyr de la Palestine, de la Tunisie et des nations arabes et islamiques ». Toujours selon le communiqué, l'ingénieur aurait été assassiné par le Mossad, et était un des responsables de l'aile militaire du Hamas.

Le Hamas a accusé directement Israël de l'assassinat, en disant que « les mains sionistes lâches ont assassiné le responsable des brigades d'al-Qassam », et a déclaré que al-Zawahri était un « pionnier du printemps arabe et un soutien de la révolution et de la résistance palestiniennes ».

La déclaration souligne que les drones Ababil, le drone développé par l'Iran et fabriqué par al-Zawahri, ont joué un rôle majeur dans la résistance pendant l'offensive militaire israélienne de 2014 sur la bande de Gaza assiégée.

Selon la déclaration du Hamas, al-Zawahri avait rejoint l'aile militaire du Hamas il y a dix ans, en suivant les « exemples connus » de plusieurs combattants arabes et musulmans qui ont lutté contre « l'ennemi sioniste » et défendu la Palestine.

Selon le journal israélien Haaretz, le journaliste tunisien Burhan Basis a déclaré que le Mossad avait mené l'assassinat et que le travail d'al-Zawahri sur les drones pour le mouvement Hamas avait conduit les services de renseignements israéliens à cibler l'ingénieur.

Al-Zawahri aurait été « abattu à bout portant avec six balles, dont trois à la tête, alors qu'il était dans sa voiture », a ajouté Haaretz, ajoutant que les rapports indiquaient que l'assassin était « hautement professionnel et compétent et n'a laissé aucune trace. » Arrêt sur Info 19.12

[Etats-Unis Le complexe militaro-industriel-financier est comblé.](#)

- Trump nomme un milliardaire au poste de secrétaire à l'Armée - sputniknews.com

Le président américain élu Donald Trump prévoit de nommer le milliardaire fondateur de la société Virtu Financial, spécialisée dans le trading à haute fréquence, et propriétaire majoritaire des Panthers de Floride, Vincent Viola, au poste de secrétaire à l'Armée des États-Unis, annonce lundi son équipe de transition.

Le président élu des États-Unis se dit heureux, dans un communiqué, de pouvoir compter sur les services d'un homme, « que ce soit par son activité militaire ou son impressionnante performance dans le milieu des affaires, (qui) a prouvé tout au long de sa vie qu'il sait comment être un leader et obtenir des résultats lorsqu'il affronte des défis ».

L'ancien militaire Vincent Viola, par le passé élève de la prestigieuse académie de West Point, a par ailleurs contribué à fonder le Combating Terrorism Center après les attentats du 11 septembre 2001. sputniknews.com 19.12

CAUSERIE

Cette causerie est consacrée à la Syrie. Je ne sais pas si j'aurai le temps aujourd'hui d'actualiser les infos en bref.

On pourrait la dédier à Daniel Gluckstein qui vient d'écrire dans le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs : "*Un journal ouvrier doit-il donner les faits ?*", assurément et ce n'est pas nous qui dirons le contraire, à condition qu'il s'agisse de tous les faits, et pas seulement des faits qu'on a soigneusement sélectionnés pour justifier une ligne politique ou une position.

Sur ce plan le POI et le POID ont publié depuis 2011 un grand nombre d'informations que les autres partis et médias ont censurées, il faut le reconnaître puisque c'est la vérité. Par contre, ils ont continué de caricaturer le chef d'Etat syrien en le présentant comme un horrible dictateur de concert avec l'ensemble de la réaction, dont Hollande et le gouvernement français qui leur seront grès d'avoir repris à leur compte leur propagande. C'est ce double langage ou jeu que nous dénonçons et combattons ici.

Guerre implacable à l'opportunisme qui en versant dans le déni, la désinformation et le mensonge rend un service inestimable au camp de la réaction et de la guerre.

On peut comprendre pourquoi des travailleurs peuvent passer de partis du mouvement ouvrier au FN, ils y sont poussés par les discours adoptés par les dirigeants des partis dits ouvriers que nous condamnons.

Dans la rubrique *Défense du marxisme*, j'ai ajouté un texte de Léon Trotsky rédigé à Coyoacan, le 24 janvier 1940, qui traitait des guerres nationales bourgeoises.

A la suite de ces extraits j'ai ajouté le commentaire que vous trouverez ci-dessous, auquel je rajoute le brouillon que j'avais rédigé la veille qui traite de la même question en apportant quelques précisions. Ayant prévu de publier cette causerie hier, mais ayant manqué de temps pour le faire, depuis j'ai rédigé une troisième partie ou un complément que vous trouverez à la suite, c'est l'analyse la plus élaborée qui nous servira de conclusion pour le moment.

Première partie rédigée le matin du 22 décembre.

En 2011, 140 ans plus tard il ne restera plus rien de ces "leçons extraordinairement instructives" au sein du mouvement ouvrier français (notamment).

Que Kadhafi ait incarné l'unité et la souveraineté de la Lybie, le pays le plus développé du continent africain, qu'Assad ait incarné une république laïque et un des pays les plus développés du Proche-Orient, face à des régimes monarchiques, féodaux, archaïques, de terribles dictatures pratiquant la charia, alors que ces deux Etats indépendants et souverains résisteront à l'impérialisme américain prêt à les détruire, à les disloquer si nécessaire en recourant à une horde de barbares sanguinaires pour parvenir à ses fins, les dirigeants du mouvement ouvrier de tous les partis sans exception reproduiront le discours des représentants de la réaction en présentant leurs chefs d'Etat comme de terribles dictateurs à la tête de régimes tyranniques.

Les dirigeants de tous les partis sans exception du mouvement ouvrier ne tiendront pas compte non plus que Kadhafi et Assad bénéficiaient du soutien de l'immense majorité de leurs peuples. A aucun moment ils ne produiront une analyse sur la situation en Libye et en Syrie sur la base des rapports existant entre les classes dans ces pays en les reliant au développement du capitalisme mondial.

Pire, à l'instar des représentants des puissances occidentales et des médias ils pratiqueront l'autocensure en refusant d'utiliser les arguments ou les faits en leur possession qui leur auraient permis de démonter la propagande de guerre de Washington, Bruxelles et de l'OTAN.

Un grand nombre de commentateurs bourgeois se sont demandés pourquoi contrairement à autrefois quand des pays dominés étaient agressés par des pays dominants le mouvement ouvrier international se mobilisait au côté des pays dominés agressés par des impérialistes, ou lorsque que des pays luttaienent pour conquérir leur indépendance ou leur souveraineté, de nos jours il les abandonnait à leur triste sort, sans pouvoir répondre à cette question, puisqu'il leur aurait fallu mettre en lumière que le mouvement ouvrier international était totalement corrompu à quelques exceptions près marginales, et qu'il était complice des impérialistes intervenant militairement en Libye et en Syrie.

En résumé, les dirigeants de tous les partis sans exception du mouvement ouvrier se livreront au double langage habituel, consistant à dénoncer une agression impérialiste tout en reprenant à leur compte les arguments des représentants de l'impérialisme qui la justifiaient ainsi, de sorte que l'ensemble de ces arguments se neutralisaient réciproquement et laissait le champ libre au camp du plus puissant, au camp de la guerre, ce qui explique pourquoi ils se mirent dans une situation qui ne leur permettait pas de mobiliser les masses au côté des peuples libyen et syriens contre ces guerres néocolonialistes, pour peu qu'ils en aient eu l'intention un jour, ce dont on est en droit de douter fortement au regard de cette expérience.

Cette méthode du double langage et jeu était fort pratique ou présentait l'avantage de laisser à chaque militant ou travailleur l'opportunité d'interpréter la situation en fonction de ses intérêts individuels et non en se situant sur le terrain de la lutte des classes, ce qu'ils ignoreront évidemment. Comment, en s'appuyant sur l'un de ces arguments contradictoires de manière à diviser le mouvement ouvrier, à le paralyser, mieux, de sorte qu'aucune tendance ne s'en dégage, ce qui offrirait pas la suite l'opportunité à ses dirigeants de manoeuvrer ou d'instrumentaliser les conclusions de ces guerres à leur profit sans scrupule et pratiquement sans risque, puisque militants et travailleurs n'y ayant rien compris continueront de se faire manipuler. Il suffira d'invoquer la situation en France ou de reporter sur les travailleurs leur propre impuissance ou trahison et le tour sera joué.

Les dirigeants de tous les partis sans exception du mouvement ouvrier ont ainsi trahi le principe de l'internationalisme prolétarien, du droit des peuples à l'autodétermination, et démontré si nécessaire qu'ils avaient bien rompu avec le marxisme et le socialisme dont ils continuent de se réclamer.

En guise de deuxième partie, le brouillon rédigé le 21 décembre.

- Depuis mars 2011 ils ont adopté le même discours ou la même propagande de la réaction sur la Syrie et la Libye.

Ils ont commencé par affirmer que Kadhafi était en train de massacrer son peuple à Benghazi qui aurait manifesté pacifiquement, alors que c'était faux. Ils ont déclaré qu'Assad massacrait son peuple à Deraa, alors que c'était faux.

En réalité Assad tout comme Kadhafi furent confrontés à une provocation armée menée par des salafistes ou des takfiristes recrutés et armés à cet effet par Washington, Riad, Doha, Tel Aviv, Londres et Paris notamment. Ils y répondirent en recourant à l'armée pour la réprimer, parce qu'aucun Etat ne peut répondre à ce genre d'agression armée en distribuant des fleurs ou des cachous. En Syrie pour parfaire l'opération, les Américains firent en sorte que ses mercenaires armés se mêlent à un mouvement social pour que l'armée fasse des victimes parmi les manifestants, pour ensuite pouvoir accuser Assad de réprimer féroce un mouvement pacifiste et justifier une intervention militaire occidentale pour renverser cet ennemi de la démocratie.

Cette falsification des faits était destinée à justifier une intervention militaire des puissances occidentales dite préventive à caractère humanitaire, pour que les populations occidentales y adhèrent et que leurs aventures guerrières soit ainsi légitimées, les médias aux ordres se chargeant du matraquage quotidien pour leur imposer.

De mars 2011 à décembre 2016 les Etats-Unis et leurs alliés, l'OTAN, l'UE, tous les partis de la réaction, tous les dirigeants des partis dits ouvriers et des syndicats, tous les représentants des ONG ont affirmé que la Libye et la Syrie étaient gouvernés par d'horribles dictateurs qui massacraient leurs peuples, alors qu'il s'est avéré que c'était une infâme falsification de la réalité que tous se sont employés à systématiquement censurer.

Etant donné que cet argument devait servir à justifier une intervention militaire des puissances occidentales auprès de leur population dans le but affiché de renverser les chefs d'Etat libyen et syrien, afin d'installer un gouvernement qui appliquerait la politique que leur dicterait l'impérialisme américain, tous ceux qui ont eu recours à cet argument partagent la responsabilité de la destruction de la Libye et de la Syrie et du massacre de ces peuples.

Dès lors, les mêmes partis dits ouvriers pouvaient tranquillement condamner le bombardement de ces pays en recourant au principe de l'internationalisme prolétarien pour couvrir leur ignominie ou se donner bonne conscience.

A la place de Kadhafi ou d'Assad, n'importe quel gouvernement dans le monde aurait réagi de la même manière, un gouvernement ouvrier révolutionnaire également, sans doute plus rapidement et plus féroce encore pour empêcher que la situation ne dégénère ou avant que la réaction internationale n'ait le temps de se retourner.

Tout cela pour dire que tous les partis dits ouvriers ont fait preuve d'un cynisme, d'une hypocrisie criminelle et inutile en s'alignant sur la réaction dans l'affaire libyenne et syrienne, mais aussi irakienne. Pire encore, ils auront ainsi empêché le prolétariat international de partager la victoire du peuple syrien à Alep contre les forces coalisées de la réaction et de pouvoir en tirer la leçon politique qu'il est possible de la vaincre dans chaque pays et à l'échelle mondiale, qu'aucun peuple n'acceptera jamais d'être réduit en esclavage, y compris au moyen de la pire barbarie, et qu'uni il est invincible.

Tous ceux qui ont aveuglément approuvé la politique de ces partis ne peuvent revendiquer la victoire que vient de remporter le peuple syrien, ils sont du côté des vaincus, cela devrait les faire réfléchir s'ils en sont capables.

Nous avons à juste titre dénoncé la conception de la lutte de classe de ces partis dont les discours se résument à de la propagande stérile ou pire encore comme on vient de le voir, au lieu de reprendre la méthode du marxisme basée sur les faits, l'enchaînement des faits, consistant à parvenir à des conclusions politiques à partir de l'interprétation de la situation dans un pays qu'il est impératif de connaître au préalable pour comprendre sur quoi reposent les rapports entre les classes auxquels aucun principe au monde ne peut se substituer.

Ces abominables manoeuvriers se sont sciemment servis du principe de l'internationalisme prolétarien et du droit des peuples à leur autodétermination pour emmener leurs militants au côté de la réaction à leur insu ou inconsciemment le plus souvent.

Quand les bolcheviks firent la paix de Brest-Litovsk avec l'impérialisme allemand, quand ils matèrent la révolte de Cronstadt, quand ils opérèrent le brutal tournant de la NEP, etc. ils n'avaient pas vraiment le choix des armes pour défendre l'Etat, la révolution prolétarienne, le nouvel Etat ouvrier. La comparaison avec la Libye et la Syrie s'arrête là, vaut mieux le préciser.

Si les braves dirigeants du POI, du POID, du NPA, de LO ainsi que ceux de tous les groupes de militants qui en sont issus avaient vécu à cette époque, ils auraient hurlé à la trahison, ils auraient sans doute été parmi les premiers à capituler en rase campagne devant l'ennemi comme on vient de le voir. Assez d'imposture !

Leur comportement pose une foule d'autres questions politiques qu'on a déjà largement abordées dans de précédentes causeries. Je me suis demandé si les trotskystes avaient réellement adopté une position correcte au cours de la Seconde Guerre mondiale après la mort de Trotsky, je n'en suis plus si sûr que cela. On y réfléchira plus tard, si possible, car je manque cruellement de documentation.

La troisième et dernière partie rédigée entre le 22 au soir et le 23 au matin.

Pourquoi ont-ils caractérisé S.Husseïn, M. Kadhafi et Bachar al-Assad de dictateurs, alors qu'ils n'ont pas employé cette expression envers Reagan, Thatcher, Clinton, Bush père et fils, Obama, Cameron, Sarkozy, Mitterrand, Hollande, pour ne citer que quelques-uns des dirigeants occidentaux parmi bien d'autres qui se sont illustrés par des guerres impérialistes, des génocides, des guerres civiles, des famines qui ont fait des millions et millions de morts innocents, pas dans leur propre pays, ceci doit expliquer cela, on ne peut pas couper le bras de ceux qui vous nourrissent, on comprend, en fait les rapports (complaisants ou de soumission) qu'ils entretiennent avec les représentants de ces Etats sont les mêmes que ceux qui ont cours à l'ONU ou au TPI.

Depuis le début ils ne cessent de présenter complaisamment Assad et le gouvernement syrien sous les pires auspices à l'instar des médias et des représentants des puissances occidentales.

En revanche, à aucun moment ils ne tiendront compte de la structure sociale et du niveau de développement économique de la Syrie et des rapports qui les caractérisent à la fois capitalistes et moyenâgeux, féodaux ou tribaux, de sorte que leur analyse des rapports politiques entre les classes, les institutions ou sur la nature du régime qui en sont le produit, la société syrienne en général, sera faussée pour les avoir appréciés à l'aide d'instruments (principes et valeurs) appropriés pour évaluer la situation des pays économiquement les plus développés.

Dans un pays où l'agriculture et l'élevage occupent encore 50% de la population ou davantage, les masses sont demeurées profondément arriérées et reproduisent les rapports féodaux qui existaient précédemment et qui structurent les rapports sociaux. Ils sont omniprésents à tous les niveaux de la société, ils constituent avec la religion leur fond culturel ou ils fondent leur identité, d'où leur profond attachement à des rites ou des coutumes archaïques, ce que des esprits occidentaux bornés ne peuvent pas comprendre.

Dans ce genre de pays au développement inégal et combiné, où les frontières ont été imposées par différents impérialistes ou à l'issue de guerres, où la majorité ou les trois quarts de la population est encore profondément arriérée, où le développement économique n'a pas été le produit d'un long processus historique, mais a été largement influencé par l'importation de capitaux en provenance de différents puissances qui sont venus se greffer sur leur économie semi-féodale, de ce fait la lutte des classes n'y a pas joué un rôle prépondérant, ce qui explique la faiblesse du mouvement ouvrier dans ces pays-là, et les rapports entre les classes, l'Etat, sa structure politique et juridique, son appareil de répression, devaient s'adapter à cette réalité, être influencés par l'ensemble de ces facteurs pour garantir leur unité nationale ou assurer la stabilité du régime ou des institutions, leur indépendance ou leur souveraineté sous peine de se disloquer à tout moment.

Il suffit d'occulter ou de nier l'un de ces facteurs pour avoir une vision déformée ou confuse de ces pays-là.

La question était de savoir si on pouvait soutenir ou non la Syrie victime d'une agression impérialiste, sachant que temporairement ou durant la durée de cette guerre cela contribuerait à renforcer le pouvoir de Bachar al-Assad, ce qui devenait impossible dès lors qu'on le présentait comme un dictateur, mais notez bien, non les chefs d'Etat qui avaient déclenché cette guerre contre la Syrie et qui demeuraient respectables ou fréquentables aux yeux de ceux qui refuseraient de soutenir l'Etat syrien indépendant et souverain.

Et que personne ne s'avise à jouer sur les mots, car lorsque Marx et Engels qui luttaient pour une "*Allemagne républicaine unifiée*" soutinrent un moment la Prusse du Hohenzollern, c'était uniquement parce qu'il était engagé dans un processus politique devant conduire à la création d'un Etat national, un Etat bourgeois national qui constituait alors un "*facteur historique progressiste*", aucun militant n'aurait l'idée d'accuser Marx et Engels de s'être compromis, assumant jusqu'au bout leur position.

Marx et Engel firent preuve de discernement et de courage pour tenir et défendre cette position qui fit l'objet d'une polémique, ce qui fait le plus défaut à nos vaillants dirigeants.

Entre une Syrie républicaine unifiée et une Syrie théocratique islamique éclatée, est-il utile de préciser aux lecteurs quelle est celle qui constitue un "*facteur historique progressiste*".

Le courage, c'est comme la générosité, on peut en user tant que cela ne nous coûte rien ou ne vient pas perturber notre

petite tranquillité ou confort.

En guise d'épilogue

Je reproduis un passage de l'éditorial de D. Gluckstein dont je partage la méthode.

Je préciserai qu'il ne suffit pas d'affirmer qu'il faut "*toujours lier le but (la perspective politique) et le mouvement*", faut-il encore que le mouvement soit subordonné au but, sinon cela peut donner lieu à toute sorte de dérives ou à abandonner le but qu'on s'était fixé ou en adopter un autre sans forcément l'avouer.

Il faudrait qu'il nous explique pourquoi pendant des décennies son courant politique s'était employé minutieusement à faire exactement l'inverse. Je ne sais pas ce que vous en pensez (ou si je le sais très bien), mais j'ai comme l'impression qu'avoir soutenu le PS et les appareils corrompus des syndicats n'a pas vraiment servi notre but si on en juge par la situation actuelle ou l'état actuel du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

- "*Tel est le sens de la campagne engagée par le Parti ouvrier indépendant démocratique.*

Suffira-t-elle à changer l'ordre des choses ? Évidemment non. Briser la dictature des traités européens et du capital financier, seul un mouvement de millions et de millions pourra l'imposer. C'est de lutte de classe qu'il s'agit.

Mais alors, à quoi sert la campagne politique du POID ? C'est un vieux débat dans le mouvement ouvrier, presque aussi vieux que le mouvement ouvrier lui-même : celui du rapport entre le mouvement et le but.

Il y a toujours eu ceux pour qui seul compte le mouvement, peu importe le but ; limitant l'horizon de la classe ouvrière à la revendication immédiate, ils confortent l'idée que l'ordre social ne changera pas, et que, de ce fait, on ne peut, au bout du compte, qu'accompagner les contre-réformes.

Il y a toujours eu ceux qui, au nom d'un but idéal (mais inatteignable), multiplient les promesses et renoncent à aider au mouvement pratique de la classe ouvrière, seul à même d'abolir l'ordre actuel des choses.

Nous sommes, pour notre part, les héritiers d'un courant qui a toujours lié le but (la perspective politique) et le mouvement."

Il faut en déduire que le POID s'identifie à sa tendance communiste internationaliste et que la Tribune des travailleurs est l'organe de cette tendance. Si ce n'est pas le cas, il y a un gros problème, car il ne me semble pas que les membres du POID issus du PS ou du PCF partagent ni même but ni les mêmes moyens pour l'atteindre que la tendance de D. Gluckstein, du coup on est en droit de se demander quel but ils poursuivent réellement et par quels moyens.

En annexe.

J'ai parcouru quelques numéros d'*Informations ouvrières* dont D. Gluckstein était le directeur de la rédaction en 2011 et 2012, et j'ai relevé de quelle manière son parti présentait le président syrien élu au suffrage universel. Vous aurez compris pourquoi ils ne tenaient pas à ce que je reçoive leur journal...

Lucien Gauthier - INFORMATIONS OUVRIÈRES N° 157 - SEMAINE DU 14 AU 20 JUILLET 2011

- "*Et puis, il y a la Syrie. Alors que le peuple manifeste contre le régime, qui n'hésite pas à réprimer sauvagement, le gouvernement refait le coup de la défense des populations civiles et menace la Syrie.*"

C'était le gouvernement qui menaçait la Syrie, pas les Américains et les monarchies du Golfe...

Lucien Gauthier - INFORMATIONS OUVRIÈRES N° 187 - SEMAINE DU 16 AU 22 FÉVRIER 2012

"*En Syrie, l'armée du régime a, comme à son habitude, violemment réprimé et massacré les manifestants.*"

La propagande officielle depuis mars 2011 à décembre 2016...

Communiqué des secrétaires nationaux du POI à propos de la Syrie - INFORMATIONS OUVRIÈRES N° 189 - SEMAINE DU 1er AU 7 MARS 2012

"*Depuis longtemps, le régime syrien opprime et réprime son peuple, avec la complicité des grandes puissances.*"

La même rhétorique péjorative qu'à Washington sur le "*régime syrien*"...

Extraits de la déclaration du secrétariat international de la IVe Internationale sur les menaces de guerre en Syrie et en Iran, à paraître dans le n° 73 de La Vérité

"Le déclenchement d'une guerre civile signifie que le peuple, pris entre deux feux, est terré, soumis à la violence et la barbarie de tous côtés."

Là le gouvernement était qualifié de barbare... Entre barbares, laissons-les s'entretuer...

INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 198 - SEMAINE DU 3 AU 9 MAI 2012

"Qui est en mesure aujourd'hui de répondre aux " aspirations " du peuple syrien ? Ni le régime policier et sa politique de privatisation, ni l'opposition externe qui (...) n'a aucune légitimité... ni les Etats-Unis ni l'Union européenne."

La rhétorique de l'OTAN sur le "*régime policier*"... Et en France dites-nous, c'est quoi au juste ? Ce n'est pas un régime policier, ce n'est pas une dictature, pourtant vous avez (depuis) les militaires dans la rue, la police réprime violemment les manifestants, il arrive même qu'elle en tue, la France a occupé la Côte d'Ivoire, la Centrafrique, le Mali... Elle a bombardé l'Irak et la Syrie, elle a appuyé le coup d'Etat fasciste en Ukraine, elle soutient le régime d'apartheid en Israël, c'est quoi au juste, dites-nous, c'est quoi ce régime?

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 203 - SEMAINE DU 7 AU 13 JUIN 2012

- "A de nombreuses reprises, dans ces colonnes, le régime syrien a été caractérisé comme corrompu, brutal à l'égard de ses opposants, et partisan de la mise en oeuvre des privatisations ordonnées depuis plusieurs années par le FMI."

Aujourd'hui en Syrie, le peuple souffre. Il y a d'un côté le régime militaire de Bachar el- Assad et de l'autre côté, les « rebelles »."

Ah au fil des semaines, ils étaient passés d'un régime policier à un régime militaire, et au-delà ? Au fait, le gouvernement syrien faisait face à une agression armée, à une guerre, il était en guerre, lui il n'avait jamais déclaré la guerre à aucun pays, on le rappelle des fois qu'il y en aurait qui l'auraient oublié !

Lucien Gauthier

- "Le régime a toujours réprimé le peuple sans que les grandes puissances n'en disent mot."

Quel dommage, sans doute parce qu'elles étaient bien placées pour juger "*le régime*" d'Assad....

Lucien Gauthier - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 206 - SEMAINE DU 28 JUIN AU 4 JUILLET 2012

- "Le peuple syrien est soumis à ce déchaînement de violence de part et d'autre."

Le pays était en guerre messieurs les opportunistes en chef...

François Forgue - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 210 - SEMAINE DU 26 JUILLET AU 1ER AOÛT 2012

- "D'une manière générale, la presse répète qu'une insurrection armée « libératrice » fait face à un régime sanglant."

Pourtant, le reportage montre que des « groupes de rebelles » terrorisent eux aussi la population, qui est prise en otage entre le régime actuel et ceux qui réclament sa chute."

Vous aurez remarqué que tout au long de ces articles ils plaçaient délibérément sur le même pied le gouvernement syrien et les barbares de Daesh et Al-Nosra.

François Forgue -

- "Répression et atrocités s'intensifient des deux côtés"

Idem, une constante dans l'ignominie digne des porte-parole du Pentagone, bravo !

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 212 - SEMAINE DU 9 AU 14 AOÛT 2012

- "Pour autant, dans sa majorité, le peuple syrien ne veut ni de l'opposition armée islamiste, ni des Frères musulmans, ni du régime représenté par Bachar al-Assad (qu'il soutient essentiellement par peur du chaos violent que ne manquerait pas de produire sa chute)."

Même les observateurs de l'ONU, les ONG à la solde des Américains ont dû reconnaître que l'immense majorité des Syriens soutenaient Bachar al-Assad. Ils ont même organisé des sondages qui le confirmèrent à leur grand dam, et je ne parle même par des élections législatives qui l'ont confirmé. Là le POI se faisait faussaire.

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 214 - SEMAINE DU 23 AU 29 AOÛT 2012

- "Le pouvoir réplique avec la brutalité qui caractérise ce régime."

Parce que face à une horde de dizaines de milliers de mercenaires armés en provenance de plus de 83 pays détruisant le pays et mitraillant sa population, la réplique du gouvernement ne devrait pas être brutale. Avec ce genre de dirigeants le tout nouvel Etat ouvrier en Russie en 1917 aurait duré encore moins longtemps que la Commune de Paris (72 jours).

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 217 - SEMAINE DU 13 AU 19 SEPTEMBRE 2012

- "Derrière le flot continu d'informations délivré par les médias, il apparaît dans les reportages que dans sa grande majorité le peuple syrien ne soutient pas les « rebelles », dont la brutalité n'a rien à envier à celle des forces de répression du régime"

Parce qu'en plus ils se fient aux "informations délivré par les médias"... Tiens donc, les médias diffuseraient des informations, ils ne feraient pas systématiquement dans la désinformation. En guise d'informations, en réalité ils diffusent uniquement la propagande de guerre de l'OTAN, du Pentagone.

Encore une fois, ils accusaient gratuitement ou sans preuve le gouvernement syrien, qui ne faisait que se défendre contre une agression armée il faut le rappeler, d'user de la même "brutalité" que les barbares qui égorgaient des innocents, hommes, femmes et enfants, coupaient des mains, arrachaient des yeux, éventraient des corps en place publique, cruxifiaient, brûlaient vifs des civils innocents, etc.

Partant de là, vous aurez compris que le travailleur sans conscience politique ou le lecteur d'Informations ouvrières ou encore le militant dont le niveau théorique était proche de zéro ne pouvait que donner raison à Obama, Hollande ou Fabius qui avaient décidé d'avoir la peau de l'horrible "dictateur" Bachar al-Assad ou de renverser son régime à n'importe quel prix. Après cela tout le reste était du baratin destiné à faire oublier la complicité du POI avec les bourreaux du peuple syrien ou à donner bonne conscience à ses militants, quelle honte, un vrai cauchemar !

On arrêtera là pour aujourd'hui on est pris de nausée ! Les faits, rien que les faits Daniel Gluckstein, vous avez raison.

Au fait, savez-vous qu'environ la moitié des effectifs de l'armée syrienne est morte au combat souvent dans des conditions effroyables, et que depuis ce sont quelque 100.000 travailleurs qui ont endossé l'uniforme pour défendre l'unité et la souveraineté de la Syrie, cela vous cause n'est-ce pas l'unité et la souveraineté de la nation, la République une et indivisible, laïque, alors s'il vous plaît un peu de respect envers ces travailleurs, faites preuve d'un peu de dignité au-delà de vos beaux discours destinés uniquement à galvaniser vos troupes qui ont franchement de quoi douter des intentions de leurs dirigeants.

Pour ne pas faire de jaloux, j'ai retrouvé ce passage qui concernait le NPA.

La palme de l'infâmie reviendra comme il se doit au NPA, qui ira jusqu'à justifier l'armement des barbares qui détruiront la Syrie et se livreront à des actes de cruautés dignes des nazis.

INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 222 - SEMAINE DU 18 AU 24 OCTOBRE 2012

- "Le numéro 168 de Tout est à nous, l'hebdomadaire du NPA, publie un article consacré à l'appel de Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner à la guerre en Syrie. On peut y lire : « Tout n'est pas faux dans ce texte, loin de là. » L'article poursuit à propos de nos trois va-t-en-guerre : « Ils évoquent à plusieurs reprises l'idée de "livrer des armes à la révolution" en Syrie. On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. Ainsi faudrait-il proposer de livrer avant tout des armes dont les rebelles puissent facilement se servir en toute autonomie, sans tomber dans le besoin d'avoir recours à des "conseillers" (...). Ces conditions étant précisées on pourrait dire : chiche ! »"

Vous avouerez, le NPA flanqué de Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner, je ne comprends pas comment on peut adhérer à un parti aussi pourri.

Tout cela nous attriste et nous désole profondément.

Mes meilleurs voeux à tous, sans rancune ou arrière-pensées, j'en suis bien incapable.

Le 24 décembre 2016

CAUSERIE

Happy Christmas and New Year !

On a ajouté quelques articles sur la Syrie dans la rubrique *Articles d'actualité*

[En oligarchie ou voyage... vers le passé. C'est bien leur objectif.](#)

- Ces drôles de jeunesses qui rêvent d'un nouveau Moyen Âge - Slate.fr

Comment combiner un régime politique avec un système économique en proie à des contradictions qui menacent son existence tout en sachant qu'elles sont destinées à se tendre toujours plus dans l'avenir, sinon en recourant à un régime despotique du type ploutocratique, une sorte de monarchie absolue constitutionnelle reposant sur des traités rédigés par les représentants de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale et adoptés ensuite par des institutions internationales auxquelles sont soumis les institutions nationales qui n'ont plus pour seule fonction que de les faire appliquer contre la volonté des peuples de grès ou de force.

[Au fait, Charlie, cela ne vous dit rien, ça y est, vous avez compris pourquoi ? Bravo !](#)

Vous aviez affirmé qu'il existait en France un consensus entre LR et le PS pour faire porter aux travailleurs les conséquences de la crise du capitalisme, ce qui est exact sans pour autant constituer une nouveauté, puisqu'il existait depuis plus d'un siècle pour assurer la stabilité ou la survie du régime...

Aussi est-il étrange que vous ne perceviez pas celui qui existait sur la Syrie, dont le chef d'Etat et le régime étaient systématiquement présentés comme tyranniques, sanguinaires et j'en passe et des meilleurs. Que cette présentation ait été largement exagérée et frauduleuse ne vous aurait pas effleuré l'esprit un instant, ce qui pose un problème. Car on ne peut pas le croire, pour la bonne raison que : soit vous avez fourni des éléments sur la situation en Syrie qui prouvait justement le contraire, soit vous les avez lus dans des articles publiés par des portails dont vous connaissiez forcément les adresses.

En adoptant ainsi la propagande officielle au lieu de vous en tenir aux faits ou à la réalité, vous avez repris à votre compte le principal argument avancé par l'impérialisme américain et ses alliés pour justifier l'armement des barbares oeuvrant à la destruction de la Syrie et au massacre de son peuple.

C'était un parti pris de votre part, conscient, de ne pas faire preuve de discernement ou de manquer de mesure.

La situation en Syrie ne correspondant pas à ce que vous auriez souhaité qu'elle fut au début de cette guerre, et ne pouvant pas non plus correspondre à ce que vous auriez souhaité qu'elle soit à l'issue de cette guerre, par conséquent vous avez adopté la posture la plus confortable en colportant celle propagée par la majorité qui détient le pouvoir et les médias, de sorte, et là on vous rassure, personne ne vous reprochera d'avoir dérogé à ce consensus.

Autrefois vous pouviez raconter ce que vous vouliez aux militants ou aux travailleurs et leur faire croire pratiquement n'importe quoi, ils n'avaient pratiquement aucun moyen de vérifier la véracité de vos assertions. Dorénavant, depuis qu'Internet s'est développé ce n'est plus possible, on est en mesure de vous prendre en flagrant délit de falsification de la réalité et de le prouver sur le champ à l'aide d'informations sourcées, publiques, vérifiables.

Quelle crédibilité peuvent revendiquer des gens qui adoptent les mêmes discours que Bush, Obama, Cameron, Erdogan, Sarkozy, Hollande, l'UE, la CIA, le Pentagone? Qui sont les tyrans, qui ont agressé ou envahi une dizaine de pays en Afrique et au Proche-Orient depuis 2001, la Syrie, la Russie, l'Iran, qui ? Qui a créé ces monstres de cruauté que sont les talibans, Al-Qaïda, Daesh, Al-Nosra ? Qui soutient la confrérie des Frères musulmans, qui soutient les pays régis par la charia et

l'idéologie wahhabite diffusée partout dans le monde et que partagent les djihadistes barbares, qui ? Qui planifie ou supervise des attentats terroristes en Europe et ailleurs dans le monde ? A toutes ces questions, une seule et unique réponse : Les mêmes.

Est-il encore utile de rappeler que la priorité ou la tâche du moment pour le peuple syrien était de chasser du pays l'envahisseur, les mercenaires armés qui l'avaient envahi, et qu'ensuite les masses laborieuses poursuivraient leur lutte de classe pour obtenir davantage de droits politiques et sociaux en posant la question du gouvernement ouvrier et paysan...

Il y en a qui se bercent d'illusions et qui croient que ce serait possible du jour au lendemain, sans que le pays et le mouvement ouvrier se développent, sans un véritable parti révolutionnaire, ils font fi des conditions objectives et subjectives qui n'existent pas, peu importe, ils les inventent !

Leur discours en apparence radical cache mal une autre réalité peu à leur avantage, à savoir que dans un pays comme la France où les conditions objectives existent, ils ne sont pas foutus de réunir les conditions subjectives pour envisager sérieusement le renversement du régime en place déjà largement ébranlé et discrédité ou qui ne tient que justement parce que les conditions subjectives ne sont pas mûres ou pourrissent sur pieds du fait de la corruption des partis ouvriers.

Ne soyons pas dupe, quand ils gueulent qu'il faudrait renverser le régime du dictateur syrien, c'est pour faire oublier leur incurie politique en France. S'il n'existe pas plus aujourd'hui qu'en 2011 une force pour renverser Assad, comment expliquer que cela vait également pour la France sans dévoiler leurs propres contradictions. A suivre.

Maintenant, je ne suis ni borné ni sclérosé, je veux bien croire tout ce qu'on veut, mais uniquement sur la base des faits en les situant dans le développement de la situation.

Jusqu'en 2014, j'ai publié plus de 1200 articles sur la Syrie et depuis j'ai dû en lire autant. Si Assad était réellement un dictateur, je pense que je m'en serais aperçu et je ne vois pas vraiment quel intérêt j'aurais à le nier si tel était le cas, à moins qu'on n'ait pas tout à fait la même définition d'un dictateur, ce qui est possible aussi. Mais la question n'est pas là à mon avis. Qu'il soit un dictateur ou non était secondaire dans la situation actuelle en Syrie.

La question était plutôt de savoir comment serait perçu par les travailleurs et les militants la manière dont on le présenterait et si cela servirait ou non le combat que nous menons au côté du peuple syrien et de la classe ouvrière en France.

En le présentant comme un dictateur à l'instar de Sarkozy, Juppé, Hollande, Valls, Fabius et Le Drian, etc. les travailleurs et les militants pourraient en déduire que nous partageons également la politique qu'ils ont menée sur la Syrie, et que bombardier Damas aurait été légitime, ce qu'au passage le NPA ira jusqu'à déclarer. Cela pourrait justifier l'envoi d'armes aux barbares caractérisés de rebelles par le gouvernement français, donc cela irait très loin, il fallait en avoir conscience avant d'adopter un tel discours, comme avec la Libye.

Et puis évidemment par la suite, pour peu qu'Assad libère la Syrie de ces mercenaires et reste au pouvoir, qu'il organise de nouvelles élections et qu'il soit plébiscité une nouvelle fois par le peuple syrien, il faudrait qu'on explique aux travailleurs et aux militants comment un dictateur avait-il pu réussir ce tour de force. Sans parler des révélations qui vont suivre dans les semaines et mois à venir, le retournement de situation entraînant un changement de discours radical de tous ceux qui l'avait présenté comme un tyran sanguinaire, ils lâcheront l'armée de mercenaires qu'ils avaient engagés pour faire leur sale besogne et parmi eux il s'en trouvera pour lâcher le morceau comme l'on dit. Et une fois le pays plus ou moins sécurisé, des journalistes, des diplomates, des personnalités en tous genres vont se rendre en Syrie, parmi lesquels il y en aura encore pour se livrer à des confidences, etc.

Bref, tous ces éléments ou témoignages tendront à présenter Assad comme une brave chef d'Etat légitime ayant vaillamment défendu son pays et son peuple, de sorte que tous ceux qui avaient soutenu le contraire pendant des années se trouveront totalement discrédités aux yeux des travailleurs et des militants pour avoir été les complices des ennemis de la Syrie et du peuple syrien. Vous nous permettrez de ne pas avoir eu envie d'en faire partie.

Si maintenant on ne le présentait pas comme un dictateur ou si on faisait passer cet élément au second plan, cela nécessiterait d'expliquer pourquoi, cela nécessiterait un peu de courage pour affronter la propagande officielle ou l'idée dominante parmi la population, ce qui en soi n'était pas réellement un problème insurmontable au regard de l'argumentation grotesque avancée par le gouvernement français et son relais médiatique, qui ne reposait que sur une interprétation de faits tronqués ou fabriqués, sur des témoignages frauduleux provenant de personnes qu'il avait mis en place ou sélectionnés pour justifier sa politique. Comment croire sur parole un chef d'Etat ou un gouvernement "ami" de l'Arabie saoudite, du Qatar ou de la Turquie ? Franchement, un peu de sérieux.

Et puis, il était d'autant plus inexcusable de se faire les relais du discours officiel, que le gouvernement, les partis institutionnels et les médias faisaient déjà l'objet d'un profond rejet par la majorité des travailleurs, donc finalement rien ne justifiait de s'aligner sur leur discours, sinon des intentions inavouables.

Syrie, dans le camp du peuple syrien.

- Un habitant d'Alep : "Alep n'est pas tombée, Alep est libérée" - (Valeurs Actuelles - 23.12)

http://www.dailymotion.com/video/x563slv_un-habitant-d-alep-alep-n-est-pas-tombée-alep-est-libérée_news

Syrie. Vahan Vaghian habite à Alep. Au milieu des ruines de la ville syrienne, qu'il considère libérée des djihadistes grâce à l'armée gouvernementale, il adresse un message aux médias occidentaux : "Regardez ce qui arrive à cause de ceux que vous appelez 'rebelles modérés'".

C'est la fin de la bataille d'Alep. Hier soir, l'armée arabe syrienne a repris le contrôle de la deuxième ville du pays. Les médias français et occidentaux titrent en chœur : le revers est cinglant pour les "rebelles", les "insurgés" qui se battent contre les forces du régime.

"Comment pouvez-vous dire qu'Alep est tombée ?"

Dans la ville, où peu de journalistes mettent les pieds, les habitants ont souvent une autre interprétation de ce tournant de la guerre en Syrie. Vahan Vaghian fait partie de ceux-là. Ce Syrien arménien de 23 ans étudie la littérature anglaise à l'université d'Alep. Jusqu'à l'offensive du régime, il habitait à 50 mètres de la ligne de front.

Filmé par le responsable de mission SOS Chrétiens d'Orient en Syrie, il contredit en grande partie le discours véhiculé dans les médias occidentaux. Alep est tombée sous les coups de canon de Bachar al-Assad ? "Alep n'est pas tombée, Alep est libérée" répond le Syrien. "Si vous ne le croyez pas, vous devriez venir ici et voir de vos propres yeux les gens fêter sa libération. Comment pouvez-vous dire qu'Alep est tombée ?"

Pour venir à bout des islamistes qui occupaient la ville, le régime syrien l'a bombardée et transformée en champ de ruines. Mais Vahan Vaghian fait porter cette responsabilité aux djihadistes qui l'occupaient :

A quoi vous attendiez-vous ? C'est la guerre. Nous sommes tristes que la ville soit détruite, mais tout sera reconstruit. Les parties de la ville qui sont détruites étaient aux mains des djihadistes, et l'armée a tout fait pour les récupérer. Nous ne pouvons pas reprocher [cela au gouvernement], parce que ces djihadistes voulaient détruire nos vies. Ces djihadistes nous bombardaient aussi, il était normal que l'armée réponde !

Dans une rue dévastée d'Alep, il adresse un message amer aux Français : "Vous les appelez 'rebelles' ou 'rebelles modérés', regardez ce qui arrive quand vous les appelez ainsi". Et de conclure : "Alep est une ville libre désormais, libérée des djihadistes". valeursactuelles.com 23.12

- Alep : l'ancien ambassadeur britannique en Syrie démonte la propagande occidentale (BBC)

<https://www.youtube.com/watch?v=sRjAQYXiQso>

- Alep : une foule en liesse célèbre Noël pour la première fois depuis 5 ans (22.12)

<https://www.youtube.com/watch?v=2ufHJ5711Zo>

Quand ils ne peuvent plus cacher la vérité

- OMS : la «générosité de la Russie» envers les citoyens syriens est «impressionnante» - Arrêt sur Info

La reprise des évacuations à Alep-Est et dans les villages chiites au nord d'Idleb a été constatée sur le terrain. La représentante de l'Organisation mondiale de la santé a de son côté salué le soutien apporté aux Syriens par la Russie.

«J'ai été impressionnée par la générosité et le soutien fournis par la Russie à un moment où les [citoyens syriens] en avaient le plus besoin», a déclaré à l'agence russe RIA Novosti Elizabeth Hoff, la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Damas.

La reprise des évacuations n'a pas été officiellement annoncée le 19 décembre mais, sur le terrain, les convois semblent reprendre de manière continue, annonce l'agence Reuters. rt.com - Arrêt sur Info 19.12

Confiance accablante.

- Interview de Peter Ford, ancien ambassadeur britannique en Syrie, le 21 décembre 2016 (BBC Radio 4) - Arrêt sur Info 23.12

Extraits.

Peter Ford : Nous nous sommes accrochés bien trop longtemps à l'illusion selon laquelle la soi-disant opposition modérée allait vaincre Assad. C'est maintenant évident avec la reconquête d'Alep par le gouvernement, il faut cesser de nous voiler la face et nous devrions regarder la réalité telle qu'elle est : Assad ne sera pas renversé par la force des armes ni à la table des négociations...

Journaliste : Mais comme nous le savons, pour beaucoup de dirigeants occidentaux, le règlement politique de la situation ne laisse pas de place à Assad.

Peter Ford : Oui, mais c'est absurde. C'est vraiment absurde. Assad contrôle maintenant plus de 80% des zones habitées de Syrie. Il n'y a aucune raison pour que dans les mois à venir, lui et ses forces ne reprennent pas les 10, 15 voire 20% restants. Il sera alors le maître absolu du pays. Bien sûr, il y aura toujours des groupes mécontents de la situation. Mais dans toute l'histoire écrite de l'humanité, y a-t-il eu une seule guerre civile d'une telle durée après laquelle tout le monde ait été satisfait d'un dirigeant ? Il n'y a pas de [Nelson] Mandela syrien. Il n'y a aucun [autre] dirigeant. Pouvez-vous me nommer ne serait-ce qu'un chef de l'opposition qui pourrait assumer le rôle d'Assad ? C'est absurde. C'est grotesque. Boris Johnson et Theresa May ont perdu contact avec la réalité. (...) Quand allons-nous nous réveiller ?

Peter Ford : Ecoutez, ce soir, il y a un sapin de Noël et des festivités au centre d'Alep. Je pense que si Assad était renversé et que l'opposition était au pouvoir, vous ne verriez pas de sapin de Noël à Alep. La diabolisation du régime a pris des proportions grotesques. Même pour la fin de ce conflit avec les bus [d'évacuation] verts. Il n'y avait pas de bus verts à Gaza. Il n'y avait pas de bus verts lorsque l'OTAN bombardait la Yougoslavie sans merci. Cette campagne d'Alep est menée, dans ses dernières étapes, avec une certaine humanité. Ce n'est pas à la débâcle de l'humanité qu'on assiste, contrairement à ce que prétendent certains, mais à la débâcle de la rationalité. Où se trouvent les moindres preuves des prétendues atrocités, de Guernica, des massacres, du génocide, de l'Holocauste ?

Journaliste : En attendant, il y a certes des critiques contre les deux côtés, oui, mais vous vous opposez violemment à énormément de figures de premier plan dans les gouvernements du monde, selon lesquelles, et je terminerai là-dessus, qu'il n'y a pas de place pour le Président Assad dans la Syrie de demain...

Peter Ford : C'est vraiment être aux antipodes de la réalité. Qui mettraient-ils donc à la place d'Assad ? Persister à vouloir renverser le régime en Syrie comme nous l'avons fait ailleurs, en Irak, en Libye, ne mène qu'à plus de souffrance chez les simples citoyens. Arrêt sur Info 23.12

Dans le camp des ennemis du peuple syrien.

La défaite est dure à avaler.

- Alep, un désert de ruines et une citadelle fantôme - euronews.com

- Les images qui témoignent de la violence «inouïe» des combats à Alep - LeFigaro.fr

- Le Trésor américain place sur sa liste noire des ministres syriens - LeMonde.fr

Vous avez dit confusion, aveuglement dogmatique, cerveau sclérosé.

- Yvan Lemaitre (Démocratie révolutionnaire - NPA) - Lettre n°13 du 23 décembre 2016

- "La tragédie d'Alep suscite, à travers le monde, émotion et révolte non seulement contre les bourreaux du peuple syrien mais aussi contre leurs complices qui s'indignent, cyniques et impuissants, pour mieux faire oublier tant leur abandon du peuple syrien que leurs propres crimes en Irak, à Mossoul, en Afghanistan ou au Yémen."

Ici "les bourreaux du peuple syrien" ne peuvent être que les barbares d'Al-Nosra puisque les puissances occidentales ne sont pas les "complices" d'Assad, n'est-ce pas ? Et que dit Yvan Lemaitre, qu'elles seraient impuissantes, qu'elles auraient oublié le peuple syrien, vraiment ? En nous, il aurait mieux valu, cette guerre n'aurait jamais eu lieu ou elle serait terminée depuis longtemps. Quel crétin !

Les puissances occidentales ne sont pas demeurées les bras croisés ou impuissantes, puisqu'avec leurs alliés saoudien, qatari, turc, israélien, etc.elles ont recruté, financé, formé, encadré, équipé, armé ces mercenaires sanguinaires qui dévastent la Syrie depuis 2011, dites-donc pour des "impuissants" elles ont plutôt fait du "bon boulot" en Syrie pour parodier Fabius. Sans oublier les sanctions qu'elles ont adoptées contre la Syrie, qui n'ont fait qu'aggraver les conditions de vie du peuple syrien.

Bref, il faut donc en déduire qu'elles n'en ont pas fait assez et qu'il aurait été préférable qu'elle réédite leur exploit en Libye.

Voilà la signification politique de ce genre de discours réactionnaire.

La crasse ignorance du gauchiste le conduit à adopter le discours de la réaction et à se retrouver à ses côtés.

- « Je pense qu'avec la libération d'Alep, on dira que la situation a changé, pas seulement pour la Syrie, pas seulement pour la région, mais pour le monde entier, il y aura un avant et un après la libération d'Alep » a pu déclarer avec cynisme le dictateur sanglant de Syrie.

On interprétera l'aveu suivant comme une sorte de testament politique du NPA.

- "Nous avons besoin de nous dégager des effets de mode, analyses superficielles, qui confondent l'écume avec le mouvement de fond. "

A quoi servent l'ONU et les ONG ou quand un paradis fiscal dépose une résolution à l'ONU contre les libérateurs d'Alep.

- L'ONU se prépare à constituer des dossiers sur des crimes de guerre en Syrie - LeMonde.fr

L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé mercredi 21 décembre une résolution visant à créer un groupe de travail sur les crimes de guerre en Syrie. Ce groupe aura pour mission de constituer les dossiers nécessaires à l'éventuelle poursuite en justice des responsables.

La résolution, proposée par le Liechtenstein et parrainée par 58 pays dont la France, a été approuvée par 105 votes contre 15, avec 52 abstentions, sur les 193 Etats membres de l'Assemblée. « Nous faisons enfin un pas significatif en direction des attentes que nous avons déçues si longtemps », a déclaré Christian Wenaweser, ambassadeur du Liechtenstein auprès des Nations unies.

La Syrie dénonce l'initiative

La préparation des dossiers se fera en collaboration avec la commission d'enquête des Nations unies mise en place dès 2011. Celle-ci a déjà soumis plusieurs rapports détaillant les atrocités commises depuis le début d'un conflit ayant déjà fait plus de 310.000 morts. Ce travail de collecte de preuves et de documents est mené en parallèle par des ONG.

« Les auteurs savent désormais que les preuves de leurs méfaits seront rassemblées pour qu'arrive plus rapidement le jour où ils se retrouveront dans le box des accusés », s'est réjoui Balkees Jarrah, de Human Rights Watch.

L'ambassadeur syrien aux Nations unies, Bachar Jaafari, a dénoncé cette initiative, la qualifiant « d'intromission flagrante dans les affaires internes d'un Etat membre de l'ONU ». La Russie et la Chine, toutes deux alliées du régime de Bachar Al-Assad, ainsi que l'Iran se sont opposés à l'adoption de la résolution. LeMonde.fr 22.12

Comment l'Etat sioniste à "instituer un discret canal de communication" avec les barbares de Daesh et Al-Nosra en Syrie qu'il soutient

- Plus de 2600 blessés syriens accueillis dans des hôpitaux israéliens - lefigaro.fr

Chaque nuit ou presque, des combattants rebelles et des civils franchissent la clôture sécurisée qui traverse le plateau du Golan pour être transférés vers les hôpitaux de Safed, Nahariya, Tibériade et Haïfa. La plupart y resteront jusqu'à ce que l'amélioration de leur état de santé permette de leur faire retraverser la frontière.

«Nous ne leur demandons pas d'où ils viennent, pour qui ils se battent ou ce en quoi ils peuvent nous être utiles», assure le colonel Alon Galsberg, qui dirige le service de Santé des armées dans le nord d'Israël. Pourtant il n'est pas interdit de penser que l'État hébreu tire un bénéfice indirect de cet engagement. L'armée en aurait profité pour instituer un discret canal de communication avec les factions rebelles établies sur le versant syrien du Golan, dans l'espoir de préserver le calme à sa frontière mais aussi de «gagner les cœurs» de la population syrienne». lefigaro.fr 21.12

La fabrication de preuves en panne.

Enquête non conclusive sur l'attaque d'un convoi de l'Onu près d'Alep - Reuters

Le convoi humanitaire de l'Onu attaqué le 19 septembre dernier près d'Alep, en Syrie, a été la cible d'une frappe aérienne, selon les conclusions de l'enquête menée par les Nations unies qui notent cependant qu'il est impossible de dire qui en est l'auteur et s'il s'agit d'une attaque "délibérée".

Au moins dix personnes ont été tuées et 22 autres blessées dans l'attaque contre ce convoi de l'Onu et du Croissant-rouge arabe syrien à Ourem al Koubra qui a également détruit 17 camions.

Selon un résumé remis mercredi au Conseil de sécurité par les services du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, le rapport d'enquête indique que "bien que l'incident ait été provoqué par une attaque aérienne, il n'a pas été possible d'en identifier le ou les auteurs".

Les enquêteurs font cependant observer que seuls les forces gouvernementales syriennes, les Russes et la coalition sous commandement américain disposent de moyens aériens, au contraire des forces de l'opposition, et ajoutent qu'il est "hautement improbable" qu'un avion de la coalition US ait été impliqué dans cette attaque.

A Washington, des responsables américains ont exprimé leur conviction que l'aviation russe était mêlée à cette attaque. La Russie a démenti et le ministère russe de la Défense a affirmé qu'un drone américain se trouvait dans le secteur au moment de l'attaque. Reuters 22.12

ACTUALITE EN TITRES

[La Bourse ou la vie.](#)

- Le Dow Jones finit à un record à Wall Street - AFP

[Président par défaut, quelle importance en oligarchie...](#)

- François Fillon a-t-il pris un mauvais départ ? - Franceinfo

L'état de grâce a été de courte durée pour François Fillon. Trois semaines après sa désignation, le candidat de la droite est sous le feu des critiques. Franceinfo

- Présidentielle 2017 : François Fillon a-t-il déjà gagné ? - Yahoo Actu

55% des Français pensent que le candidat Les Républicains va l'emporter mais seulement 28% le souhaitent. Laurent Joffrin, directeur de la rédaction de Libération, nous explique pourquoi ces sondages ne sont pas si contradictoires que cela. Yahoo Actu

[Comment faire monter la sauce Macron](#)

- Emmanuel Macron ferait un meilleur président que François Fillon pour 55% des Français - Franceinfo

Selon un sondage Odoxa pour franceinfo révélé vendredi.

- Macron personnalité politique de 2016, devant Fillon - AFP

Emmanuel Macron est la personnalité politique de 2016, devant François Fillon, selon un sondage Elabe publié mercredi...

[Plus va-t-en-guerre que moi tu meurs !](#)

- François Hollande : « Le budget de la défense a déjà été augmenté tout au long du quinquennat. » - Zap Politique

- Éluë, Marine Le Pen commanderait un deuxième porte-avions - L'Express.fr

- Valls pour un budget de la défense à 2% du PIB face au terrorisme - AFP

[Vive l'Etat policier !](#)

- Police: large soutien à la réforme assouplissant la légitime défense - AFP

[Xénophobie ordinaire et amalgame facile.](#)

- Front national : Le Pen, Poutine et... les millions - LeParisien.fr

- Présidentielle : un parlementaire américain réclame une enquête sur les liens entre Vladimir Poutine et Marine Le Pen - Franceinfo

- Financement du FN : le rapprochement Le Pen-Moscou inquiète Washington - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

- L'Italie vote 20 milliards d'euros pour les banques - Liberation.fr

Le Parlement a voté un plan d'aide alors que la Banca Monte dei Paschi di Siena, la plus vieille banque du monde, suscitait mercredi de nombreuses interrogations. Liberation.fr

Etats-Unis

- Trump fait appel à Carl Icahn et à un contempteur de la Chine - Reuters

Donald Trump a nommé le milliardaire et homme d'affaires américain Carl Icahn conseiller spécial chargé de la simplification des "règles excessives" qui pèsent sur les entreprises américaines, a annoncé mercredi son équipe de transition.

Le président élu, qui prendra ses fonctions le 20 janvier prochain, a par ailleurs désigné l'économiste Peter Navarro, qui préconise une ligne dure face à l'expansion de la Chine, à la tête du Conseil du commerce national, une structure nouvellement créée dépendant de la Maison blanche.

Carl Icahn, qui est âgé de 80 ans, ne sera pas rattaché à l'administration fédérale et n'aura non plus de missions spécifiques mais interviendra en tant que conseiller spécial sur des domaines comme la régulation financière ou les règles environnementales. Il ne sera pas rémunéré pour ses conseils, a précisé un membre de l'équipe Trump.

"Il est temps de nous libérer de la régulation excessive et de laisser nos entrepreneurs faire ce qu'ils font le mieux: créer des emplois et soutenir les communautés", souligne Icahn dans un communiqué diffusé par l'équipe de transition.

Icahn, qui juge que la loi bancaire Dodd-Frank adoptée en 2010 est allée "trop loin" dans les normes imposées à Wall Street, a également exprimé son opposition aux obligations réglementaires en matière d'énergies renouvelables.

Ses préconisations seront surveillées de près, Icahn détenant notamment des parts dans l'assureur American International Group et dans les raffineries CVR Energy

Lors de la campagne électorale, Trump avait soulevé l'idée de lui confier le soin de négocier de meilleures relations commerciales avec la Chine. Ce dossier sera suivi de près par Peter Navarro, qui va prendre la tête d'un nouveau Conseil du commerce national auprès de la Maison blanche.

Agé de 67 ans, cet économiste qui fut conseiller de Trump durant la campagne prône une redéfinition des relations commerciales et politiques avec la Chine.

Il est l'auteur de plusieurs livres, dont un essai au titre limpide, adapté ensuite en documentaire, "Death by China: How America Lost its Manufacturing Base" (La mort provoquée par la Chine: comment l'Amérique a perdu sa base industrielle), dans lequel il décrit la menace chinoise sur l'économie américaine et l'ambition de Pékin de devenir la puissance économique et militaire dominante en Asie.

Un "visionnaire" qui sera à même de "mener des politiques commerciales qui réduiront notre déficit commercial, porteront notre croissance et contribueront à stopper l'exode des emplois loin de nos côtes", dit de lui l'équipe Trump dans le communiqué annonçant sa nomination.

Navarro défend également un engagement accru des Etats-Unis avec Taïwan que la Chine interdit à ses partenaires de reconnaître diplomatiquement et appelle à remettre en cause le "principe de Chine unique" défendue par Pékin, sans pour autant proposer de reconnaître Taïwan. "Il n'est pas nécessaire de titiller inutilement le panda", dit-il.

Sa nomination pourrait accentuer l'inquiétude de Pékin, déjà troublé depuis que Trump a rompu le mois dernier avec une tradition établie depuis 1979 aux Etats-Unis en faisant savoir qu'il s'était entretenu par téléphone avec la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen et en s'interrogeant à voix haute sur la pertinence de la politique de "Chine unique".

"J'ai lu il y a quelques années un des livres de Peter sur les problèmes commerciaux de l'Amérique et j'ai été impressionné par la clarté de ses arguments et l'exhaustivité de ses recherches. Il a consigné de façon visionnaire les torts infligés par la mondialisation aux travailleurs américains et dégagé une voie pour rétablir notre classe moyenne", a déclaré Trump. Reuters 21.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Le travail du dimanche concerne 18% des salariés - AFP

Quelque 18% des salariés, soit 4,2 millions, ont travaillé au moins un dimanche par mois en 2015, et ce travail était souvent associé à celui du samedi et à des horaires tardifs, selon des données du ministère du Travail publiées vendredi.

En moyenne sur l'année 2015, 21% des actifs occupés (18% des salariés, 37% des non-salariés, soit 5,3 millions de personnes) ont travaillé au moins un dimanche par mois, sur leur lieu de travail, à leur domicile ou ailleurs. Environ 12% des salariés ont travaillé au moins deux dimanches.

Les employés sont les plus concernés (24%), "en raison notamment de leur place dans les activités de service, assurées en partie ce jour-là", explique la Dares.

Les professions de la sécurité et de la santé sont les premiers concernés: 46% des salariés du domaine de la santé travaillent au moins un dimanche par mois, et 31% au moins deux par mois pour assurer la permanence de soins.

Viennent ensuite les professions assurant "la continuité de la vie sociale": 32% de salariés de l'hôtellerie-restauration, des transports, du commerce, de la culture ou des loisirs travaillent le dimanche. Dans le commerce, où 17% des salariés travaillent le dimanche, les boulangers et pâtisseries sont les plus sollicités.

L'étude souligne que le travail dominical va le plus souvent de pair avec celui du samedi (pour 92% des salariés travaillant le dimanche) et avec des horaires tardifs ou variables d'une semaine sur l'autre. AFP 23.12

Le 26 décembre 2016

CAUSERIE

Ma compagne et sa soeur ont foiré ma soirée de Noël.

Alors que j'avais préparé un super repas indien, j'y avais passé près de 3 heures, elles sont hindoues et se foutent autant que moi de Noël, c'était juste une occasion de se faire plaisir, elles sont si rares dans l'année. Je les attendais sur les coups de 19h30, c'était convenu ainsi, personne, 20 heures, personne, 21 heures personne et pas un coup de fil, elles ont débarqué tranquillement, séparément, pratiquement simultanément à 21h30.

J'avais déjà siroté deux cocktails en regardant des concerts de Satriani, Vaï et Petrucci. J'en avais eu marre d'attendre et je venais juste de tout plier sans avoir touché à un plat, j'étais en train de me faire chauffer un café avant de rejoindre mon bureau pour regarder tranquillement un film. Elles m'ont sorti des histoires à dormir debout, je les connaissais par coeur, j'ai refusé de

les écouter, je leur ai dit que tout était prêt et qu'elles n'avaient plus qu'à se servir et j'ai fermé la porte de mon bureau pour ne plus les voir.

Du coup elles n'ont rien mangé non plus, sans que cela ne me culpabilise le moins du monde, c'est le genre de truc qui ne marche plus avec moi, je suis vacciné. Je suis gentil, serviable, attentionné, patient, mais j'aime bien qu'on me respecte un peu, un tout petit peu parfois, c'est à croire que je n'existe pas, vous me direz que pour mes lecteurs ou ma propre famille non plus et que cela ne me change guère. En effet, mais il y a des trucs comme cela qui ne passeront jamais. Je me faisais une joie de leur offrir cette soirée et elles ont tout gâché. Car il faut préciser que cela faisait suite à un nombre incalculable d'expériences similaires, de plus je leur avais répété à plusieurs reprises que je tenais à cette petite fête car je les connais bien, elle m'ont privé du bonheur de leur faire plaisir, tant pis. Je les ai déjà prévenues qu'au jour de l'An je ne préparerai rien, et qu'à 19h30 tapantes je me mettrai à table sans les attendre.

Cela dit, je suis d'excellente humeur, j'en ai vu d'autres. J'aurais pu agir autrement et j'y ai bien pensé, mais ce sont comme des enfants, il faut marquer le coup pour que cela imprime dans leurs petites têtes, qu'elles ne sont pas les seules au monde et qu'en se comportant de cette manière-là on n'est jamais vraiment heureux et on s'expose à bien des tourments inutiles.

The show must go on... et mes meilleurs voeux à tous, désintéressés s'il vous plaît, merci de les accepter.

[Une vidéo sur Alep.](#)

Situation à Alep: différence entre propagande France 2 et réalité !

<https://www.youtube.com/watch?v=1WBsTI9LRSQ>

Le témoignage de ce jeune garçon est sincère et poignant, respectable et digne, c'est si rare de nos jours.

Il a raison d'insister sur le fait qu'on n'a jamais entendu au cours des mois ou des années passées depuis 2012, lorsque les barbares se sont emparés des quartiers est d'Alep tous ceux qui pleurniquent aujourd'hui sur le sort des habitants d'Alep-Est, tandis que pendant 4 ans les 1,5 million d'habitants d'Alep-Ouest sous contrôle du gouvernement syrien étaient bombardés quotidiennement par Daesh et Al-Nosra.

Il faut croire que pour ces abominables porte-parole de Washington, la vie des 150 à 250 000 Syrien (selon les sources) qui avaient été pris en otage par les barbares à Alep-Est valait mieux que celle des 1,5 million de Syriens d'Alep-Ouest qui survivaient comme ils pouvaient sous la protection de l'armée de la République arabe syrienne.

Il précisera une chose importante, à savoir que la population d'Alep-Ouest était pacifiste ou qu'elle ne disposait pas de missiles ou de rockets pour se défendre face aux bombardements quotidiens des barbares, et qu'elle estimait normal que l'Etat syrien et son armée répliquent en bombardement leurs positions à Alep-Est, y compris en visant les écoles et les hôpitaux si nécessaire puisqu'ils servaient de QG aux terroristes, la plupart des Syriens n'envoyant plus leurs enfants à l'école et les hôpitaux étant désertés depuis longtemps par les malades ou les civils blessés car trop risqués.

La décomposition du mouvement ouvrier a franchi un échelon supplémentaire dans l'infâmie en relayant systématiquement la propagande du gouvernement et des médias aux ordres, alors que par ailleurs il disposait d'une multitude de sources d'information pour connaître la situation réelle en Syrie.

Répétons-le encore une fois, après ses dirigeants s'étonnent que parmi les travailleurs et surtout les jeunes qui ne supportent pas l'injustice, cette guerre et qui voudraient agir, il s'en trouve qui rejettent le traitement ignoble qu'ils en font et lorgnent vers l'extrême droite ou préfèrent son discours populiste, ils en sont directement responsables.

[En Trump l'oeil.](#)

Avant, pendant et après l'élection de Trump, nombreux sont les publicistes ou géopolitologues et autres analystes qui se sont demandés quelle politique il allait adopter comme s'il s'agissait d'un mystère, alors qu'il suffisait d'avoir entendu son discours sur Israël pour savoir qu'il ne changerait pas de stratégie, parce qu'il n'en existe aucune autre face à la crise du capitalisme, et qu'Israël constitue un des facteurs déterminants de leur stratégie néolibérale.

La nomination par Trump du prochain ambassadeur américain en Israël l'a confirmé. Puis celle comme chef de la diplomatie américaine du président d'ExxonMobil, Rex Tillerson, dont l'un des principaux actionnaires est l'oligarque et banquier le plus puissant du monde, Rockefeller. Passons les autres nominations liées à l'oligarchie financière, au Pentagone, au complexe militaro-industriel.

Certains se sont précipités comme des chiens affamés sur un os à ronger sur ces déclarations à propos de la Russie, en y voyant un signe d'apaisement des tensions entre les Etats-Unis et la Russie sur la scène mondiale, et l'espoir que la paix revienne

rapidement au Proche-Orient, que la nomination du président d'ExxonMobil aurait confirmé selon eux.

Manifestement, il semblerait qu'ils aient pris une fois de plus leurs désirs pour la réalité, l'avenir ne tardera pas à le confirmer. Car j'en ai fait une toute autre interprétation sachant que les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste ne lâcheront jamais le morceau, parce que ce sont des gens faisant preuve avant tout d'une détermination sans faille.

J'en ai déduits qu'ils avaient décidé de changer de tactique, puisque celle qui devait conduire à affaiblir et isoler Poutine et la Russie a manifestement échoué, ce qui explique en partie pourquoi ils se sont rabattus sur Trump, discrètement apparemment. Chacun sait qu'ExxonMobil a pour partenaire Rosneft, son équivalent russe. Chacun sait ou devrait savoir qu'il existe en Russie un clan d'oligarques qui soutiennent Poutine, et un autre clan d'oligarques qui soutiennent les Américains.

N'étant pas parvenu à éliminer Poutine ou à obtenir sa capitulation lors de la guerre contre la Syrie, la provocation ukrainienne, les sanctions économiques contre la Russie, etc., la nomination de Rex Tillerson à la tête de la diplomatie américaine par Trump pourrait être au contraire un signal envoyé aux oligarques russes pro-américains, qui s'en trouveraient ainsi renforcés en prévision de troubles importants qui pourraient surgir en Russie même, et dans lesquels ils pourraient jouer un rôle important en sous-mains pour déstabiliser Poutine de l'intérieur et non plus de l'extérieur, puisqu'ils ont échoué sur ce plan-là. Ensuite, s'ils parvenaient à leur fin par cette voie-là, ils pourraient à nouveau s'attaquer à la Syrie, qui ne bénéficiant plus de son principal et décisif allié pour la protéger, tomberait dans l'escarcelle américaine comme un fruit mûr prêt à être cueilli, à moindre frais cette fois ou sans risque d'essuyer un nouveau revers politique. A suivre.

Quelle chute ! Avec nos sincères condoléances.

Après la chute d'Alep : déclaration du Collectif révolution permanente dont fait partie le GMI (Groupe marxiste internationaliste). 18.12

Le 13 décembre 2016, les forces du régime bassiste de Bachar Al-Assad, avec l'aide des troupes du Hezbollah du Liban, les milices chiites d'Iran et l'appui décisif de l'impérialisme russe sont parvenues à reprendre Alep (Alep-Est, il faut préciser. On croirait qu'ils le regrettent. Qui d'autre aurait pu la "reprendre" ? Personne, il aurait mieux valu qu'Alep-Est reste entre les mains des mercenaires qui terrorisaient et persécutaient la population depuis 2012 et bombardaient quotidiennement Alep-Ouest où résidaient 1,25 million d'habitants, sans doute au nom de l'internationalisme prolétarien. - LVOG). Personne ne peut dire combien de personnes ont fui depuis le début de l'attaque de cette ville autrefois prospère. À l'est, il devait vivre encore 250 000 personnes quand les troupes d'Assad sont entrées (En réalité beaucoup moins, autour de 150.000, mais peu importe. - LVOG). Des mois de siège (Rectifions, Alep-Est était occupé illégalement par des assaillants étrangers armés essentiellement. - LVOG) ont abouti à un effondrement des soins, du ravitaillement, des logements, des équipements. (Quand un ennemi s'empare d'une ville, les autorités du pays agressé en font le siège pour affaiblir les assaillants ou les empêcher de se répandre dans le reste du pays, ensuite elles passent à l'offensive pour reprendre la place, c'est parfaitement légitime, tout en sachant que cela se traduira forcément par des victimes civiles. En réalité, nourriture et médicaments existaient en abondance mais étaient confisqués par les djihadistes. 80% avaient été livrés par le gouvernement syrien, 20% par l'ONU. De plus le gouvernement syrien continuait de verser les salaires des fonctionnaires. - LVOG) Les frappes des hélicoptères de l'armée syrienne et des avions de l'armée russe, de l'artillerie, ainsi que les exactions des milices djihadistes ont entretenu une atmosphère de terreur inimaginable. (Et la terreur quotidienne des habitants d'Alep-Ouest, rien à foutre ils étaient protégés par l'armée syrienne. En réalité, ces frappes étaient parfaitement ciblées grâce à l'emploi de moyens ou armes hyper sophistiqués et elles n'ont fait qu'un minimum de victimes civiles. - LVOG) (...)

En 2011, dans le flux des protestations de masse de Tunisie et d'Égypte qui ont conduit à la chute des deux régimes dictatoriaux (Interprétation frauduleuse. - LVOG), se produisit en Syrie une mobilisation plus modeste. En particulier, le centre de Damas n'a guère été affecté (A Alep en 2012 une manifestation en soutien à Assad avait rassemblé près d'un million de personnes. - LVOG). Le régime des Assad, avec une brutalité inégalée (Même pas celle des décapiteurs dites-donc, bravo les bourreaux ! - LVOG), a immédiatement écrasé les manifestations (Des provocations armées où des snipers tiraient à la fois sur les manifestants et les forces de l'ordre faisant de nombreuses victimes. Assad aurait dû laisser faire. - LVOG). Le manque de partis ouvriers révolutionnaires dans la région a conduit toutes les tentatives des masses pour renverser le joug des oppresseurs locaux et de leurs protecteurs impérialistes à l'échec. La responsabilité principale en incombe au stalinisme. (Encore ? Ils en sont encore là, ils sont incurables, c'est pratique pour camoufler sa propre incurie ou faillite politique. LVOG) (...)

Avec l'intervention militaire directe de l'impérialisme russe en Syrie en septembre 2015, la situation s'est aggravée. (C'est ce que n'avait pas manqué de mentionner Obama et Hollande. Le peuple syrien pense exactement le contraire. Alors une question : Dans quel camp combattez-vous au juste ? - LVOG) (...)

Les abominations et la marche à la barbarie causées par la domination du système impérialiste en Asie de l'Ouest ont alimenté des raisonnements absurdes et dangereux chez les centristes de tout genre dans le monde (On peut observer qu'ils ne sont pas les seuls en la matière. - LVOG).

D'un côté, ceux qui justifient un « front uni anti-impérialiste » avec l'islamisme, puisqu'ils sont censés être des combattants conséquents contre « l'impérialisme ». Sous différentes variantes, telle est la position de la LOI argentine et de sa

FLTI, du CWG néo-zélandais et de son CLC, du RKOB autrichien et de sa TICR... Le prétendu FUIAI, selon ces opportunistes, serait le seul moyen de défendre une mythique « révolution syrienne » qui durerait depuis plus de 5 ans sans parti ouvrier révolutionnaire ni même d'activité de la classe ouvrière. (Toute cette infâme pourriture soutient ce que vous appelez les islamo-fascistes, et vous les caractérisez encore de centristes, donc vous estimez qu'ils pourraient un jour évoluer vers le socialisme (comme hier la tendance de gauche du PS qui en réalité n'a jamais existé, vous vous souvenez, n'est-ce pas ?) quelle incohérence, quelle manque de lucidité, quelle opportunisme ! LVOG)

De l'autre côté, on trouve des « révolutionnaires » comme le britannique SF et son CLQI, le site américain WWSW et sa « 4e Internationale » qui défendent le régime, présentant comme un « front uni anti-impérialiste » leur soutien au tortionnaire de masse Assad et à ses béquilles réactionnaires (l'Iran islamiste et la Russie impérialiste).

(L'accusation de "tortionnaire de masse" portée contre Assad est du domaine de la propagande et n'est étayée par aucun fait, là encore on croirait entendre les généraux du Pentagone. Cela dit, je ne participe pas à ce « front uni anti-impérialiste ».

Je suis un ouvrier et non un intellectuel comme ces gens-là, je suis pragmatique, alors je réagis comme le peuple syrien, au côté du peuple syrien, je soutiens toutes les opérations destinées réellement à libérer la Syrie quels qu'en soient les acteurs et leurs intentions qu'on n'est pas obligé de partager, toute autre considération est dès lors secondaire, c'est une question de vie ou de mort quand on est en guerre faut-il le rappeler. Vous nous excuserez de ne pas faire preuve du même aveuglement dogmatique et de la même hypocrisie que vous.

Je suis littéralement scandalisé par cette présentation des choses, excédé, en rage, car c'est particulièrement dégueulasse de prétendre que ceux qui se placent au côté du gouvernement syrien ou Assad en partageraient forcément les intentions politiques, c'est du domaine de la diffamation, c'est inqualifiable, indigne de militants ouvriers. - LVOG) (...)

Pour montrer sa solidarité avec les masses syriennes, la classe ouvrière internationale doit imposer des fronts des syndicats et des partis ouvriers pour ouvrir les frontières aux réfugiés, pour combattre l'impérialisme dans son propre pays, pour s'opposer à toute intervention aux côtés d'un camp ou de l'autre, pour imposer le retrait immédiat de tous les avions, navires, forces spéciales impérialistes. En même temps, le mouvement ouvrier ne doit faire aucune concession à la peu laïque bourgeoisie panarabe ou à la bourgeoisie hyper-réactionnaire panislamiste.

(Pour ces gens-là, et cela vaut pour la quasi-totalité du mouvement ouvrier en France (et ailleurs), le peuple syrien et la libération de la Syrie importe peu, ce n'est pas une guerre qu'ils subissent mais un conflit qui se situerait sur le plan idéologique, car la seule chose qui compte à leurs yeux c'est que les alliés des Syriens qui combattent pour libérer la Syrie soient idéologiquement purs, vertueux, comme peuvent l'être ces braves "trotskystes" en somme.

Et vous aurez pu observer qu'à aucun moment ils n'évoqueront le combat héroïque du peuple syrien, à aucun moment ils ne vous diront comment il résiste, comment il mène ce combat, car cela les forcerait à avouer qu'il s'est engagé dans l'armée syrienne ou dans les milices populaires qu'Assad a armés. Ils ne vous diront pas non plus que l'horrible dictateur Assad a accordé la nationalité syrienne aux Palestiniens et aux Kurdes réfugiés en Syrie et qu'ils disposaient des mêmes droits que les Syriens, y compris pour les Kurdes d'enseigner dans leur langue dans les écoles...

Bref, à défaut de pouvoir adopter une position conforme aux intérêts du peuple syrien et plus particulièrement des masses exploitées dans une perspective historique, de soutenir le camp engagé dans le combat pour libérer la Syrie parce que ceux qui le mènent ne vaudraient pas mieux que les barbares qui ravagent ce pays, ils en arrivent infailliblement à pratiquer la désinformation, le déni, l'autocensure ou le non-dit ou à étaler leur ignorance des faits tout simplement, on retrouve ici le cocktail idéologiquement pur dominant ou de la propagande officielle destinée à empêcher les travailleurs et les militants de comprendre la situation en Syrie et dans quel cadre cette guerre s'inscrit à l'échelle mondiale...

En fait, ils se servent des réfugiés comme caution morale pour masquer leur incurie politique ou leur soutien aux agresseurs de la Syrie à défaut de pouvoir le justifier ou l'assumer.

Parce que ces gens-là sont purs, ils refuseront la moindre concession "à la peu laïque bourgeoisie panarabe", rompant ainsi avec la tradition du mouvement ouvrier international révolutionnaire ayant combattu au XXe siècle pour la décolonisation au côté des mouvements nationaux arabes de libération qui par nature était bourgeois, ignorant que si on ne choisit pas ses ennemis dans la lutte de classe, il arrive également qu'on ne soit pas en mesure de choisir non plus ses alliés, mais allez faire comprendre cela à des gens bornés ou dogmatiques, qui passent leur temps à refaire le monde non pas à partir de ce qu'il est, mais de ce qu'ils voudraient qu'il soit, ce qui conduit aux pires confusions ou compromissions. - LVOG)

« L'ennemi principal est dans notre pays » est le principe de base du prolétariat international. Il montre la voie pour la victoire, le renversement de la bourgeoisie, la proclamation d'un gouvernement ouvrier et paysan en Irak et en Syrie, l'établissement de la fédération socialiste du Proche-Orient et de la république universelle des conseils.

(Comme tout bon dogmatique et sectaire qui se respecte, ils sont évidemment farcis de principes qui viendront utilement le

moment voulu se substituer à la réalité ou à toute analyse cohérente et sérieuse de la situation, histoire de pouvoir avoir toujours raison, ce dont il ne leur arrivera jamais de douter un instant.

Leur discours apparaîtra complètement surréaliste ou délirant ou pire encore aux masses syriennes et irakiennes, spontanément il nous fait penser au dernier éditorial de D. Gluckstein qui aurait pu leur être destiné : "Il y a toujours eu ceux qui, au nom d'un but idéal (mais inatteignable), multiplient les promesses et renoncent à aider au mouvement pratique de la classe ouvrière, seul à même d'abolir l'ordre actuel des choses", ici de mettre un terme à cette guerre qui dure depuis bientôt 6 ans, objectif et tâche que ces aventuriers gauchistes désertent.

Puisque le mouvement ouvrier est incapable de se situer au côté du peuple syrien, parce qu'il aurait des alliés peu recommandables ou franchement infréquentables, des tyrans aux intentions forcément néfastes envers les masses exploitées, il offre l'opportunité à l'extrême droite d'occuper la place laissée vacante par ces déserteurs et de se présenter en humaniste en récupérant la libération d'Alep, bravo ! Ils rétorqueront que le FN aurait de toutes manières tenu ce discours, ce qui est exact, à ceci près qu'il sera le seul bénéficiaire du développement de la situation en Syrie, encore bravo ! - LVOG)

[Le ParDem fait amende honorable et propose un toilettage de la Ve République.](#)

- La VIe République, un slogan creux par Jacques Nikonoff. 23.12

- Jacques Nikonoff a été invité, le 13 décembre dernier, à faire une conférence devant l'Académie du gaullisme à Paris. Il devait répondre à la question suivante : « Pourquoi une VIe République ? »

Dans son discours, il a estimé que sans nul doute il faudra, un jour, passer à une VIe République à la suite des travaux d'une assemblée constituante. Mais ce moment, de son point de vue, n'est pas encore arrivé, pour de solides raisons qu'il développe dans son discours.

En revanche, il considère comme une urgence absolue de réviser en profondeur, sur quelques questions-clés, la Constitution actuelle. Et ceci, bien entendu, par référendum. ParDem 23.12

Nikonoff stalinien for ever, on ne se refait pas !

[France. Double peine. Quand un Etat policier, terroriste, guerrier se mêle d'éducation, il est fortement recommandé de s'inquiéter.](#)

Ils haïssent la classe ouvrière et à défaut de pouvoir la soumettre, ils lui imposent des lois humiliantes.

- La «violence éducative ordinaire» désormais interdite - Liberation.fr

Les députés ont donné leur feu vert définitif jeudi au projet de loi «Egalité et Citoyenneté», qui prévoit notamment l'interdiction de «tout traitement cruel, dégradant ou humiliant, y compris tout recours aux violences corporelles» sur les enfants. Aucune sanction n'est cependant prévue. Liberation.fr 24.12

Dans la société, il existe des classes qui sont plus ou moins hétérogènes, celles qui le sont le plus sont les classes moyennes ou la petite bourgeoisie ainsi que la classe ouvrière. Et à l'intérieur de ces classes, chacune de leurs couches dispose d'un statut social différent, supérieur, intermédiaire ou inférieur, allant du plus au moins favorisé, de sorte qu'elles ne disposeront pas des mêmes conditions pour interpréter l'ensemble des rapports qui leur seront imposés.

Cela se traduira par un niveau de conscience ou de développement intellectuel différent pour répondre aux défis ou résoudre les difficultés auxquelles elles seront confrontées tout au long de leur existence.

Les éléments parmi elles les plus développés disposeront de moyens matériels ou financiers ou de capacités ou facultés intellectuelles leur permettant d'affronter la multitude de rapports sous lesquels se décline la réalité dans les meilleures conditions, dont ceux que les parents entretiennent avec leurs enfants.

Leurs enfants grandiront dans un environnement favorable, leurs besoins affectifs et matériels seront pour ainsi dire satisfaits, ils auront donc tendance à se développer harmonieusement, leurs parents seront trouvés les mots pour transformer les expériences désagréables auxquelles ils seront exposés ou les contraintes qui leur seront imposés en enseignements ou bienfaits garants de leur bonheur futur, sans avoir à recourir à la violence physique en cas de conflit, la menace orale agrémentée éventuellement d'une récompense suffisant à maintenir l'autorité des parents sur leurs enfants sans laquelle leurs rapports partiraient à vau l'eau.

Ce que je viens de décrire, ce sont les conditions dans lesquelles avec mon ex-épouse nous avons eu la chance de pouvoir élever notre fille unique et le résultat a été concluant autant qu'on pouvait l'espérer. Jusqu'à notre divorce et séparation lorsque notre fille avait 8 ans, nous avons fait preuve à son égard d'une attention et d'une tendresse de tous les instants, personnellement j'avais opté pour une éducation basée sur l'écoute et la complicité, prenant la patience de répondre à toutes ses questions en me mettant à son niveau tout en consacrant en moyenne une heure par jour à jouer avec elle, souvent plus, de sorte que le rapport de dominant à dominé existant forcément entre nous soit vécu par l'un et par l'autre comme le produit d'une nécessité naturelle plus que comme une contrainte imposée par la société, ainsi je voulais la protéger des méfaits de cette société pourrie aussi longtemps que possible, afin qu'elle puisse se forger un caractère et une personnalité qui lui permettraient de résister à son influence une fois devenue une jeune fille, puis une femme.

En agissant de la sorte, j'allais prendre le contre-pied de la méthode employée par mes parents, qui de ma naissance jusqu'à mon adolescence et même plus tard avait consisté à user de la violence physique à mon égard. Mais mes parents n'avaient pas bénéficié des mêmes conditions matérielles et intellectuelles que moi et mon épouse, ils appartenaient aux couches les plus arriérées et les plus pauvres de la classe ouvrière.

Harceler de difficultés sans espoir d'en voir un jour le bout, ayant eu une scolarité écourtée par la guerre, étant logés dans une chambre de bonne exigüe sans confort au 6e étage sans ascenseur, pas de cuisine, pas de salle de bain, pas de toilettes, pas de chauffage urbain. Alors que mes parents se privaient absolument sur tout, le salaire (au pièces à l'époque) de mon père menuisier en bâtiment ne suffisait pas pour finir le mois, c'était ma grand-mère maternelle, forain ou camelot, qui apportait le complément en nourriture, vêtements, etc.

Quand mon père rentrait du boulot, il était éreinté par sa journée de travail. Il supportait mal l'injustice dont il était victime, il n'en comprenait pas l'origine, aussi cela l'avait rendu irascible. Il n'avait pas la patience d'écouter ses enfants, ses conditions d'existence étaient telles qu'il n'en avait pas les moyens, alors il frappait quasi quotidiennement ses enfants. Il reproduisit l'éducation qu'il avait reçue ou les rapports violents de dominant à dominé que lui imposait la société. J'ignore si cela le soulageait, car il ne nous parlait jamais, hormis pour nous donner des ordres. Et ma mère l'immitait quand elle ne prenait pas un malin plaisir à lui raconter mes bêtises, ce qui a fait dire plus tard à mon ex-épouse que la lourde main qui s'abattait sur moi était en fait celle de ma mère, qui par ailleurs me frappait aussi, mais pas assez fort, pas jusqu'à me faire hurler de douleur. En fait, d'avoir eu des enfant devait aggraver leur condition déjà très précaire ou misérable et ils ne le supportaient pas, au point qu'un jour ma mère m'a dit qu'ils ne m'avaient pas désiré et que j'étais venu au monde trop tôt, par accident, ce qui explique pourquoi ils ne m'ont jamais supporté, aimé serait un grand mot, un gros mot ici.

Cela dit, certes j'allais être un enfant battu, mais mes parents allaient me donner une bonne éducation. Ils n'étaient pas croyants, mais je ne fréquenterai que des écoles privées catholiques quite à se saigner chaque mois. Ils ne pivolaient pas, ils avaient un langage châtié, ils étaient courageux, dignes, et ils respectaient les gens en général, avec le défaut de vouer un culte aux plus puissants, ils étaient gaulistes, le "libérateur" de la France. Mentir, voler, avoir ne serait-ce qu'une mauvaise pensée me valait un passage à tabac en règle, ce dont je suis encore incapable 61 ans plus tard.

Ils m'ont inculqué un tas de principes et de valeurs auxquels je suis très attachés et que j'ai communiqués à ma fille, mais en recourant à une autre méthode que celle de mes parents parce que j'en avais les moyens, et pas un instant il ne me viendrait à l'esprit de penser qu'ils auraient agi autrement que moi s'ils en avaient eu les moyens, c'est là que je voulais en venir. Car je ne tolère pas que des ordures finies comme ceux qui nous gouvernent et leurs larbins de merde de la pseudo-gauche ou extrême gauche les jugent, ceux qui sont responsables du massacre ou du sacrifice de millions d'enfants dans le monde par les guerres (génocides, famines, etc.) auxquelles ils ont participé ou qu'ils soutiennent.

Ces procureurs généraux jugent les couches les plus défavorisées ou pauvres de la société, alors que ce sont eux qui leur rendent la vie impossible, qui leur interdisent de sortir de leur condition infâme ou d'accéder à une condition d'existence meilleure qui leur permettrait d'être à l'écoute de leurs enfants.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'il y a plus grave encore, car cette loi, même si pour le moment elle ne s'accompagne pas de sanctions, elle peut causer des effets désastreux dans bien des familles dont les parents ne disposent pas d'autres moyens pour conserver le contrôle sur leurs enfants que le recours à la force.

Elles vont se retrouver dans une situation très délicates, totalement démunies face parfois à des gosses qui peuvent se livrer à un tas de conneries, des gosses qui ne leur obéiront plus du tout puisqu'ils n'auront plus à craindre, cela va les encourager à en faire davantage, plus rien ni personne ne protégera plus ces gosses qui seront ainsi abandonnés à leur triste sort.

Il faut croire que c'est l'objectif du législateur, parce que si je suis parvenu à tirer les enseignements désastreux d'une telle mesure, j'imagine que je ne suis pas le seul. Ils veulent vraiment pourrir la société, accélérer sa décomposition, c'est clair, cela fait partie de leur stratégie politique. Chut ! C'est un gros mot de l'évoquer au sein du mouvement ouvrier, mieux, c'est pour notre bien-être, car voyez-vous le gouvernement ne pense qu'à cela, si, si, vous devez vous en convaincre.

Je condamne sans réserve cette loi scélérate tournée une fois de plus principalement contre les couches les plus défavorisées et

les plus pauvres de la société.

Bienvenue chez les barbares.

- Bienvenus à Idlib. La patrie d'al-Nusra et le modèle américain de ville syrienne par Ulson Gunnar - Arrêt sur Info

Un rapport publié par The Century Foundation (TCF), un groupe de réflexion sur les politiques américaines, aide à éclairer le fonctionnement interne de la petite ville du nord de la Syrie, Idlib.

Idlib est à l'organisation terroriste Jabhat al-Nusra (également connue sous le nom de Jabhat Fateh al-Sham ou al-Qaïda en Syrie), ce que la ville d'al-Raqa est au soit disant État islamique, sa « capitale ».

Mais la ville abrite également un large éventail d'autres groupes militants coopérant avec l'organisation terroriste, ainsi qu'une myriade d'organisations non gouvernementales (ONG) financées et dirigées par les États-Unis, l'Europe, la Turquie et les États du Golfe.

Bien que de grands espoirs soient proclamés dans les déclarations des politiciens des États-Unis, de l'Europe et du Golfe, espoirs répercutés par leurs plates-formes médiatiques respectives, pour le rôle possible de cette ville comme « capitale » alternative pour un « gouvernement » alternatif, c'est-à-dire opposé à l'État et à la nation syrienne, ce rapport est une douche froide sur ce qui n'était qu'une étincelle, pas même une flamme d'espoir.

L'« opposition » n'existe que grâce au soutien d'intérêts étrangers

Le rapport intitulé Garder les lumières allumées dans l'Idlib rebelle, décrit une ville si dangereuse et dysfonctionnelle que les auteurs du rapport n'ont même pas pu s'y risquer pour réaliser leurs entrevues, qui ont plutôt été menées à distance de l'autre côté de la frontière turco- syrienne.

Le rapport admet même que le « conseil provincial », destiné à remplacer le gouvernement syrien, est resté en Turquie pendant des années et y maintient encore un bureau.

Ce rapport dit :

« Dans la province d'Idlib détenue par les rebelles en Syrie, les habitants ont créé des organes locaux de gouvernance qui fournissent les services nécessaires et posent simultanément un défi politique au régime de Bachar al-Assad. Aucune autorité dominante n'a remplacé l'État après qu'il a été évincé d'Idlib. Les groupes armés islamistes et jihadistes détiennent le pouvoir au niveau local et ont développé des organes de coordination des services relativement sophistiqués. Pourtant, le pouvoir décisionnel ultime reste généralement entre les mains des organisations donatrices étrangères. »

Le rapport souligne que les groupes armés sont en compétition non seulement pour exercer une influence au sein d'Idlib, mais aussi pour avoir accès au flux constant de ressources dont disposent les bailleurs de fonds étrangers. Le rapport admet que cette aide étrangère (dominée par l'USAID) soutient les occupants d'Idlib qui n'ont pas la capacité d'unifier la ville, de financer leurs activités, et encore moins de contester l'État syrien par eux-mêmes.

Le rapport admet également qu'au départ, le gouvernement syrien était en mesure de protéger les centres urbains d'Idlib et qu'ils ne sont tombés qu'après la prise de possession de la frontière de Bab al-Hawa, qui rejoint la Turquie. Cela suggère qu'un afflux d'armes, de fournitures et de combattants passant par la frontière turque, avec le soutien des Turcs et d'autres sponsors étatiques, ont aidé à inverser la tendance contre les forces syriennes, et non l'élan du « soulèvement » lui-même.

La province d'Idlib est maintenant l'une des rares régions du pays qui a encore une frontière non sécurisée avec la Turquie, ce qui explique qu'Idlib continue à échapper au contrôle du gouvernement syrien. Le rapport admet également que les organisations terroristes (Ahrar al-Sham et al-Nusra) dominent cette région, contrairement à la rhétorique américaine et européenne [qui l'a dit aux mains de « modérés », NdT].

Le dysfonctionnement d'Idlib reflète ceux de la Libye ou de l'Afghanistan

Le rapport de TCF explore les différentes facettes du dysfonctionnement qui afflige Idlib, y compris la corruption, le népotisme et l'ingérence des groupes armés. La dépendance à l'égard de l'aide étrangère et les luttes intestines constantes ne sont pas qu'un avant goût des choses à venir dans tout le pays si le gouvernement syrien était renversé, c'est aussi le reflet de la situation en Libye et en Afghanistan après l'intervention des États-Unis et de l'OTAN.

Avec des entrepreneurs intéressés seulement par être payés, et des groupes locaux consumés par les luttes intestines, Idlib fournit

le dernier exemple de l'échec de la politique de « construction de nation » occidental.

Idlib une ville faillie, présiderait un État failli.

Le rapport présente Idlib comme un « microcosme de la guerre ». Il stipule :

« L'administration et le secteur des services d'Idlib ont été, à bien des égards, un microcosme de la guerre syrienne et du mode de gouvernance des rebelles. Comme pour l'opposition armée de la province, une tendance au localisme et des flux disparates et non coordonnés de soutien extérieur ont abouti à un secteur des services déchiré et inefficace. »

Même si les États-Unis et leurs alliés pensaient qu'il était politiquement possible de présenter Idlib comme une « capitale » pouvant remplacer Damas, en réalité un tel rôle lui serait impossible à assumer. Entre sa petite taille, le fait qu'elle soit dominée de façon transparente par des terroristes armés et complètement dépendante de l'aide étrangère signifie qu'Idlib ne peut même pas s'auto-administrer, ni la province dans laquelle elle réside, et encore moins tout le pays. Tout État soumis au pouvoir de la ville défaillante d'Idlib serait sans aucun doute un État failli.

Idlib ne sert qu'à entretenir l'illusion d'une opposition viable. L'administration de la ville et de la province est aussi artificielle que le conflit armé qui est la cause de son état actuel de dysfonctionnement. L'administration municipale et provinciale dépend entièrement du soutien étranger qui ne s'intéresse qu'au renversement de Damas, pas à la paix ni à la prospérité d'Idlib.

Comme l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, une fois la guerre terminée et le changement de régime accompli, les entrepreneurs chercheront à faire autant d'argent que possible sur la reconstruction, plus intéressés à retourner à la maison pour dépenser leurs nouvelles fortunes qu'à partir en laissant un État-nation libre et fonctionnant bien.

Le rapport conclut sur la question de savoir si oui ou non le gouvernement syrien peut se réinstaller à Idlib. Le gouvernement syrien possède absolument tout ce qui manque aux « administrateurs » actuels d'Idlib, à savoir l'unité, la capacité et les ressources. Tout comme ce qui se passe à Alep, quand les zones sont finalement retournées au contrôle syrien et la fourniture d'aide étrangère sous forme d'armes a été arrêté, l'illusion d'une opposition s'est d'elle-même arrêté. Arrêt sur Info 23.12

[Non évènement. L'Etat sioniste n'a jamais respecté les résolutions votées à l'ONU depuis 1948, et Trump l'a encouragé à ne rien changer.](#)

- ONU : Israël sur la défensive après la résolution sur la colonisation - AFP

"Honteuse", "absurde": Israël a fait pleuvoir les critiques sur la résolution contre les colonies adoptée à l'ONU, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'en prenant plus particulièrement au gouvernement Obama, qui aurait enfin montré son "véritable visage".

Le Conseil de sécurité a voté le texte vendredi, l'abstention des Etats-Unis ayant permis l'adoption de la première résolution de l'ONU depuis 1979 condamnant Israël pour sa politique de colonisation.

"La décision qui a été prise est biaisée et honteuse, mais nous la surmonterons (...) cela prendra du temps mais cette décision sera annulée", a déclaré M. Netanyahu lors d'une cérémonie retransmise à la télévision israélienne samedi.

De son côté, le président élu américain Donald Trump a regretté dans un tweet samedi cette "grande défaite (...) pour Israël", estimant que cette résolution allait rendre "beaucoup plus difficiles" les négociations de paix.

"Dommage, mais nous y arriverons quand même!", a-t-il encore tweeté après ce vote lors duquel les Etats-Unis se sont abstenus au lieu de mettre leur veto, ce qui constituait un renversement de leur position habituelle sur ce dossier.

Dès vendredi, Donald Trump avait déjà promis sur Twitter qu'après sa prise de fonction, le 20 janvier, "les choses seraient différentes" à l'ONU.

Benjamin Netanyahu, qui entretient des relations notoirement exécrables avec l'actuel président Barack Obama, s'en est pris à son gouvernement, qu'il a accusé d'avoir fait "un coup anti-israélien honteux aux Nations unies".

M. Netanyahu a affirmé que M. Obama avait brisé un engagement américain datant de l'époque du président Jimmy Carter de ne pas "dicter les termes de la paix à Israël au Conseil de sécurité des Nations unies".

Un haut responsable israélien, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, avait estimé plus tôt dans la journée que l'abstention des Etats-Unis à l'ONU révélait "le véritable visage de l'administration américaine". "Maintenant, nous sommes en mesure

de comprendre avec qui nous avons eu affaire ces huit dernières années", avait-il ajouté.

Même si la résolution ne prévoit pas de sanctions contre Israël, les responsables israéliens craignent qu'elle ne facilite les poursuites à la Cour pénale internationale et n'encourage des sanctions contre les produits des colonies.

Vendredi, dans un communiqué, les services de M. Netanyahu avaient accusé le gouvernement Obama de s'être "associé en coulisses" à la "ligue anti-israélienne" à l'ONU.

L'Etat hébreu "attend avec impatience de travailler avec le président élu Donald Trump et avec tous nos amis au Congrès, Républicains comme Démocrates, pour neutraliser les effets néfastes de cette résolution absurde", selon le communiqué.

Washington, plus important allié d'Israël, a traditionnellement servi de bouclier diplomatique à l'Etat hébreu en le protégeant des résolutions de l'ONU.

Mais, frustrés par des années d'efforts diplomatiques infructueux, les Etats-Unis ont justifié leur abstention par l'impact de la colonisation sur la recherche de la paix au Proche-Orient.

"On ne peut en même temps défendre l'expansion des colonies israéliennes et une solution à deux Etats", comme le fait Benjamin Netanyahu, a déclaré l'ambassadrice américaine aux Nations unies Samantha Power.

La résolution votée vendredi exhorte Israël à "cesser immédiatement et complètement toute activité de colonisation en territoire palestinien occupé, dont Jérusalem-Est", affirmant par ailleurs que les colonies israéliennes "n'ont pas de valeur juridique" et sont "dangereuses pour la viabilité d'une solution à deux Etats".

En réaction, M. Netanyahu a très vite annoncé une réévaluation de "tous les engagements d'Israël avec l'ONU (...) et la présence en Israël de représentants de l'ONU". Il a précisé qu'il avait donné l'ordre de réduire de 30 millions de shekels (environ 7,5 millions d'euros) le financement par Israël de cinq organismes de l'ONU "particulièrement hostiles" à Israël.

Nabil Abu Roudeina, un porte-parole du président palestinien, Mahmoud Abbas, a qualifié cette résolution de "grand camouflet" pour Israël, estimant qu'il s'agissait "d'une condamnation internationale unanime de la colonisation".

Pour le numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saëb Erakat, il s'agit "d'un jour historique" et d'une "victoire (...) du droit international".

Le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul Gheit a dit espérer que cette résolution fasse naître "un élan permettant d'intensifier les appels pour pousser la partie israélienne à se conformer à cette résolution et à l'ensemble des décisions internationales liées à l'arrêt de la colonisation". AFP 25.12

- Israël rappelle dix ambassadeurs après la résolution de l'Onu - Reuters

En colère après l'adoption d'une résolution de l'Onu demandant l'arrêt immédiat des activités de colonisation en Cisjordanie, le gouvernement israélien a rappelé dix de ses ambassadeurs et formulé de nouvelles critiques contre l'administration Obama.

Les autorités israéliennes ont rappelé pour consultation leurs ambassadeurs dans 10 des 14 pays qui se sont prononcés en faveur de la résolution et avec lesquels elles entretiennent des relations diplomatiques. Il s'agit de la Grande-Bretagne, la France, la Chine, la Russie, l'Egypte, la Nouvelle-Zélande, le Japon, l'Uruguay, l'Espagne et l'Ukraine.

Ce rappel, qui intervient le jour de Noël, est particulièrement inhabituel.

Dans un premier temps, la résolution avait été portée par l'Egypte mais sous la pression d'Israël et du président élu Donald Trump, les autorités égyptiennes avaient renoncé à leur initiative.

Celle-ci avait ensuite été reprise par la Nouvelle-Zélande, le Sénégal, le Venezuela et la Malaisie.

"Depuis des décennies, les administrations américaines et les gouvernements israéliens sont en désaccord à propos des colonies mais nous étions d'accord sur le fait que le Conseil de sécurité n'était pas le lieu pour régler cette question", a commenté Netanyahu.

"Nous savons que ce qu'il s'est passé là-bas va rendre les négociations plus difficiles et éloigner encore plus la paix. Comme je l'ai dit à John Kerry : "des amis ne traduisent pas d'autres amis devant le Conseil de sécurité", a poursuivi le Premier ministre israélien.

De nombreux pays estiment que les activités de peuplement en Cisjordanie occupée sont illégales. Israël affirme que ces colonies se justifient par des raisons bibliques et des questions de sécurité. Reuters 25.12

Entre hypocrites et menteurs ils sont faits pour s'entendre sur le dos du peuple palestinien et des israéliens juifs qui aspirent à vivre ensemble en paix.

ACTUALITE EN TITRES

Leur société, leur monde, quel bonheur !

- La pensée positive, une entreprise très lucrative - Le Monde

Dans cette époque prétendument morose, le bonheur est un marché porteur. Le Monde 24.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Moscou répond aux nouvelles sanctions américaines contre la Russie et la Syrie - M6info

“Cet élargissement des sanctions américaines contre la Russie (...), au moment où des attaques sanglantes à Ankara et à Berlin devraient unir les personnes raisonnables dans leur résistance à la menace terroriste, témoigne de la perte totale par Washington du sens de la réalité”, affirme le ministère dans un communiqué. Moscou accuse les Etats-Unis de punir le pays pour le soutien qu’in a apporté au gouvernement syrien dans la lutte contre le terrorisme « qui menace non seulement ce pays, mais aussi le monde entier ».

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi avoir placé sur leur liste noire économique six ministres syriens et des responsables de la banque russe Tampbank pour leur rôle présumé dans les « violences commises par le régime du président Bachar al-assad.

Le communiqué accuse Washington d’avoir une “aspiration si forte à changer le régime en Syrie qu’il est prêt à aider n’importe quelles forces destructrices”, parmi lesquelles le groupe jihadiste Fateh al-Cham (ancien Front al-Nosra, branche syrienne d’Al-Qaïda).

Mais “nous ne céderons pas face aux sanctions”, affirme le communiqué, en assurant que les compagnies russes visées continueraient de “fonctionner normalement”. M6info 24.12

Le 27 décembre 2016

CAUSERIE

Les militants ne supportent pas la réalité telle qu'elle se présente à eux, parce qu'elle ne correspond pas à ce qu'elle devrait être selon l'idée qu'ils s'en étaient faites ou à leur corpus théorique. Vous savez, cet obscur objet du désir aux angles droits et aux dimensions si précises qu'un corps étranger aussi fin que l'aile d'une libellule ne pourrait y pénétrer sans déclencher chez eux un signal d'alarme qui signifierait attention danger.

Assurément cette rigidité cérébrale est néfaste à la santé et à leur équilibre mental, car que font-ils ?

Puisque la réalité ne leur convient pas, ils lui substituent la leur, fantasmagorique, un bric-à-brac constitué d'éléments disparates qu'ils ont été piochés dans leur imagination et qu'ils ont rassemblés en les mêlant à des débris soigneusement sélectionnés de la réalité, qui ne servent qu'à sauver les apparences sur lesquelles la plupart des gens basent leur jugement, histoire de pouvoir affirmer par la suite qu'ils ne sont pas coupés du monde réel ou des masses en langage politique.

Les avantages de ce processus de substitution psychotique sont indéniables, puisqu'il leur permet à la fois de se rassurer tout en ayant la conviction d'être dans le vrai, à ceci près toutefois, mais cela ils ne peuvent pas y penser, c'est que si c'était réellement le cas, ils n'auraient pas besoin de se livrer à cette contorsion de la réalité pour la faire rentrer dans leur petite boîte.

Qu'on ne se méprenne pas, ils ne tirent pas leur imagination de la réalité pour agir dessus dans la perspective de la changer, non, ils la puisent dans ce qu'ils estiment avoir compris de leurs expériences passées et qu'ils ont théorisé de manière à ce qu'elle s'y conforme, quitte à lui faire subir bien des mauvais traitements à l'aide de procédés plus ou moins malhonnêtes ou inavouables, et c'est ainsi qu'ils ne risquent pas de se contredire, puisque finalement leur imagination évolue dans un univers aussi fermé, figé, sclérosé que leur théorie rendue à l'état de fossile et donc rendue inapte à tout emploi, même en temps de guerre.

En procédant de la sorte ils seront à la fois impuissants à agir sur la réalité et à la changer, mais ils pourront toujours s'en sortir en affirmant qu'ils n'y étaient pour rien parce qu'ils avaient fait tout ce qui devait être fait pour qu'il en soit autrement, hélas, et si vous insistez, comme dans toute imposture ils vous sortiront un bouc émissaire et vous devrez vous en contenter. Et sinon, après ? Après quoi, rien, qu'est-ce que vous voulez qui se passe ?

Cela dit, si cela vous chante de les imiter, c'est votre droit, au moins vous savez où cela vous mènerait. Et si nous en sommes arrivés au point où toute discussion sérieuse et constructive est devenue pratiquement impossible entre militants, vous savez également pourquoi, parce qu'on ne vit pas vraiment dans le même monde, eux refusent de partir de la réalité telle qu'elle est, alors que je préfère la regarder en face et l'affronter. Chacun est libre d'adopter la méthode qui lui convient le mieux pour l'interpréter, ensuite les faits diront laquelle était conforme à la réalité en fonction de l'objectif (politique) qu'on s'était fixé, précisons, sans avoir à porter de jugements sur les personnes, puisque ce n'était ni l'objet de notre réflexion ni notre intention qui au demeurant nous est étranger.

Voyons maintenant comment cela se traduit sur le plan politique avec la question syrienne, attention, âmes trop sensibles s'abstenir.

On comprend l'amertume ou la frustration de tous les militants qui s'interdisent de fêter la libération d'Alep-Est au côté du peuple syrien de crainte d'être accusés de soutenir Bachar al-Assad l'horrible despote selon leurs dirigeants, après tout ils ne le méritaient pas pour avoir épousé aveuglément la propagande de guerre officielle ou avoir fait preuve de tant de couardise.

Après on se demande pourquoi aucun intellectuel influent ne rejoint la cause du mouvement ouvrier, pardi, pour ne pas se couvrir de honte !

Mes causeries enflammées qui sentent la poudre à canon n'ont suscité aucun courriel de la part de lecteurs, seraient-ils tous devenus autistes ? Mais peut-être ne désirent-ils pas se compromettre avec l'auteur de ce portail et préfèrent-ils garder l'anonymat, quel courage ou c'est l'aveu que leurs convictions n'en valaient pas vraiment la peine, ce serait la confirmation qu'on ne partageait pas exactement les mêmes.

Je prie les travailleurs et les militants inorganisés qui ont refusé de rejoindre un des partis dit ouvriers de bien vouloir m'excuser d'avoir tant insisté auprès d'eux pour qu'ils entament cette démarche, qui au regard du traitement qu'ils ont réservé à la guerre contre la Syrie était injustifiée, notamment, car j'aurais pu le déclarer en bien d'autres occasions, qu'ils veuillent bien admettre que j'étais animé uniquement de bonnes intentions et que je n'ai jamais eu celle de les tromper ou de les mystifier. Je suis sincèrement désolé.

Si vous avez l'habitude de vous connecter à ce portail, vous n'êtes pas sans ignorer que je tire des enseignements politiques de chaque expérience bien au-delà des faits auxquels elles se rapportent, en les reliant à d'autres expériences passées qui ont été interprétées en leur temps sans qu'on revienne dessus, comme si leurs auteurs avaient été dignes de foi. Or, il se trouve que depuis on a appris qu'ils ne méritaient pas notre confiance, sans pour autant qu'on se penche à nouveau sur leurs assertions ou enseignements théoriques, autrement dit, leurs méfaits continuent de produire des effets néfastes au sein du mouvement ouvrier bien qu'ils ne soient plus de ce monde pour certains d'entre eux.

Si la libération d'Alep-Est par l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés russes et iraniens doit être considérée comme une défaite ou un crime, il faut croire que la libération de la France du nazisme et du régime de Vichy par l'armée américaine était également une défaite, et que se placer au côté des forces de la résistance où se côtoyaient stalinien et gaullistes notamment aurait été une trahison, c'est bien cela n'est-ce pas ? Pourquoi, mais parce qu'Assad et Poutine à l'issue de cette guerre qui est loin d'être terminée n'envisagent rien d'autre que la survie du régime en place, tout comme stalinien et gaullistes n'envisageaient pas autre chose que la reconstruction de l'Etat bourgeois en France, autrement dit, comme on ne pouvait pas partager leurs intentions ou perspectives politiques il aurait fallu s'abstenir de combattre à leur côté, c'est bien cela n'est-ce pas ? Il aurait donc mieux valu que la France demeure sous le régime de Vichy et devienne une province de l'Etat allemand fasciste, et que la Syrie passe sous le contrôle des barbares de Daesh ou d'Al-Nosra, une fois qu'on aurait refusé le soutien des seules forces capables de libérer la France et la Syrie, on est bien d'accord, vous suivez ? Mais dans quel monde vivrions-nous alors aujourd'hui si tel avait été le cas, vous êtes-vous posé un instant cette question terrifiante ? Qu'on en vienne à poser une telle question permet de mesurer à quel point le mouvement ouvrier n'a cessé de se fourvoyer depuis 70 ans,

et particulièrement son avant-garde.

Sans être ni stalinien ou gaulliste, ni partisan d'Assad ou de Poutine, j'aurais rejoint la résistance française et syrienne contre l'envahisseur, et une fois la France et la Syrie libérée j'aurais retourné mes armes contre l'Etat français et syrien, car à aucun moment je n'aurais bradé mes convictions ou mon idéal, le socialisme. Je n'aurais eu de cesse de combattre pour la fin de ces guerres le plus tôt possible par tous les moyens à ma disposition, sachant très bien que je n'aurais pas vraiment eu le choix des armes ou des alliances pour la mener aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est le cours de l'histoire qui nous les impose, soit on fait avec, soit on se leurre sur notre propre action qui confine à l'impuissance ou encore on déserte...

En accusant Assad de dictateur au moment même où il s'apprêtait à libérer Alep-Est, vous vous êtes rangés au côté des ennemis du peuple syrien que vous avez littéralement poignardé dans le dos, vous vous êtes trompé de camp, les militants intéressés se reconnaîtront. Il faut en prendre conscience sans attendre pour rectifier le tir, car plus tard ce sera plus difficile, voire impossible, car il ne vous restera plus qu'à justifier l'injustifiable jusqu'à la fin de vos jours en recourant à des procédés infâmes, quel cauchemar, vous méritez mieux assurément !

Vous avez eu là l'occasion de tester en pratique vos convictions, pour ainsi dire sur le champ de bataille. Etes-vous satisfait de cette expérience, des conclusions auxquelles vous êtes parvenu sachant que vous avez été évincé de la fête qui a suivi la libération d'Alep-Est, et que vous vous retrouvez en bien mauvaise compagnie avec les vaincus, Hollande, Cameron, Obama et les monarques du Golfe, etc. qui sont les seuls responsables de cette guerre et qui ont armé les barbares. Assad et Poutine ne valent pas mieux, on n'a jamais dit le contraire, à ceci près qu'ils n'ont pas joué du tout le même rôle dans cette guerre, vous saisissez la nuance ? On parle de cette guerre et non de la nature du régime de Poutine ou d'Assad, ne confondons pas tout.

Etes-vous capable de faire preuve de discernement ou de mesure pour comprendre que dans toute situation il existe des facteurs prépondérants qui ne sont pas forcément ceux qui nous viennent en premier à l'esprit, et que parfois des facteurs secondaires s'avèrent temporairement déterminants, autrement dit, que les choses ne se passaient pas toujours, pas souvent en réalité comme on les aurait souhaitées, et qu'il fallait en prendre son parti à défaut de mieux ou en attendant des jours meilleurs, qui viendront tôt ou tard si on fait preuve de suffisamment de patience et de détermination, même si ses jours meilleurs s'avèrent éloignés. Il faut savoir se contenter de ce que nous réserve le présent pour mieux préparer l'avenir, sinon on passe à côté de l'occasion qui nous est donnée de faire un pas en avant dans la direction qu'on s'est tracé et c'est dommage, car en procédant de la sorte on n'ira jamais nulle part et on ne changera jamais la société. L'essentiel, c'est de ne jamais lâché le fil qui nous relie à notre objectif.

Ce qui me fait marrer, c'est une façon de parler, c'est de me retrouver dans une situation où j'ai l'impression de donner un cours de léninisme à des lecteurs ou militants qui me prenaient pour un extrémiste, un fou furieux, un gauchiste, qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre qu'on est parfois obligé de faire des compromis, ce qui ne signifie pas forcément se compromettre. On m'a accusé de manquer de mesure, excusez-moi, c'est vous qui avez prouvé que vous en manquiez singulièrement, n'inverser pas les rôles s'il vous plaît. Dans la vie quotidienne on est bien obligé d'en faire, ne serait-ce que lorsqu'on va vendre notre force de travail sur le marché aux esclaves pour subvenir à nos besoins élémentaires, est-ce pour autant qu'on aurait trahi notre cause ou qu'on serait devenu des esclaves soumis satisfaits de notre sort ?

Il y a quelque chose de pourri dans le mouvement ouvrier qu'il faut extirper une bonne fois pour toute, sinon nous ne nous en sortirons jamais. Que vous soyez militant de base, cadre ou dirigeant, ne craignez pas de vous exprimer librement, donnez-vous en les moyens si ce n'est pas le cas aujourd'hui, affranchissez-vous de la tutelle de ces appareils corrompus, vous valez mieux. On ne peut pas imaginer un instant que la totalité des militants, cadres ou dirigeants soient passés sous l'influence de l'idéologie ou du discours de la classe dominante.

Je terminerai par une note plus personnelle.

Hier je vous ai raconté que ma compagne et sa soeur avaient foiré ma soirée du 24 décembre et que je l'avais mal pris. Vous voulez savoir pourquoi. Parce que j'avais l'intention de la dédier au peuple syrien, je voulais célébrer à ma manière la libération d'Alep-Est, j'avais cela en tête, enfin une bonne nouvelle, c'est si rare, et encore une fois peu importe comment elle avait été arrachée. Moi aussi je voulais savourer ce répit, ce moment de bonheur, cet espoir de paix après près de 6 ans de guerre que je suis quotidiennement depuis le premier jour.

Et puis vivre en Inde n'est pas vraiment une partie de plaisir, loin s'en faut, je dirais même qu'en dehors des occasions qu'on doit se créer soi-même, c'est une notion pratiquement inconnue ici, car le peuple indien baigne dans un océan de difficultés sans nombre, au point d'être gêné d'éprouver un peu de bonheur, mais celui du peuple syrien est légitime, qui oserait affirmer le contraire.

[Dossier sur la Syrie](#)

- Syrie: découverte d'un charnier dans l'ex-bastion rebelle à Alep - AFP 25.12

Commentaires d'internautes à la suite de cet article.

1- Les "civils (ont été) exécutés par les groupes terroristes avant leur sortie des quartiers est de la ville d'Alep", a indiqué Sana dimanche soir, utilisant le terme qui dans la phraséologie du régime signifie les groupes rebelles. Ou c'est le contraire : l'AFP utilise le terme "groupes rebelles" qui dans la phraséologie de propagande signifie terroristes.

2- Fabius et Hollande doivent rendre des comptes ! Et surtout qu'ils ne disent pas "nous ne le savions pas" !

3- "La plupart ont été tués d'une balle dans la tête, beaucoup de corps ne sont pas entiers"

Les bras m'en tombent...

4- Quelle surprise ! Les "insurgés" ne seraient donc pas tous des pauvres victimes innocentes et les soldats de Bachar tous d'horribles tortionnaires ?

5- Voyez les pauvres protégés de la France, des USA, ces rebelles terroristes modérés, qui protégeaient soi-disant les civils à Alep ; et c'était l'armée régulière syrienne et l'armée russe qui étaient les grands assassins d'après la presse partielle occidentale ! Enfin la vérité triomphe toujours n'en déplaise à certains, anti-Assad et anti-russe.

- Aucune trace des Casques blancs n'a été détectée à Alep - sputniknews.com

Mais où sont donc passés les secouristes volontaires des Casques blancs à Alep, ceux qui «font chaque jour l'impossible dans cette ville martyre, face au déferlement de violence»? Aucune trace de ces derniers, selon le ministère russe de la Défense.

Aucune trace des secouristes volontaires des Casques blancs (White Helmets) n'a été détectée à Alep, a déclaré lundi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov. « Les seuls que nous n'avons toujours pas retrouvés à Alep-Est ce sont les soi-disant "secouristes volontaires" des "Casques blancs", qui sont accueillis en grande pompe dans les meilleures maisons de Paris et de Londres et qui ont failli être proposés pour le Prix Nobel de la Paix », a-t-il déclaré.

Les Casques blancs, cette soi-disant ONG de défense des droits de l'homme, ont été maintes fois accusés de mener un sale jeu en Syrie. Parmi les griefs retenus contre eux figurent une propagande anti-gouvernementale visant le régime de Bachar el-Assad, des tentatives pour encourager une intervention étrangère dans le pays, ainsi que des « preuves » fabriquées dénonçant les « bavures » commises lors de la campagne russe en Syrie.

François Hollande a reçu le 19 octobre le chef des Casques blancs. « Les Casques blancs et le Comité civil d'Alep font chaque jour l'impossible dans cette ville martyre, face au déferlement de violence. Leur action a permis de sauver des dizaines de milliers de vies », a alors indiqué l'Élysée dans son dossier de presse consacré à la visite. sputniknews.com 26.12

[La Moldavie rompt avec l'UE et l'OTAN.](#)

- Pourquoi le drapeau de l'UE ne flotte-t-il plus sur la résidence du président moldave? - sputniknews.com

Peu après l'investiture du nouveau président moldave Igor Dodon, le drapeau de l'Union européenne a été retiré de sa nouvelle résidence.

Juste après la cérémonie d'investiture du président moldave Igor Dodon, le drapeau de l'Union européenne ne flotte plus sur sa résidence. On ignore si le drapeau a été enlevé à l'initiative du président ou pour d'autres raisons, rapporte Rossiya Segodnya.

Le nouveau président a également déclaré quelques semaines avant son investiture qu'il avait l'intention de saisir la justice pour replacer sous contrôle présidentiel le Service d'information et de sécurité (SIS), de supprimer le bureau de l'Otan à Chisinau et de remplacer le procureur général qui lui a été imposé.

De même, Igor Dodon a promis un référendum pour annuler l'accord d'association et d'échange signé avec l'Union européenne en 2014. Il propose au contraire de rejoindre la Communauté économique eurasiatique créée par la Russie. M. Dodon a confirmé que son premier déplacement en tant que président se fera à Moscou, comme prévu. sputniknews.com 26.12

Les pauvres d'esprit sous influence, qui sans rire se présentent comme des opposants à l'UE et à l'OTAN, vont s'écrier : A quoi bon rompre avec l'UE et l'OTAN, si c'est pour se ranger au côté de la Russie.... C'est cela, vous avez raison comme toujours, la Moldavie ferait mieux de rester sous la coupe de l'UE et de l'OTAN, bravo les charlatans !

Le 28 décembre 2016

CAUSERIE

Vous imaginez un peu, vous seriez prisonnier ou otage, les dirigeants du mouvement ouvrier refuseraient que les seuls forces capables de vous sortir de là passent à l'action pour vous libérer de vos tortionnaires, sous prétexte que vos libérateurs ne seraient pas fréquentables, ils préféreraient vous laisser moisir ou crever, et après cela il faudrait leur accorder notre confiance, on croit rêver !

J'ai été qualifié d'ennemi de la classe ouvrière par un dirigeant du PT en 2005, et je sais que beaucoup de militants le pensaient également pour ne pas avoir voulu tenir compte des éléments sur lesquels reposaient mes conclusions, que les faits viennent encore une fois de confirmer malheureusement. Je ne leur en veux pas, tout le monde peut se tromper, le tout est d'en tirer des enseignements tant individuels que politiques pour aller de l'avant.

Certes, cette victoire du peuple syrien a un goût amer, mais c'est mieux qu'une terrible défaite dans un gigantesque bain de sang, non ?

En bref

1- Un courriel reçu d'un militant : D'accord avec ton analyse sur la Syrie (datée du 27-12).

Je ne sais pas si cela se fait, je l'en remercie sincèrement et lui souhaite mes meilleurs voeux.

2- J'habite en Inde depuis plus de 20 ans, j'y ai travaillé, enseigné. Je vis dans un petit village avec une femme indienne. J'ai été amené à croiser des Indiens de toutes conditions sociales, y compris des professeurs indiens et un grand nombre d'étudiants des universités indiennes. Pendant des années avec mon épouse indienne dont je suis séparée, j'ai regardé quotidiennement différentes chaînes de télévision en tamoul ou en anglais.

Je peux affirmer que le niveau de connaissances générales des couches de la population les plus développées est misérable pour ne pas dire quasiment nul, au mieux elles sont surfaites ou superficielles. Pourquoi ? Parce l'éducation et l'information sont conçues de telle sorte que seul ce qui est susceptible de vous apporter quelque chose pour vous enrichir individuellement ou augmenter votre pouvoir personnel est mis en avant pour attirer l'attention des jeunes ou de la population, c'est le culte de l'individualisme qui a valeur d'idéal suprême à l'image de la société.

Aussi il ne faut pas s'arrêter aux apparences, un jeune peut porter un T-shirt de Che Guevara sans savoir qui il était par exemple. Alors qu'à Taïwan des lycéens défilent en uniforme nazi n'a aucune signification à mes yeux, hormis que le culte d'Hitler peut être cultivé en haut lieu dans ce pays sous influence américaine, souvenons-nous qu'un portrait de Ford trônait dans le bureau d'Hitler à Berlin dans les années 30.

Un jeune indien ou taïwanais ou dans n'importe quel pays ne verra pas quel intérêt il pourrait tirer plus tard de connaissances en histoire, géographie ou sciences naturelles, si on ne leur enseigne pas que la société et le monde dans lesquels ils vivent sont le produit de leur développement depuis des millénaires, et qu'ils ont intérêt à comprendre comme ils fonctionnent pour pouvoir s'y intégrer plus tard ou s'en sortir, ce qui ne s'apprend pas en un jour ou en dormant.

- Taïwan : un proviseur démissionne après un défilé nazi dans son lycée - francetvinfo.fr

Le proviseur d'un lycée taïwanais a présenté sa démission, mardi 27 décembre, après la célébration de l'anniversaire. Des élèves y avaient défilé en uniforme nazi derrière un char en carton. Des photos et des vidéos postées sur internet ont suscité un déluge de critiques contre le Lycée Kuang Fu de Hsinchu City.

On y voit les élèves portant des répliques d'uniformes du IIIe Reich riant et dansant tout en brandissant des bannières ornées de la croix gammée. Un professeur a également participé selon les médias locaux à ce défilé, se faisant notamment photographier en faisant le salut nazi de la tourelle du blindé en carton.

"Voici Hitler ! Etudiants, saluez-le ! Ou le char vous écrasera, ou vous serez emmené dans la chambre à gaz !", peut-on entendre sur une vidéo publiée par le site internet de l'Apple Daily. Cheng Hsiao-ming, le proviseur, a annoncé dimanche sa démission. "Je présente mes excuses aux victimes et au public", a-t-il dit en promettant aussi des sanctions contre les autres responsables de l'établissement.

Le ministère taïwanais de l'Education a également présenté ses excuses et demandé au lycée de prendre des mesures pour améliorer l'éducation historique de ses élèves.

La culture pop et l'art commercial en Asie ont souvent exploité l'image d'Adolf Hitler et l'iconographie du IIIe Reich. Dans les années 1990, un "bar nazi" avait brièvement ouvert à Taipei. francetvinfo.fr 27.12

3- J'ai appris que Libération et Le Monde avaient créé respectivement une rubrique désintox et décodeur, qui consiste à décrédibiliser les auteurs d'articles ou de déclarations remettant en cause à partir des faits réels ou de témoignages les versions officielles du déroulement des événements dans le monde que la quasi-totalité des médias et des partis institutionnels relaient, ne supportant plus que leur présentation frauduleuse de la réalité ou leurs mensonges éhontés soient démontés dans des centaines de supports sur Internet principalement, et que le peu de crédibilité qui leur restait soit ainsi entamée, ils n'ont pas d'autre alternative que la fuite en avant en versant dans la diffamation.

Un fait est absolument certain, retirez-leur les subventions de l'Etat et ils mettent pratiquement tous la clé sous la porte, à commencer par L'Humanité. Comme les syndicats et la plupart des partis si vous y tenez, puisque leurs financements sont comparables ou ont la même origine, le régime en place.

La diversité de la presse serait un gage de démocratie nous dit-on. Foutaise, imposture, elle a une seule ligne éditoriale, celle de Washington, Bruxelles, Tel-Aviv, cette assertion a toujours servi à faire oublier qu'on ne vivait pas en démocratie, mais sous une dictature, celle du capital.

[Dossier sur la Syrie](#)

Une vidéo.

Les médias contre la réalité en Syrie - Eva Bartlett parle à RT
<https://www.youtube.com/watch?v=D5OW2tuoS3Q>

La journaliste canadienne qui a critiqué la couverture médiatique de la crise syrienne lors d'un récent sommet de l'ONU, a déclaré à RT que ses rapports avaient été qualifiés de «partiaux» en faveur des gouvernements russe et syrien.

J'ajouterai que cette brave journaliste semblait profondément troublée par ce déversement de haine auquel elle ne s'attendait apparemment pas.

- Alep libérée : quand l'AFP qualifie des décapiteurs d'enfants de «rebelles» - Arrêt sur Info

Si sur le plan humain, l'agence se réjouit du retour de la paix dans Alep, elle déplore la défaite des djihadistes toujours qualifiés de «rebelles modérés», même lorsqu'il s'agit d'un groupe à l'origine de la décapitation d'enfants.

Le 23 décembre, l'Agence France Presse (AFP) publie une dépêche dans laquelle, après avoir précisé que «pour la rébellion armée s'opposant au régime du président Bachar al-Assad, la perte d'Alep représente un revers cinglant», elle donne la parole à un certain Yasser al-Youssef.

« Sur le plan politique, c'est une grande perte [...] pour la révolution, c'est une période de recul et un tournant difficile », a estimé Yasser al-Youssef, un responsable du bureau politique du groupe rebelle Nourredine al-Zinki», explique la dépêche de l'AFP.

Le texte oublie cependant de rappeler que les membres de ce fameux groupe «rebelle» allié au front Al-Nosra (désormais Fatah al-Cham), avaient, il y a quelques mois, publié une vidéo sur laquelle on les voyait égorger un enfant.

Par ailleurs, Amnesty International a signalé dans un rapport de juillet 2016 que Nourredine al-Zinki s'était rendu coupable de crime de guerres, notamment d'actes de torture sur des membres du personnel humanitaire, ainsi que sur... des journalistes.

Outre l'AFP, d'autres médias mainstream ont interviewé l'obscur Yasser al-Youssef, porte-parole du groupe Nourredine al-Zinki, comme le quotidien américain The Wall Street Journal dans un article du 30 septembre dernier, dans lequel les membres de cette organisation étaient là aussi qualifiés de «rebelles».

L'AFP a également interrogé Ahmad Qorra Ali, responsable «du puissant groupe islamiste rebelle modéré» Ahrar al-Cham, dont les membres fondateurs sont de hauts cadres d'Al-Qaïda. Ce dernier a martelé qu'Alep était maintenant «sous l'occupation de la Russie et de l'Iran».

Pour reprendre le contexte, l'AFP explique également : «en quatre semaines, du 15 novembre au 15 décembre, l'opération militaire a tué plus de 465 civils, dont 62 enfants, à Alep-Est». Et d'ajouter ... «selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH)», se basant donc sur une source unique et dont le manque de crédibilité a été démontré à maintes reprises.

Ainsi, la presse mainstream qui certes, semble se réjouir que les Alépains puissent enfin regagner leur domicile et retrouver leur antique cité restée près de cinq ans aux mains des djihadistes qui ont livré la ville à feu et à sang, continue cependant de qualifier ces derniers de « rebelles modérés ».

Pourtant, ces djihadistes, qu'ils soient membres du Front Fatah al-Cham (ex Front al-Nosra) ou d'autres groupuscules, ont commis des atrocités contre la population civile d'Alep, n'hésitant pas à utiliser hommes, femmes et enfants comme boucliers humains durant les bombardements des forces syriennes et de leurs alliés russes et iraniens.

L'été dernier, plusieurs dirigeants du groupe Al-Nosra, rebaptisé depuis Fatah al-Cham, avaient déclaré être soutenus matériellement par Washington dans leur opposition au gouvernement du président Bachar el-Assad. Arrêt sur Info 27.12

Manipulation des masses.

Il est certain que parmi la population dans n'importe quel pays, ils trouveront toujours des gens mal informés qu'ils pourront embrigader dans leurs aventures criminelles.

- Marche citoyenne : en route pour Alep - euronews.com

En Allemagne, une centaine de Berlinoais a décidé d'entreprendre une longue marche citoyenne jusqu'en Syrie, pour demander l'arrêt des bombardements et attirer l'attention sur le sort des réfugiés qui ont dû fuir leur pays. Ils communiqueront via les réseaux sociaux.

Près de 3000 personnes se sont déjà portées candidates pour suivre tout ou partie de l'itinéraire. euronews.com 26.12

Les bombardements de l'armée syrienne et ses alliés auraient causé 465 morts parmi la population civile d'Alep-Est depuis le 15 décembre, chiffres contestés par les autorités syriennes, mais peu importe, prenons-les comme tels. Sur 250.000 habitants, cela fait 0,2% de victimes pour libérer la seconde ville du pays qui était à un carrefour stratégique pour les barbares et infliger une cinglante défaite aux Etats-Unis et ses alliés, ce n'est pas cher payé, même si ce sont des civils innocents qui en ont fait les frais ou la vie n'ayant pas de prix, sauf en temps de guerre.

La guerre n'est pas terminée.

- L'armée syrienne intensifie son offensive près de Damas - Reuters

L'aviation syrienne a intensifié les bombardements sur une zone rebelle au nord-ouest de Damas dans le cadre d'une offensive lancée vendredi pour reprendre ce lieu stratégique qui fournit en eau la capitale, ont annoncé mardi des rebelles et des habitants.

Des tirs de mortiers et des frappes aériennes ont touché plusieurs villes de la vallée de Wadi Barada, à 18 km au nord-ouest de la capitale, rapportent-ils.

Les routes menant aux villes et les montagnes bordant la vallée sont contrôlées par la garde républicaine syrienne ainsi que des milices du Hezbollah libanais, allié du régime de Bachar al Assad.

Des habitants précisent que les combats se sont concentrés lundi dans le village de Baseimeh, où les forces du régime tentent une percée pour rejoindre une enclave d'une dizaine de villages comptant environ 100.000 habitants.

"Ils cherchent à nous pousser à conclure un accord de reddition, nous n'abandonnerons pas notre terre", a déclaré un commandant du groupe rebelle Ahrar al Sham, Abu al Baraa. Reuters 27.12

Pour info : Ahrar al Sham présenté comme "un groupe rebelle", est en réalité un groupe salafiste qui regroupe 1 500 hommes et dont les membres fondateurs sont de hauts cadres d'Al-Qaïda, soutenu par le Qatar.

[Avertissement. La fabrique du consentement comporte des failles, ils optent pour la censure.](#)

- Israël : Le Parlement va examiner une loi pour retirer d'Internet les « incitations » à la violence - LeMonde.fr

Des ministres israéliens ont approuvé dimanche 25 décembre un projet de loi qui autorisera un tribunal à ordonner à des sites comme Facebook ou YouTube de supprimer certains contenus considérés comme des incitations à la violence. Connu sous le nom de « projet de loi Facebook », le texte pourrait permettre au gouvernement de demander, par l'intermédiaire d'un tribunal,

la suppression sur un site web d'un contenu dans les cas où il poserait « un vrai risque pour la sécurité d'une personne, du public ou de l'Etat », selon la ministre de la justice Ayelet Shaked, du parti d'extrême droite Foyer juif.

Israël a tenu cette année des discussions avec des responsables de Facebook à ce sujet, et en septembre Mme Shaked avait affirmé que le géant américain avait supprimé 95 % des publications qu'Israël lui avait demandé de retirer. Elle a ajouté qu'en 2016 71 % des 1 755 demandes formulées par Israël concernant le retrait de contenus avaient reçu une réponse favorable.

Elle a cependant souligné qu'il était important qu'une telle collaboration soit « obligatoire ». « La nouvelle loi est essentielle pour nous donner les outils pour agir immédiatement et supprimer du contenu qui pourrait mener à des actes terroristes et au meurtre », a renchéri le ministre de la sécurité publique, Gilad Erdan, autre défenseur du projet de loi.

L'Etat hébreu assure qu'Internet a joué un rôle clé dans l'incitation aux violences perpétrées contre les Israéliens par des Palestiniens depuis octobre 2015.

Selon l'Institut pour la démocratie en Israël, le projet est « sans précédent » dans sa forme actuelle, comparé à d'autres législations ailleurs dans le monde. Il a dit craindre qu'il ne « facilite un niveau de censure disproportionné ».

Les Palestiniens redoutent aussi que cette campagne ne conduise à une censure de l'information et soupçonnent Israël d'être derrière la fermeture de deux comptes en septembre. Facebook s'était alors excusé pour avoir temporairement rendu inaccessible deux comptes liés à des sites d'informations palestiniens critiques à l'égard d'Israël, évoquant « une erreur ». LeMonde.fr 26.12

Commentaires d'internautes abonnés au Monde.

1- La premier des violences c'est l'occupation colonisation.

2- "retirer l'Internet les incitations a la violence", quid de de la violence du texte de loi lui même et ce qui soustend ce projet ?

3- Les incitations à la violence anti-arabes ne seront évidemment pas concernées, ça va de soi.

4- Quand on constate que les critiques à l'égard de l'oppression des Palestiniens sont qualifiées "d'antisémites", on imagine ce que l'état israélien nomme violence.

Vous avez raison, en voici une démonstration, sachant que cette critique concerne un gouvernement acquis au sionisme :

- Israël: Le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman qualifie la conférence de paix française de "procès Dreyfus" - AFP

- Fausses nouvelles par omission – Bientôt interdit de les dénoncer ? Par Moon of Alabama - Arrêt sur Info

Des gradés israéliens prétendent que le Hezbollah utilise des transporteurs de troupes blindés en Syrie, une affirmation correcte des transporteurs de troupes qu'il a reçus des Forces armées libanaises (FAL), un mensonge. Les transporteurs en question sont de très très vieux véhicules à chenilles et les FAL ont reçu une seule fois des véhicules un peu plus perfectionnés des États-Unis. Israël fait ce genre de déclaration régulièrement.

Mais comme cela a été dit les fois précédentes, le Hezbollah a pris ces APC à l'Armée Libanaise du Sud (ALS) qui était une force de procuracy israélienne pendant l'occupation israélienne du Liban. Lorsque, en 2000, le Hezbollah a finalement expulsé Israël du Liban, l'ALS s'est dissoute et toutes les armes qu'Israël lui avait livrées ont été ajoutées aux stocks du Hezbollah. Il les a utilisées depuis pour combattre Israël et les différents états du Golfe, les Djihadistes par procuracy au Liban et en Syrie.

Mais vous n'apprendrez pas cela du principal organe de presse israélien aux États-Unis, le New York Times. Son article ne mentionne pas la source originale des APC (...)

Il s'agit manifestement d'une campagne de diffamation israélienne contre les FAL et le très modeste soutien matériel qu'elles reçoivent des États-Unis sous formes d'armes obsolètes. C'est de la calomnie. (...)

Israël accuse les FAL de soi-disant transférer des armes alors que ces armes proviennent d'un stock, appartenant à sa force de procuracy, qui est resté sur place après l'échec de son occupation du Liban. C'est de la chutzpah* caractérisée ou plutôt de la calomnie et de la diffamation venimeuse.

Mais le soi-disant journal de référence dont la devise est « toutes les nouvelles qu'il est nécessaire de publier » ne trouve

pas nécessaire de rétablir la vérité en disant pour que les responsables israéliens font des allégations clairement fausses. Les « nouvelles » qu'il publie sont consciemment fausses par omission. Il ne s'agit pas de nouvelles « fabriquées de toutes pièces » – aucun des faits imprimés n'est tout à fait faux, mais ça n'en est pas moins une fausse nouvelle qui désinforme les lecteurs en laissant de côté les faits pertinents.

On parle beaucoup en ce moment de « fausses nouvelles ». La plupart de ce que les organes de presse à la solde du gouvernement des États-Unis affirment sur ses différents « ennemis » en sont. Presque tous articles du NYT sur la guerre en Syrie n'ont peut-être pas été et ne sont pas entièrement fabriqués, mais ils demeurent des fausses nouvelles. Cependant maintenant il y a davantage de sources d'information alternatives accessibles aux gens qui veulent s'informer.

Les tentatives actuelles pour diffamer ces sources alternatives en les accusant de conspirationnisme ou de relayer la propagande russes sont les derniers soubresauts d'un combat pour arrêter le flot de la réalité qui va bientôt emporter le NYT, d'autres organes d'informations similaires, et les « officiels chevronnés » qu'ils servent. Je pense que la violence de ce combat va s'intensifier pendant un an ou deux. Trop d'argent et trop d'egos sont menacés.

La question qui se pose maintenant est celle de la capacité de ces sources alternatives, espérons-le plus honnêtes et plus réalistes, à se protéger contre les attaques qui ne manqueront pas. Les grandes multinationales d'Internet (qui sont toutes aussi employées par le département de la Défense) commencent à supprimer des blogs et des sources alternatives d'information qu'elles accusent de publier des « nouvelles fausses ». Il va y avoir des (cyber-) attaques directes. Que peut-on faire pour contrer toutes ces attaques ? Arrêt sur Info 25.12

- L'Egypte se dote d'un Conseil suprême de la presse et des médias - Reuters

Un organe de tutelle de la presse et de l'audiovisuel dont les membres seront désignés par le président Abdel Fattah al Sissi va être créé en Egypte en vertu d'une loi promulguée lundi par le chef de l'Etat.

Le Conseil suprême de la presse et des médias sera notamment chargé de veiller au respect des règles de la concurrence, de l'éthique journalistique, de l'indépendance et de la neutralité de l'information. Il aura le pouvoir d'infliger des amendes et de suspendre la publication ou la diffusion des journaux et des émissions, et pourra également retirer les autorisations de la presse étrangère.

Son président sera désigné par Abdel Fattah al Sissi, qui choisira également les autres membres sur recommandation de différentes instances, dont l'appareil judiciaire et le Parlement.

Les organisations de défense des droits de l'homme et le Comité pour la protection des journalistes estiment que les atteintes à la liberté de la presse sont courantes en Egypte. Le pays figurait en 2015 à la deuxième place du classement mondial par le nombre d'arrestations de journalistes. Reuters 26.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Trump nomme Greenblatt, un proche conseiller, « négociateur international » - lemonde.fr

Le président élu américain, Donald Trump, a nommé, mardi 27 décembre, son conseil juridique en chef à un poste de « représentant spécial en charge des négociations internationales », une nouvelle fonction au sein de l'administration américaine.

Dans un communiqué de l'équipe de transition, M. Trump affirme que Jason Greenblatt l'assistera « dans les négociations internationales de tout type et pour les accords commerciaux à travers le monde ». L'intéressé dirige de longue date le cabinet d'avocats de l'entreprise du président élu : Trump Organization.

Durant la campagne électorale, Jason Greenblatt, avocat du droit immobilier âgé d'une cinquantaine d'années, a notamment conseillé Donald Trump sur les questions proche-orientales. Il a déclaré que les colonies de peuplement juives construites sur des territoires où les Palestiniens veulent créer leur propre Etat n'étaient pas un obstacle à la paix, et qu'une solution à deux Etats n'était pas viable.

Selon CNN, M. Greenblatt va se concentrer sur le conflit israélo-palestinien, les relations des Etats-Unis avec Cuba et les

accords commerciaux avec d'autres pays.

Au commerce, le président élu sera déjà assisté par le milliardaire Wilbur Ross, 79 ans, qu'il a désigné comme secrétaire au commerce. M. Trump n'a pas encore nommé son représentant au commerce extérieur (USTR). [lemonde.fr 27.12](#)

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France. Titrisation des chiffres du chômage.

- Chômage : trois mois de baisse consécutifs - [Libération.fr](#)

Au total, les effectifs de la catégorie A, la plus observée des cinq employées par Pôle Emploi, ont diminué de près de 110 000 depuis septembre, et de 133 500 depuis le début de l'année. Non sans controverses sur la nature de cette baisse, soutenue notamment par un recours massif à la formation. C'est ainsi qu'en novembre, les effectifs de la catégorie D, regroupant notamment les demandeurs d'emploi en formation, ont bondi de 4,3%, soit environ 14 000 personnes. En incluant les catégories B et C (activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi est ressorti à 5.475.800 fin novembre 2016, en hausse de 0,3% sur un mois (+15.000 personnes), mais en baisse de 0,8% sur trois mois (soit -42.400 personnes).

En novembre 2016, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A étaient 525 000 de plus qu'en mai 2012. [Libération.fr 26.12](#)

[Haut de page ↗](#)